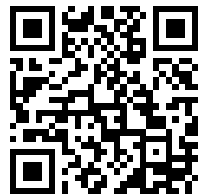

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477988



UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY
OCTAVIA WILLIAMS BATES
BEQUEST

DC
611
S325
A35

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

Vice-présidents : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.

Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, Saintes.

Trésorier-adjoint : M. BOURDIN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue de Vaugirard, 240.

PANDIN DE LUSSAUDIÈRE, archiviste de la Charente-Inférieure, La Rochelle.

GEORGES MUSSET, I. 40, archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. 40, juge honoraire, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ANATOLE LAVERNY, au château du Coudret, près Saintes.

ABRI. MESTREAU, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, rue Saint-Michel, 16.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

ARCHIVES HISTORIQUES

REVUE

DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

XXXIV



SAINTES

LIBRAIRIE J. PRÉVOST

15, COURS NATIONAL

—
1914



Bates
Nijhoff
7-17-26
134 92

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE FÉVRIER

AVIS ET NOUVELLES : Assemblée générale, Concours, Nominations, Salon d'automne, Journaux, Changement de noms de rues.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Salanoue-Ipin, Comtesse de Lestrangle, M. Nicolle, M^{me} du Seutre, M. Chaigneau, M. Boissard. — *Mariages* : Peloux-de Lapeyre de Bellair, Deschamps-Barbion.

VARIÉTÉS : *Contribution à l'histoire de l'économie domestique et rurale en Saintonge*, par M. Ch. Dangibaud ; *La déportation ecclésiastique à Rochefort*, par M. l'abbé Lemoussier ; *Une page d'histoire locale*, par M. M. Pellissier ; *Les justices de paix de Saintes*, par M. Guérin ; *Une plantation de vigne en Saintonge*, par le Dr Ch. Vigen.

QUESTIONS : Pichon-Beaupré.

RÉPONSES : La Pierre-Merveille, M^{me} Blanqui.

LIVRES ET REVUES : *Les légendes épiques*, de M. Bédier.

AVIS ET NOUVELLES

Le tome XLIV des *Archives* a été distribué fin décembre. Prière à nos confrères de vouloir bien le retirer de chez nos correspondants, ou le réclamer au siège de la Société.

L'assemblée générale de la Société aura lieu le 28 février prochain, au siège de la Société, rue Saint-Michel.

L'Académie des Sciences et Belles-Lettres de La Rochelle met au concours pour 1915 la composition d'une anthologie saintongaise et aunisienne. Un prix de 250 francs et un autre de 50 francs et des mentions seront décernés aux auteurs des meilleurs recueils. Sont seules admises à figurer dans ce recueil les œuvres des poètes nés ou domiciliés dans les limites de ces anciennes provinces. De courtes notices donneront sur chacun

d'eux et sur leurs œuvres les renseignements biographiques et bibliographiques les plus essentiels. Les manuscrits seront déposés avant le 31 janvier 1915.

Demander à M. G. Musset, président, la notice détaillée.

M. Grizet, architecte à La Rochelle, est nommé architecte du gouvernement pour les monuments historiques (décembre 1913).

Par arrêté du 10 décembre 1913, le maire de La Rochelle a nommé architecte de la ville M. Planckaert, architecte diplômé par le gouvernement, né à Tourcoing en 1861, adjoint au maire de Limoges de 1906 à 1912.

Au Salon d'Automne, on a pu voir des œuvres de MM. Balande (*A la Campagne*) ; Grillon (*Port de La Rochelle*) ; Albert Guindet (de Saintes) (*Café Maure, Rue Arabe, Oasis, Le Marabout*) ; de Joncières (*Carnaval de Schumann*) ; Lépine (*A l'Ombre, La Chambre*) ; de Castro (*Port de La Rochelle*).

Les deux maisons de la rue de la Loi, situées en dessous et à côté du grand vitrail de l'église des Jacobins, ont été démolies les 12-18 janvier 1914.

Les élections législatives approchent.

Le Petit Rochelais, organe hebdomadaire des républicains de gauche, paraît depuis le 4 janvier.

Le Conservateur de Marennnes (fondé en 1878) disparaît et fait place au *Courrier de Marennnes*. Directeur : M. A. Barbault. Organe hebdomadaire du parti républicain démocratique.

Décembre 1913. — M. Paul Courcoul, rédacteur en chef des *Tablettes des Deux-Charentes*, passe à la rédaction du *Nouvel-iste de Bordeaux*.

M. George Havard, rédacteur de l'*Echo Rochelais*, dirigera à Nantes le *Télégramme des Provinces de l'Ouest*, qui va être créé à la place de l'*Espérance du peuple*.

Il est remplacé par M. Jan Le Quesne.

Le conseil municipal de Rochefort a décidé, dans sa dernière séance, de changer le nom de la rue Véron et de lui substituer

le nom de Charles Maher, qui né à Rochefort le 29 mars 1805, entra le 22 octobre 1819 à l'Ecole de médecine. Chirurgien de 3^e classe en 1823, de seconde en 1827 et de première en 1836, après de longues campagnes il écrivit : *Essai sur les fièvres intermittentes pernicieuses, Relation de deux épidémies de fièvre jaune, pendant les années 1837 et 1838*. En 1841, il concourt avec succès à Brest, puis en 1856, il est placé à la tête de l'hôpital et de l'Ecole de Rochefort. Chevalier de la Légion d'honneur en 1839, il est élevé au grade de commandeur en 1860, et mis à la retraite le 1^{er} juillet 1870.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 24 juin 1913, est décédé à Hué (Annam), le docteur Henri Salanoue-Ipin, médecin principal de première classe des troupes coloniales, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, directeur local du service de santé de l'Annam.

Quoique sa famille fut originaire de Léas-Athas (Basses-Pyrénées), il était né à Rochefort-sur-Mer, le 23 octobre 1861, de Jean, officier d'infanterie de marine, et de Jeanne Casanave (mariés le 16 janvier 1861), avait été un brillant élève du lycée de cette ville (prix d'honneur en philosophie au concours général), et sortait de l'Ecole de médecine, premier de sa promotion en 1882.

Il a écrit différents « essais », projetant de consigner, quand il aurait eu des loisirs, dans des ouvrages plus importants, ses observations, ses études, ses expériences, faites sous tous les climats coloniaux. On a de lui un *Précis de pathologie tropicale* (1910), et il laisse un manuscrit sur les *maladies de peau*, qui va paraître incessamment.

En 1900, il avait été chargé de combattre une épidémie de dysenterie dans le Finistère, et en décembre de cette même année il partit pour le Soudan où il parvint à introduire les premiers tubes de vaccin et à pratiquer la vaccine.

En 1902, il revient comme médecin-major de 2^e classe au 21^e régiment d'infanterie coloniale, à Paris. En 1903, comme médecin-major de 1^{re} classe il se rend en Indo-Chine. En 1907 il y

retourne, et en 1909, il remplit les fonctions de directeur de l'hôpital de Tananarive. En 1910, il est nommé professeur de chirurgie interne à l'Ecole de Marseille. En janvier 1913 il part pour Hué.

Le Dr Salanoue avait épousé, en décembre 1895, Mlle Madeleine-Armeline Boute, née à Quimper, fille du Dr Boute, ancien médecin de marine (décédé en 1901 au Val-de-Grâce, âgé de 84 ans) et de Arméline Afficteaud.

Le 8 décembre 1913, est décédée en son château de Saint-Julien, près Saint-Genis-de-Saintonge, Marie-Henriette du Tertre, comtesse de Lestrangle, née à Paris, le 16 mars 1828, veuve de Raoul, comte de Lestrangle, décédé à Paris, le 1^{er} mars 1855, fils d'Alfred, marquis de Lestrangle, habitant au château de Chaux, commune de Chevanceaux.

Elle était fille d'Alexandre-Maximilien, vicomte du Tertre, maréchal de camp aux armées du roi, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'Honneur, etc., membre de la Chambre des députés, et de Claire-Blanche-Charlotte de Couronnel.

De son mariage elle eut deux enfants :

1° Charles-Alfred-René-Audouin, marquis de Lestrangle, né le 31 mai 1849, mort sans alliance à Périgueux, le 21 novembre 1911.

2° Marie-Joseph-Henry, aujourd'hui marquis de Lestrangle, chef de nom et d'armes de la maison de Lestrangle, conseiller général de la Charente-Inférieure, né à Paris, le 29 avril 1853. Marié : 1° le 12 août 1879, à Marie-Charlotte-Alix de Bertier de Sauvigny, fille d'Alexis de Bertier de Sauvigny, général de brigade, grand officier de la Légion d'honneur, etc., et de Claire de Granges de Rancy, dont une fille : Henriette ; 2° à Marie-Frasquita-Blanche de Bertier de Sauvigny, sa belle-sœur. De ce second mariage sont nés six enfants : 1° Alix, mariée à Louis, comte de la Taille-Trétinville ; 2° Edmond ; 3° Jeanne ; 4° Robert, décédé ; 5° Odette, et 6° René de Lestrangle.

La famille du Tertre est originaire de l'Artois et la famille de Lestrangle, du Limousin, s'est établie en Saintonge à la fin du XVIII^e siècle.

Les obsèques de la comtesse de Lestrangle ont eu lieu dans l'église de Bois, le 12 décembre, où l'absoute fut donnée par M. l'abbé Billard, curé de Saint-Palais de Saintes. L'église était

trop petite pour contenir la famille et la population des environs venues rendre un dernier hommage à cette femme de bien dont toute la vie fut un exemple de modestie, de piété, de charité et de bonté, comme le dit M. le curé de Bois en quelques mots partis du cœur.

M. Camille Nicolle, député de la deuxième circonscription de Saintes, est décédé à Paris, le 14 décembre 1913, âgé de 78 ans, et a été enterré à Tesson, le 18. Il était né à Villars-en-Pons, en 1835. Il avait été élu en décembre 1903 et constamment réélu depuis. Il laisse une fille M^{me} Reperé.

Voir, dans l'*Indépendant* du 20 décembre, les discours prononcés sur sa tombe.

Le 17 décembre 1913, est décédée, à Saintes, M^{me} Jaulin du Seutre, née Marie-Amélie-Irma Tetard, âgée de 58 ans, femme de M. Camille du Seutre, ancien employé des postes. Elle laisse quatre fils : le docteur Auguste Jaulin du Seutre, médecin-major des troupes coloniales, MM. Maurice, Victor et Guy.

Le 17 décembre 1913, est décédé, à Saint-Jean d'Angély, M. Albert Chaigneau, ancien avocat, ancien sous-préfet de Saint-Jean d'Angély.

Il laisse deux enfants : M. Albert Chaigneau, avocat et M^{me} Louis Foucault.

Le 24 décembre dernier a été enterré à Thaims M. Marcel Boissard, secrétaire de l'Econamat de l'hôpital de Saintes.

MARIAGES

Le 15 décembre 1913, a été béni à Rochefort le mariage de M. Max-Roger Peloux, avocat à Toulouse, avec M^{me} Léonie de Lapeyre de Bellair.

Le 7 janvier 1914, a été béni à Bressuire le mariage de M. René Deschamps, juge d'instruction à Bressuire, avec M^{me} Henriette Barrion.

VARIÉTÉS

I

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE

DE L'ÉCONOMIE DOMESTIQUE ET RURALE

EN SAINTONGE

(1795-1820)

En parcourant les livres de comptes de deux familles saintongeaises de la seconde moitié du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e, j'ai été frappé moins par le bas prix de la main-d'œuvre d'alors et de certains objets de ménage, ou, au contraire, les hauts prix payés pour certains autres, bien meilleur marché aujourd'hui, que par les détails de mœurs, d'habitudes, si différents des nôtres et par la répercussion des événements politiques sur la vie rurale. Ils émergeaient de ces vieilles pages séculaires, au fur et à mesure qu'elles revoyaient la lumière, comme sortent de terre, où ils étaient enfouis et perdus depuis des siècles, ces mille riens, débris et reliques des générations passées, qui, groupés, constituent un ensemble instructif cher aux archéologues. Rassemblés et condensés, ces articles de dépenses évoqueront les incidents de la vie journalière de nos bis-aïeuls. Sans espérer qu'ils nous servent de leçon et nous mettent en garde contre les utopies du jour, sans même avoir la prétention d'avoir fait une découverte sensationnelle, puisque tout le monde a plus ou moins entendu parler du maximum, des assignats et des conséquences du fameux blocus sur le prix des denrées, l'ensemble n'est pas dépourvu de surprises.

Le premier livre que j'ai dépouillé a été celui de Louis-Xavier Dangibeaud, le père de ma grand'mère paternelle. Né en 1769, il fut conseiller municipal de Saintes, commandant de la garde nationale et l'un des délégués de la ville vers le duc d'Angoulême et Louis XVIII en 1814. Il mourut en 1820, à 52 ans.

Compris dans une réquisition générale, à 23 ans, il partit comme simple soldat, mais, en ce temps-là, on montait vite en grade. Presqu'aussitôt nommé capitaine-trésorier du 6^e bataillon de la Charente-Inférieure, il se distingua à Chantonay et à

Fontenay, en sauvant la caisse de son bataillon (1), chance que n'eurent pas les autres trésoriers, paraît-il. Cette action lui valut force éloges et l'an V on le licencia. Il épousa alors Catherine-Eustelle Garat, qui lui apporta le Fagnard, près Saintes, où il s'établit avec sa femme et bientôt quatre enfants, dont l'un deviendra juge d'instruction à Saintes, dépouillera les registres de l'échevinage, d'où il extraira *Saintes au XVI^e siècle*.

De son passage à la trésorerie de son bataillon, il conserva l'habitude d'un ordre parfait ; ses livres sont tenus avec un soin méticuleux, et c'est grâce à cette régularité dans les écritures que nous pouvons connaître bien des détails curieux précis.

La vie au Fagnard (2) est modeste, parce que la fortune y est modeste ; on consomme surtout les produits de la propriété, on s'en contente, on compte serré, on se refuse le superflu, non dans le but de réaliser des économies, mais les temps sont durs, l'argent est rare, la terre a besoin de grosses dépenses qui la mettent en rapport, on tient à éviter le déficit, sans y parvenir toujours. Homme d'ordre, Louis-Xavier Dangibeaud établit, à la fin de chaque année, son bilan, explique la provenance de l'excédent des dépenses sur les recettes ou inversement. Il est obligé deux fois d'emprunter pour subvenir aux gros frais de ses plantations, il prend à fonds perdu, c'est-à-dire à rente viagère, des sommes relativement importantes. Ce mode d'emprunt avait grande faveur jadis, malgré le gros aléa qu'il présente, car il est bien connu qu'accepter de servir une rente viagère, c'est contracter un engagement dont le terme dépasse généralement les prévisions. L'emprunteur l'aimait quand même, parce qu'il n'avait aucune préoccupation de remboursement.

Je n'ai remarqué qu'une dépense à caractère vraiment somptuaire. Un jour il achète des cigares, il ne dit ni la quantité ni

(1) Il ne sortit pas indemne de cette affaire, car son père, le 6 septembre 1793, demande au Directoire du district de Saintes de le garder, « attendu les mauvais traitements qu'a essuyés le plus jeune de ses fils de la part des brigands de la Vendée ». Le 22 floréal an III, il y a une nouvelle demande dans laquelle Xavier expose qu'à la suite d'une maladie longue et dangereuse, il s'est rendu chez son père, muni d'un congé de deux mois.

(2) Je négligerai certains achats faits sur place, mais je veux noter, en tant que détail de mœurs, le passage fréquent de marchands ambulants de quincaillerie, objets de toilette de femme, toiles, jouets d'enfants, verrerie. Un savetier fait des tournées dans les villages.

le prix. C'est une fantaisie, restée unique d'ailleurs, peut-être une simple curiosité, qui étonne et amuse de la part d'un homme aussi grave et pas du tout fumeur habituellement.

Deux autres particularités nous indiqueront mieux quel homme était L.-X. Dangibeaud. Pas le moins du monde républicain, il donnait cependant du citoyen à tout le monde et observait rigoureusement le calendrier révolutionnaire, parce que c'était la loi ! Il ne changera que lorsque l'ordre sera promulgué de reprendre l'ancien. Le second Saintongeais, chez qui nous pénétrons tout à l'heure, vivant à la même époque, professant les mêmes idées que lui, même plus royaliste que lui, n'eut point tant de scrupules. Le père continue jusqu'à sa mort (1799) à compter le temps comme il l'a compté toute sa vie, son fils, plus moderne, compte bien un peu suivant l'ère républicaine, mais il ne manque jamais d'écrire à côté la conversion en « vieux style ».

Je soupçonne mon arrière-grand-père d'avoir partagé l'admiration presque générale en France pour Bonaparte, car si à l'état civil il fait inscrire sa fille sous les prénoms d'Anne-Françoise, il ne l'appelle jamais que Joséphine. Au demeurant, il lit le *Journal de l'Empire*, le *Journal Economique*, le *Journal des Campagnes*. Il prend un abonnement au cabinet de lecture (3 francs par mois) du libraire Charrier (1807) et n'achète que quatre livres, un code (1805), un catéchisme, une grammaire de Lhomond, et un exemplaire des *Œuvres de M. Berquin*, en six volumes, pour son fils (1). Cette douceur lui coûte modestement quinze francs ! il faut croire que Charrier ne la mettait pas en location !

Une autre dépense extraordinaire, qui nous ferait sourire, si elle n'était pas imposée par une cause parfaitement triste, c'est l'achat de deux serviettes revenant à 43 fr. 50 c. pièce ! (87 frs de notre monnaie !) Je me hâte d'ajouter que personne d'entre nous, pouvant payer 175 francs, n'hésiterait à pareil sacrifice, le cas échéant, et de bon cœur ! Quand on a jour et nuit sous les yeux constamment une femme aimée qui souffre, menacée de

(1) A l'école chez M. Termonia, qui avait établi son pensionnat rue des Ballets en 1787 (*Journal de Saintonge*, p. 270). — 1809, 3 mai, payé à M. Termonia, pour 40 jours d'école et pour fournitures faites à Louis, 12 fr. Je ne sais si le jeune Louis a été retiré de cette pension ni où il a continué ses études. Il n'y a plus de dépenses d'instruction pour lui.

mort prochaine, on tente l'impossible pour la sauver ou pour adoucir ses souffrances.

M^{me} Dangibeaud, de santé débile, épuisée par quatre grossesses très rapprochées, était devenue phthisique. Les livres portent trace de la médication, restée classique, qui lui fut ordonnée : lait d'ânesse, eau-de-vie (1), Eaux-Bonnes (2). Le mal empirait toujours. Quelqu'un, peut-être un médecin, parla d'une nouveauté, d'une invention merveilleuse d'un chirurgien d'Annezay (près Tonnay-Boutonne), François Capdeville. Le mari affligé, désespéré, dépêcha un commissionnaire qui lui rapporta, « le 19 juin 1808, deux serviettes sudorifiques à appliquer sur la poitrine de sa femme..... 72 fr.

Frais de voyage..... 15 fr. »

Quelles fibres précieuses constituait ce tissu thérapeutique, ou quelle préparation il avait subi, je n'ai pas même cherché à le savoir. Capdeville semble être un vulgaire exploitateur de l'espoir des parents attristés de voir leurs malades guérir. Si réellement ses serviettes possédaient la propriété qu'il leur attribuait, elles ne pouvaient manquer de débilitier davantage un corps déjà fortement anémié. Elles enlevèrent à la malade ses dernières forces. Catherine Garat mourut le 12 septembre 1808, à 30 ans.

Un dernier trait achèvera de silhouetter cet excellent homme qui ne répugne pas aux nouveautés médicinales. On sait quelle défiance inspira la vaccine lors de son apparition en France. L.-X. Dangibeaud fut sinon parmi les tout premiers audacieux qui se livrèrent ou livrèrent de confiance leurs enfants à la grande innovation, du moins parmi les seconds, lesquels ne sont séparés des premiers que par deux mois. Il semble que, circonspects et prudents, ceux-là aient attendu, pour juger, les effets des premières expériences. Au nombre des enfants vaccinés à la première fournée figure la nièce du lieutenant-général de Montazet. Or celui-ci était locataire de L.-X. Dangi-

(1) N'ayant pas d'eau-de-vie, il en achète deux fois : 10 messidor an XII, payé à M. Niox pour quatre bouteilles eau-de-vie nouvelle, 5 fr. 60. — 30 messidor an XIII, payé à M. Verneuil, boulanger, pour six bouteilles eau-de-vie, 6 fr.

(2) 1808, 21 mai : payé fourni par Tourette et Menginac, de Bordeaux, pour 12 bouteilles Eaux-Bonnes, port, emballage et mannequins, 33 fr. A Saintes, en 1790, l'eau de Cauterets coûtait 48 sols la bouteille chez Larrieu, rue Basse (*Journal de Saintonge*, p. 335).

beaud et pouvait renseigner exactement son propriétaire sur les phases successives du vaccin. Les deux premières séances eurent lieu du 14 au 29 prairial (mai et juin) an IX (1802) à Saintes, une troisième eut lieu en messidor (juin-juillet) et une quatrième en thermidor (juillet-août). C'est à cette dernière que mon arrière-grand-père conduisit sa fille. Ce que l'on sait moins, ce que personne n'a dit, en racontant l'introduction de la vaccine dans notre ville, c'est le prix extravagant que coûtait cette petite opération. Voici la mention inscrite sur le livre des dépenses :

« An IX, 16 thermidor, payé au citoyen Néron, pour avoir vacciné ma Joséphine..... 12 fr. »

Douze francs ! Ne serait-ce qu'à cause de la somme (il faut l'estimer à au moins 25 francs d'aujourd'hui), on ne s'étonnera nullement qu'il y ait eu des hésitants, en dehors des incrédules et des hostiles. Tout le monde n'avait pas douze francs à donner (surtout à une époque où l'argent était rare) pour un remède préventif dont l'efficacité n'était pas encore démontrée. Mais il est vraisemblable que Néron et Brulé, les deux principaux vaccinateurs de Saintes, ne demandaient pas à tous leurs clients les mêmes honoraires. Les perruquiers, marchands, ferblanquiers (mot du temps), qui figurent sur la liste des premiers inoculés, durent jouir de prix de faveur très adoucis. Je ne sais pas si, aujourd'hui, même à trois francs, beaucoup d'ouvriers consentiraient à faire vacciner leurs enfants, malgré la crainte que la variole inspire. La vaccine est gratuite et obligatoire, c'est ce qui lui conserve sa popularité.



Avec les Béchets père et fils, surtout le fils, nous ne changeons pas de milieu, nous restons dans une des familles hostiles à la Révolution, amie du Roi (1) et de la religion. Si nous voyons peu de traces de ces sentiments chez L.-X. Dangibeaud, réels cependant (2), nous en avons de fréquentes chez Jean Béchét,

(1) Le 16 juillet 1815 a lieu, à Chaniers, une fête agrémentée d'un feu de joie. Béchét donne 5 fr. Cette fête fut donnée à la garde nationale, à l'occasion du retour des Bourbons. Nous avons encore le programme de celle de Saintes, 1821. 21 mai, payé à M. Gautier, une brochure dédiée au duc de Bordeaux, 2 fr.

(2) En deux fois, il paye onze francs pour la réparation de l'église Saint-Eutrope (an X).

abonné aux *Débats* (1814), à la *Quotidienne*, au *Conservateur* (1819), aux *Nouvelles* (1812), à l'*Agronome* (1808) et accorde sa clientèle au libraire royaliste Deslys. La plus convaincante est l'entretien d'une chapelle dans son logis de Senouche, où on célèbre la messe plusieurs fois par semaine (1). Le clergé ne sollicite jamais en vain les secours dont il a besoin pour une restauration, un embellissement ou une cérémonie de l'église (2). On est même très généreux à son égard, Jean Béchét avait de l'argent, nous nous en apercevons à ses dépenses de maison; nous nous en apercevons à ses multiples libéralités.

Il était fils d'Auguste Béchét, propriétaire à La Bourgetrie-en-Saint-Laurent, près Cognac, et de N. Perrin. Il naquit en juin 1768; son père le mit en nourrice à Louzac, au prix de 16 écus par an, d'un millier d'épingles et de deux livres de savon (3). Il faut avouer que ce n'était pas cher! 50 francs (4) une nourrice, sans suppléments, c'est pour rien, quand on compare avec les prix d'aujourd'hui: mille francs et les exigences de ces « remplaçantes ». Les ménages pouvaient avoir des enfants à bon marché. Au début du XIX^e siècle (5), les prix avaient déjà bien monté, sans atteindre un taux inaccessible, même aux pe-

(1) Je le sais, d'abord parce que Senouche a appartenu à ma famille, ensuite par des mentions d'achat d'*ordo*, d'hosties, de cierges. J. Béchét a même une façon d'inscrire ces dépenses pieuses un peu choquante. Il écrit très bien, dans un même alinéa, en bloc, des hosties, des jarrettières, des citrons, des saucisses. En fait, c'est un épicier, marchand de vaisselle, d'étoffes, de tabac, qui vend ces hosties, un nommé Rousse. Il n'apparaît pas que Béchét père ait fait dire la messe. Mais, en 1780, il refait « le vitrau » de la chapelle. Comme les Dussault ont possédé Senouche, il ne serait pas impossible qu'ils eussent installé cette chapelle.

(2) 1813, réparation de l'église de Chaniers, 24 fr. — 1817, à M. Derupt, pour les missionnaires, 150 fr. — 1820, pour les prêtres infirmes, 5 fr. — 1821, à M. l'abbé Richard, 25 fr. pour un tableau de saint Eutrope. — A M. Gautier, pour une croix, 20 fr., pour un Christ, 20 fr., pour les prêtres espagnols, 10 fr (1815). — Il donne pour le séminaire, le collège, le collège de Chavagne, (1808), à « une dame de Vendée », 2 fr.

(3) Le savon, en 1810, valait 22 sous la livre et 16 en 1812, 26 sous en 1814, une des années les plus chères du siècle. En mettant le prix à 10 sous en 1768, on doit approcher de la réalité.

(4) Je suppose qu'il s'agit d'écus de trois livres, d'usage plus courant que l'écu de six livres.

(5) An X, 3 vendémiaire, payé à la vieille Menaude, sage-femme, 6 fr. ; à M. Brissonneau, chirurgien, pour deux visites dans les couches de ma femme, 12 fr. Nous avons marché depuis.

titres bourses. L.-X. Dangibeaud donne 142 francs en 1802 et 114 en 1807, avec quelques menus cadeaux.

Auguste Béchet était, à en juger par les apparences, un homme comparable à ces bons bourgeois aisés de campagne d'il y a soixante ans, affables, accueillants, très stricts sur les questions d'intérêts (1), exploitant leurs propriétés, absorbés dans la surveillance et la vente de leurs récoltes. Bien qu'il appartint à une vieille famille, son instruction laissait fort à désirer. Il sait écrire, mais il outrage l'orthographe avec une désinvolture parfois bien déconcertante, même pour les mots les plus usuels. Il commença par trafiquer aux Iles, ce grand débouché du commerce saintongeais et rochelais, avec peu de profit.

Je crois qu'il dut faire plusieurs voyages ; en tout cas, en 1751, il règle un compte avec ses fournisseurs de Saumur, Auger et Mayaut, et de Tours, Maixant Couilleau, qui lui ont confié des marchandises (2).

Il se tourne ensuite vers le commerce des eaux-de-vie. Il en achète évidemment avec l'intention de les revendre. Il gère surtout son domaine de La Bourgetrie, sur lequel il possède une

(1) Un détail amusant et bien caractéristique du bonhomme. Il joue, gagne, son partenaire ne le paye pas séance tenante, il inscrit la dette sur son livre. Son fils joue aussi, mais il n'écrit que ses pertes, très rares d'ailleurs : 1809, 31 mars, perdu au jeu chez M. le curé de Chaniers, 3 fr.

(2) Voici un échantillon de son style.

A M. Auger à Saumur.

à La Rochelle, ce 28 août 1751.

Je vous serais obligé de manvoier une reconnoissance de la réception de vos marchandisse de retour de notre pacotille que vous mavié confié et de jeter au feu la facture que je vous est signé nos affaire estant finy juque a ce jour ensemble estant au dernier desesevoir de n'avoir pas peu vous porter autant de profit que vous laurié désiré mais le mauvaix commerce quy sait fait à St-Domingue ma otté le moyen de pouvoir vous satisfaire mais j'espère peut estre que par la suite du temps en cas que vous voullié me confier une seconde pacotille que je tacherois et ferois mon possible pour pouvoir vous dédomager de la première, espérant que par la suite du temps les affaire iront mieux que par le passé et que M^{rs} les Ameriquins pouront nous dédomager de toute nos perte que nous avons fait depuis sy lontemps sur nos march[andises].

En 1750 parmi d'autres marchandises il emporte une caisse de bougies pesant 25 livres à 3 livres 15 sous la livre. Il achète pour le compte de M. d'Alméras deux barriques sucre taire (*sic*), pesant net 1970 livres à 40 %/, 788 livres qui sont revendues 914.

quarantaine de journaux de vignes, qu'il augmentera jusqu'à soixante (vingt hectares), puis il se transportera à Senouche, probablement après le mariage de son fils.

Jean Béchet reçoit, au contraire, une instruction plus soignée que celle de son père, acquiert une très bonne écriture et une orthographe à peu près correcte, mais ses comptes sentent le terroir saintongeais d'une lieue. Il emploie quantité de mots locaux, ce que nous ne voyons jamais dans les livres de L.-X. Dangibeaud. S'il n'ignore pas blé d'Espagne, il préfère *garouil*, appelle la nourriture de son cheval à l'auberge un *affenage*, achète de la *pouré* et un « voile-au-vent », donne de l'*aboisson* à ses gens, fait oie du masculin, comme son métayer (et nos métayères), mange des *moucles* et des *craquelins*, et paie pour faire *enoiser* ses noix (1).

Il décéda en 1823, sans enfants de son mariage avec Henriette Dusault de La Mirande, sœur de la mère de mon grand-père paternel, une brave femme qui mourut le 28 septembre 1859, à 92 ans, après être restée enfermée dans sa chambre pendant trente ans et s'être plainte chaque jour, aux personnes qui lui demandaient des nouvelles de sa santé, « d'être beaucoup plus mal aujourd'hui qu'hier ».

Cette fausse malade, simplement neurasthénique sans doute, n'en fut pas moins une excellente cliente pour les médecins (2).

Ce ne sont pourtant ni les tracas et les fatigues de la maternité, ni les privations qui altérèrent sa santé. Elle et son mari vivaient bien, ne se refusant aucune dépense qui leur fût agréable, si lourde qu'elle parût, parce qu'en définitive ils n'avaient aucunes obligations envers qui que ce soit. Ils témoignaient beaucoup d'affection à l'égard de leurs nièces et neveux, mais ils ne leur faisaient pas grand tort en prenant leurs aises et en ne modifiant point leurs habitudes, si onéreuses que les rendis-

(1) Ecraser les noix pour extraire l'huile, dit Favre (*Glossaire du Poitou*). Je crois que c'est une erreur. *Enoiser* doit être l'équivalent de *enougeler*, qui signifie casser les noix, les sortir des coques. Il faut un outillage spécial pour faire de l'huile. *Enoiser* est inconnu à Jonain et à Eveillé.

(2) En 1816, Béchet paye à M. Allenet, médecin, 300 francs. Chaque visite doit être comptée à 5 francs, mais certains médecins prenaient plus du double. M. Viauld, pour deux visites, demande 24 francs.

L.-X. Dangibeaud paye 18 francs deux visites à M. Bruslé et donne une barrique de vin à M. Daubonneau, médecin, « en échange de ses soins ».

En 1817, J. Béchet utilise le talent d'une « madame la dentiste ».

sont les conceptions de Napoléon. Jean Béchét, par exemple, était grand priseur et non moins grand buveur de café, qu'il sucrail fortement. Rien ne le contraignit à renoncer à ces deux plaisirs. Il devait savoir pourtant le prix de revient de chacune (1) de ses tasses de café. De 1810 à 1814, il ne paya jamais le sucre et le café moins de 4 fr. 50, en moyenne. Le sucre monta jusqu'à 5 fr. 75 en 1813 (2). Dire que nos femmes jettent des cris désespérés, crient à l'accaparement, que le gouvernement est interpellé quand une augmentation de quelques centimes élève le prix au-dessus de 75 centimes *le kilo* !

Au surplus, on vivait alors à très bon compte, une table bien garnie n'exigeait pas une forte dépense. Le pain suivait les fluctuations du cours du blé, sans excès. Le pain blanc n'a jamais valu plus de vingt-sept à trente-deux centimes la livre (3). La viande, en revanche, variait à peine entre 7 et 8 sous (4) (en

(1) Je pourrais en dire autant de chacune des prises de tabac. L' « oncle Béchét », causeur impitoyable et intarissable, avait la manie de toujours tenir une prise de tabac entre ses doigts. Comme il gesticulait fort, il perdait généralement au moins la moitié de sa poudre. Et cela durait toute la journée. C'est, du moins, une histoire, sinon une charge, de tradition de famille.

(2) En 1808, le sucre valait 3 fr. 50 la livre. Il s'agit du meilleur sucre (il y avait le sucre fin, et le gros, moins cher, quelquefois le sucre cassé). En juillet 1810, il vaut 4 fr. 60 et en août 1811, 5 fr. 10 ; en 1812, 5 fr. 40 ; en janvier 1813, le sucre méliés 5 fr. 75 : c'est le prix le plus élevé. En 1814, il ne vaut plus que 4 fr. 60 et 3 fr. 50 en juin. En 1816, il est tombé à 1 fr. 80 et 1 fr. 60. La cassonade n'a pas été payée plus de 3 francs en octobre 1808.

Le café, de 1810 à 1814, a varié de 4 fr. 85 à 4 fr. 25, puis il tombe à 2 fr. 10 et, en 1817, à 1 fr. 35.

Le tabac à priser varie de 3 francs à 2 francs. Béchét en paye 5 fr. 50 la livre en 1816, de première qualité, et même 5 fr. 75 « en plomb ».

Le tabac à priser naturel valait, en 1791, 25 sous la livre, mais le prix augmentait un peu lorsqu'il était parfumé : à la violette, au jasmin, à la tubéreuse, 32 sous ; en mélange de Macouba, 36 sous ; superfin à la violette, en boîte de plomb, 40 sous.

(3) Il est impossible de suivre les prix dans les comptes, parce que, d'une part, L.-X. Dangibeaud achetait peu de pain. Lorsqu'il donnait son blé au boulanger, celui-ci lui rendait livre pour livre ; d'autre part, Béchét marquait tant de « miches », sans dire leur poids la plupart du temps. Néanmoins, le pain vaut, en 1805, de 1 à 3 sous la livre, suivant qualité. En 1796, Béchét fait pétrir son pain par un vrai boulanger chez lui. Il lui donne 3 livres 15 sous pour avoir pétri 204 livres de pain et l'avoir fait cuire. Habituellement c'est un domestique qui se chargeait de cette opération.

(4) Chez les Béchét, il y avait chaque jour au moins cinq personnes à nourrir, souvent davantage, à cause des ouvrières (lingères, couturières, etc.). Béchét note dix livres de viande, pour deux semaines, seize livres pour trois semaines !! Que les temps sont changés !

1802, 8 et 9 sous), mais on obtenait, en novembre, une paire de dindes à 5 et 7 francs, mâle et femelle (pour faire les succulents confits), un lièvre à 1 fr. 50, un dindonneau à 3 francs, une paire d'oies grasses à 12 francs, une paire de poulets à 2 francs et même moins (1), une paire de pigeons, 2 francs. Le saumon vaut 1 fr. 60 la livre, les truffes, tantôt 1 franc et tantôt 60 centimes.

Par contre, certains objets de consommation atteignent des prix prohibitifs ! En 1818, à Cognac, une douzaine d'oranges, 4 francs ; un boisseau de pommes de terre — dites patates — est estimé 1 fr. 75, deux picotins de haricots, 5 fr. 50, treize artichauts, en mai 1811, 3 francs. Au Fagnard, on en vend à une revendeuse 40 pour 8 francs, soit 20 centimes pièce. La morue atteint un franc la livre en 1814 ; elle était à 8 sous 6 liards en 1802. Le poivre 5 francs la livre.

★★

D'après ce qui précède, on serait tenté de croire que, certains articles de table exceptés, la vie était facile, que l'argent restait abondant et que l'on ressentait peu l'influence des événements politiques sur la marche des affaires privées. Nous allons voir combien grave serait l'erreur. Nos arrière-grands-pères eurent, au contraire, une crise intense à traverser, résultant à la fois de la rareté de la main-d'œuvre, des événements militaires, des mauvaises saisons, des faibles récoltes et des difficultés de les réaliser quand elles étaient bonnes (2). Cette observation d'ordre général ne concerne guère les Béchét jeunes, qui avaient de l'argent. Ils eurent la chance de trouver dans la succession d'Auguste un gros lot d'eaux-de-vie vieilles, dont la vente, ayant produit une trentaine de mille francs, leur permit de traverser les embarras du moment avec aisance.

Il n'en fut pas de même partout.

(1) 1817, juin, deux paires de poulets, une livre de beurre, 2 fr. 40. En janvier 1818, 4 paires de poulets, 3 fr. 50 ; 5 poulets, 17 œufs et 7 sardines, en tout, 2 fr. 85.

En 1765, les prix sont encore plus modérés : une paire de chapons, 30 sous ; une paire de poulets, 20 sous.

(2) L.-X. Dangibeaud note qu'en l'an XIII, le blé fut de mauvaise qualité, la récolte à peu près nulle et de prix modique. En l'an 1807, la récolte fut bonne en qualité et en quantité, mais difficile à vendre.

La période de 1795 à 1815 a été marquée par des années très dures sous tout rapport (1).

Il faut commencer l'étude de ces vingt ans par nous enquérir de la valeur du blé, parce que les propriétaires se servent de cette céréale en guise d'argent. Le blé, la baillarge (orge) ou la méture (*aliàs méteil*) entrent dans les conditions de marchés ou sont donnés dans les paiements.

M. M. Pelisson, en commentant d'une façon si remarquable l'acte de plantation de vignes de 1696 (2), a fait observer que « les anciens » réservaient leurs meilleures terres pour les emblavures et consacraient à la vigne les médiocres. Cette pratique peut se justifier par plusieurs considérations. Il suffira de rappeler que la culture de la vigne n'a pas toujours été libre, qu'il a été défendu d'en planter même en plein XVIII^e siècle (cf *Archives historiques de La Gironde*, tome XLIII), et que, jusqu'en 1774, le commerce du blé, en France, était soumis à des règles extrêmement restrictives, qui empêchaient tout transport de blé d'une province à une autre. Il restait provincial, de sorte que les Poitevins, par exemple, ne pouvaient pas envoyer en Saintonge ou en Bourgogne l'excédent de leur récolte. Chaque

(1) Auguste Béchét avait un budget de dépenses annuelles de culture de 2.500 à 3.000 livres. En 1795, il débourse 122.000 livres. L'emprunt forcé lui prend 100 000 livres, l'emprunt foncier 18.000, en assignats évidemment. Un exemple servira à fixer les idées sur le taux de toutes choses. Il paye 370 livres à des hommes et des femmes (habituellement payés à raison de 15 sous et 8 sous pour les femmes), en septembre 1795, pour journées employées à bêcher son jardin, cueillir les pommes, lasser les noix, ramasser les haricots et décortiquer (*vulgo* écaler les noix. Il donne 250 livres pour douze journées, 30 livres pour nettoyage du puits, alors que le même ouvrage, dix ans auparavant, avait été payé 4 livres et 4 sous.

Je ne parlerai pas des impôts dans les pages qui suivent, parce que je manque de base d'appréciation. Je ne sais pas combien les Béchét et L.-X. Dangibeaud possédaient exactement de terres, de bâtiments. Je sais seulement que ce dernier est inscrit en 1815 sur la liste des 600 personnes de la Charente-Inférieure payant plus de mille francs d'impôts.

A titre de curiosité voici quelques menues indications :

1^{er} nivôse an XIV : taxe de guerre et quittance, 3 fr. 42 ; 1813, mai, payé à M. Vandamme, pour emprunt forcé, 78 fr. 15 ; à M. Serin pour la Garde d'honneur, 190 francs ; 1814, 7 février, à M. Duplaix, pour habillement de la Garde nationale, 25 francs ; 1814, 28 mars, payé à M. Besnard, pour réquisition de vins, de bûches et garnissaires, 22 francs ; 1815, 18 décembre, à M. Barraud, pour impôts extraordinaires de 1813, 76 fr. 90.

(2) *Revue*, tome XXXIII, page 272.

province devait se suffire à elle-même. Si une d'elles souffrait de la disette, la voisine, abondamment pourvue, ne pouvait pas lui porter secours. L'importation était elle-même sévèrement réglementée. Parfois le blé importé sentait mauvais et n'était pas mangeable. Du reste, au XVIII^e siècle, les guerres la rendaient souvent impossible. Ce n'est qu'en 1764 que Louis XV édicta la liberté de la vente des céréales et la libre circulation du blé, mais cet édit heurtait les usages et lésait des coutumes tellement invétérées que son exécution rencontra de sérieuses résistances et qu'il resta en quelque sorte lettre morte. Toutes les difficultés ne furent tranchées qu'en 1774 ; le commerce des grains fut alors débarrassé de toutes entraves. S'il mettait le consommateur à même de se procurer le blé nécessaire, il ne l'affranchissait pas de payer. C'est là précisément ce que le paysan, généralement sans avances bien appréciables, redoute toujours le plus. Aujourd'hui encore, le cultivateur ne craint rien tant que de ne pas pouvoir faire ses couvrailles au bon moment ou de voir son champ produire peu, d'être obligé d'acheter du blé ou de se faire ouvrir un crédit chez le boulanger, s'endetter en un mot, sans savoir si la récolte suivante lui permettra de se libérer. Il consent plus volontiers à manquer de vin qu'à manquer de blé. L'eau remplace le vin, le pain ne peut être remplacé aussi économiquement. Encore avons-nous aujourd'hui des facilités de parer à l'insuffisance de récolte, dont les anciens ne disposaient pas ; nous avons, au besoin, un légume qui supplée, quand il est abondant, le blé, la pomme de terre, inconnue aux générations anciennes (1), ou méprisée par elles.

Les pois, les haricots, les fèves, les gesses (2), le topinambour

(1) L.-X. Dangibeaud en cultive deux années de suite, en 1800 et 1801. La première année, il récolte 4 sacs ; la seconde, un sac et deux boisseaux. Il ne continue pas. Cf. *Bullet. d'hist. économique de la Révolution*, 1912, p. 509.

Il faut croire cependant que ce pays en produisait, puisque Bourignon, dans son *Journal*, en 1783, pendant le grand hiver qui sévissait, empêchait les moulins de moudre et arrêtait la navigation, donne la manière de faire un pain avec des pommes de terre (p. 21).

Le consommateur souffrit beaucoup cette année de la pénurie de blé. Les négociants de Charente donnèrent un bel exemple de dévouement : ils prêtent aux boulangers de l'argent pour qu'ils achètent à Marans mille pochées de blé (avril) et ils se proposent de continuer jusqu'à la récolte nouvelle (*Journal de La Saintonge*, 1789).

(2) 1810, une pochée de gesses, 15 francs.

rendaient des services; rien ne vaut pourtant le blé ou la baillarge, qui était le grain de grande consommation à la campagne. Le paysan avait donc bien raison de réserver pour le blé les meilleures terres. Plus tard, on fit l'inverse, ou à peu de chose près.

Il semble qu'à La Bourgetrie et à Senouche, on cultivât peu de blé. Plusieurs fois les Béchét en achètent. Ils en avaient, puisque je trouve des achats de fumier, des journées de béchage (1), de métives (2), même le rendement d'une récolte (3), mais insuffisamment, et cette insuffisance résulte de l'échange que fait Jean Béchét, plusieurs années consécutives (1803-1810), de javelles contre de la paille : 100 javelles pour 650 livres de paille. Il se procure ainsi jusqu'à 13 mille de paille. Le cent de javelles valait 6 francs en l'an X, mais le prix augmenta et s'établit ensuite entre 12 et 14 francs.

Nous sommes beaucoup mieux renseignés avec L.-X. Dangibeaud. Comme il tient compte de tout, il est facile de savoir, pendant dix ans, les différences de production. Malheureusement, la contenance des champs ensemencés n'est pas exprimée. Il récolte, en 1799, 16 pochées ; en 1800, 62 ; 1801, 51 ; 1802, 58 ; 1803, 38 ; 1804, 36 ; 1805, inconnue ; 1806, 27 ; 1807, 51 ; 1808, 78 ; 1809, 43. La baillarge donne 34 pochées en 1799 et, pendant les années suivantes, varie de 11, chiffre le plus bas, à 23 pochées (1809), chiffre le plus élevé (4).

Ces chiffres nous révèlent déjà une grande variabilité de saisons ; nous en verrons un autre résultat.

Le propriétaire qui ne consommait pas la totalité de son blé et de sa baillarge en donnait en paiement, nous allons voir dans

(1) 1812, juin : béchure de 2 journaux de blé à 6 fr., 12 fr. ; 1813 : 7 journaux.

En 1779, A. Béchét payait, pour binure de 6 journaux 33 carreaux, 19 livres.

(2) Les ouvriers « métiviers » sont payés en grains, ou 1 franc par jour (peut-être nourris.) Le propriétaire donnait un bouquet.

(3) 1812 : récolte de blé commencé à couper le 20 juillet, 77 quintaux 2 gerbes, lesquels ont produit 96 boisseaux ou 32 pochées. (Le boisseau doit être de 50 livres, et la pochée de 150 ou 160).

(4) Voici quelques prix : An VIII, la baillarge vaut 14 fr. la pochée ; an IX, 15 fr. ; 1807-1808, 12 fr. ; 1810, 8 fr. 50 et 7 fr. 75 ; 1812, 19 fr. ; 1814, 10 fr. , 1815, 10 et 11 fr. ; 1823, 11 et 12 fr.

Le blé, en 1801, vaut 25 fr. ; en 1805, 20 fr. ; en 1814, 18 fr. Le marché d'Ecoyeux était le grand régulateur de la contrée.

L'avoine vaut 7, 8 ou 9 fr. ou plus suivant les années. En 1765, 3 livres.

quelles conditions. C'est surtout dans ses rapports avec ses vignerons.

On cultivait alors et on continua à cultiver la vigne à bras jusque vers 1865. A ce moment, la rareté de la main-d'œuvre et la hausse des prix des façons se faisant sentir, quelques propriétaires furent amenés à adopter le labourage à la charrue, en arrachant un rang sur trois. Personne, auparavant, n'aurait pensé à le faire; cependant cela avait déjà été fait en Bordelais au XV^e siècle (1). Pendant la grande crise, à laquelle nous allons assister, tout le monde eut confiance dans l'avenir, crut à un état passager et laissa les vignes incultes plutôt que d'en arracher une partie. Les planteurs d'après 1815 n'eurent pas cette crainte de manquer de bras, ils « barrèrent » comme leurs pères avaient barré. Le phylloxéra et la pénurie des ouvriers agricoles obligèrent à modifier les méthodes de culture.

Quand on possédait (entre autres les Béchet, à un certain moment, jusqu'à cent vingt journaux de vignes, tant à Senouche qu'à la Bourgetrie) beaucoup de vignes, il fallait de nombreux vignerons. Un homme ne pouvait entreprendre à lui seul plus de huit journaux par an (2). Beaucoup n'en entreprennent que

(1) Cf. J. Barennes. *Viticulture et vinification en Bordelais au moyen âge*, apud *Revue historique de Bordeaux*, 1911, 271 et s., 336 et s.

(2) En 1767, c'est le chiffre. A. Béchet donne 40 journaux à cinq vignerons à trois façons moyennant 324 livres. De 1795 à 1815, très peu d'hommes en assumèrent autant. J'ai vu des vignerons en prendre huit journaux, mais ils parvenaient rarement à les terminer en temps convenu.

Le journal, de nos côtés (Chaniers, La Chapelle, Saint-Sauvant, etc.), vaut le tiers de l'hectare ou cent carreaux. Je trouve dans les comptes une mesure bien oubliée, mais je la veux noter quand même. Béchet compte parfois par tant de journaux et tant de lattes comme mesure divisionnaire. J'ignore absolument les dimensions de la latte en Saintonge. En Bordelais, où l'on s'est servi de cette mesure, on n'est guère mieux renseigné. De même que le carreau chez nous, la latte varie d'un endroit à un autre. Ici, elle vaut 5 pieds, là 7; ailleurs, 7 pieds et 8 pouces et 3 lignes, ailleurs encore 10 pieds. Le journal bordelais de 31 ares comprenait 32 lattes. Cf. Brutails, *Recherches sur l'équivalence des anciennes mesures de la Gironde*, dans *Actes de l'Académie des Sciences... de Bordeaux*, 1911.

L'étymologie du mot *journal*, donnée par E. Vinet dans son *Arpenterie*. — journée d'un laboureur, — est absolument inacceptable. Quel laboureur ? Il est absolument impossible à un homme de bêcher un journal de terre dans une journée. Il peut faucher cette étendue, mais non pas la bêcher, c'est-à-dire la mettre à sillon ou la retourner à plat. Si on tient à faire dériver *journal* de *journée*, j'admettrais plus volontiers qu'il s'agit d'une journée de laboureur à bœufs, à la condition toutefois qu'il s'agisse d'un labourage à

quatre, il fallait donc que le propriétaire suppléât par des domestiques ou laissât son terrain inculte. C'est ce qui arriva. De plus, à part trois ou quatre ouvriers fidèles, les autres changent presque chaque année, d'où une incertitude (1) qui devait être bien gênante. Les engagements se contractaient généralement en novembre-décembre, mais, en mars, quelques rares embauchages survenaient pour de faibles étendues. C'était autant de moins « à la main ».

Jusqu'en 1810, excepté pendant les années sombres de la Révolution, pour lesquelles je manque d'indications suivies et précises, les Béchet semblent avoir réussi à cultiver à prix fait à peu près la totalité de leur vignoble (2). A Senouche, A. Béchet n'en avait guère qu'une dizaine de journaux à sa charge. Mais en 1811 et 1812, sur les 66 journaux en culture en 1806, il n'en voit que 36 d'entrepris, 40 en 1815. Le reste était forcément condamné à ne pas être cultivé. On se contente de tailler les sarments. A la Bourgetrie, de 1793 à 1797, pareil état de choses existe, partie des vignes demeure inculte pendant un, deux et trois ans. Quand Béchet peut les faire reprendre, il est obligé de donner jusqu'à trente francs du journal. Si affligeante que fût cette situation, personne ne se décourage, personne n'arrache, du moins je n'en ai pas trouvé mention (3).

sillons et non d'un labourage à plat. Aujourd'hui on paye 20 francs pour retourner, à la charrue, un journal de pré, et 10 francs seulement pour le mettre à sillons ; il faut, en effet, moitié moins de temps pour cette dernière opération que pour l'autre.

Etant donnée la surface qu'un laboureur à bœufs peut labourer *dans une journée*, il est possible qu'on l'ait prise comme unité de surface et qu'on l'ait conservée même quand le travail se faisait à bras.

(1) Je ne parlerai pas des domestiques, parce que, si nous connaissons les prix payés, ni l'un ni l'autre des teneurs de livres ne nous font savoir quel âge avaient ces domestiques et quel ouvrage ils faisaient. 78 ou 80 francs est le prix probable d'un grand domestique ; 50 francs le prix moyen d'un jeune domestique. Les conventions comprennent presque toujours quelque objet de toilette, chemises pour les hommes, fichus pour les servantes. C'est une augmentation de 10 francs environ. Béchet change souvent son personnel.

(2) Un anonyme Aunisien de 1808, écrit : « . . . Il serait plus avantageux d'avoir une plus grande quantité de vignes que de champs, mais cela est impossible, les bras manqueraient pour les faire valoir : nos vignes déjà plantées ne peuvent être labourées ». (*Différents modes de cultiver nos domaines.*)

(3) Tel n'est pas le cas en Aunis. L'anonyme de 1808, déjà cité, assure (p. 24) que, « depuis quarante ans, nous avons vu arracher les vignes pour faire du grain, parce que le blé avait considérablement augmenté après l'édit

La culture de la vigne comportait anciennement, et même à l'époque de l'apparition du phylloxéra, quatre opérations que les comptes nomment façons : tailler, lever, ramotter et abattre ou tailler, lever, abattre et biner. Elles existaient déjà au XIV^e siècle et s'appelaient « deschausser, tailher, foncer (?), biner » avec une binure supplémentaire tous les deux ans (1).

L'étude, je dirais volontiers l'histoire de ces façons met en évidence les soucis incessants, quasi annuels, auxquels les propriétaires furent en butte, ainsi que les combinaisons qu'ils cherchèrent, les expédients qu'ils adoptèrent en vue de concilier leurs intérêts avec les exigences ouvrières.

En 1761, date la plus éloignée où soit mentionné un prix fait, les quatre opérations sont pratiquées : tailler, lever, ramotter (c'est-à-dire mettre en petits tas la terre mise en sillon par la première opération) et abattre, mais la « ramoture » (mot du temps) était parfois remplacée par la binure.

Le prix des quatre façons est de 10 livres, payées en argent et en blé (2). En 1767, les conventions ne comportent plus que trois façons, et 8 livres. Pourquoi une façon de moins ? Est-ce manque de temps, est-ce un essai d'économie de main-d'œuvre ? Je ne puis le dire. Essai ou non, le résultat ne fut pas jugé heureux, le propriétaire revint aux quatre opérations (3). En 1793,

de 1764. ensuite on a replanté et cultivé avec plus de soin... Il semble actuellement que cette culture est en discrédit. Si dans ce moment le produit de nos vignes ne répond pas à nos espérances, on doit l'attribuer aux fâcheuses circonstances où nous nous trouvons ».

(1) *Archives de Saintonge*, tome XXIV, p. 292.

(2) En pratique, on payait moitié prix pour la taille et lever. En 1780, A. Béchet paye 4 livres pour abattre et donne un boisseau de mûture ou 3 livres 13 sous pour biner un journal. En 1798, il donne une pochée de mûture, soit 16 livres 5 sous pour biner trois journaux trente-trois carreaux de vignes. En 1785, A. Béchet payait encore 600 livres pour les façons de ses 60 journaux de vignes.

(3) Du 26 juillet 1767 à 1768.

Monguis l'ainé se jour m'a entrepris de me faire de trois façon de labourage et la taille qu'y fait quatre façon à raison de 10 livres le journal et doit avoir la moitié du bois des huit journaux qu'il m'antreprant, et ne doit point leur fournir de bois pour leur chauffage pendant leur prix à faire et doit charoier avec leur monture ma part du bois qu'il y aura dans les dit huit journaux et doit à ces dépent me saïrer ma part dans mes chaix ou granges sans rien leur fournir, se monte à 80 liv.

Du 28 décembre 1762.

Donné à . . . mes vigne à essermanté 44 journaux 1/4 à raison de 6 sols le journal.

on les pratique encore, mais les prix ont presque doublé. A. Béchet donne, cette année, 17 livres et la moitié du bois. A partir de l'année suivante, le nombre des façons s'établit et reste fixé à trois pour longtemps, mais les prix ne diminuent pas.

C'est évidemment à cette année que fait allusion l'anonyme Aunisien de 1808 quand il dit que « depuis quelques années on a réduit le nombre des façons ». Il ne parle pas de baisse des prix. Cette réduction au strict nécessaire est — à n'en pas douter — un moyen d'esquiver les réclamations — trop justifiées, il faut l'avouer — des vignerons.

C'est bien à partir de 1794 que nous assistons à la lutte entre l'employé et l'employeur, au malaise de la propriété, à la croissance des prix, aux fluctuations des modes de paiement. Je vois que la taille est payée 5 livres 15 sous, ou 5 livres et moitié bois. Le prix fait est conclu à 15 livres et 8 livres de gratification, ou encore, ainsi que je l'ai dit, 30 livres par journal pour les vignes qui n'ont pas été bêchées l'année précédente. Rien n'explique le pourquoi de cette gratification, je crois qu'il s'agit d'une compensation à certains déboursés, sur la nature desquels je n'ai pas la moindre donnée (1).

En 1795 (an III) grande hausse ! Sept journaux à raison de 25 livres, moitié bois pour trois façons. Ces 175 livres sont soldées par 1.200 livres en assignats et 2 boisseaux de froment. Un vigneron dénonce son marché.

En 1796 s'établit un autre mode de paiement. Nous sommes en pleine ère d'assignats, le paysan n'en veut pas, il préfère toucher son salaire en nature. En quoi il n'avait pas tort. On voit alors des conventions comme celle-ci : « 2 boisseaux en froment, un boisseau de baillarge, quatre veltes (2) de vin et un

(1) 1795.

Plusieurs vignerons reçoivent cette gratification de 8 livres par journal.

Un vigneron qui a entrepris deux journaux à 15 livres et la moitié du bois, touche 46 livres.

Un autre qui a entrepris 4 journaux 3 quarts à 15 livres, la moitié du bois pour taille et 2 façons, reçoit 108 livres 8 sous 9 deniers.

(2) La velle vaut sept litres soixante-six centilitres. Le pic est l'instrument à deux longues dents qui sert à bêcher la terre.

Donné 5 journaux à tailler, lever et abattre moyennant 2 boisseaux de blé, 1 boisseau baillarge et 4 veltes de vin, moitié bois, fourni de pic, par journal.

3 journaux. Même condition, mais le vigneron recevra 30 sous d'argent pour tenir lieu du pic. Les prix seront fixés à la Notre-Dame de mars pour le vin et le blé.

Autre, 40 sous pour le pic.

pic », ou, encore « 12 livres en argent et nourri pour deux façons » seulement, lever et abattre. La taille est payée 3 livres et trois bouteilles de vin.

L'année suivante nouvelle augmentation, le vigneron prendra, en plus, la moitié des javelles, il choisira entre le pic et trente sous. Certaines vignes qui n'ont pas été bêchées depuis trois ans sont labourées au prix de 24 livres pour simplement lever et abattre, autrement dit 27 ou 28 francs,

En 1798, mêmes conditions, le boisseau de blé est estimé 5 livres 10 sous et celui de baillarge, 3 livres, ce qui revient à dire que les trois façons reviennent à 23 ou 24 livres. La « ramotture » seule se payait 6 livres.

Nouvelle modification en 1799, légère baisse, au moins apparente, des prix et stabilité pendant cinq ans. Jusqu'en 1805, Jean Béchet donnera une pochée de méture, moitié bois et « à boire ». Cet « à boire » consistait en une demi-barrique de boisson. La méture peut être estimée en moyenne à 13 ou 14 francs. Mais il y a une légère gratification qui s'appelle la Saint-Martin. Je crois qu'elle remonte assez haut dans les habitudes du temps ; toutefois, elle n'est inscrite en dépenses qu'à la fin du XVIII^e siècle et les premières années du XIX^e. Elle a dû être abandonnée d'assez bonne heure, parce qu'il n'en est plus question. Or, ni les Béchet, ni L.-X. Dangibeaud n'omettent de marquer les bouquets.

De 1806 à 1808, Béchet parvient à faire entreprendre la totalité de son vignoble, 66 journaux, au prix de 18 francs, moitié bois et demi-barrique de boisson. En 1809 et 1810, il obtient ou impose une légère diminution de 3 francs, mais il doit « faire à sa main » dix journaux et il paye, pour lever seulement, 7 fr. 50 et 10 francs suivant la nature des terrains évidemment. Arrivent les années terribles. En 1811 et 1812, la moitié de ses vignes lui reste sur les bras (1), il paye 12 francs pour lever et abattre,

(1) 1812, 10 novembre.

Donné à faire au nommé Pain. . . trois journaux trente-six carreaux de vigne . . . lesquelles n'ont pas été faites, lequel dit Pain s'oblige de les tailler, lever et abattre moyennant une pochée de méture pezant 150, composée d'un tiers blé, un tiers baillarge et un tiers garouil, quatre veltes de vin et la moitié du bois, le tout monte en méture à 504 livres.

A Bureau, 6 journaux 22 carreaux, les mêmes qu'il faisait l'année dernière, 808 l. 1/2 de méture ; l'année précédente il les faisait pour 111 fr. 18 sous.

3 journaux 80 carr., 527 liv., méture.

3 fr. 50 et 2 francs pour tailler, suivant l'âge sans doute de la vigne. De 1813 à 1816, il revient aux précédentes stipulations: une pochée de méture, moitié bois, quatre veltes de vin et 3 francs argent. Le binage seul vaut 6 francs, comme pour les champs de blé d'ailleurs. En 1817 il retourne à l'argent : 20 francs, moitié bois, quatre veltes de vin, toujours pour les trois façons. Enfin, de 1819 à 1823, on distingue entre les terres difficiles, telles que les terres caillouteuses, pour lesquelles on paye 20 francs, moitié bois et trois veltes de vin ou demi-barrique (*alias* rapière) de boisson, et les terres varennées, plus faciles à bêcher, pour lesquelles l'ouvrier accepte 17 francs seulement.

L.-X. Dangibeaud payait au Fagnard des prix analogues, il les stipule payables en nature, mais comme il convertit ses boisseaux de blé en argent, nous savons à quoi nous en tenir. Il subissait la hausse du froment ou profitait de la baisse (1).

En dédommagement de tant de tracasseries, quel bénéfice le propriétaire retirait-il de son vignoble ? Quelles récoltes rentrait-il ? Je n'ai pas de relevés complets. Si L.-X. Dangibeaud et Jean Béchet nous mettent à même d'être exactement renseignés, A. Béchet n'a inscrit aucune récolte ; il faut donc déduire les bonnes et les mauvaises de la somme plus ou moins élevée qu'il paye à ses vendangeurs. Il y a des écarts énormes, qui correspondent évidemment aux différences des quantités recueillies.

Etant remarqué qu'il garda la même surface de vignes, soit en vieilles, soit en jeunes, jusqu'en 1799, année de son décès, en supposant qu'il employait un nombre de vendangeurs proportionné au travail à fournir, on arrive à une notion très approchée de la vérité. En 1782, les frais de vendange, c'est-à-dire journées de hotteurs, conducteurs, coupeurs et leur nourriture, montent à 456 livres, autant ou plus en 1784, 1785, 1788, 1793

Toutes les vignes dans les mêmes conditions.

En 1814 une pochée de méture, moitié blé moitié baillarge, 4 veltes, 1/2 bois par journal.

1815, tailler, lever, abattre, une pochée méture, 3 francs argent, 4 veltes de vin, 1/2 bois pour un journal.

1816, *idem*.

(1) Ainsi, tandis que Béchet paye 18 francs en 1806, il ne donne que 12 francs. En 1800, les trois façons lui reviennent à 20 francs ; en 1802, à 26 francs, et les années suivantes à 15 ou 16 francs. Il payait avec son blé. Béchet était obligé d'en acheter ou d'envoyer un ou plusieurs vigneron à Ecoyeux acheter la quantité promise.

et 1795. Les autres années, ils ne s'élèvent qu'à 382 livres en 1783, 330 en 1786, 292 en 1787, 161 en 1790, 142 en 1791 et 260-230 en 1796 et 1797.

L.-X. Dangibeaud n'inscrit que 31 barriques en 1799, 10 et 17 en 1800 et 1801, 52 en 1802, 41 en 1803. De 83 en 1808, il tombe à 29 en 1809.

Les comptes de J. Béchet nous fournissent plus de précision.

Le tableau suivant permettra de comparer les années entre elles et de se rendre compte du produit à l'hectare.

Années	Contenance		Vendangeurs	Récolte		
	journaux bchés	Journées		Vin blanc	Vin rouge	gris
1807	66	12	36	68 T	65 B	11 B
1808	id.	13	28	85 T	70 B	6 B
1809	56	8	22	25 T	23 B	6 B
1810	56	12	30	60 T	40 B	6 B
1811	37	15 (1)	28	30 T 32 B 18 B (2)	76 B	6 B
1812	36	9	41	47 T 37 B	16 T 23 B	6 B
1813	40	7	25	26 T 8 B	3 T 8 B	11 B
1814	40	8	29	51 T 1 B	33 B	6 B
1815	»	9	30	46 T 5 B	24 B	6 B
1816	»	7	32	25 T	20 B	5 B
1817	»	8	20	18 T 1 B	15 B	6 B
1818	»	12	29	60 T	45 B	7 B

T signifie tierçon (3) ; B barrique.

Il faudrait maintenant jeter un coup d'œil sur une autre nomenclature que j'ai faite des époques auxquelles avaient lieu les vendanges. Je la résumerai en quelques mots. Nous nous plai-

(1) Le personnel est très inégal. Béchet commence avec 4 hommes et 4 femmes. Il a un hotteur avec 15 jours de travail, un autre avec 9 et un troisième avec 2. Du reste, il ne commence jamais avec un grand personnel. Ça n'a pas changé.

(2) Béchet compte un tonneau de 18 barriques dont 10 de blanc et 8 de pressis de rape rouge.

(3) Le tierçon est un fût qui contient en théorie deux barriques et demie, autrement dit un peu plus de cinq hectolitres, mais il y en avait de plus petits ou de plus grands les uns que les autres. J'en relève de 70, 62, 61, 60, 58 veltes. Ils coûtaient 40 et 45 francs en 1806.

La barrique contient deux hectolitres et quelques litres, cinq ici, dix ou vingt-cinq ailleurs. Aujourd'hui on ne compte plus que par hectolitre.

gnons de nos saisons, nos arrière-grands-pères n'étaient pas mieux favorisés que nous.

A. Béchet, dans l'espace de quinze ans (1782-1797), ne vendange qu'une fois en septembre (1797) ; les meilleures années qui viennent ensuite sont celles où il commence fin septembre ; mais, en 1766, 1782, 1785-87, le raisin n'est cueilli qu'en octobre et, en 1784, en novembre.

Jean Béchet, de 1807 à 1822, ne vendange qu'une fois à la fin d'août (1822), trois fois (1807-1808, 1811), au milieu de septembre. Il vendange le plus souvent fin septembre, commencement octobre. En 1816, il ne commence que le 24 octobre.

Combien avons-nous vu de vendanges précoces ? De 1860 à 1913, je n'ai vu qu'en 1865 vendanger fin août, par une chaleur... à mourir. Généralement, on vendangeait dans la seconde quinzaine de septembre.

Depuis plusieurs années, personne n'a recueilli son raisin avant la première semaine d'octobre. En 1913, certains propriétaires vendangeaient encore la veille de la Toussaint.

De manière à fixer les idées sur les dépenses de vendanges, il me suffira de dire que le propriétaire nourrissait sa troupe (1), fournissait le soir un violonneux (2) qui faisait danser le « bal » à la jeunesse, et donnait un bouquet (3) aux hotteurs. Comme

(1) J'ai vu chez mon père, avant 1870, envoyer un domestique à la foire de Saint-Georges-des-Coteaux, quinze jours ou un mois avant les vendanges, chargé d'acheter des brebis destinées à la nourriture des vendangeurs. On réalisait une économie appréciable sur le prix de vente des bouchers, on payait 7 ou 8 francs par tête. Béchet en faisait déjà autant en 1812, mais il payait moitié prix, 4 francs environ. Il paraît que cette race de petites brebis, très faciles à engraisser, a disparu.

(2) Ce violon vient souvent de La Chapelle. Il s'appelle Alexi.

(3) Dans les habitudes de cette époque le bouquet est très en honneur. On sait de quoi il s'agit. Le dernier jour des vendanges, les hotteurs apportent au patron un bouquet, prononcent un petit discours — toujours le même — : « Ce bouquet, monsieur, n'est ni beau, ni bien fait, pas si beau que vous le méritez... » Le patron, debout à l'entrée de sa maison, sourit, remercie et fait entrer les hotteurs et hommes de chai, leur offre à boire, ou leur donne une pièce qu'ils se partagent.

On en faisait autant à la fin des métives.

Quand un maçon commençait une bâtisse, il fallait « arroser » la première pierre. L.-X. Dangibeaud donne 5 livres à Chailloleau, le 1^{er} messidor an IX, en pareille occasion. Lorsque l'ouvrage est terminé, autre bouquet.

Après une plantation de vignes il fallait encore recevoir et payer un bouquet. « Bouquet comme d'usage », écrit A. Béchet.

prix, en 1766, le hotteur avait 32 sous, les femmes 3. En 1802, le hotteur touchait 15 sous, le faiseur de hotte, 12, les femmes 8 et les enfants 4. En 1807, les prix sont un peu plus variés : le conducteur, les hotteurs ont 25 sous, les autres hommes 20, 15, 10 et même 8 sous, les femmes 10 et 8 sous. Ces prix se maintiennent à peu de chose près (1).

La récolte rentrée tant bien que mal, il fallait la vendre ou la distiller, distiller le vin blanc s'entend, parce que le vin rouge se vendait toujours, sinon l'année même, du moins l'année suivante. Je ne veux pas trop m'attarder au milieu de ces marchés. Je me contenterai de citer quelques prix.

Avant de mettre le feu sous sa chaudière, le propriétaire était obligé de se munir d'une licence, autrement dit de faire une déclaration aux Droits Réunis (2). Nous sommes astreints à la même sujétion. La Régie ne nous permet pas de brûler notre vin sans sa permission, il faut lui payer deux sous pour avoir l'autorisation d'enlever les petits bouchons de bois qu'elle a la précaution d'appliquer aux bons endroits de l'alambic, à la fin de chaque « brûlerie ». Les Droits Réunis étaient moins libéraux. Béchet, Dangibeaud payent chaque fois : en 1780, 9 livres 3 sous, et plus tard, 10 livres 10 sous. Ces distilleries duraient fort longtemps, les chaudières étaient sans doute petites (3) et le travail lent. Peut-être même ne distillait-on pas la nuit. L'homme chargé des différentes manipulations, malgré les grands soins et une surveillance attentive qu'elles exigent, ne touchait qu'une livre ou un franc par jour, et sa nourriture, bien entendu. Comme, d'autre part, ces brûleries duraient de quarante à soixante jours pour des quantités relativement minimes, je soupçonne que l'on devait laisser éteindre le feu le soir. Le brûleur de Jean Béchet, par exemple, en 1810, passe cinquante jours pour faire huit tierçons et 21 velles d'eau-de-vie avec 60 tierçons de vin. En 1814, de 51 tierçons de vin il retire sept tierçons et une barrique, entre le 3 janvier et le 10

(1) En octobre 1899, mention de journées payées à des Autrichiens.

(2) Il subissait aussi une visite. Les livres portent mention de paiement au bureau des Droits Réunis de certaines sommes pour inventaire des vins. Le solde n'était payé que deux ou trois ans après l'exercice. Ainsi, en 1809, Béchet paye le solde de 1806 et 1807.

(3) Dangibeaud achète une chaudière, en 1808, 1.165 fr. 50, du poids de 370 livres à 3 fr. 75 la livre.

février. On a distillé, en outre, 14 barriques de boisson, qui ont donné 25 veltes d'eau-de-vie (1).

En 1815, de 46 tierçons de vin on extrait, en 46 jours, sept tierçons et 8 veltes d'eaux-de-vie. En 1818, les brûleries durent de janvier à avril ; en 1822, du 24 février au 3 mai.

Cette eau-de-vie était emmagasinée dans les chais et attendait le moment d'une vente rémunératrice, quand le propriétaire — c'est le cas des Béchets — n'avait pas un besoin immédiat d'argent. En 1802, Jean Béchét vend à MM. O'tard Dupuy et à M. Martel une grosse réserve d'eaux-de-vie, à raison de 360 francs les 27 veltes à 4 degrés (2) et cinq pour cent en plus pour la surforce. L'eau-de-vie pèse 7° 5/.

En 1816, il vend à M. Hennessy, par l'intermédiaire de M. Laurent de Pérignac, 50 tierçons d'eau-de-vie, à 310 francs les 27 veltes à 4 degrés, pris sur tins, quittes des droits, futaille rendue.

Ces dernières conditions n'étaient nullement à dédaigner et augmentaient sensiblement le prix de vente.

Il faut savoir que Béchét n'avait pas d'attelage ou ne voulait pas se servir de ses bœufs pour transporter ces futailles et les livrer aux chais de l'acheteur. De tout temps, les propriétaires ont trouvé, sur place, des rouliers à tant par barrique, pour aller de chez eux à Cognac. Béchét et ses voisins agissaient autrement. Ils faisaient porter leurs futs au Port-Chauvau, où, là, ils étaient embarqués dans des gabarres et emportés à destination. Qu'ils voulussent envoyer à Cognac ou à Charente, ils employaient le même mode de transport. Chaque charroi de la propriété au port coûtait six francs, le fret de dix tierçons jusqu'à Cognac 15 francs. Le retour des futailles avait lieu par la même voie (3). Quant aux droits de Régie, je ne puis les évaluer.

Le vin rouge vendu à Rochefort emprunte le même mode de

(1) Cette dernière opération sera répétée l'année suivante, mais elle ne fût plus renouvelée.

(2) Il s'agit de l'alcoomètre de Tessa.

(3) En 1803, J. Béchét envoie à un cabaretier de Rochefort — au *Coq hardi* — deux barriques de vin blanc pour 50 francs et reçoit en échange 850 livres de machemoure à 3 fr. 35 le cent et deux barriques.

Ces déchets de biscuits étaient sans doute employés à nourrir des porcs. Il y a seulement vingt ans, on trouvait à acheter à Saintes des biscuits de troupe qui servaient à cet usage.

transport. L.-X. Dangibeaud vendait le sien à Saintes, mais les deux Béchet vendaient le leur soit à Cognac, soit à un M. Bidouard, à Tonmay-Charente, à un M. Tioulet, et à Rochefort.

Les prix sont très variables. En 1802, il est coté 100 francs la barrique, le nouveau 42; en 1803, 50 et 78 francs (le blanc 25 francs); en 1806, le rouge vieux 24 et 35 francs seulement.

Un exemple permettra de juger quelles conditions le vendeur était obligé d'accepter parfois. En 1807, J. Béchet vend, en janvier, douze barriques, à 22 fr. 50, accorde six mois pour enlever et deux barriques de blanc pour remplissage, *vulgo* ouillage. En outre des droits de Régie (1), le vendeur devait acquitter une taxe à la barrière et octroi de Saintes. En 1806, L.-X. Dangibeaud paye au receveur d'octroi 24 francs pour 29 barriques de vin blanc, vendues à M. Genet, à raison de 16 sous. Il s'agit vraisemblablement d'une taxe spéciale applicable au commerce, car, en l'an XI (1803), je lis : « Droits d'octroi et de barrière pour cinq barriques de vin rouge et un quart de vin blanc, 11 francs », soit 2 francs environ par barrique. En 1815, le tonneau (quatre barriques) de vin, vendu 150 francs, payait 23 fr. 85 de droits d'entrée et de congé, 32 barriques d'eaux-de-vie, 100 fr. 50 (2).

★★

Malgré tous les ennuis qui résultaient de la culture de la vigne, c'est encore celle qui donnait le plus de bénéfices, c'est celle qui demeure encore aujourd'hui la plus rémunératrice et c'est celle qui a été la plus pratiquée.

On plantait, sinon beaucoup à la fois, du moins souvent, car je trouve des plantations fréquentes. Plus tard, — après 1820, — il me semble que les propriétaires ont planté moins souvent, mais plus en grand. Il en fut ainsi chez mon grand-père, qui a construit tout le vignoble détruit par le phylloxéra.

A. Béchet plante en 1783.

L.-X. Dangibeaud plante en 1803 et 1804, J. Béchet en 1803, 1807, 1811, 1816. Après les explications données par M. Pellisson (3) sur cet acte initial de la constitution d'un vignoble, je me dispenserai de longs détails.

(1) Le congé seul d'une barrique est de 9 francs en 1817.

(2) Les taxes d'octroi de Saintes n'étaient d'ailleurs pas très bon marché. Le cent de fagots payait 1 fr. 75, un cent de bûches 2 fr. 35.

(3) *Revue*, tome XXXIII, p. 283.

A Senouche, on se sert d'une « vrille », jadis habituellement d'une simple barre en fer, pour faire les trous dans lesquels on introduira le brin de sarment. L.-X. Dangibeaud emploie un jeune garçon pour cette mise dans les trous, mais Béchet trouve un auxiliaire, bien inattendu pour nous, dans les femmes. Ce sont elles, avec leurs ânes, qui apportent sur place le terreau destiné à remplir les trous (1783). Et pas cher, le transport ! « 1 livre 6 sous, pour trois jours, avec son âne, à mettre de la terre aux provins » (1). Les anciens, en effet, n'eurent jamais l'idée de faire des racines à leurs « broches » avant de les planter. Ils mettaient tout simplement en terre une tige ayant un nœud à l'extrémité, et à la grâce de Dieu ! Si l'année était humide, ça allait bien, mais si elle était sèche, on comptait beaucoup de vides. Il fallait les remplir. A la place des broches séchées, on placait une tige enracinée, nommée provin, de manière à rattraper l'année perdue. Si les broches coûtaient très

(1) Les femmes s'emploient à d'autres ouvrages, à charroyer des fagots, à ramasser des cailloux dans les champs (8 sous par jour). En 1795, deux femmes charrient 28 pilots de tronçons et 860 fagots, moyennant 20 fr. 25. Elles faisaient les javelles à 30 sous le cent.

En 1766, Béchet s'étant trouvé sans domestique pendant dix jours prend une femme pour panser ses bœufs à 2 sous par jour.

Les femmes travaillaient plus aux champs qu'aujourd'hui. Elles ne bêchent plus les blés, le mari les herse. Elles ont une ou deux vaches, quelques brebis, cela suffit à les occuper. Il est presque impossible de trouver une femme de journée, même des hommes de journée.

Béchet en emploie souvent, en dehors des travaux des champs. Il donne des brebis à garder à moitié, de la laine à filer, des noix à casser, etc.

C'est une femme, « la Belle Mariton », qui lui apporte son charbon (1806-1807).

Les vieillards ne restaient pas inactifs, ils gagnaient leur vie à des ouvrages appropriés à leurs forces. Ils filaient la laine ou le chanvre que la plupart des propriétaires cultivaient alors, la laine à raison de 28 sous la livre, le chanvre à 12 sous et 8 sous la reparonne (1808-1814).

Ce chanvre filé était confié à un tisserand qui confectionnait ce bon linge de ménage dont il existe encore de beaux restes dans nos familles, ce qui n'arrivera pas pour le neuf pris dans les magasins.

Un nommé Dordogne travaillait pour L.-X. Dangibeaud. « An XII, 1 floral, payé à Dordogne, maître tisserand, pour 18 serviettes ouvragées à 16 sous l'aune, 15 fr. 48 ; pour 30 serviettes fines unies à barre de coton bleu à 11 sols l'aune, 17 fr. 88 ; pour fourniture de coton, 2 fr. 20 ; pour le garçon, 0 fr. 90 ».

Béchet employait un Jean Bouzianne fils, il lui paye, le 3 juin 1820, 34 aulnes de toile à raison de 12 sous.

bon marché, 30 sous le mille, les provins coûtaient environ 3 fr. 45 le cent à 3 fr. 75, d'une façon générale, 9 deniers pièce.

La principale culture donnée à ces jeunes plantes pendant les trois premières années était de les rogner à deux yeux et d'empêcher l'herbe de les étouffer au moyen de binages répétés. On ne commençait à les bêcher que la quatrième année. Le prix de revient de cette plantation était assez élevé. L.-X. Dangibeaud inscrit, en l'an XII, que la façon de 110 carreaux de plantes lui coûte 38 fr. 60, en seconde année 27 fr. 50. Bêchet procédait surtout par entreprise, il donnait 120 francs par journal et la récolte de quatrième année pour planter et cultiver les jeunes vignes pendant quatre ans (1). C'est évidemment moins dispendieux qu'aujourd'hui.

Pourquoi nos arrière-grands-pères et leurs grands-pères plantaient-ils une haie au bout de leurs différentes pièces de vignes ? Personne n'a pu me renseigner. Je me souviens très bien d'en avoir vu une quantité avant la destruction des vignes. J'en ai encore une au bout d'un champ qui fut vigne.



Je pourrais, je devrais peut être, arrêter ici mon étude et ne pas demander au lecteur une plus forte tension de son esprit et de sa patience. Comme tous ceux qui font faire le tour du propriétaire, je lui demanderai la permission de mettre encore

(1) 10 février 1816. Entreprise faite pour quatre années par Cerclaud, de deux journaux 20 carreaux de terre ; ledit Cerclaud s'oblige de barrer et de donner cinq façons la première année du plant, quatre façons les deux et troisième années et la quatrième année tailler, lever, abattre et biner moyennant la somme de cent vingt francs par journal et, la récolte de la quatrième année, nourrir les barreaux. Quant à l'entreplan il ne sera point question de nourrir ni de fournir le plan. Il est convenu que je lui payerai la moitié du prix du plan, montant au total à 288 francs et ce la première année, les 144 francs restant seront payés par tiers, année par année, c'est-à-dire 48 francs.

3 mars 1817. Entreprise pour quatre années à Jean Nadaud, un journal 17 carreaux de terre.

Nadaud s'oblige de barrer ledit terrain, de désoler et donner quatre façons pour la première année du plant, les deux et troisième années quatre façons et les entreplanter à son compte, la quatrième année les tailler, lever, abattre et biner moyennant 120 francs pour ledit plant dont je payerai la moitié du prix la première année et 20 francs par an les autres années. Je m'oblige en outre de lui fournir le plan pour barrer et de lui donner à boire pendant qu'il barrera seulement et en outre toute la récolte de la quatrième année.

sous ses yeux quelques prix et quelques traits de mœurs. Je m'excuse de mon insistance, mais il me semble que le tableau que je me suis proposé de lui montrer de la vie domestique et rurale en ce coin de Saintonge serait trop incomplet, si je ne le conduisais pas un peu très rapidement à travers les bâtiments.

Jean Béchet et L.-X. Dangibeaud furent dans la double obligation de réparer leurs maisons, leurs chais, et d'en construire d'autres pour se loger et mettre leurs récoltes à l'abri. Ici, le bon marché est vraiment amusant.

Je sais bien que l'élégance et le luxe n'ont rien à revendiquer dans ces bâtiments nouveaux essentiellement utiles. Ils répondaient à leur destinée. Néanmoins, nous, aujourd'hui, nous ne pouvons nous empêcher d'envier le temps où une journée de maçon coûtait 25 sous, où la pierre valait 3 sous 9 deniers le pied, la chalatte 50 sous la brasse, la tuile de couverture 20 et 28 francs le mille, les chevrons 9 deniers le pied, le sable 10 francs les 42 basses. La chaux variait beaucoup. J'en vois à 3 fr. 50, 5 francs, jusqu'à 8 francs la barrique, suivant les années.

Des couvreurs de Saintes, les Jean Fallot, père et fils — une vieille famille de couvreurs qui exerce encore ce métier à Saintes — entreprennent la réfection de la couverture de Senouche à raison de 8 sous la toise et 2 bouteilles de vin par homme, les matériaux à la charge du propriétaire. L'ouvrage était d'importance, car ils passent du 17 avril au 14 octobre 1816 et reçoivent 289 fr. 50 (1).

L.-X. Dangibeaud, en l'an IX, fait construire, et, suivant son système, paye à son entrepreneur 341 francs, très peu en argent, 72 francs, et le reste en blé, baillarge et fagots. Il payait aussi son médecin en blé ! Je voudrais bien faire l'expérience de proposer à un de nos modernes entrepreneurs de payer leur ouvrage de la sorte. Il demanderait mon internement, au moins dans une maison de santé, sinon à Lafond.

Si nous passons dans les écuries, L.-X. Dangibeaud nous montrera un veau de six semaines qu'il va livrer à un boucher moyennant 27 francs (an IX), une paire de bœufs de quatre à cinq ans qu'il a achetés à la foire de Pons 485 francs (il la re-

(1) En 1822, Bechet « abonne » (sic) ses bâtiments « à la foudre » (sic) à Auguste Dodart, 40 francs par an.

vend à la foire de Saintes 550 francs), une vache et son veau, 191 francs et une ânesse et son ânon, 135 francs. Il nous dira qu'il paie la ferrure à neuf de ses bœufs, 8 francs — 20 sous le fer — et Béchet ajoutera que lui paye 3 fr. 40 pour ferrure de sa jument. Ce même Béchet ne gémira pas précisément sur la cherté du temps, parce qu'il est riche, mais il nous fera observer combien « tout augmente », parce que son père, quand il envoyait à Léclopart sa jument au baudet, payait seulement quatre livres, et qu'à lui M^{me} Geoffroy réclame 12 francs (1811). Il haussera le ton de ses lamentations en ouvrant son parc à porcs. Il paye, en effet, 114 francs, en 1811, deux de ces animaux, pesant l'un 54, l'autre 60 livres, soit vingt sous la livre. Là aussi nécessité fait loi, le moyen de s'en passer à la campagne ?

Le renchérissement de la vie est donc une plaie consécutive aux coups portés à la fortune privée, et par conséquent publique, par les événements politiques ; aujourd'hui ce sont les grèves, les incessantes revendications ouvrières, les impôts grossis chaque année, des lois imprudentes, plus que les armements hélas ! inéluctables, et absolument justifiés par l'obligation d'assurer la sécurité du territoire... disons tout, le besoin de bien-être, de luxe répandu chez toutes les classes de la société ; jadis, les guerres ininterrompues pendant vingt ans. Reviendront-elles, ces années de deuil et de détresse, de 1795 à 1815 ? Nous avons certes plus d'argent que nos grands-pères, des ressources inconnues il y a cent ans, nous avons réalisé des améliorations indéniables en industrie et en agriculture, nos champs, nos vignes produisent plus dans les années moyennes que dans les meilleures à l'époque de Jean Béchet. La preuve en est que celui-ci ne récolta jamais plus de 282 barriques de vin dans ses 60 journaux, pas même cinq barriques au journal, ce qui est aujourd'hui la production d'une année médiocre. Je ne crois pas que la France revoie jamais la disette. Le commerce actuel, mondial, sauvera un Etat d'une pareille calamité, à moins qu'une conflagration générale ne jette, pendant des mois, toutes les puissances européennes les unes contre les autres. Nous avons des facilités de transport insoupçonnées en 1815 (1) et même plus tard ; la merveilleuse télégra-

(1) La création d'un service de voiture publique entre Saintes et Cognac remonte à 1817 ou 18. De l'embranchement de la route de Saint-Sauvant à

plie sans fil est à la veille de mettre le monde entier en communication instantanée journallement : l'homme franchissant des espaces considérables à la manière d'un oiseau, n'est plus une chimère ; l'électricité sort à peine de l'enfance et deviendra, bientôt peut-être, l'auxiliaire du viticulteur, en lui fournissant une force pour son chai ; nous payons certains objets beaucoup moins cher que nos grands-pères (mais les qualités ont baissé) ; le port de nos lettres, par exemple, est d'un prix dérisoire en comparaison de celui que payait Béchét (1) (1 fr. 80 pour une lettre venue d'Allemagne en 1810) ; nous sommes très loin de la bouteille de Leyde, de la machine électrique à plateau de verre, des pataches, des bateaux à voiles, des mongolières, du télégraphe à bras... c'est certain. Sommes-nous plus heureux, vivons-nous mieux, avons-nous moins d'inquiétudes d'avenir et de présent que nos arrière-grands-pères, qui étaient à cent mille lieues de soupçonner nos « progrès » ? A-t-on amélioré la nature humaine, les passions, les ambitions, voire la bêtise ... Hélas ! nous sommes plus près de revoir nos champs obligatoirement incultes, nos impôts sans cesse alourdis, la vie matérielle de plus en plus onéreuse, les soucis de l'avenir se multiplier, que de la période de la vie large et paisible. La paix armée, les rêveries socialistes nous ruineront.

Que les hommes de mon âge se retournent vers leurs jeunes années, vers celles de leurs pères, et comparent.

Nos arrière-grands-pères n'ont vu renaître la prospérité qu'après une effroyable catastrophe, puissions-nous ne pas voir la vie meilleure au même prix.

CH. DANGIBEAUD.

Saintes la place coûtait 1 fr. 50. La place, de ce point à Cognac aller et retour, 5 francs environ.

(1) Ce prix nous paraîtra d'autant plus fantastique qu'il s'agit d'une lettre d'un officier, mon grand-père, faisant campagne.

Béchét reçoit souvent des lettres pour lesquelles il paie des prix plus doux, mais qui correspondraient à des poids très forts de nos lettres, 0 fr. 70. Une lettre d'un M. Fischer lui coûte 24 sous (1816).

II

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

II. — *La déchristianisation à Rochefort*

Les départements, nous l'avons vu, n'avaient pas attendu les ordres des ministres de l'Intérieur et de la Marine. Dès le mois d'avril, ils avaient dirigé sur Bordeaux un certain nombre de prêtres condamnés à la déportation.

A la Convention, les discussions continuaient ; celle du 24 juillet fut particulièrement haineuse.

Un membre, au nom du Comité de législation, venait soumettre à l'assemblée le projet sur le mode d'exécution du décret, ordonnant le transport des prêtres réfractaires à la Guyane française.

DELACROIX (Eure-et-Loir) demande l'ajournement de ce projet.

DANTON. — Il ne faut pas nous venger du poison, que nous avons reçu du Nouveau-Monde, en lui envoyant un poison non moins mortel. Je pense que la Convention doit rapporter le décret rendu à cet égard.

Quant aux prêtres réfractaires, il faut les charger sur des bâtiments et les jeter sur une plage de l'Italie, c'est la patrie du fanatisme, et c'est ainsi que l'ancien gouvernement en usa à l'égard des Jésuites. Cette mesure me paraît dictée par l'économie et la politique, et elle mettra, dans l'exportation, la célérité qu'exigent les circonstances.

MALLARMÉ. — Je m'y oppose, et j'observe : qu'on ne peut point rapporter si légèrement un décret rendu après la plus mûre délibération.

BASIRE. — J'ajoute à ces observations que les réfractaires pourraient se réunir aux hordes sauvages, dont la Guyane est environnée, et leur apprendre l'art de nuire aux habitants de la colonie.

DANTON. — C'est en Italie, dans cet empire du Saint-Père, qu'il faut concentrer ce méphitisme sacerdotal ; il y fera sans

doute explosion et se détruira lui-même. On craint le retour furtif de ces fanatiques ; mais s'ils osaient rentrer, il faudrait les considérer comme bannis sous peine de mort. Ainsi qu'ils aillent grossir la cour du cardinal Maury, et s'ils retouchent le territoire français, qu'ils meurent !

CAMBON. — Je m'oppose à cette mesure ; nous avons déjà l'expérience des inconvénients qu'elle entraîne, ce sont les prêtres déportés chez nos voisins, qui, réunis à Jersey et à Guernesey, sont venus fanatiser la Vendée et former l'armée des rebelles ; ce sont les prêtres réfugiés en Espagne, qui ont conduit l'armée catholique dans la place de Laurent de Puy-Cerda, et qui la guident encore vers Perpignan. Si vous jetez en Italie un grand nombre de ces êtres malfaisants, vous les verrez, formant l'avant-garde de vos ennemis, vous enlever Nice et la Haute-Provence. Pour prévenir tous ces dangers, je demande, à moins que vous les envoyez prêcher leur foi chez les Algériens, ce qui mériterait encore discussion, le maintien du décret qui les envoie dans le Nouveau-Monde. En tout cas, ce serait une économie, bien mal entendue, que de craindre la dépense pour chasser cette peste politique loin de la République.

BRÉARD. — Je pense qu'il n'est ni juste ni généreux d'empoisonner les habitants de la Guyane qui sont, comme nous, des Français. Le Comité peut trouver, sur la carte, un pays non moins éloigné, mais plus séparé du reste du monde.

BOYER-FONFRÈDE. — J'observe que la Guyane est à 300 lieues des côtes habitées, et que, placés dans ces déserts, les réfractaires ne nuiront à personne. Il y a des terres vacantes où ils pourraient former une colonie et vivre à leur gré.

MALLARMÉ. — C'est là qu'on essaiera d'en faire de bons sujets, de les rendre pères de famille et utiles à la République.

UN MEMBRE. — Mais vous allez priver du travail de ces citoyens l'agriculture et la population.

THIRION. — Oubliez-vous que les prêtres ayant chacun 10.000 livres de rentes, ils vont emporter, de ce chef, plus de 100 millions de numéraire ? Décrétez au moins qu'ils ne pourront jouir, à la Guyane, que de leurs revenus, et ne leur laissez pas la faculté de vendre leurs propriétés et d'en emporter le prix.

DROUET. — Je propose que tous les réfractaires soient réunis et enfermés dans un endroit de l'intérieur de la République jusqu'à la guerre.

DELACROIX (Eure-et-Loir). — J'appuie la motion de Drouet.

Je trouve cette déportation lointaine impossible et dispendieuse. J'assure que chaque mille de déportés coûtera trois millions à la République, et que les bâtiments, qui les transporteraient, seraient pris par les ennemis, qui nous les rapporteraient ; je propose de les tenir enfermés jusqu'à la paix dans les châteaux forts, et de les y faire travailler, pour gagner une partie de leurs subsistances.

DARTIGEYTE. — Je combats cette proposition ; il semble qu'on ne voie qu'à regret le départ de ces ennemis de la liberté, et qu'on veuille les conserver ici, pour les retrouver quand on voudra fanatiser la République. Je demande qu'on enjoigne aux ministres de faire exécuter, de la manière la plus sûre et la plus convenable, la loi de déportation.

BRÉARD. — J'appuie l'opinion de Delacroix, mais sans rapporter votre premier décret, vous devez simplement prononcer que les prêtres réfractaires seront tenus en état d'arrestation, et que le Conseil exécutif indiquera les lieux de détention.

MAXIMILIEN-ROBESPIERRE. — Il est permis de s'étonner qu'on ait choisi les circonstances où nous sommes pour agiter une question si délicate. La Convention nationale a rendu un décret sage pour éloigner du sol français la peste contagieuse des prêtres fanatiques, et c'est aujourd'hui qu'on lui propose de les rapprocher de nous.

UN MEMBRE. — Ce n'est pas cela.

ROBESPIERRE. — Ce n'est pas cela, me dit-on, mais on oublie donc que s'ils restent en France, ils seront toujours un point de ralliement pour les conspirateurs, et qu'une sédition pourrait à tout moment les délivrer et lâcher au milieu de nous ces bêtes féroces ; on oublie donc que, du seuil de leur prison, ils pourraient encore empoisonner le peuple par leurs écrits sacrilèges. On oppose au décret qui les éloigne de nous, la difficulté du transport. Je ne connais point cette difficulté, mais il faudra qu'elle me soit bien démontrée pour l'emporter sur ces considérations imposantes. Je demande l'exécution du décret.

THURIOT. — Tous les partis qu'on vous propose offrent des inconvénients. Je demande le renvoi de toutes les propositions aux Comités pour y être mûries.

La Convention accepta cette dernière proposition : le projet fut renvoyé aux Comités réunis des Colonies et de la Marine.

A quel degré de haine antireligieuse ne devait pas être montée l'opinion publique, après de semblables séances ? Et quels

mauvais traitements ne devaient pas attendre les déportés en traversant les villes, les villages, et les ports d'embarquement ?

J'ai dit plus haut que Bordeaux avait déjà reçu des convois de prêtres déportés ; les chaînes, dirigées vers le bagne de Rochefort, en comptèrent beaucoup. La lettre suivante nous l'indique :

Leboucher, commissaire des chaînes, au principal chef des bureaux civils de la Marine à Rochefort, le 17 octobre 1793.

Je vous prévien, Citoyen, que la chaîne, composée de 393 hommes, doit passer par Surgères pour se rendre à Rochefort, lundi prochain, 21 du courant. Il n'y a pas d'exemple, depuis que les chaînes existent, d'une pareille conduite, par la nature des individus qui la composent, ayant été ci-devant prêtres, nobles et enfin scélérats, qui ont mis tout en usage pour s'évader, ayant même des correspondances sur toute la route depuis Paris. J'ai été obligé, à Tours, de requérir la force armée, avec une pièce de canon, qui a été fournie pour escorter cette chaîne jusqu'à Saint-Maixent. Je vous serais très obligé de m'envoyer un détachement de pertuisaniers assez nombreux, pour l'époque que je viens de citer, à l'effet d'assurer son entrée dans le bagne de Rochefort.

(Arch. du port, vol. 85.)

Signé : LEBOUCHER.

J'ai trouvé, sur les livres d'écrou, le numéro matricule de M. Baucaumont, curé de Saint-Ouen, près Marans, condamné, le 17 janvier 1793, par le tribunal criminel de Saintes, à 12 ans de fers, pour vol de vase sacré et d'ornements de son église ; il avait voulu célébrer la messe dans sa maison. Le 8 mars 1803, il était encore au bagne, et, par ordre du ministre de la Marine, il était transféré au bagne de Lorient. Combien, même après le Concordat, sont restés dans les géôles et y sont morts inconnus ! (1)

(1) Le bagne avait été établi par un ordre du Roi, le 12 septembre 1766. A cette date, 400 condamnés avaient été envoyés de Brest ; peu de temps après, 200 autres étaient venus de Paris. Ils furent installés sous un hangar transformé, qu'on appela la salle Saint-Gilles ; en 1776, on y ajouta une autre salle dénommée la salle Saint-Antoine. Les forçats étaient employés aux travaux les plus pénibles de l'arsenal. En 1791, ils étaient au nombre de 970 ; en 1796, on en comptait 2.073 !

Après la prise de Toulon par la flotte anglo-espagnole, les conventionnels Lequinio et Laignelot furent envoyés en mission à Rochefort.

La ville avait un peu plus d'un siècle d'existence. Sa population était composée, en majorité, de marins, de soldats, d'ouvriers de levée, de filles et de forçats. On y comptait encore quelques négociants, fournisseurs de la marine. Le port était en pleine désorganisation. Les révoltes des équipages, les émeutes des ouvriers de l'arsenal avaient contraint les officiers nobles de s'éloigner ; ils avaient été remplacés par d'anciens pilotes et des maîtres de manœuvres, à qui les principes révolutionnaires tenaient lieu des connaissances nautiques. La nouvelle formation de la marine avait attiré à Rochefort les déclassés de tout genre à la recherche d'une situation dans les services maritimes (1).

L'organisation de l'armée de La Rochelle avait amené des bataillons de volontaires, indisciplinés, lâches, pillards et cruels (2). De jeunes Parisiens étaient accourus, pour échapper à la réquisition, s'enrôler comme novices, avec l'espoir de n'être pas embarqués (3). Tous ces gens étaient en fièvre révolutionnaire.

Des déportés de Saint-Domingue, ramenés en France par l'amiral de Grimouard, pour les punir de leurs vols et de leurs crimes, dominaient dans la Société populaire.

La majorité du clergé d'Aunis avait prêté le serment constitutionnel ; seuls les Lazaristes attachés à la paroisse Saint-Louis de Rochefort étaient restés fidèles à l'Eglise catholique et avaient été obligés de s'exiler.

Lequinio et Laignelot remplacèrent les autorités par les hommes les plus târés ; ils créèrent un tribunal révolutionnaire et furent les promoteurs de la déchristianisation en France ; ils forcèrent, par la terreur, le clergé constitutionnel à livrer ses lettres de prêtrise. Les registres de la municipalité portent les noms de quarante-huit traditeurs.

Topsent et Quezno qui leur succédèrent, Garnier de Saintes, Niou, et les autres conventionnels de passage, ne furent pas moins hostiles à la religion.

(1) Arch. de la ville et du port de Rochefort.

(2) Arch. départ., çà et là.

(3) Affaires Etrangères, R. T. 325, folio 219.

Quelques-unes de leurs lettres et de leurs proclamations montreront quelle haine ils avaient soulevée contre les prêtres, et fourniront une explication des traitements affreux qu'endurèrent les déportés ecclésiastiques.

Rochefort, le 18 octobre 1793.

*Les Représentants de la Charente-Inférieure
à la Convention Nationale*

Nous venons enfin de briser en ce pays l'arbre empoisonné des préjugés religieux, qui, pendant tant de siècles, avait couvert les hommes de son ombre mortelle, et nous venons de faire un miracle. A Marennes, le peuple en notre présence, oubliant les inepties, dont il a si longtemps été dupe, et le fanatisme qui le divisait en deux sectes, a juré de n'avoir plus d'autre religion que celle de la vérité. Les catholiques et les protestants, réunis en société populaire, un jour dans le temple des catholiques, le lendemain dans celui des protestants, se sont embrassés en frères ; ils ont anéanti le nom de Prêtre et celui de Ministre, ils y ont substitué le beau nom de prédicateur de morale et ils ont arrêté que le prédicateur des protestants irait fréquemment prêcher dans le temple des catholiques, et le prédicateur de morale des catholiques dans le temple des protestants. La résolution a été prise également de substituer, dans les deux temples, les Droits de l'homme et la Constitution républicaine, aux images et aux emblèmes ou sentences incompréhensibles ou ineptes, que l'un et l'autre de ces temples recélaient, et, quand les livres de la morale philosophique seront imprimés, ils seront gravés sur leurs murs. Nous nous sommes faits, nous, les premiers prédicateurs de cette morale sainte, et dans toutes les campagnes, autrefois imbibées du sang, que la superstition versait à grands flots, nous n'avons fait couler que des larmes de joie, dont le peuple nous a inondés dans son ivresse. Jusqu'aux prêtres se sont embrassés et se sont juré, devant nous et devant le peuple, amitié, paix et fraternité. Nous avons déchiré le voile sans ménagements, mais avec simplicité, clarté et douceur, et nous avons été nous-mêmes étonnés de l'aisance avec laquelle le bon peuple, si longtemps trompé par les hypocrites, a foulé ses antiques erreurs. Les sociétés populaires ont arrêté de vous faire passer le détail de ces scènes délicieuses que l'âme sent, mais que l'esprit ne peut peindre. Puissent-elles

bientôt être imitées partout ! Et nous ne doutons pas que partout on obtienne les mêmes résultats et les mêmes succès, si l'on sait prendre la peine de s'astreindre au style familial et fraternel, avec lequel seul on doit espérer de parvenir à éclairer le peuple. Celui de Rochefort vient d'arrêter aujourd'hui que nous succéderions, dimanche, à l'église, au prêtre mensonger, qui, si longtemps, y a débité ses hypocrites impostures.

Il est singulier que ce soient les campagnes qui aient donné l'exemple en ce pays ; mais vous n'en seriez pas étonnés, si vous saviez combien de malveillance et d'aristocratie régnaient à notre arrivée dans cette ville, qui serait peut-être actuellement, comme Toulon, au pouvoir des traîtres, si vous n'y aviez pas envoyé de représentants.

Dans l'île, autrefois d'Oleron, le peuple nous a fait tout débaptiser. Ce mot ne signifiait autre chose que l'île des *Larrons* ; nous l'avons nommée l'île de la *Liberté* ; le bourg ci-devant *Saint-Pierre* : la cité de la *Fraternité* ; le bourg ci-devant *Saint-Georges* : la cité de l'*Unité* ; enfin le bourg ci-devant *Saint-Denis* : la cité de la *Réunion*. Et, que l'on ne croit pas que nous ayons en cela exercé l'autorité dont nous sommes revêtus. C'est le peuple qui l'a demandé, c'est le peuple qui l'a voulu, et nous n'avons fait que lui tenir le langage simple de la douceur et de la vérité. Il a rejeté lui-même le bandeau qui l'aveuglait, et, dans tous ces lieux, il s'est installé en société populaire, dans le temple, où il n'avait été rassemblé jusque là que pour apprendre à déraisonner et à croire à des absurdités, qui l'entretenaient dans l'asservissement et la misère. Des banquets fraternels, où présidait la sainte Égalité, nous ont été donnés partout au milieu des places publiques, et reportant là le fruit des discussions philosophiques qui avaient lieu dans le temple, et le feu civique, qu'elles avaient allumé dans toutes les âmes, on a crié mille fois : Vive la Raison et la Liberté ! Vive la Convention Nationale et Vive la République !

Il est important que vous fassiez connaître au Conseil exécutif provisoire, et spécialement au ministre de la Marine, les nouveaux noms, afin qu'ils soient insérés désormais dans les cartes géographiques et marines (1).

(1) La commune de *Saint-Nazaire* dépend de l'arrondissement de Marennes et détient le Port-des-Barques, elle reçut le nom de *Marat*. L'île *Madame* fut appelée *l'île Citoyenne* (Arch. du port de Rochefort).

Une circonstance que nous ne devons pas vous taire, puisqu'elle sert à prouver le respect du peuple et son affection pour la Convention nationale, c'est qu'une députation nous est venue chercher au milieu de la mer ; elle nous a suivis, parce que le temps ne permettait pas un abordage facile, et c'est sur les dunes de l'île de la Liberté, au milieu des sables, que nous l'avons reçue. C'était une députation de La Tremblade, venant nous conjurer, au nom du peuple de ce pays, d'aller y porter les influences de la représentation nationale. Nous y sommes allés, nous avons trouvé là, comme ailleurs, des prêtres des deux sectes et nous les avons confondus et convertis ; enfin, nous avons trouvé un peuple ignorant, mais juste et bon ; nous l'avons éclairé et il nous a étouffés de ses embrassements et couverts de bénédictions ; jamais les despostes n'ont eu de pareilles jouissances.

Pendant cette course maritime, est entré ici l'*Apollon*, venant de Toulon ; nous l'attendions depuis plusieurs jours et nous avons mis au courant les autorités constituées d'ici ; elles ont aussitôt mis l'état-major en lieu de sûreté. Nous venons de former une commission pour l'examen de cette affaire, et les interrogatoires commencent aujourd'hui. Nous ne doutons pas que ce vaisseau ne venait ici que pour corrompre l'esprit public et livrer le port aux Anglais, comme ceux qui vont à Lorient et à Brest. Nos collègues à Lorient et à Brest feront sûrement là ce que nous faisons ici, et, dans tous ces endroits si importants, la République ne recevra aucune atteinte de la tentative des monstres. Nous présumons qu'avant peu nous aurons à vous annoncer d'ici la chute de plusieurs têtes.

Adieu, nous sommes républicains ; comptez sur nous.

LAIGNELOT, LEQUINIO.

(Arch. Nat., C. 277. — De la main de Lequinio.)

Les conventionnels continuaient leur prosélytisme.

Rochefort, 21 octobre 1793.

Laignelot et Lequinio à la Convention Nationale

Citoyens Collègues,

La Raison fait ici des progrès journaliers, les préjugés s'éteignent et l'esprit public se forme. Vendredi, la Société popu-

laire, qui tenait ses séances à la salle de Comédie, arrêta, pour le dimanche hier, une lutte philosophique à l'église, entre les prêtres et les hommes de bon sens. La séance s'est ouverte à quatre heures ; jamais l'église n'avait été si pleine ; il fallut briser les vitres pour ne pas étouffer. Nous parlâmes et le curé parla. Pour cette fois, le don des miracles fut de notre côté, le peuple comprit les choses simples que nous lui disions, il hua son curé, qui ne parla que mystères et inepties, il prit dès lors la juste idée, qu'il aurait toujours dû avoir, de ces imposteurs ; il résolut que cette église perdrait son nom et qu'elle prendrait celui de *Temple de la Vérité* ; que la Société populaire y tiendrait désormais ses séances et qu'il ne connaîtrait plus de prêtres, mais des prédicateurs de morale. Des cris de : Vive la Liberté ! Vive La Montagne ! Vive la Convention Nationale ! et Vive la République ! furent mille fois répétés par ce peuple sain et bon, qui, jusqu'à ce jour, n'avait encore pu rien comprendre de tout ce qu'on lui avait dit ou chanté là pour l'aveugler et l'asservir.

Deux familles de Rochefort portaient les noms, l'une de Leroy, l'autre de Gentilhomme ; le peuple a changé ces noms odieux. Ces familles s'appelleront, l'une : La Montagne, et l'autre : Le Vrai. C'est ce matin, à onze heures, que nous faisons ce baptême civique sur la place d'Armes. Tout cet enthousiasme et cette liberté du peuple, qui s'avise enfin de penser, ont tué les aristocrates, les accapareurs et les traîtres ; il n'y aura bientôt plus ici que des patriotes ; tout le monde veut l'être, mais nous connaissons les masques, et le peuple en fera justice.

LAIGNELOT et LEQUINIO.

Nous vous faisons passer ci-inclus un exemplaire de la séance tenue en notre présence par le peuple de Marennes au temple des protestants, vous y verrez ce que le peuple est partout, lorsqu'on lui parle le langage simple de la vérité.

(Arch. Nat., C. 227. — De la main de Lequinio).

Cette séance, dont Lequinio et Laignelot avaient déjà parlé dans leur lettre du 18 octobre précédent, fut tenue, non par le peuple, comme l'écrivent les représentants, mais par la Société des Amis de la République une et indivisible, le 13 octobre 1793.

Le 28 octobre 1793 (8 brumaire an II).

Telle était la proclamation de Lequinio aux habitants de la Charente-Inférieure à propos de l'arrestation des officiers de l'Apollon.

« ... Le Tribunal Révolutionnaire, en faisant tomber les têtes, fera connaître, aux équipages de la garnison trompés, qu'on les destinait à devenir, ici comme à Toulon, les instruments du despotisme des rois et des prêtres.

Mais le peuple verra plus encore : il verra qu'il y avait ici, comme à Toulon, des scélérats prêts à ouvrir les bras aux Anglais, et disposés à tout pour anéantir les libertés publiques. Il va voir un de ces monstres qui, de tout temps, ont tenu la multitude dans l'aveuglement, un de ces hypocrites, inventés par les rois pour étayer leur domination sur le peuple, un de ces hommes faux, qui n'ont jamais voulu que tromper l'espèce humaine, un prêtre enfin, un prêtre assermenté (1), tout aussi coquin que ceux qui ont refusé le serment, se faire un des instruments de la conjuration, ayant dans sa maison une sorte d'arsenal, remplissant avec exactitude le métier de prêtre c'est-à-dire le métier de lâche, de scélérat, de traître, préparant l'esclavage de ceux qu'il aurait dû y soustraire, en les instruisant et ourdissant la trame, qui, une seconde fois, allait étouffer la raison et la liberté.

Les principes républicains qui se répandent vont faire disparaître enfin tous les imposteurs, les prêtres de toutes les races. Déjà, dans plusieurs districts de ce département, les simples cultivateurs eux-mêmes nous ont prouvé combien ils sentent qu'ils n'ont jamais été que les dupes de ces charlatans qui, si souvent, au nom d'un dieu de paix, ont prêché le massacre, et qui se sont toujours appliqués à tenir les hommes dans la misère et l'asservissement, en leur interdisant l'usage de la rai-

(1) Le prêtre, ainsi désigné à la colère de la foule, était Gréard Jean-François, en religion P. Donatien, capucin du couvent de Rochefort. Il avait été élu président de la Société populaire. On trouva chez lui un peu de poudre et quelques pierres à feu ; il s'en servait, pour fabriquer des fusées, à l'occasion des fêtes publiques. Il fut condamné à la déportation par le Tribunal Révolutionnaire de Rochefort, et mourut, à bord du navire *Les Deux-Associés*, le 25 mai 1794, âgé de 63 ans ; il fut inhumé à l'île Madame. On voit que Lequinio ne reculait pas devant le mensonge, pour assouvir sa haine contre un prêtre, celui-ci fut-il assermenté !

son, et en les berçant d'inepties et de chimères. L'anéantissement des prêtres est inévitable, car la lumière paraît. Le peuple éclairé cessera d'être dupe de tous ceux qui, jusqu'ici, n'ont vécu qu'à ses dépens, et n'ont fondé leur crédit que sur son ignorance. Rois, prêtres, accapareurs, aristocrates, tyrans de toute espèce, le peuple sait maintenant les apprécier, et il saura bien faire justice, en les laissant à leur propre impuissance.

Quant à nous, ce n'est pas assez, nous devons livrer au glaive de la loi tous ceux qui ont commis des crimes envers le peuple, et nul ne doit être épargné. Ils seront donc jugés, les perfides, quels qu'ils soient, qui ont tenté, dans ce département, de réasservir le peuple ! Ils seront jugés publiquement, et le peuple apprendra ce que sont les traîtres, et avec quelle justice le gouvernement républicain les punit. »

(Arch. municip. de Rochefort.)

Le 12 brumaire an II (2 novembre 1793), Laignelot et Lequinio écrivait à la Convention Nationale :

« Nous marchons de miracles en miracles, et bientôt il ne nous restera plus que le regret de ne pouvoir en faire. Huit bénisseurs du culte catholique et un ministre du culte protestant viennent de se déprêtriser, jeudi dernier, jour de la décade, en présence de tout le peuple assemblé dans le temple de la Vérité, ci-devant église paroissiale de cette ville.

Ils ont juré de n'enseigner désormais que les grands principes de la morale et de la saine philosophie, de prêcher contre toutes les tyrannies politiques et religieuses, et de commencer enfin à montrer aux hommes le flambeau de la raison ; ils ont scellé leur serment, en brûlant, dans un vase plein d'encens, leurs lettres de prêtrise. Tout le peuple, les protestants et les catholiques, ont juré, par acclamation et enthousiasme, avec l'oubli de leurs anciennes superstitions, celui des querelles qui, si souvent, ont inondé le pays de sang humain versé par les rois et les prêtres. Il n'y aura plus, dans cette ville, qu'une manière de prêcher la morale, qu'un seul temple : celui de la Vérité, qu'un seul dépôt des restes inanimés de l'homme, que la superstition faisait revivre sans cesse pour tourmenter les vivants. Un grand tableau des *Droits de l'homme* va remplacer les tabernacles des ridicules et imbéciles mystères, et plusieurs tableaux porteront sur les murs l'acte constitutionnel.

Cette scène n'était que la suite d'une fête civique, où tout le peuple, toutes les autorités constituées et nous, sommes allés rendre, sur la place publique, hommage aux vertus de deux héros républicains, de deux sans-culottes, morts glorieusement pour la défense de la liberté ; ce sont les citoyens Malon et Tartu....

Nous avons cru devoir récompenser le courage des prêtres philosophes, qui, les premiers, ont osé secouer le joug de la superstition, nous leur avons assuré, leur vie durant, la pension de 1200 L., dont six jouissaient comme curés, les deux autres aumôniers n'avaient que cent pistoles, mais ils ont tous montré la même vertu, nous les avons cru dignes du même traitement. Nous devons au surplus à la vérité de vous dire que ces huit ci-devant prêtres ne s'attendaient à rien...

Tout va marcher ici rudement ; le peuple va de lui-même au flambeau de la raison, que nous lui montrons avec douceur et fraternité. Le Tribunal révolutionnaire, que nous venons d'établir, fera marcher les aristocrates, et la guillotine fera rouler les têtes. »

(*Moniteur*, t. IX, p. 188).

Le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), dans un discours pour l'inauguration du temple de la Vérité à Rochefort, Laignelot disait :

Citoyens,

« On vous parlait autrefois, dans ce temple, une langue étrangère ; on ne vous occupait que de choses inintelligibles, de mystères et d'inepties. C'était alors le *temple du mensonge*, c'est aujourd'hui le temple de la Vérité. Elle va se montrer à vous telle qu'elle est, car elle n'est jamais plus belle que dans sa nudité.

N'attendez pas que je vous parle, ici, des anges, des archanges, du paradis, des champs-élysées, des houris de Mahomet. N'attendez pas que je vous entretienne de la félicité céleste, que les ministres des religions vous ont promise après votre mort. Non, citoyens, il n'est pas de vie future ! Quand nous ne sommes plus, notre corps commence à former d'autres êtres : des vers, des poissons ; jamais les parcelles qui en sont sorties, ne seront rassemblées dans un même tout... »

La Société populaire de Rochefort vota l'impression, à ses frais, de ce discours. *Le Club national de Bordeaux* et *la Société populaire d'Angoulême* en firent de nouvelles éditions, et le répandirent dans les départements de la Gironde et de la Charente.

Le 15 novembre 1793 (25 brumaire an II), Laignelot et Lequinio écrivaient de Rochefort à la Convention :

« Nous profitons, citoyens, d'un courrier extraordinaire, que nous envoyons au Comité de Salut public, pour vous faire passer un ballot de lettres de prêtres, qui ont été déposées à la municipalité. Ces lettres sont au nombre de trente-deux ; nous envoyons aussi par le même courrier une marmite à bons dieux, qui nous a été remise par le citoyen G..., dont nous joignons ici la lettre qu'il nous a écrite.

Dans cette lettre du 21 brumaire, G..., président du tribunal de Rochefort, exprime aux représentants l'admiration que lui causent les miracles journaliers opérés par eux : « Et moi aussi, citoyens représentants, je crois aux prodiges que vous faites, je participe de tout mon cœur au dévouement des bons citoyens pour vous donner un léger témoignage, mais sincère. Je vous prie de recevoir favorablement l'offrande d'un calice que mes auteurs m'ont laissé. »

Hier, une députation de l'île d'Aix vint nous prévenir qu'elle venait de charger, pour vous, à la messagerie, un ballot renfermant toutes les boîtes à bons dieux de cette île, les étuis à graisse, en un mot les gobelets et les gibecières de leurs défunts charlatans religieux (1). Toutes les municipalités des environs nous ont demandé où déposer les leurs ; nous avons indiqué la monnaie de La Rochelle, parce que nous ferons joindre ces niaiseries à toutes les autres matières d'or et d'argent qui y sont déjà déposées, et que nous allons vous faire expédier sous peu. »

(Arch. nat., C. 283. — De la main de Lequinio).

Le 21 novembre 1793 (1 frimaire an II), de Rochefort, Laignelot et Lequinio écrivaient à la Convention :

«... Hier, jour de la décade, se sont effacées les dernières tra-

(1) L'esprit irréligieux des habitants décida les autorités de Rochefort à choisir l'île d'Aix, comme lieu de sépulture des prêtres déportés, morts sur les vaisseaux en rade (Arch. municip.)

ces des honneurs superstitieux ; un grand bûcher, élevé sur la place, portait en étendard une multitude d'images et de tableaux tirés des églises.

Le public a couvert le bûcher de 5 à 6000 volumes de livres, dits pieux, et l'auto-da-fé s'est fait aux acclamations universelles et au milieu des chants républicains. De partout les livres pleuvaient, et jusqu'aux juifs, que nous avons dans cette ville, y sont venus solennellement porter les leurs et renoncer à la ridicule attente de leur Messie. La masse des livres apportés a été telle que le feu, allumé à midi, n'était pas encore éteint à dix heures ce matin.

C'est ainsi que les Rochefortais ont terminé le dépouillement de leurs antiques superstitions, après en avoir donné *les premiers l'exemple à toute la France, il y a un mois...* » —

(*Moniteur*, t. IX, p. 275).

P. LEMONNIER.

III

UNE PAGE D'HISTOIRE LOCALE

Dans le compte rendu qu'ils ont donné, aux dates des 13 et 14 décembre 1913, des fêtes qui ont eu lieu à Saint-Seurin-d'Uzet, les 6 et 7 du même mois, à l'occasion du premier congrès paroissial du diocèse, sous la présidence de Mgr Eysautier, évêque de La Rochelle et Saintes, le *Bulletin Religieux de La Rochelle* et la *Croix* de Saintonge et d'Aunis reproduisent : l'un, de larges citations, l'autre, un résumé succinct du toast de circonstance que l'un des convives, admis au dîner intime offert au presbytère à sa Grandeur, a prononcé à l'éminent prélat, sous le titre « Une page d'histoire locale ». C'est aussi au même titre que nous croyons que cette pièce, qui fait ressortir une coïncidence historique vraiment remarquable, non prévue du reste, peut trouver sa place dans la *Revue*.

Monseigneur,

« Il y a juste aujourd'hui deux cent soixante-dix ans, le 6 décembre 1643 (1), Jean I^{er} Bretinauld (2), seigneur de Saint-

(1) Année remarquable par la mort de Louis XIII et l'avènement de Louis XIV, enfant.

(2) *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. III, p. 391-396.

Seurin, rendait hommage de sa seigneurie, nouvellement acquise, à illustrissime Jacques-Raoul de la Guibourgère (1), conseiller du roi en ses conseils et évêque de Saintes — qui fut aussi le premier évêque de La Rochelle en 1648, — au devoir d'un épervier d'or (2), à payer à muance de seigneur. Cet hom-

(1) Evêque de Saintes 1631-1648 (*Liste des évêques de Saintes d'après l'abbé Th. Graslier*); évêque de La Rochelle 1648-1661 (*Ordo divini officii recitandi sacrique peragendi a clero rupellensi*).

(2) Le texte imprimé, *Archives de Saintonge*, III, 391, porte bien un *éparvier d'or*. Il a été fourni par M. Jouan, d'après un vidimus du XVIII^e siècle.

Or, il y a une erreur certaine de lecture, soit du publicateur, soit plutôt du copiste du XVIII^e siècle, car les scribes et notaires de cette époque commettaient aisément les plus grosses bévues. Il faut lire probablement un *esparvier sor*, c'est-à-dire roux, ou jeune, terme qu'on trouve fréquemment accolé, dans les anciens hommages, à celui d'un autour, d'un faucon ou d'un épervier. Le mot est dans le Dict. de l'Académie, et dans celui de Littré, qui cite du Cange : *Sor* est appelé à sa couleur *sorette*, le faucon qui a volé et prins devant qu'il ait mué. — Un cheval *sor* (*Chanson de Roland*). Un épervier d'or est inexplicable.

A Barbezieux, sur 78 arrière-fiefs y ressortissant en 1771 (*Arch. de Saintonge*, X, 339 et s.) 5 sont au devoir d'un épervier, dont un *sor*, garni de sonnettes d'argent. (Plus 11 à un bouquet de fleurs, 1 à un baise-main, 1 à une révérence civile et honnête, etc.) Le devoir seigneurial est souvent de minime valeur, pour marquer l'hommage plutôt que l'utilité : c'est ce qui s'observe encore pour certains cadeaux. — A Montguyon 11 arrière-fiefs : quatre au devoir d'un épervier ; quatre, d'une paire d'éperons dorés. — Mais la mauvaise lecture pourrait porter sur *épervier*, qu'il faudrait lire *éperon*, et ajouter d'or ou plutôt doré. Cet objet d'hommage était encore plus fréquent et plus facile d'ailleurs à se procurer. A Barbezieux, 5 fiefs à un ou deux éperons dorés, et deux étamés. A Montguyon, quatre. A Montlieu, sur 12, un au devoir de deux éperons dorés, deux à celui d'un fétu (*Les gards*, de feu M. de Saint-Aulaire). A Montendre, même objet de minime valeur, un épi de blé, porté en hommage par le possesseur de l'Etang en Châtenet, traîné par quatre bœufs :

Quatre bœufs attelés, d'un pas tranquille et lent,
Menaient jusqu'au château l'épi mûr de froment.

Dr CH. VIGEN,
Corresp. Montlieu, 15 déc. 1913.

J'ai découvert, t. XXIX des *Archives*, p. 258, la mention d'un *épervier sor* donné en 1630 par le seigneur de Laleu à celui de Taillebourg ; — *ibid.*, p. 236, en 1566, autre hommage par Cl. de Montis, sieur de La Tour, etc., à la charge d'un *épervier sor* avec ses franges et sonnettes, évalué 20 sols, etc. J'ai aussi lu parfois un *faucon sor*.

Le Même,
Corresp. Montlieu, 12 janv. 1914.

mage avait été rendu, en 1605, à l'évêque d'alors (1), par dame Elisabeth de la Cassagne, veuve de Charles de la Mothe-Fouqué, seigneur de Saint-Seurin. Jean II de Bretinauld renouvelait pour lui-même, en 1669, à Louis II Bassompierre (2) l'hommage de son père.

Nous savons encore, en remontant le cours des âges, que ce fut un autre évêque de Saintes, Adhémar Carbonel (3), qui fit don, en 1174, au prieur de Mortagne de l'église de Saint-Seurin, dédiée à saint Martin (4), située alors au Vieux-Bourg (5) qui se dressait, à cet époque, sur le plateau méridional.

Cette église, menaçant ruine déjà en 1703, fut démolie en 1707 et reconstruite au bourg actuel qui s'était formé d'une agglomération de maisons de pêcheurs, puis inaugurée le 1^{er} juin 1710 (6).

Les évêques de Saintes, vos prédécesseurs, Monseigneur, ont donc possédé, comme suzerains, la paroisse que Votre Grandeur daigne honorer aujourd'hui de sa visite.

Par suite des perturbations qui se sont produites au cours de l'histoire, un autre ordre de choses a été établi ; puis, les puissants seigneurs de Saint-Seurin eux-mêmes se sont éteints, il n'y a pas bien longtemps encore, dans leur postérité ; mais l'évêque de Saintes n'en a pas moins toujours conservé sa suzeraineté spirituelle sur le fief de ses prédécesseurs.

Je relève aujourd'hui, comme une disposition ménagée par la Providence, la circonstance qui amène Votre Grandeur sur un rivage que les flots de la révolte ont battu avec violence alors que le protestantisme avait ici l'un de ses principaux foyers (7), et ont été sur le point d'engloutir, sans parler de la

(1) Ce devait être Nicolas le Cornu de la Courbe de Brée qui siégea 1576-1617. Liste citée ci-dessus. *Ordo*, etc.

(2) 1648-1676. *Id.*

(3) 1167-1188. *Id.*

(4) E. Jouan.

(5) Ce nom est encore resté à l'emplacement où l'on voyait encore naguère un moulin à vent et où il n'existe plus aujourd'hui qu'une ferme dépendant du château.

(6) Par Fleurimon, « archiprêtre » de Saint-Fort ; Michel Allary, prieur-curé de Saint-Seurin. *Registres paroissiaux*.

(7) A. Crottel, *Histoire des Eglises Réformées de Pons, Gemozac et Mortagne, en Saintonge*, 1841. — *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 15 mars 1901, Une chronique de l'établissement de la Réforme à Saint-Seurin-d'Uzet en Saintonge, Le registre de baptêmes de Jean Frèrejean (1541-1564), p. 134-157.

tourmente révolutionnaire qui s'est soulevée plus tard, ni des orages qui ont grondé et grondent encore plus ou moins sourdement au-dessus de nos têtes.

Il vous plaira peut-être, Monseigneur, que je vous rappelle, à une époque où Votre Grandeur Elle-même encourage le bel élan de réparation publique qui s'est produit en faveur des prêtres martyrs de la Révolution, dont les ossements gisent dans le sol sanctifié des îles de la Charente, que le dernier des prieurs-curés de Saint-Seurin avant cette période troublée, desquels nous possédons la liste ininterrompue dans nos anciens registres paroissiaux depuis 1614, Jean-Martial Lapouge Argentine, chanoine régulier de Chancelade de l'abbaye de Mortagne, qui a été en fonctions du 20 janvier 1786 au 30 mars 1792, fut un de ceux qui préférèrent l'exil à l'apostasie en refusant courageusement de prêter le serment constitutionnel (1).

Deux autres prêtres, Joseph Chasteauneuf qui avait été prieur-curé de Saint-Seurin avant lui, de 1768 à 1772, puis de Mortagne, et l'était de Saint-Quentin de Rançanne quand éclata la Révolution (2), et Jean-Louis-Joseph Cayx qui avait succédé à ce dernier à Saint-Seurin de 1772 à 1778 et occupait le prieuré-cure de Meux, à la même époque (3), l'un et l'autre

(1) M. le Chanoine P. Lemonnier, *Le clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*, XXVI, 107, classe doublement ce prêtre à Saint-Seurin-d'Uzet et à Saint-Romain-de-Beaumont d'où il cite le procès-verbal de refus de serment comme suit : « a prétendu qu'exiger de lui le serment, c'était vouloir le faire huguenot et que, comme ses paroissiens ne l'avaient pas nommé curé, ils ne pouvaient pas le dénommer. »

(2) Emigra en Espagne, revint au Concordat, fut curé de Saint-Germain-du-Seudre, et mourut, le 3 octobre 1825, curé de Bussac-lez-Saintes (Abbé Lemonnier, *ibid*, p. 108.)

(3) Il se cacha dans sa paroisse, puis s'expatria. Il revint mourir, après la Révolution, au séminaire de Cahors, où il a publié un ouvrage ascétique remarqué sur les psaumes de David (P.-D. Rainguet, *Etudes historiques sur l'arrondissement de Jonzac*, p. 221). Voici le titre de cet in-16 de XVII — 268 pages, dont nous devons la communication à M. L. Greil : « *Les pseauxmes pénitentialz et les pseauxmes graduels en latin et en français*, avec une glose d'affections morales sur chaque vers et pour l'intelligence du texte et pour exciter le cœur à se pénétrer des sentiments d'humilité et de componction qu'ils contiennent. Editeur J.-L. Cayx, chanoine régulier de la Congrégation de Chancelade, retiré au séminaire de Cahors. A Cahors, chez G. Richard, imprimerie de Monseigneur l'Evêque avec approbation. » Dr Ch. Vigen, *Les ecclésiastiques de la région de Montlieu pendant la Révolution. Revue de la Saintonge et de l'Aunis*, XI, p. 372-373, 1891.

également chanceladais, émigrèrent aussi dans les mêmes conditions.

C'est en récompense de cette courageuse fidélité de nos anciens curés, j'ose le croire, Monseigneur, que, depuis le rétablissement de la paix religieuse, au Concordat, jusqu'à l'heure actuelle, nous n'avons jamais eu à Saint-Seurin pour pasteurs que de saints prêtres qui ont toujours maintenu dans la paroisse une atmosphère de piété et de pratique religieuse qu'aucune influence délétère n'a encore pu réussir à vicier.

Je suis heureux, Monseigneur, d'apporter à Votre Grandeur ce témoignage de la fidélité de notre chère petite paroisse, comme un hommage de vassalité spirituelle, renouvelé de celui qui fut rendu à l'un de vos lointains prédécesseurs par le haut et puissant seigneur de Saint-Seurin et dont c'est aujourd'hui le 270^e anniversaire, et je lève mon verre à la perpétuité de cette fidélité dans l'amour et la vénération filiale de notre pieuse population pour son premier pasteur.

Saint-Seurin-d'Uzet, le 6 décembre 1913.

MARCEL PELLISSON.

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

IV

VIII. — Guérin

Edmond-Jean Guérin est né à Angoulême (Charente), le 27 avril 1853, du mariage de Benjamin Guérin (1), négociant, et

(1) Benjamin Guérin, né à Saint-Médard de Barbezieux, le 2 juin 1825, était le plus jeune fils de Pierre Guérin, propriétaire et meunier, et de Marie Vallade. Il exerça, pendant plus de trente ans, à Angoulême, la profession de mercier en gros, en société avec son frère cadet Jean-Eugène Guérin, né, lui-même, à Saint-Médard, le 18 janvier 1819, et décédé à Barbezieux, le 28 février 1894. Eugène Guérin s'était marié à Angoulême, le 12 novembre 1839, avec Mlle Marie Pannetier, dont le père, Michel Pannetier, qui tenait, dans cette ville, un pensionnat, eut, à un moment donné, comme élève, M. Pierre-Mathieu Bodet, lequel fut député de la Charente en 1848 et 1871 et ministre des Finances (20 juillet 1874-20 mai 1875). Michel Pannetier était né à Asnières (Charente), du mariage de François Pannetier, propriétaire-agriculteur, et de Marie Chemineau. Cette dernière était proche parente du général baron Chemineau, dont le nom est inscrit sur l'Arc de Triomphe de l'Etoile à Paris.

de Constance-Rosalie Villeroy (1), décédés, le mari à Vignolles, canton de Barbezieux, le 17 janvier 1908, et la femme à Saintes, le 14 novembre 1910.

Il fit ses études au lycée de sa ville natale (2) où, en 1870, étant en rhétorique, il fut lauréat du concours académique (histoire). Devenu bachelier ès-lettres le 9 août 1871 et, après avoir

Né le 26 avril 1771, au village de Chez-Grelet, paroisse Saint-Ausone d'Angoulême, Jean Chemineau était fils de Jean et Catherine Campot, qui s'étaient mariés en cette même paroisse, le 7 juin 1768. Engagé volontaire à 16 ans, il se signala par sa bravoure et, grâce à ses brillants faits d'armes, il obtint le grade de général de brigade en 1811, ensuite de division, après la bataille de Lutzen (2 mai 1813) où il perdit une jambe. Il avait été créé baron de l'Empire en 1808 et nommé commandeur de la Légion d'honneur. Gouverneur de Strasbourg en 1814, il fut mis à la retraite sous la Restauration avec le brevet de lieutenant-général et la croix de chevalier de Saint-Louis, laissant la réputation d'un très bon officier. Il est mort à Poitiers, le 12 juin 1852, à 81 ans. Son fils, le baron Jean-Jacques-Alfred Chemineau, né de son union avec la dame Victoire-Tarsile Avril, à Lyon, le 4 pluviôse an XI (24 janvier 1803), décédé à Poitiers, le 10 décembre 1878, époux de Julie Gennet, après avoir été procureur du roi à Rochefort-sur-Mer (11 août 1830), devint conseiller à la cour d'appel de Poitiers (19 janvier 1850), et, comme tel, présida plusieurs fois les assises de la Charente-Inférieure ; il était chevalier de la Légion d'honneur. On peut consulter sur le général Chemineau, notamment le discours prononcé à ses funérailles par M. Legentil, conseiller à la Cour de Poitiers, dans le *Dictionnaire des Familles du Poitou*, par H. Beauchet-Filleau et Ch. de Chergé, 2^e édition, tome II, page 375, Paris. Oudin, 1895 ; la *Géographie de la Charente*, par Marvaud, page 81, Angoulême, Girard, 1853, et par J. Martin Buchey, page 192, Angoulême, 1913, imprimerie Coquemard et C^{ie} ; *Victoires, Conquêtes, Désastres des Français, de 1792 à 1815*, tome XVII, pages 21, 22, et 25, Paris, C. Panckouke, 1817-1821, et principalement *Biographie Militaire*, par Edmond Sénemaud, au *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de la Charente*, 1860, page 244.

(1) Constance-Rosalie Villeroy, que Benjamin Guérin avait épousée à Paris (V^e arrondissement), le 15 mai 1852, était née à Angers, le 27 juillet 1833, de Jean-Pierre Villeroy, commerçant, et de Constance Valf Lambert, son épouse. Jean-Pierre Villeroy, né le 2 pluviôse an IV (22 janvier 1796), à Fresney-le-Vieux, arrondissement de Falaise (Calvados), fils d'Étienne Villeroy et de Thérèse Levillain, avait fait la campagne de 1815 comme engagé volontaire au 55^e régiment d'infanterie de ligne. Blessé d'un coup de feu à l'avant-bras gauche à la bataille de Waterloo (18 juin), il fut reconnu impropre au service militaire, le 5 décembre 1816, par le chirurgien-major de la région du Calvados et les officiers de santé de l'hôpital de Quimper. Il est mort à Angoulême, le 23 octobre 1860. Il était décoré de la médaille de Sainte-Hélène.

(2) M. Armand Fallières, ancien président de la République Française, qui est, d'ailleurs, membre de l'*Association Amicale des Anciens Élèves de cet établissement*, a fait une partie de ses études scolaires au lycée d'Angoulême.

fait son service militaire comme engagé conditionnel au 87^e régiment d'infanterie de ligne, en garnison au camp de Satory près Versailles (novembre 1873 à novembre 1874), il se fit recevoir licencié en droit devant la Faculté de Bordeaux, le 6 août 1877. D'abord aspirant au notariat, il fit son stage en l'étude de M^e Delaunay (1), notaire à Angoulême (9 novembre 1871-26 février 1883), dont plusieurs années en qualité de premier clerc, puis, les circonstances l'ayant déterminé à renoncer à la carrière qu'il voulait embrasser, il fit des démarches pour entrer dans la magistrature cantonale et fut nommé juge de paix, successivement à Chalais (Charente), le 22 septembre 1883 ; — à Jonzac, le 16 novembre 1892 ; — et à Saintes (canton sud) le 13 avril 1899, en remplacement de M. Juredieu. Il prêta serment, en cette dernière qualité, le 3 mai suivant et fut installé à l'audience du 5 du même mois (2).

Par décret du 20 août 1911 (3), il a été nommé juge au tribunal de première instance de Saintes, aux lieu et place de M. Aylies, appelé comme président à Montmorillon, a prêté serment devant la cour d'appel de Poitiers, le 9 septembre suivant et a été installé à l'audience du 22 du même mois dans ses nouvelles fonctions (4).

Pendant son séjour à Chalais, M. Guérin a été délégué cantonal (24 février 1887-16 novembre 1892), membre des commissions administratives de l'hospice et du bureau de bienfaisance de cette localité (arrêtés préfectoraux des 23 décembre 1887 et 20 février 1892), dont il fut vice-président du 27 octobre 1888 au 12 novembre 1892 (5) et membre de la commission permanente de statistique du canton de Chalais (arrêté du 28 mai 1891). Il a également fait partie de la commission du bureau de bienfaisance de la ville de Jonzac (arrêté préfectoral du 5 janvier 1899). Le 2 octobre 1913 il a été nommé, par ses collègues du tribunal, membre de la commission de surveillance près les éta-

(1) M. Delaunay a cédé son office notarial, le 7 novembre 1885, à M. Hommet, qui en est actuellement titulaire. Il s'est retiré ensuite dans son domaine de Château-Cambon-la-Pelouse, près Macau, et a été pendant longtemps président de la Société d'agriculture de la Gironde.

(2) *Minutes de la Justice de paix du canton sud de Saintes.*

(3) *Journal Officiel* du 23 août 1911.

(4) Archives du Tribunal civil de Saintes.

(5) *Registres des délibérations de la Commission de l'Hospice et du Bureau de bienfaisance de Chalais.*

blissements pénitentiaires, en remplacement de M. Paul Brunaud, décédé (1).

Il appartient à la *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*.

Officier d'académie (28 mai 1901) et de l'instruction publique (8 avril 1911), M. Guérin a collaboré au *Moniteur des Juges de Paix* ; au *Bulletin des Décisions des Juges de Paix* ; à la *Revue des Justices de Paix*. Il s'occupe très activement de recherches historiques, concernant surtout la Saintonge et la Révolution, et a fait paraître, soit sous son nom patronymique, soit sous les pseudonymes d'*Old Papers*, un *Rat de Bibliothèque*, etc., diverses études dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, le *Pays d'Ouest*, l'*Indépendant de la Charente-Inférieure*, le *Peuple*, de Saintes, la *Franche Parole*, de Saint-Jean d'Angély, la *République Agricole*, de Jonzac, le *Phare*, de Royan, etc. (2).

Il a publié également de très nombreuses pièces de vers dans des feuilles locales sous des pseudonymes multiples : *Edmond Joannès* ; *Georges Villeroy* ; *Pierre Rolla* ; *Edouard Semper* ; *Jean d'Angoumois* ; *Jean des Arènes* ; *Jean Memor* ; *Civis Liber* ; *Trilby* ; *Ariel* ; *André Faustus*, etc.

M. Guérin s'est marié à Berneuil, canton de Gémozac, le 8 juin 1885, avec Mlle Marie-Adéline-Octavie Bisseuil, fille de M. Ferdinand Bisseuil (3), propriétaire-agriculteur, et de dame

(1) *Registres des délibérations du Tribunal civil de Saintes*.

(2) Voici l'énumération des principales de ces études : dans la *Revue de Saintonge* : Quatre mariages Saintais, dotés par l'Etat en 1810 (1^{er} mars 1906) ; La Guillotine à Saintes en 1794 (1^{er} août 1907) ; le Docteur Joseph-Ignace Guillotin (1^{er} juin-1^{er} octobre 1908) ; Napoléon 1^{er} à Saintes (1^{er} février 1910) ; la Préfecture à Saintes (1^{er} avril-1^{er} août 1913) ; les Justices de paix de Saintes depuis 1790 (en cours de publication) ; — dans le *Pays d'Ouest* : le Docteur Guillotin — travail remanié — (25 juillet-10 octobre 1912) ; *Passage de Louis Napoléon à Saintes, le 11 octobre 1852* (novembre 1913) ; — dans le *Peuple* : le Conventionnel Jérôme Pétion (11 janvier-1^{er} mars 1906) ; Trois héroïnes de la Révolution : Théroigne de Méricourt ; Olympe de Gouges ; Rose Lacombe (23 juin 1906-26 septembre 1907) ; Notes et documents historiques sur l'indemnité parlementaire (26 mars-1^{er} novembre 1908) ; — dans l'*Indépendant* : la Colonne de la Place Blair, à Saintes (28 décembre 1912) ; Une invasion de campagnols dans la Charente-Inférieure en 1801 (8 mars 1913) (article reproduit dans l'*Echo Rochelais* du 12 mars 1913) ; le Collège de Saintes et sa Chapelle (8 au 15 mai 1912).

(3) Ferdinand Bisseuil, né à la Palisse, commune de Berneuil, le 25 mars 1834, était fils de Pierre Bisseuil, propriétaire, et de Marie Renaud, morts, le mari, à Saintes, le 8 février 1888, et la femme, le 15 mars 1847, audit

Marie-Adeline Dousset, décédés tous les deux à Saintes, le mari, le 10 avril 1905, et l'épouse, le 4 mars 1906.

De ce mariage est issue le 27 mars 1886 une fille, Marie-Yvonne-Jeanne Guérin, qui le 2 juillet 1907 a épousé, à Saintes, Pierre-Louis, dit André, Descoffre (1), docteur en pharmacie, pharmacien de 1^{re} classe à Châteauneuf-sur-Charente, fils de M. Antoine Descoffre, ancien vétérinaire, ancien professeur à l'Ecole d'Agriculture des Faurelles, canton de Blanzac, ancien maire de Châteauneuf, ancien juge de paix de ce canton,

Berneuil. Cette dernière était sœur-germaine d'une autre Marie Renaud, laquelle de son union conjugale avec Jean Bisseuil, propriétaire à La Jard, eut un fils, Eugène-Aimé Bisseuil, né au même lieu, le 23 avril 1833, qui, après avoir obtenu le diplôme de licencié en droit devant la Faculté de Poitiers, le 9 août 1856, fut notaire (1858-1864), puis avoué à La Rochelle (1864-1878), suppléant du juge de paix du canton Ouest de cette ville (29 juin 1863), conseiller général du canton de Saint-Pierre-d'Oléron en 1874, député républicain de la première circonscription de Saintes (21 août 1881-4 octobre 1885), trésorier général de l'Aube (21 mai 1886), ensuite de la Charente-Inférieure (26 juin 1889), sénateur de ce dernier département (21 février 1892-4 janvier 1903). M. A. Bisseuil est l'auteur de propositions de loi importantes et de plusieurs publications en matières parlementaire ou d'impôts. Ses principaux écrits sont : *Réorganisation civile et judiciaire*, où il émet l'idée de la création du département de *Sèvre et Charente*, formé des anciens départements de la Charente, la Charente-Inférieure, la Vendée et les Deux-Sèvres (La Rochelle, G. Mareschal, 1871) ; *De la contribution foncière des propriétés non bâties* (Paris, A. Quantin, 1882-1884) ; les *Bouilleurs de cru* (Paris, 1895) ; les *Reformes fiscales* (Auxerre, Lasnier, 1898) ; *Une réforme parlementaire : Incompatibilité des fonctions de ministre avec le mandat de sénateur ou de député* (Auxerre, Lasnier, 1899). Il fonda la *République de l'Ouest*, journal bi-hebdomadaire, imprimé à Saintes, par Chassériaux frères, dont il fut le directeur politique et qui ne dura guère qu'un an, depuis le 14 décembre 1902, jour de son apparition. (Voir sur M. A. Bisseuil notamment : *Dictionnaire des Parlementaires français*, tome I, page 329 ; *Dictionnaire biographique de la Charente-Inférieure*, page 101, Paris, E. Flammarion, 1901 ; *Dictionnaire des Contemporains*, par G. Vapereau, 6^e édition, page 165, Paris, Hachette et C^{ie}, 1893). — Voici le jugement qu'a porté sur M. Bisseuil un journal de Saintes : « Esprit distingué autant que modeste, doué d'une parole facile, il a la réputation d'un travailleur infatigable et d'un homme d'affaires de premier ordre » (*Rappel Charentais*, du 8 octobre 1882).

(1) M. A. Descoffre a été préparateur au laboratoire d'histoire naturelle à la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux et a eu comme professeur le docteur A. Guillaud, notre confrère des *Archives* à qui il a dédié sa thèse : *Etudes sur les levures œnologes des Charentes*, Bordeaux, Cassignol 1904. Il est encore l'auteur de la *Charente préhistorique*, Bordeaux, G. Gounouilhou 1901. (Extrait du *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Bordeaux*).

actuellement percepteur en la même localité, officier d'Académie et du Mérite agricole, et de dame Marie-Léontine David.

(A Suivre.)

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

V

UNE PLANTATION DE VIGNE EN SAINTONGE

AU XVII^e SIÈCLE

(Addenda)

Notre confrère, M. le Dr Ch. Vigen, de Montlieu, dont la compétence, pour tout ce qui touche au sol saintongeais, est si généralement appréciée, veut bien me communiquer les observations suivantes sur l'article de la *Revue*, portant ce titre (XXXIII, p. 273-285), qui y apportent quelques clartés complémentaires et appartiennent par conséquent aux lecteurs.

M. P.

1^o *Visants cités.*— Vers Montlieu, la *Folle* était et est encore le principal cépage des plantis.

Le *Bouillaud* se trouvait par ci, par là dans nos anciennes vignes ; je me rappelle que, dans mon enfance, sa couleur dorée m'incitait à en manger, et que je le confondais avec le *Sauvignon* aux pieds très clairsemés, celui-ci bien peu productif pour le propriétaire, car les raisins n'allaient jamais jusqu'au pressoir. Il y en a peu maintenant.

Le *Gros Blanc* est à peu près inconnu à Montlieu sous ce nom ; on l'appelait autrefois la *Couture*, et il était d'ailleurs assez peu répandu ; ses grains sont gros comme ceux du muscat (1). On ne les confond pas ici avec la *Chalosse* et le *Blanc ramé*, qui sont assez communs.

Je n'oublie pas d'ailleurs que le sous-sol de Challaux comme tout le sud et l'ouest de Montlieu, qui est un doussain sablon-

(1) M. Paul Ravaz, dans son ouvrage *Le Pays du Cognac*, que nous avons déjà cité, dit, en parlant du *blanc-ramé* : « Ce cépage existe aussi dans la Gironde, du moins en trouve-t-on quelques souches disséminées dans les vignobles. On l'a identifié au *pelgari* ou *pelgri*. Mais ce cépage, d'après M. Daurel, est de maturité très tardive ; le *blanc-ramé* est plutôt hâtif. Il a des grains petits ; ceux du *blanc-ramé* sont au moins moyens. D'après M. Couderc, il porterait le nom d'*annereau*, de *bonne blanche*, *grosse blanche* et peut-être de *chalosse* dans le Bordelais. Le *chalosse* que décrit M. Daurel est bien semblable au *blanc-ramé* : les caractères des feuilles, des grappes

neux, ne ressemble guère à celui de Saintes, calcaire-crayeux, et que par conséquent les cépages pouvaient être fort différents.

2° *Contenance des anciens journaux.* — Dans les deux contrats relevés : à Chaniers (p. 279, note 2) le cas n'est pas douteux : c'est l'arpent de Saintes, à la chaîne de 18 pieds de Roy, c'est-à-dire de 12 pouces = 5 m. 847 ; et le carreau 5.847² = 34 mq. 1874 ; et 100 carreaux au journal, c'est le journal de 34 ares 19 c., qui était le plus répandu, celui de Montendre notamment et celui de Paris. Il est encore le plus employé, réduit à 33 ares 33 centiares, le tiers de l'hectare, comme la livre de 489 grammes est devenue le demi-kilogramme. Dans le contrat de Chérac (p. 273) qui est presque limitrophe, c'est probablement la même contenance.

Mais il y avait bien d'autres mesures utilisées, et qui faisaient le journal de Mirambeau de 35 ares 30 c. ; celui de Chalais 35,66; celui de Barbezieux, Brossac, Pons 36.12; celui de Montlieu, Chaux 45,79 ; celui de Raignes, Montausier, 47.48 ; celui de Montguyon, 58.62 (1).

indiquent une grande analogie entre ces deux plants, et on doit à mon sens maintenir ce dernier synonyme » (*Op. cit.*, p. 95-96). — Je serais donc porté à identifier le *gros blanc* avec la *grosse blanche* ou blanc-ramé, si ces deux noms ne faisaient pas, de la part de Joseph Dubourg, dans l'acte de 1696, l'objet d'une mention spéciale pour chacun, indiquant par conséquent deux cépages différents, pour constituer la plantation, soit : « Un tiers de *folle blanche*, un autre tiers de *gros bouillau* et *gros blanc* et l'autre tiers de *blanche ramée* » (p. 273). — M. P.

(1) Pour compléter ces données, je crois utile de reproduire la table de comparaison des anciennes mesures agraires avec les nouvelles en Charente-Inférieure, d'après l'*Annuaire* de 1836 (A. Gautier), p. 411 (abrégé).

	Longueur de la perche ou côté des carreaux en pieds, pouces et lignes.	Nombre de carreaux dans le journal	Carreaux en mètres carrés	Journal en ares et centiares.	Hectare en journaux carreaux et pieds carrés
La Rochelle. . .	18 et 22	200	34 et 51 mq	68 ares 38	1 j. 92 c. 160 pq.
Saintes (arp. de				et 1 h. 02 14	
Paris aussi) . .	18 p. = 5 m. 847	100	34 mq. 19	34 ares 19	2 j. 49 c. 92 pq.
Cozes	19 p. 6 p ^o = 6 m. 337	100	40 mq.	40 ares 12	2 j. 69 c.
Pons	18 p. 9 pouces	100	37 m. 10	37 ares 10*	2 j. 69 1/2
Dompierre-sur-					
Charente . . .	19 p. 2 p ^o 6 lignes	100	39 mq.	38 ares 60	2 j. 59
Jonzac	32 pieds = 10 m. 42	32	1 are 08	34 ares 58	2 j. 28 1/2
Montendre . .	18 p. = 5 m. 847.	162	34 mq. 19	55 ares 69**	1 j. 130 1/2
Montlieu. . . .	20 p. 10 p ^o = 6 m. 767	100	45 m. 79	45 ares 79	2 j. 18 1/3
Montguyon. . .	20 p. 10 p ^o = 6 m. 767	128	45 m. 79	58 ares 62	1 j. 90 1/3
Eaux et forêts.	22 p. = 7 m. 146	100	51 m. 07	51 ares 07	1 j. 95

* Pour Pons, un notaire du premier Empire, d'après mes notes, le disait de 36 ares 12.

** Pour Montendre, il était bien autrefois de 55 ares 68, mais il est, depuis la Révolution, pris communément à 34 ares 19.

Pour calculer le rapport de l'ancien journal d'un lieu donné à l'hectare, il faut savoir au juste, d'après les titres, de combien de pieds était le côté de l'arpent ou la chaîne, en distinguant si c'était des pieds de roy = 35 cm. 484, à 12 pouces ; ou des pieds plus anciens, ou d'aune, ou de 12 pouces 1/2 l'un = 33 cm. 78. — Faire le carré de cette chaîne qui donne le carreau — et savoir de combien de carreaux le journal était composé, nombre qui variait de 32 à 200. — Toute comparaison qui n'a pas toutes ces données risque d'être fautive.

La perche royale était de 22 pieds = 7 m. 146 ; la perche carrée 51 mq 07, et l'arpent royal 51 ares 07. C'est l'arpent qui a servi officiellement en 1791, du moins chez nous, pour cadastrer les terres des particuliers ; et un peu plus tard pour mesurer les biens nationaux de première origine (enlevés au clergé), et ceux confisqués aux émigrés.

Quant à l'arpent relevé p. 273, en note, il est incompréhensible pour moi. Il est extrait de l'*Usance* de C. Béchet, et de la *Coutume de Saint-Jean*, par Maichin, daté de 1224 ou 1284, dit confirmé à Saintes en 1504, mais l'ancien annotateur ajoute que ces mesures ont, depuis, considérablement varié dans les diverses châtellenies.

3° *Palisses et buissons*. — Je crois que c'était une clôture qui entourait tout le *plantis*, pour le protéger d'abord contre les déprédateurs à deux ou quatre pattes, et ensuite pour marquer, vis-à-vis du seigneur suzerain, les terrains qu'il était permis de planter en vigne, et qui étaient soumis, soit à une rente fixe, soit à un droit d'agrier au huitain, au dizain, etc. ; cela pour éviter que le particulier n'étendit les uns au détriment des autres, et au préjudice du revenu que le seigneur en retirait. Comme expressions venues de cet état de choses, on voyait souvent dans les actes : une vigne ou fief de..., ce fief étant purement roturier ; et cette appellation a persisté jusqu'à nos jours dans maints endroits.

4° *Comme comparaison*, vignes de chez nous. — Notre propriété patrimoniale des Galards, près Montlieu, comprend une cinquantaine d'hectares. Les quinze à vingt hectares entourant la maison, étaient, au cadastre de 1838, soit en prés, soit en vignes = 7 hectares 50. En 1817, mon grand-père, au lieu d'employer des journaliers, comme d'habitude, donnait pour les tailler, un prix fait de 105 fr. à A et B, et notait qu'ils y avaient passé 76 jours.

C'était de la vigne en plein, divisée en carreaux de 20 ares environ, qu'on faisait bêcher à des prix divers, ou même par des journaliers. Elles avaient presque toutes été plantées de 1740 à 1750. De 1840 à 1860, mon père en fit remplacer, probablement, celles qui faiblissaient, par des *joualles*, c'est-à-dire des rangs doubles, séparés par sept ou huit sillons, où l'on semait du blé, du maïs, des pommes de terre. Le double rang était bêché au *bigot*.

Ces vignes, qui ainsi se trouvaient fumées, ont été les premières atteintes par le phylloxéra, vers 1877-80 ; et même le fléau parut d'abord dans des rangs espacés de deux mètres et qui n'avaient que quinze à seize ans, remplaçant un bois de chênes défriché exprès : ces rangs, je m'en souviens, avaient une végétation luxuriante et une récolte abondante.

Ce n'a donc pas été, chez nous, l'épuisement de la terre qui a produit le dépérissement de la vigne. Et les dernières que j'ai fait arracher, de 1880 à 1883, étaient âgées de 130 à 135 ans, mais ne rapportaient plus rien.

Dans des notes domestiques de la Ravannerie, en Montlieu, de 1760 à 1780, j'ai lu souvent : payé un tel, à prix fait, pour tailleries, *souteries*, *pléjoureries*. Ce dernier terme s'est perdu.

Vu son radical *plejer* = plier, il n'est peut-être qu'une répétition du second terme, *souteries*, qui est un mot presque oublié, mais ayant encore son application : c'est l'action de coucher *sous terre* un ou plusieurs sarments pour combler un vide ou renouveler un pied de vigne (1).

D^r CH. VIGEN.

(1) Dans d'autres parties de la Saintonge on appelait le provin *peurbîn* ou *nigis*. Ce dernier terme venait de *niger*, noyer (en terre) analogue à *souterie*. Depuis qu'on ne plante plus que des sujets greffés, le renouvellement de pieds de vigne par provignage n'est plus possible et les termes se sont perdus. — M. P.

QUESTIONS

N° 825. — 1° Par décret du 3 ventôse an XII, Pichon-Beaupré, ancien procureur, fût nommé premier suppléant de la justice de paix du canton nord de Saintes, en remplacement de Brejon-La Martinière, nommé juge de paix de ce même canton.

Il n'occupa pas longtemps cette fonction, car l'on voit qu'aux termes d'un autre décret en date du 30 thermidor an XIII, Jean-Baptiste Briault fils, propriétaire à La Jard, fut nommé en remplacement de Pichon-Beaupré, « qui n'est plus domicilié dans le canton. »

Pourrait-on me donner des renseignements biographiques sur Pichon-Beaupré ? Où avait-il exercé la profession de procureur ? Où se rendit-il en quittant le canton nord de Saintes ? Où était-il né, et où est-il décédé ? A quelle date ? Était-il parent et à quel degré de Pichon de Beaupré, Nicolas-Louis et Pichon de Beaupré, Jean, qui, en 1789, furent maîtres généraux des monnaies, à La Rochelle (voir l'article de M. Ch. Roy, publié dans le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure* de juillet-octobre 1913).

2° Par le décret, sus-relaté, du 3 ventôse an XII, Chesnier-Duchesne (François-Xavier-Alexandre), avocat, fut nommé second suppléant de la justice de paix dudit canton nord de Saintes, aux lieu et place de Mollet (Augustin), démissionnaire.

Est-ce que ce Mollet ne serait pas celui dont il est question dans l'ouvrage de notre distingué confrère, M. Laverny, *les Charlonnie* ; qui fut avocat au parlement et au siège présidial ; procureur du roi et échevin de la ville de Saintes en 1781, et mourut à la Faux du Loup, commune de Chaniers, le 7 novembre 1831. — N'avait-il pas été, depuis germinal an V, président de l'administration du canton de Saintes jusqu'en vendémiaire ou brumaire an VI, où il dût être révoqué pour cause de modérantisme ?

Pourrait-on me donner la date du décret qui l'avait nommé suppléant du juge de paix du canton nord ?

Je serais très reconnaissant et j'adresse par avance mes sincères remerciements aux confrères qui voudront bien me fournir des indications sur ces deux personnages.

Ed. G.

RÉPONSE

N° 820. — Louise Chaigneau, femme Blanqui, est-elle originaire de Saint-Savinien ?

Nul n'est infallible, pas même le grand homme cher à M. Petit. Les erreurs se glissent partout, mais il en est de tellement grossières qu'on ne peut les laisser passer.

« Qu'est-ce que l'opinion, disait Eugène Pelletan, sinon le « droit également reconnu à chacun de contribuer à la propagation de la « vérité ».

Nous y contribuons le plus possible dans nos « Archives », et nous ne pouvons nous empêcher de constater que Pelletan n'y contribuait guère, d'après l'étude de son manuscrit, page 26, par M. Petit, où il donne notre Charente-Inférieure comme berceau à Louise-Julie Chaigneau, l'épouse de l'économiste, membre de l'Institut, Adolphe (et pas Auguste) Gérôme Blanqui, frère d'Auguste, le membre de la Commune.

Quelle drôle d'idée du politicien Pelletan de faire naître en eau douce, à Saint-Savinien, sur les bords de la Charente, une personne qui naissait, quelques années avant lui, en eau salée, dans un de nos ports maritimes.

En effet, Louise-Julie Chaigneau venait au monde, à Brest, en 1808. Elle était fille de Charles Chaigneau et de Louise-Julie Marchand.

De son mariage avec Adolphe Blanqui, elle eut plusieurs enfants et, notamment, une fille qui épousa Hippolyte Maze, agrégé de l'Université, député de Seine-et-Oise, frère d'Auguste Maze, officier de gendarmerie.

Louise-Julie Chaigneau s'éteignit à l'âge respectable de 75 ans, à deux heures du soir, le 23 avril 1883, en son domicile, à Paris, rue de Rennes, n° 141 (VI^e arrondissement), où elle habitait avec son gendre et sa fille.

La Saint-Savinienne de toute beauté, décrite par Pelletan, était donc une Bretonne !

Ainsi vont les erreurs qui prennent d'autant mieux l'air de la vraisemblance, qu'elles sont estampillées par les grands hommes !...

Georges PERRIER DES BROUSSES.

N° 823. — Lesson, dans son *Histoire des marches de la Saintonge*, page 284, parle de la Pierre-Merveille, monument celtique, dit-il, fouillé plusieurs fois. On dit que des souterrains existent sous cette pierre et dans le terrain des Batailles. « En fouillant le sol on a rencontré des briques romaines, des poteries antiques, un tombeau, des ossements, ce qui porte à croire qu'il y avait une tombelle gallo-romaine. »

CH.-D.

LIVRES ET REVUES

M. Bédier aborde, dans les *Légendes épiques, recherches sur la formation des chansons de geste* (tomes III et IV), des questions qui ne sauraient nous laisser indifférents.

L'analyse de *Berthe aux grands pieds* est prise en grande partie « dans la version la plus ancienne, un passage de la *Chronique Saintongeaise, Tote l'histoire de France*, composée vers l'an 1225 » (III, p. 15).

Il reprend la discussion, pourtant bien débattue, de l'origine et la date de la *Chronique de Turpin*. En ces dernières cinquante années, on a beaucoup écrit sur ces deux sujets. Gaston Paris a modifié deux fois son opinion, M. Bédier en émet une nouvelle. « Une date est acquise depuis longtemps, au-dessous de laquelle on ne saurait descendre. Le 29 décembre 1165, l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse fit procéder à l'élévation du corps et à la canonisation de Charlemagne : sur son ordre, presque aussitôt après, pour accréditer et répandre le culte du nouveau saint, les clercs d'Aix-La-Chapelle composèrent et publièrent une *Vita Karoli Magni* ; ils y ont inséré sept chapitres de la Chronique du faux Turpin. Nous savons ainsi que cette chronique est antérieure à 1166. »

Mais faut-il l'attribuer au XII^e siècle, ou au XI^e, ou au X^e ? C'est là que les divergences d'opinion commencent. Nous n'exposerons pas ici les arguments produits de part et d'autre. Il

nous suffit de faire connaître la thèse de M. Bédier : nous le ferons en empruntant le plus possible les termes mêmes de sa discussion.

Il n'admet pas l'hypothèse de deux auteurs. La *Chronique* a été composée par un seul, un Français, qui écrivait entre les années 1126 et 1165, plus précisément vers 1140-1150. Mais la complexité du texte a beaucoup intrigué et inquiété les critiques, on ne parvenait pas à expliquer comment l'auteur avait pu s'intéresser à la fois aux choses de France et aux choses d'Espagne, à la fois aux chansons de geste et aux traditions ecclésiastiques, à des églises aussi distantes et aussi diverses que Santiago et Saint-Romain de Blaye, que Saint-Denis et Vienne, à des personnages aussi étrangers l'un à l'autre que Jacques-le-Majeur et l'empereur Charlemagne. Ce mélange est resté intelligible, parce qu'on a considéré l'auteur de la *Chronique* comme un isolé ; ne pourrait-il pas devenir compréhensible, si le clerc avait été en communication avec le monde extérieur, et si on trouve dans la vie de son temps, au XII^e siècle, des raisons propres à expliquer qu'il ait pu s'intéresser à la fois à toutes ces églises et aux chansons de geste ?

Bien des érudits ont vu que pour interpréter la *Chronique de Turpin*, il ne faut pas la lire seule. En plusieurs manuscrits, elle est précédée ou suivie d'un ou de deux, trois ou quatre autres opuscules. Or, la nature vraie du rapport qui lie ces divers textes, G. Paris l'a indiquée, où plutôt en a donné le principe. La *Chronique* est solidaire d'autres ouvrages, qui sont, comme elle, des instruments de propagande du culte de saint Jacques de Galice.

On sait de quelle vogue a été favorisé le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle. Au début du XII^e siècle les routes de la Galice étaient encombrées de pèlerins. Comment le flot de pèlerins, qui roulait depuis des siècles de la France vers Rome et vers Jérusalem, a-t-il pu être détourné ou divisé, et dérivé vers un sanctuaire nouveau ? C'est grâce à une propagande multiple, grâce à la diffusion d'un livre composé pour le bien du pèlerinage. Ce livre est connu. C'est un recueil des principaux monuments du culte de l'apôtre. Le manuscrit le plus complet et le plus ancien, écrit après 1139, avant 1173, et conservé aux archives du chapitre de Compostelle, est appelé le *Codex Calixtinus*. M. Bédier le nomme le *Livre de Saint-Jasques*. Il se compose de cinq opuscules : 1^o une anthologie

de pièces liturgiques en l'honneur de l'apôtre ; 2° livres de miracles ; 3° livre de la translation. On y raconte l'histoire du saint et l'arrivée de son corps en Galice ; 4° la *Chronique de Turpin* ; 5° un guide des pèlerins, qui donne aux voyageurs des indications utiles sur le tracé des routes, le compte des étapes, des conseils pratiques pour parer aux dangers du voyage..., énumère les sanctuaires auxquels il convient de s'arrêter, les reliques qu'on y vénère, les souvenirs qui s'y rattachent. Dans ce *guide* est inséré précisément une longue passion de saint Eutrope.

Par l'esprit de réclame qui l'anime et par son caractère de supercherie, le *Livre de Saint-Jacques* est une œuvre grossière, mais en même temps qui ne manque pas de grandeur. Les uns ont cherché une origine purement poitevine au *Livre de Saint-Jacques*, en raison de la place disproportionnée que la vie de saint Eutrope y tient, et on a nommé comme auteur possible Aymeri Picaut, prêtre de Parthenay-le-Vieux. D'autres, tenant compte des miracles localisés en Lyonnais, en Bourgogne, ont voulu donner à Aymeri un collaborateur bourguignon.

Mais comme d'autres traits prouveraient une provenance compostellane, tels autres supposeraient un collaborateur viennois, tels autres un collaborateur de Saint-Denis, on pourrait aussi bien supposer une origine saintongeaise (mieux que poitevine), à cause de Saint-Eutrope et de Saint-Romain de Blaye, ou encore une origine provençale, en raison de la place occupée par Saint-Gilles. C'est que le *Livre de Saint-Jacques* n'est pas une œuvre individuelle, mais collective et concertée. Le rédacteur a voulu servir vingt églises, toutes intéressées à la gloire de Compostelle.

Le livre fut compilé en divers lieux, mais principalement à Cluny. Cette origine semble à M. Bédier (III, p. 90) très probable. On est étonné, quand on lit l'*Historia Compostellana*, de la place que les moines de Cluny y tiennent, et quand on feuillette leur cartulaire, de la place qu'y tiennent leurs affaires d'Espagne. En tout cas, l'œuvre est française et faite pour être en partie chantée à l'autel, partie lue par les clercs au réfectoire, ou au loin, dans les abbayes les plus diverses, partout où l'on espère recruter des zélateurs. Il s'agit de persuader, d'émuouvoir, d'édifier, de recréer tour à tour. Ainsi, nos hagiographes se font tour à tour liturgistes, historiens, poètes, prédicateurs et géographes aussi. Ils lient la fortune de Saint-Jacques à

celle de vingt sanctuaires, et la méthode de nos auteurs apparaît surtout dans la façon de dessiner les routes vers Compostelle. Le *Guide* en décrit quatre, dont une passe par Saint-Martin de Tours, Saint-Hilaire de Poitiers, Saint-Jean d'Angély, Saint-Eutrope de Saintes, Bordeaux, Ostabat, Roncevaux. Les autres passent pareillement par les plus célèbres abbayes : Notre-Dame du Puy, Conques, Saint-Pierre de Moissac, Arles, Saint-Gilles, etc. Ces itinéraires, la nature ne les impose qu'en partie. Ces combinaisons géographiques sont calculées et intéressées, mais non pas arbitraires. Au temps où les auteurs écrivaient, vers 1150, les traditions et les légendes qu'ils rassemblent vivaient déjà, accréditées à Compostelle et sur les routes qui menaient à Compostelle. Leur livre est un inventaire dressé en pleine prospérité. Ils se sont appliqués plutôt à faire un tri parmi leurs richesses. Ces documents, ces légendes existaient avant eux, les instruments de propagande qui sont les leurs avaient déjà servi.

Or, le grand fait, c'est qu'au nombre de ces instruments, ils ont compté les chansons de geste, c'est que, dans le *Guide*, Charlemagne, Roland et leurs romanesques compagnons tiennent autant de place que les saints évêques et confesseurs, et c'est que, dans leur recueil, la *Chronique du faux Turpin* précède immédiatement le *Guide*.

Osons considérer cette chronique comme un simple chapitre du *Livre de Saint-Jacques* et constater qu'elle offre précisément les mêmes caractères que les autres chapitres. Dans la *Chronique* aussi, il n'y a guère rien d'inventé, que la fiction qui l'attribue au faux Turpin. Ici comme dans les autres chapitres, on n'emploie guère que des légendes déjà connues et qui intéressent tantôt Compostelle, tantôt d'autres églises solidaires de Compostelle.

Cette invention — Charlemagne, premier pèlerin de Saint-Jacques, les héros des chansons de geste, chevaliers de Saint-Jacques — est développée par le faux Turpin avec une insistance singulière. Mais elle surprend par ce caractère d'exagération et d'outrance, elle frappe aussi par sa grandeur. Idée récente, dit-on. Sans doute, puisque la vieille *Chanson de Roland*, celle du manuscrit d'Oxford, l'ignore. Mais idée qui procède pourtant de la vieille *Chanson de Roland*. Charlemagne et ses pairs, chevaliers de Saint-Jacques, c'est l'invention nouvelle, mais déjà, dans la chanson, ils étaient chevaliers de Dieu.

Non plus qu'ils n'ont inventé Saint-Eutrope de Saintes, ils n'ont inventé Saint-Roland de Blaye. Les rapports que la *Chronique de Turpin*, que le *Guide* marquent entre les chansons de geste et les sanctuaires ne sont point supposés à plaisir. A la racine, il y a d'humbles anecdotes de pèlerins. Le *Livre de Saint-Jacques* recueille les légendes des routes, et ce sont tantôt des légendes ecclésiastiques et tantôt des légendes de chansons de geste, et parfois elles se rencontrent à la même étape : Blaye est en même temps le sanctuaire de Roland et le sanctuaire de Saint-Romain. Livre ingénieux, celui qui place à Saintes, à Estella, à Sahagun, sur le même ruban et dans le même décor, tantôt les prouesses de Charlemagne et de ses barons, tantôt les miracles naïfs que l'apôtre accomplit pour ses humbles pèlerins. Livre risible, sans doute, plein de supercherie, mais aussi de sincérité et de foi.

Ainsi les auteurs de Turpin ont recueilli sur les routes menant à Compostelle la majeure partie des légendes qu'ils racontent, mais ils n'ont pas tout raconté. Les prêtres en connaissent d'autres, et ils les ont pris là où le faux Turpin lui-même avait pris les siennes : sur les chemins de Saint-Jacques.

M. Bédier place les « Palais Galien » parmi ces dernières, appelés Palais Galien depuis que les érudits du XVI^e siècle se sont acharnés contre la légende ancienne pour lui substituer la fausse attribution à l'empereur Galien. En réalité, le nom de Palais-Galienne vient aux ruines de l'amphithéâtre de Bordeaux du nom d'une fille de roi de Tolède, que Charlemagne convertit et épousa. C'est pour elle que le palais aurait été construit à Bordeaux. « Cette inepte opinion », vivement combattue par Elie Vinet, Belleforest, était exprimée dès le XIII^e siècle. Elle s'est répandue jusqu'à Poitiers. M. Bédier a oublié de dire qu'à Saintes, un troisième amphithéâtre avait, lui aussi, reçu le nom de Palais Galienne. D'autres noms auraient pu être retrouvés le long de la route et cités. Lou camin Gallian, par exemple, sur la rive gauche de la Garonne.

Notre Palais Galien paraît du reste ignoré. M. Courteault n'a pas relevé l'oubli dans son article sur ces *Légendes*, paru dans la *Revue historique de Bordeaux* (1913, p. 165). M. C. Jullian, pourtant si documenté, qui a fait rechercher par MM. Brutails et Richard, à Bordeaux et à Poitiers, quel était le plus ancien document relatant le nom de Palais Galienne, n'a pas pensé à Saintes (*Revue des Etudes anciennes*, 1913, p. 285-89). La ques-

tion a cependant été traitée dans notre *Revue* (tome XXIV, p. 119). J'ai cité, dans *Saintes ancienne*, un acte de 1429, où le nom se trouve à la même époque qu'à Poitiers. Dans la commune des Essards existe encore un fief Galienne. Le nom a dû être plus répandu qu'on ne le croit, car il fut porté comme prénom par des femmes du XIV^e siècle (*Bulletin Acad. Delphinale*, 1908, p. 207).

CH. D.

Le Pays d'Ouest, novembre 1913.

Le Passage de Louis-Napoléon Bonaparte à Saintes, raconté par M. Guérin, comme toujours abondamment documenté et annoté.

La Préhistoire en Charente. — Discours prononcé par M. Gustave Chauvet à la séance d'ouverture du huitième Congrès préhistorique de France. Ce discours est à la fois un résumé fait par un maître, des connaissances acquises sur la préhistoire dans le département de la Charente et un répertoire précieux et complet de bibliographie sur la préhistoire locale.

Procès-verbaux des séances de la Société française de numismatique, 7 juin 1913.

M. le docteur Baillache présente deux douzains de Henri IV, frappés en 1591 à La Rochelle. Ces deux pièces, de gravure très soignée et de style identique, sont évidemment l'œuvre du même maître et du même graveur, car elles portent les mêmes différents.

L'une est tout à fait analogue au type d'Hoffmann, n° 59 (pl. LXXXII), qu'on ne connaissait jusqu'à présent que pour l'atelier de Bordeaux.

L'autre pièce est conforme au type de Hoffmann, n° 63, à cela près que la légende du droit commence en haut et à droite. Ce douzain porte lui aussi un croissant entre les deux derniers mots de la légende du revers ; mais le trèfle qu'on remarque sur le premier douzain, à la fin de la légende du revers, après la date, se trouve ici à la fin de la légende du droit.

En l'absence de documents, on peut supposer sans invraisemblance que le type du douzain aux *H* couronnées n'était pas conforme aux instructions de la Cour des Monnaies et qu'il fut rapidement abandonné par ordre des généraux-maitres. Des faits semblables sont, en effet, connus pour les quarts et huitièmes d'écus de Henri IV.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

AVIS ET NOUVELLES : Assemblée générale, Monument, Chambre des députés, Distinction, Statue à Fouras, Tour de la Chaîne.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M^{mes} Dutard, Goulard, MM. Grandidier, G. Dufaure, l'abbé Métais, M^{...} Berton, Tercinier. — *Mariages* : Petit-Dières-Monplaisir, Treuille-Pelletreau.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

LOI RELATIVE AUX MONUMENTS HISTORIQUES.

VARIÉTÉS : *Jehan Lebas*, par M. Bouyer; *Observation sur l'inscription de Jean Lebas*, par M. Ch. Dangibeaud; *Millefleurs*, par M. le D^r Algier; *La déportation ecclésiastique à Rochefort (Suite)*, par M. le chanoine Lemonnier; *Les justices de paix de Saintes*, par M. Guérin.

DOCUMENTS : *Convention relative au traitement des militaires à l'hôpital de Saintes*; *Bénédiction de la cloche de Dompierre*; *Inventaire des séries départementales des archives nationales relatives à la Charente-Inférieure*; *Minutes de notaires*, Notes de lecture.

QUESTION : Le père Séraphin.

LIVRES ET REVUES.

AVIS ET NOUVELLES

Assemblée du 23 février.

Etaient présents : MM. Dangibeaud, Bures, vice-présidents; Brejon, secrétaire; Berthelot, trésorier; Bourdin, trésorier-adjoint; MM. Laverny, Tortat, Bouyer, Guérin.

Excusés : MM. le baron Oudet, D^r Vigen, Pandin de Lussaudière.

Après lecture du procès-verbal de la dernière séance, M. Berthelot rend compte de la situation financière. Adopté.

Nouveaux admis : MM. Fort Gustave, secrétaire général du Crédit Foncier de France, présenté par M. Bouchemousse et M. Mestreau;

M. Chatelier Jules, directeur de la Mutuelle Parisienne, Paris, présenté par les mêmes.

M. Dangibeaud expose les raisons qui ont empêché la publication annoncée de la correspondance de Bégon.

Comme la totalité des lettres, notes et introduction formerait un très gros volume, il est entendu que M. Delavaud donnera cette année une première partie, réservant pour un second volume la préface, le reste des lettres et des documents annexes.

M. Guérin rend compte de l'état d'avancement de la revision de la liste des minutes contenues dans les études de notaires du département. Elle sera bientôt terminée. La Société pourra en entreprendre la publication en la mettant en souscription.

L'assemblée discute un projet d'excursion. On propose de reprendre partie du programme de l'an dernier ou une tournée dans le Bordelais.

BUDGET DE 1913

Recettes

En caisse le 1 ^{er} janvier 1913	11 30
Cotisations	3.075 15
Rachat d'une cotisation	150 »
Vente de volumes	64 25
Remboursements d'impressions.	7 50
Escompte	36 05
Intérêts de fonds placés	542 05
	3.886 30

Dépenses

Impression volume	1.187 50
Bulletin	1.418 05
Divers	87 10
Achat de 10 fr. rente 3 %	299 40
Impôts	14 45
Employé	250 »
Concierge.	50 »
Assurances	30 20
Loyer	200 »
Correspondances	167 80
Divers	83 35
	3.787 85
Reste	98 45

La ville de Fontenay-le-Comte a mis au concours un monument à François Viète dont M. Gambier a retracé la vie dans notre *Revue*.

Le 30 octobre dernier, en exécution d'un legs de M. de Mouillebert le jugement du concours a été rendu. Le premier prix a été décerné à M. Jean Libaudière, architecte à La Roche-sur-You, en collaboration avec M. Paul Gelis, architecte à Paris, et avec M. Camille Cremier, sculpteur, grand prix de Rome.

—
L'Illustration donne, en tête de son numéro du 14 février 1914, « une séance mémorable de la Chambre des députés: le gouverneur général de l'Algérie expose le 7 février 1914, à 9 h. 20 du matin, la grave question de l'indigénat devant douze députés en comptant le président et cinq cent quatre-vingt-sept sièges vides. » A la page suivante, les places occupées par les députés présents sont indiquées sur un schéma. Au n° 12 se trouve M. Coyrard (4° travée).

—
M. Marcel Méthé de Fonrémis, artiste peintre à Bordeaux, notre confrère, est élevé à la dignité d'officier de l'Instruction publique.

—
La statue — en plâtre — de l'amiral Potier, dressé, à Fouras, devant l'abri du marin, a été renversée et brisée au commencement de ce mois de mars par un ouragan. On aurait peut être pu s'en douter, quand on a eu l'idée de mettre une statue en plâtre sur le bord de la mer.

—
Après avoir refait à leur manière la tour Saint-Nicolas, qui se dresse à l'entrée du port de La Rochelle, puis reconstitué « dans le style » la tour de la Lanterne, les architectes des monuments historiques vont s'exercer sur la tour de la Chaîne et la reconstruire. Cependant tandis qu'on se livre à ces coûteuses et inutiles réfections, on démolit dans la même ville les beaux ouvrages de Vauban, qui rendaient si pittoresques les dehors de la place.

(*La Chronique des Arts*, 28 mars.)

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 29 janvier 1914, est décédée à Saintes M^{me} Amélie Dutard, veuve de M. Emile Dutard, avocat, âgée de 83 ans.

Elle laisse M. Auguste Dutard, chef de bureau à l'administration du chemin de fer métropolitain de Paris, M^{mes} Poirier, Alanagau, Bignon.

Le 14 février 1914, est décédée à Saintes M^{me} Madeleine Terzinier, veuve de M. Goulard, âgée de 92 ans.

Elle laisse M^{me} Fauconnier Gabriel, fille d'un premier mariage, et un fils M. René Goulard, commandant d'infanterie en retraite, fils du second mariage.

Le mardi 24 février 1914, a été enterré à Cozes M. Pierre Grandidier, âgé de 20 ans, soldat au 2^e régiment du génie, à Montpellier, décédé dans cette ville, le vendredi précédent, fils de M. Grandidier, ancien maire de Cozes.

Le 28 février 1914, est décédé à Paris M. Gabriel Dufaure, âgé de 68 ans, ancien député et conseiller général de la Charente-Inférieure, né à Etampes.

Sorti de l'Ecole centrale ingénieur civil des mines et après avoir été ingénieur des chemins de fer des Charentes et d'Orléans, il vint à Vizelle se consacrer à la reconstitution des vignes de sa propriété. Héritier d'un père illustre, que la Société des Archives se glorifie d'avoir eu comme président d'honneur, il ne tarda pas à devenir le porte-drapeau du parti catholique dans le département et fut lancé, plus qu'il ne se lança, dans la politique conservatrice et religieuse qu'il s'appropriait à défendre une fois encore cette année.

« Modeste — a-t-on dit —, laborieux, possédant de vastes connaissances sur les questions les plus diverses, il mit volontiers son nom, sa valeur personnelle et sa bonne volonté à la disposition de ses concitoyens. Mais il n'eût jamais l'illusion de croire qu'il suffisait d'être dévoué, capable et désintéressé pour gagner les faveurs populaires. » (*La Croix*, 8 mars.)

Conseiller général de 1895 à 1906, il occupa promptement une situation hors de pair à l'assemblée départementale, à laquelle le président du conseil rendit hommage, en ouvrant la session de 1906.

A la Chambre, il ne siégea que quatre ans, de 1892 à 1896, succédant à M. Jolibois. Là encore, il se fit remarquer « par son esprit distingué, son intelligence supérieure et bien douée, s'assimilant vite les questions souvent complexes, mesurant les conséquences des décisions à prendre. » (*Progrès* du 11 mars.)

« Il avait hérité de son père les qualités de travail opiniâtre, a dit de lui un adversaire, d'honnêteté et de haute probité morale. Il eût pu être député à vie de la 2^e circonscription, s'il avait consenti à rester dans la tradition républicaine et libérale de son père. » (*Le Laboureur* du 8 mars.)

Son corps a été inhumé à Grézac, le 7 mars. Deux discours ont été prononcés sur sa tombe par MM. Emile Guillet et Varache. (Voir le *Progrès* du 11.)

Il laisse deux fils, MM. Charles et Guy, et deux filles, M^{mes} Henri de Miribel et Martial de Roffignac.

Le 9 mai 1913, est décédé, à Châteauneuf en Thimerais (Eure-et-Loire), M. l'abbé Charles Metais. Son corps a été inhumé à Montcoutant (Deux-Sèvres.)

On se rappelle que cet ecclésiastique a publié dans notre collection de documents le *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme*, qui forme le tome XXII. Notre société, désireuse de s'assurer une collaboration précieuse, avait consenti à participer aux frais d'une mission en Angleterre dans le but d'y rechercher et d'y recueillir divers documents relatifs à cette abbaye.

Ce décès ne nous a été connu que par la notice insérée par M. de Saint-Venant dans le *Bulletin de la Société archéologique du Vendomois*, tome LII, qui vient d'être distribué.

Le 26 février 1914 est décédée à Saintes M^{me} Claire Germain, veuve de M. Benjamin Berton, âgée de 91 ans.

Elle laisse deux filles, M^{me} Paul Rozier et M^{me} veuve Gabriel Huvet.

L'inhumation a eu lieu le 2 mars au Port d'Envaux.

Le 29 mars 1914 est décédée à Saintes M^{me} Louise Tercinier, née Senénaud, veuve de M. Louis Tercinier (*Revue*, tome XIII, p. 235), âgée de 82 ans. Elle laisse cinq enfants : MM. William Tercinier, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, Léon Tercinier, chef d'escadrons de cavalerie en retraite, Paul, chef de bataillon en retraite, Louis, inspecteur principal aux chemins de fer de l'Etat, à Paris, M^{me} Anne Dangibeaud.

MARIAGES

Le 21 février 1914 a été célébré, à La Tremblade, le mariage de M^{me} Mathilde Dières-Montplaisir, fille de M. Armand Dières-Montplaisir, ancien président du tribunal de commerce de Marennes, avec M. le docteur Jean Petit, chirurgien de l'hôpital de Niort.

Le 26 mars 1914, a été béni à Paris le mariage du comte Maurice Treuille, fils du comte Adrien Treuille, avec M^{me} Louise Pelletreau, fille de M. Léon Pelletreau.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

Page 13 du dernier numéro de la *Revue*.

Les énoiseries étaient chez nous, jusque vers 1875, c'est-à-dire tant qu'il y a eu des noyers et du vin, une cause de soirées hivernales, où les voisins se rendaient chez les bourgeois plus aisés pour *écoquiller* les noix. On avait même soin de casser celles-ci auparavant pour ne pas gêner la conversation et les chants.

Page 19, en note. Le *journal* doit bien signifier la journée d'un laboureur à bœufs. Par ici (Montlieu), il se divise en *liées*, deux ou trois par journal, selon que celui-ci est de 33 ou de 50 ares.

Page 26. Les vendanges de 1893 ont été précoces, toutes terminées en août.

A l'époque des vendanges, des marchands allaient en Périgord acheter des petites brebis dites Ribérades (de Ribérac) qu'ils cédaient aux propriétaires nourrissant leurs vendangeurs. Chez nous (à Montlieu), on a toujours payé ceux-ci, mais à

Saint-Vallier (Charente) jusqu'en ces dernières années, on n'avait pas besoin de payer les coupeurs (femmes, garçons et filles), qui se rendaient en troupe pour être bien nourris pendant quelques jours et danser le soir.

Page 59. Le pied de roi était de 0,32 centim. 484 et non 0,35 484.

Page 68. Au XVI^e siècle, une fontaine importante de La Verrierie, commune de Chevanceaux, s'appelait la Font Galyenne.

D^r CH. VIGEN.

LA NOUVELLE LOI SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

(31 décembre 1913).

CHAPITRE PREMIER

Des immeubles

Article premier. — Les immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins du ministre des Beaux-Arts, selon les distinctions établies par les articles ci-après.

Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi, les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques et les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

A compter du jour où l'administration des Beaux-Arts notifie au propriétaire sa proposition de classement, tous les effets de classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

.....

Tout arrêté ou décret qui prononcera un classement après la promulgation de la présente loi sera transcrit par les soins de l'administration des Beaux-Arts au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 2. — Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la présente loi : 1° les immeubles inscrits sur la liste générale des monuments classés, publiée officiellement en 1900 par la direction des Beaux-Arts ; les immeubles, compris ou non dans cette liste, ayant fait l'objet d'arrêtés ou de décrets de classement, conformément aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

.....

Art. 4. — L'immeuble appartenant à un département, à une commune ou à un établissement public est classé par un arrêté du ministre des Beaux-Arts, s'il y a consentement du propriétaire et avis conforme du ministre sous l'autorité duquel il est placé.

En cas de désaccord, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 5. — L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 3 et 4 est classé par arrêté du ministre des Beaux-Arts, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement. S'il y a contestation sur l'interprétation ou l'exécution de cet acte, il est statué par le ministre des Beaux-Arts, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat. Le classement pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice pouvant résulter pour le propriétaire de l'application de la servitude de classement d'office instituée par le présent paragraphe. La demande devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement ; cet acte informera le propriétaire de son droit éventuel à une indemnité. Les contestations relatives à l'indemnité sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton ; s'il y a expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert. Si le montant de la demande excède 300 francs, il y aura lieu à appel devant le tribunal civil.

Art. 6. — Le ministre des Beaux-Arts peut toujours, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre au nom de l'Etat l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Les départements et les communes ont la même facilité.

La même faculté leur est ouverte à l'égard des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Dans ces divers cas, l'utilité publique est déclarée par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 7. — A compter du jour où l'administration des Beaux-Arts notifie au propriétaire d'un immeuble non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du ministre des Beaux-Arts. A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique l'administration ne poursuit pas l'obtention du jugement d'expropriation.

Art. 8. — Les effets du classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence de classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre des Beaux-Arts par celui qui l'a consentie.

.....

Art. 9. — L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le ministre des Beaux-Arts n'y a donné son consentement.

Les travaux autorisés par le ministre s'exécutent sous la surveillance de son administration.

Le ministre des Beaux-Arts peut toujours faire exécuter par les soins de son administration et aux frais de l'Etat, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'Etat.

Art. 10. — Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés, l'administration des Beaux-Arts, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires,

peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles ou des immeubles voisins.

Cette occupation est ordonnée par un arrêté préfectoral préalablement notifié au propriétaire, et sa durée ne peut, en aucun cas, excéder six mois.

En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1892.

Art. 11. — Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'après que le ministre des Beaux-Arts aura été appelé à présenter ses observations.

Art. 12. — Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation spéciale du ministre des Beaux-Arts.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

.....
Art. 13. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par un décret en Conseil d'Etat, soit sur la proposition du ministre des Beaux-Arts, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

CHAPITRE II

Des objets mobiliers

Art. 14. — Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, peuvent être classés par les soins du ministre des Beaux-Arts.

Les effets du classement subsistent à l'égard des immeubles par destination classés qui redeviennent des meubles proprement dits.

Art. 15. — Le classement des objets mobiliers est prononcé par un arrêté du ministre des Beaux-Arts lorsque l'objet appartient à l'Etat, à un département, à une commune ou à un établissement public. Il est notifié aux intéressés.

.....
Art. 16. — Les objets mobiliers appartenant à toute personne autre que celles énumérées à l'article précédent peuvent être

classés, avec le consentement du propriétaire, par arrêté du ministre des Beaux-Arts.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement ne peut être prononcé que par une loi spéciale.

Art. 17. — Il sera dressé par les soins du ministre des Beaux-Arts une liste générale des objets mobiliers classés, rangés par département.

.....

Art. 18. — Tous les objets mobiliers classés sont imprescriptibles.

.....

Les objets classés appartenant à un département, à une commune, à un établissement public ou d'utilité publique ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du ministre des Beaux-Arts et dans les formes prévues par les lois et règlements. La propriété ne peut en être transférée qu'à l'Etat, à une personne publique ou à un établissement d'utilité publique.

Art. 19. — Les effets du classement suivent l'objet, en quelques mains qu'il passe.

Tout particulier qui aliène un objet classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation doit, dans les quinze jours de la date de son accomplissement, être notifiée au ministère des Beaux-Arts par celui qui l'a consentie.

Art. 20. — L'acquisition faite en violation de l'article 18, deuxième et troisième alinéas, est nulle. Les actions en nullité ou en revendication peuvent être exercées à toute époque tant par le ministre des Beaux-Arts que par le propriétaire originaire.

.....

Art. 21. — L'exportation hors de France des objets classés est interdite.

Art. 22. — Les objets classés ne peuvent être modifiés, réparés ou restaurés sans l'autorisation du ministre des Beaux-Arts ni hors la surveillance de son administration.

Art. 23. — Il est procédé par l'administration des Beaux-Arts, au moins tous les cinq ans, au récolement des objets mobiliers classés.

En outre, les propriétaires ou détenteurs de ces objets sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, de les représenter aux agents accrédités par le ministre des Beaux-Arts.

Art. 24. — Le déclassement d'un objet mobilier classé peut être prononcé par le ministre des Beaux-Arts soit d'office, soit à la demande du propriétaire. Il est notifié aux intéressés.

.....

CHAPITRE IV

Fouilles et découvertes

Art. 28. — Lorsque, par suite de fouilles de travaux ou d'un fait quelconque, on a découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'Etat, à un département, à une commune, à un établissement public ou d'utilité publique, le maire de la commune doit assurer la conservation provisoire des objets découverts et aviser immédiatement le préfet des mesures prises.

Le préfet en réfère, dans le plus bref délai, au ministre des Beaux-Arts, qui statue sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a lieu sur le terrain d'un particulier, le maire en avise le préfet. Sur le rapport du préfet, le ministre peut poursuivre l'expropriation dudit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 3 mai 1841.

CHAPITRE V

Dispositions pénales

Art. 29. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 (modification, sans avis préalable, d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 (aliénation d'un immeuble classé), des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 (aliénation d'un objet mobilier classé), du paragraphe 2 de l'article 23 (représentation des objets mobiliers classés) sera punie d'une amende de 16 à 300 francs.

Art. 30. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 1^{er} (effets de la proposition de classement d'un immeuble), de l'article 7 (effet de la notification d'une demande d'expropriation), des paragraphes 1 et 2 de l'article 9 (modification d'un immeuble classé), de l'article 12 (constructions neuves, servitudes) ou de l'article 22 (modification d'un objet mobilier classé) de la présente loi, sera punie d'une amende de 16 à

1.500 francs, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation desdits articles.

Art. 31. — Quiconque aura aliéné, sciemment acquis ou exporté un objet mobilier classé, en violation de l'article 18 ou de l'article 21 de la présente loi, sera puni d'une amende de 100 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées à l'article 20, paragraphe 1^{er}.

Art. 32. — Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé un immeuble ou un objet mobilier classé sera puni des peines portées à l'article 257 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

.....

VARIÉTÉS

I

JEHAN LEBAS

S'il y a des morts qu'il faut qu'on tue, d'autres, au contraire, sont bien difficiles à tirer quelque peu de leur sommeil malgré l'envie qu'on en peut avoir ; et, pour banale qu'elle puisse paraître, cette réflexion mélancolique ne s'en est pas moins présentée à l'esprit de quelques amis du passé dans le courant de janvier 1914, pendant qu'avec une émotion religieuse et des précautions infinies, un de nos compatriotes épris d'art et fêru d'amour pour sa province jetait bas, après les avoir acquises, les masures qui masquaient d'une façon si lamentable la partie orientale de l'ancien couvent des Jacobins.

Ainsi se trouvent maintenant dégagées : la première fenêtre de ce qui fut sans doute la salle capitulaire, celle de la chapelle dite des Rochechouart et surtout la merveilleuse baie de l'époque flamboyante offerte aux religieux en 1446 par Jehan Lebas, le bon maître maçon de Saintonge, dont elle rappelle à nos mémoires le nom perdu dans les brumes du passé.

Une inscription, faite de lettres gothiques d'un tel relief que d'en bas elles semblent reposer par leurs extrémités sur les bords d'une gorge qui s'élèverait sous elles, fait le tour de l'archivolte intérieure et énonce les conditions fixées par le donateur.

C'est là le seul souvenir certain que la bonne ville de Saintes conserve de celui de ses enfants qui a le plus contribué au moyen âge à répandre son renom et à assurer sa gloire.

Quelle tentation on éprouve d'évoquer aujourd'hui le souvenir d'un pareil homme !

Mais ces vieux tailleurs de pierre plongent hélas ! en des temps si obscurs ; une telle pénurie de documents rend si vain l'effort nécessaire à l'étude de leur modeste existence, qu'il faut être heureux pour un nom sauvé de l'oubli ou pour quelque vague détail ballotté jusqu'à nous par le torrent des jours.

Ce n'était pourtant pas un personnage quelconque, ce Jehan Lebas de Xainctes que la fabrique de la paroisse Saint-Michel

lit venir à Bordeaux pour lui confier la direction des grands travaux de son église, qui fournit les plans de cette fameuse tour qu'au XVIII^e siècle un écrivain bordelais proclamait encore le plus beau clocher du royaume et que son contrat d'engagement qualifie de seul maître après Dieu des œuvres de pierre de la dite église.

Mais étaient-ils quelconques les autres grands bâtisseurs du moyen âge qui n'ont même pas laissé comme lui leur nom sur une pierre ou leur souvenir dans quelque poussiéreux dépôt d'archives ? L'obscurité semble pour eux la loi commune et on pourrait en donner de multiples raisons.

Dans la période de foi ardente du XII^e et du XIII^e siècle, le constructeur d'églises est noyé dans la foule obscure des ouvriers qu'il dirige. Il s'estime et on l'estime un ouvrier plus habile et c'est tout. Du reste, il besogne lui-même comme on va voir qu'au XV^e siècle l'engagement de Jehan Lebas le stipule encore ; et aucun titre pompeux ou d'un caractère général ne relevant son prestige, tous ceux qui ne dépendent pas strictement de son art, le charpentier, le verrier, le tailleur d'images, qui, quoique ses auxiliaires, vivent d'une vie indépendante et personnelle, semblent pour les contemporains se grandir jusqu'à son niveau.

Qu'importe, du reste, nous ne sommes pas encore au temps des rivalités que mettent en jeu l'orgueil et le désir de gloire. Tous marchent les pieds dans ce monde et les yeux dans l'autre et semblent ne donner à leur œuvre cette vie splendide et sereine que pour mieux s'enfoncer eux-mêmes dans le néant. Sans doute était-il bon qu'il en fût ainsi, puisque ce mélange de simplicité et de génie a produit les merveilles que nous admirons encore.

Bien qu'au XV^e siècle la foi et la discipline se fussent considérablement affaiblies, il devait subsister dans ce milieu très spécial où se déroulait la vie du maître d'œuvres un ensemble de traditions fortement enracinées ; et si nous ne possédons de Jehan Lebas à Saintes d'autre souvenir authentique que cette fenêtre, les archives bordelaises qui le concernent nous fournissent, en revanche, sur la fin de sa vie quelques renseignements de nature à corroborer cette appréciation.

Il n'est même plus utile de se livrer au travail ingrat de la recherche, car un érudit patient et ingénieux, M. J.-A. Brutails, a rassemblé dans un opuscle, *Deux chantiers bordelais*, tout

ce qui est actuellement connu des travaux exécutés à Saint-Michel pendant la fin du XV^e siècle et le début du XVI^e, grâce aux registres de comptes tenus par Pierre du Grava, prêtre bénéficié de ladite église, puis par Grimon Eyquem, ouvrier de la paroisse de 1486 à 1521.

Ces livres, les seuls qui soient venus jusqu'à nous, abondent en détails intéressants sur les ressources de la fabrique, la situation des ouvriers à cette époque, la répartition des travaux, la tenue des chantiers et le mode de paiement. La maladie et la retraite n'y sont pas non plus oubliées.

M. Brutails démêle et expose le tout avec un intérêt extrême et une science très solide. Mais ces registres commencent en 1486, c'est-à-dire vingt-deux ans après l'arrivée à Bordeaux de Jehan Lebas. Celui-ci fut, au cours des travaux, remplacé par son fils, également prénommé Jehan, qui en 1492 termina la flèche ; et il y a tout lieu de croire que le nom revenant de temps en temps dans ces comptes assez arides doive s'appliquer plutôt à ce second personnage.

Du reste, leur analyse déborderait étrangement le cadre de cet article.

Bien plus intéressants pour nous sont les minutes ou les extraits de minutes bordelaises reproduits au cours de l'ouvrage.

La pièce capitale est l'acte passé le 29 août 1464 devant Hélias de la Lande, notaire, entre Jehan Lebas d'une part et de l'autre les procureurs et syndics de la paroisse Saint-Michel et fixant les conditions intervenues entre eux.

Elles sont faites pour étonner ceux qui ne sont pas familiarisés avec l'esprit d'abnégation du moyen âge et paraîtraient inacceptables à nos travailleurs conscients.

Lebas, aux termes du traité qui le lie, devra quitter la Saintonge et s'établir sans espoir de retour dans sa nouvelle paroisse. Il prendra part aux travaux tout en les dirigeant et ne pourra jamais délaisser ce chantier pour un autre ouvrage sans les congé et licence des seigneurs syndics ou de leurs successeurs, et ce, jusqu'au terme de sa vie. Il ne pourra non plus s'absenter de la ville et cité de Bordeaux sans leur aveu, sinon par mandement royal. Il est toutefois autorisé, une fois par an, à venir visiter à Saintes sa famille et ses biens ; encore doit-il s'engager à revenir à Bordeaux le plus tôt qu'il lui sera possible. Il est donc implacablement rivé à l'œuvre jusqu'à sa mort.

Voilà les conditions qui, au XV^e siècle, devaient être encore assez ordinaires ; et on peut se demander, après tout, comment on aurait pu sans cette discipline austère suppléer à la pauvreté des moyens et à la modicité des ressources.

Cet acte présente évidemment un intérêt de premier ordre ; on peut en citer un second, daté du 22 novembre 1469, reçu par Bracony, notaire (Il comporte une reconnaissance de dette et nous donne le nom de la femme de Lebas. Elle se nommait Peyronne Maleta, nom, qu'étant donnée la déplorable orthographe des noms propres à cette époque, j'écrirais volontiers Mailhetard) et un troisième, reçu par Dartiguemale, notaire.

Celui-là servira à mettre en garde les archéologues contre les confusions de noms toujours possibles. Lebas, maître de l'œuvre de Saint-Michel, y partage ses biens entre ses deux fils qui, l'un et l'autre, portent comme leur père le prénom de Jehan. Au premier il attribue les biens de Bordeaux : hostels, terres, vignes, ustensiles, or et argent et le second reçoit les propriétés de Saintonge. L'acte est daté du 23 octobre 1479, probablement vers l'époque où le bon tailleur de pierres fit venir son fils pour le remplacer.

Pour avoir mérité d'être choisi en 1464, c'est-à-dire dix-huit ans après le don de la fenêtre qui nous occupe, pour aller si loin de chez lui diriger une pareille entreprise, il fallait que maître Lebas eut donné par ailleurs des preuves plus variées de ses qualités professionnelles, et nous serions bien heureux si nous pouvions savoir lesquelles.

Est-ce à lui, par exemple, que Guy de Rochechouart, évêque de Saintes, confia le soin de reconstruire sa cathédrale dont les travaux durent commencer vers 1440 ?... Est-ce à lui que nous devons d'admirer encore l'ensemble et le détail de ce paysage de pierre qui se découvre à la hauteur des toitures actuelles et doit être le plus important que nous ait légué le XV^e siècle ? Qui sait ?...

Tout ce qu'on peut dire c'est que Lebas, lors de son arrivée à Bordeaux, n'était plus de première jeunesse et qu'il avait dû dans son pays d'origine se livrer à d'autres travaux que la fenêtre des Jacobins.

De son côté, l'évêque de Saintes avait dû avoir besoin d'un maître d'ouvrages extrêmement habile et la petite ville qu'était la Saintes du moyen âge ne devait pas abonder en hommes capables de mener à bien une besogne aussi compliquée.

La preuve que de pareils artistes ne foisonnaient pas nous est offerte par le fait seul qu'une ville de l'importance de Bordeaux n'ait pu fournir un maître d'œuvres à Saint-Michel et par les précautions que prirent les fabriciens de cette église pour s'attacher Lebas d'une façon définitive.

En tous cas, si les plans de Saint-Pierre de Saintes ont été établis par lui, si, pendant les premières années, les travaux ont été effectués sous sa direction, il n'en est pas moins vrai que lors de la signature du contrat qui le fixa à Bordeaux dès 1464, les chantiers de Saintes étaient encore en pleine activité.

Les avait-il laissés à la garde de ses fils ? Plus tard celui d'entre eux qui vint lui succéder à Saint-Michel eut-il besoin pour partir de faire fléchir les exigences de l'évêque de Saintes ? C'est bien possible, car on constate, coïncidence frappante, que cette année 1479, au cours de laquelle Jehan Lebas effectue le partage de ses biens et qui par conséquent doit marquer l'heure de sa retraite, est également celle où le clergé de Saintes obtient, malgré le grand besoin d'argent des églises bordelaises, l'autorisation de placer un tronc à Saint-André pour la reconstitution de sa cathédrale.

Mais pourquoi sortir du certain pour se lancer dans l'hypothèse ? A quoi bon même comparer le détail pourtant frappant des deux églises pour n'arriver qu'à de vagues probabilités ?

Si la cathédrale Saint-Pierre de Saintes et l'église Saint-Michel de Bordeaux sont les filles d'un même père, nous le saurons le jour où quelque chercheur favorisé par la chance mettra la main sur le contrat liant l'évêque et le chapitre de notre bonne ville à leur architecte inconnu.

En attendant, nous pouvons dire qu'elles sont sœurs par la souffrance, car si les huguenots du XVI^e siècle ont étrangement martyrisé la première, les architectes du XIX^e n'ont pas non plus épargné la seconde et son infortuné clocher.

Et maintenant abandonnons ces grandes églises et revenons plus modestement à la fenêtre des Jacobins, la seule œuvre signée de Jehan Lebas qui soit parvenue jusqu'à nous.

Ce fut donc en 1446, c'est-à-dire quinze ans après le bûcher de la Pucelle, que les Jacobins de ce couvent la reçurent, et par conséquent dans trente-deux ans elle va voir arriver gaillardement la fin de son cinquième siècle ; mais au prix de quelles vicissitudes et de quels affronts !... Maintenant qu'on peut l'admirer et l'étudier à l'aise, on comprend ce qu'elle a souffert et on se rend compte des soins qui seront nécessaires pour réparer ses forces et panser ses blessures.

Sur sa face extérieure, afin d'établir le mur de fond de la maisonnette accolée à sa base, on avait comblé chacun des huit vides par six rangées de parpaings s'élevant à une hauteur de trois mètres et coupé la moulure extérieure des meneaux à l'aplomb de ces pierres neuves. Comment, à la suite de ce traitement de sauvages, les meneaux ainsi diminués ont-ils pu supporter si longtemps le poids de la merveilleuse dentelle de pierre qui continuait à flamboyer au-dessus des toits du misérable logis ? C'est un prodige de chance et d'équilibre.

Quant aux deux contreforts qui l'enserrent et montent jusqu'à la naissance du pignon, c'est un autre prodige qu'ils ne se soient pas effondrés. L'un d'eux repose en porte à faux sur une base dont l'épaisseur a été diminuée d'un tiers afin de livrer passage à un escalier de cave, et tous deux sont criblés d'excavations qui ont été des placards, des évier, quelquefois pis encore ; et pour le moment l'arc en tiers point, aux flammes intactes, surgissant des ruines malpropres de ces contreforts et de cette base, semble une face vénérable abreuvée d'insultes et de chagrins.

La façade intérieure paraît au premier aspect moins maltraitée, mais il est difficile de se prononcer encore, car une charpente malencontreuse, élevée au cours du dernier siècle par un propriétaire moins ami de l'art que des affaires, coupe l'arc en son milieu et ne permet de lire de l'inscription que quelques mots du commencement et de la fin. Le reste est dissimulé par d'énormes poutres ou s'étale à l'air libre au-dessus de la toiture.

Voilà l'inscription telle que Louis Audiat l'a reproduite et complétée dans son *Epigraphie santone* à une époque où la charpente n'était probablement pas encore en place.

L'a MCCCCXVJ

**I Lebas à son bon sens asys
Du sien propre à ce couvent
A donné CC] marcs d'argent
Emchu par sa dévotion
[Lequel par con]tra disson
Doibt [avoir] tous les vendredis
Une messe o la passion
[.....] pour ly et ses bons amis**

Les mots ou parties de mots entre parenthèses sont proposés par Louis Audiat pour remplacer les parties détruites et semblent en effet s'accorder tant bien que mal avec l'ensemble du texte.

Comme on le voit, ce sont des vers — ah, dame!... ce ne sont pas de ces grands vers pompeux... Non, ce sont les vers d'un brave homme qui avait le tort de précéder Malherbe et qui, somme toute, faisait ce qu'il pouvait. Cette inscription dit parfaitement ce qu'elle veut dire, c'est suffisant. Et puis je n'ai jamais prétendu que Jehan Lebas fut un poète. Ces méchants vers sont-ils de lui ? Rien ne le démontre et l'on sait d'autre part que les couvents ont de tout temps rimé si ingénument et si volontiers. L'essentiel c'est que le tout soit parvenu jusqu'à nous et que la chance l'ait fait tomber entre les mains pieuses d'un particulier susceptible de se passionner pour d'aussi nobles épaves.

Il en a du reste déjà recueilli bien d'autres ; et sa bibliothèque, que les érudits spécialisés dans l'histoire locale connaissent si bien, contient des pièces saintongeaises imprimées ou manuscrites dont beaucoup ne figurent nulle part ailleurs et n'ont été ramenées chez nous que grâce à de longues et ingénieuses recherches.

Laissons-le donc à l'œuvre et peu à peu nous allons voir se réparer le mal causé par la faute du temps et surtout par celle des hommes. Les platras et les parpaings tomberont, les lézardes et les brèches seront fermées et la belle fenêtre réparée pourra continuer sans trop de risques à regarder couler les siècles. Peut-être verra-t-elle un jour, car ici-bas tout arrive, apposer à celui de ses contreforts qui fait le coin de deux rues le nom du bon maistre maçon saintongeais qui l'a édifiée jadis pour l'amour de Dieu.

Pauvre Jehan Lebas !... ce sera pour son ombre méconnue une satisfaction médiocre, mais aujourd'hui tout est banalisé même les apothéoses, et je ne crois pas, malgré l'admiration qu'il m'inspire, qu'il soit nécessaire de courir le risque d'offenser sa modeste mémoire en en faisant davantage.

LÉON BOUYER.

II

OBSERVATIONS SUR L'INSCRIPTION DE JEAN LEBAS

En attendant que j'aie les facilités — peut-être prochaines — de photographier cette inscription dans toute sa longueur, de manière à permettre une étude — sur table — en bonne posture et tranquillité d'esprit, sans crainte de se rompre le cou ou les os et de se fatiguer la vue, j'ose proposer deux modifications au texte imprimé plus haut. Mon ami Bouyer et moi, nous avons grimpé une haute échelle, nous avons écrasé les tuiles de la couverture de la toiture de l'immeuble de notre ami commun M. Maurice Martineau, afin de nous rendre compte si mes observations *a priori* avaient quelque vraisemblance. Nous avons rapporté de notre voyage l'impression que le texte d'Audiat exigeait plusieurs corrections. Ce sera l'objet et le résultat de l'étude que nous pourrons faire à tête reposée quand j'aurai photographié cette longue inscription alignée tout autour de l'archivolte de la grande fenêtre qui vient d'être dégagée.

Tout d'abord, le chiffre de CC (deux cents) marcs d'argent donnés par Jean Lebas, ne semble-t-il pas hors de proportion avec la fortune d'un ouvrier du XV^e siècle ? L. Audiat, en inscrivant ces deux C à une place où il existe un vide, s'est-il rendu compte de l'importance de la somme et quel trou elle aurait creusé dans la bourse du donateur, maître maçon occupé sans doute, riche, je l'accorde, puisqu'il possédait des « propriétés en Saintonge », mais au demeurant ouvrier ? Deux cents marcs, soit 200 fois 245 grammes, équivalent à 1.600 ou 1.800 livres tournois (1), environ 10.000 frs de notre monnaie. La somme me semble un peu trop forte et hors des usages parce que les messes se payaient alors quelques deniers. En raison de la Passion supposons que l'office eût coûté un ou deux sous, c'est tout au plus cinquante ou cent sous d'intérêt qui n'exigeraient pas un capital de 1.600 à 1.800 livres tournois. S'il faut renoncer aux deux C (voir plus bas une hypothèse qui les justifierait) quoi mettre à leur place ? Le chiffre est cassé sur l'inscription. Toute la partie haute de l'archivolte, après avoir subi un tassement,

(1) Je prends les chiffres du tableau, page 481, de l'*Histoire économique de la propriété*, de M. d'Avenel, tome I. Le marc = 8 l. 8 s. ou 9 l. 8 s., c'est-à-dire 800 ou 900 livres. La livre vaut 5 fr. 69 ou 6 fr. 53.

a été remontée et consolidée avec des crampons de fer. On voit cependant les attaches, sur le bord de la pierre, de deux lettres qui ne peuvent être que C ou I ou L, en un mot des lettres droites (Voir plus bas une autre hypothèse). X ou V sont impossibles. Nous serions donc amenés à lire LL ou LI ce qui n'est pas vraisemblable, ou II ce qui semble plus conforme à la vraisemblance. Lebas aurait donné deux marcs, soit cent francs, environ, somme plus en rapport avec ses moyens. Lorsque Galliot de Genouillac fonde à Lonzac, en 1530, une *messe quotidienne* avec *Libera* pour le repos de l'âme de sa femme, il donne environ 55 livres de rente qui ne représentent pas plus de 1.500 à 1.600 livres de capital. Je pourrais citer d'autres fondations d'anniversaires, de chapellenies, où le capital est bien inférieur aux 200 marcs supposés de Jean Lebas.

La seule hypothèse qui justifierait cette dépense est celle-ci : dans les deux cents marcs sont compris les frais de construction et d'ornementation de la grande fenêtre. Jean Lebas aurait exécuté lui-même ces grands meneaux aux courbes élégantes et aurait sculpté son inscription, le tout estimé — avec ou sans soule — 200 marcs. C'est une explication. Etant donnée la profession de Jean Lebas, elle n'est pas dépourvue de valeur, mais rien dans le texte, et aucun document ne nous apprennent qu'il ait travaillé de ses propres mains à ce fenestrage. J'avoue que cela me paraît très vraisemblable. Reste la question de savoir s'il a compris ses frais dans la fondation de la messe du vendredi ou s'il n'a donné que la somme productive des arrérages nécessaires au paiement du service hebdomadaire.

Autre hypothèse : Tous les mots de l'inscription sont séparés par un petit ornement plus ou moins contourné. Pourrait-on lire C (cent) avec le petit ornement en question ? La somme serait encore forte, mais si elle comprenait la construction, elle serait plus raisonnable. Je penche de préférence pour cette dernière hypothèse.

Ma seconde observation a trait à la partie restituée par L. Audiat dans le sixième vers [*lequel par con*]. D'abord Audiat n'avait rien à restituer dans *contradisson*, attendu que le mot existe en entier. Je ne comprends pas *lequel par*...

D'après Godefroy, *contradiction* ou contrediction, au XV^e siècle, avait la même signification qu'aujourd'hui. On ne voit pas pourquoi Lebas aurait fondé sa messe pour contredire qui ? quoi ?

Il aurait avoué un bien mauvais caractère et je ne saisis pas

la raison pour laquelle les jacobins auraient permis, chez eux, dans leur église, une telle impertinence affichée avec tant de luxe. Je propose de lire *contradiccion* ou *contradiccon* qui est en réalité écrit avec un signe sur le second C. Godefroy donne *contradiccion*, *contrediccion* en 1423. Pour combler la lacune entre *devosion* et *contradiccon* je ne trouve pas la place de *lequel par*, aussi je propose la restitution

**Emehu par sa devosion
Et sans Contradiccion**

Dans tous les engagements de ce genre l'acceptation par le bénéficiaire est stipulée. Ce sixième vers aurait donc pour but de mentionner un acquiescement de la part du couvent et d'en conserver le souvenir.

Il est impossible de chercher à utiliser le mot *contrat*, parce que celui-ci s'orthographiait alors *contraict*, *contraict*.

CH. D.

III

MILLEFLEURS

Histoire d'une gentilhommière à l'île de Ré aux XVII^e et XVIII^e siècles.

PREMIÈRE PARTIE

LE LOGIS DE MILLEFLEURS

(XVII^e siècle).

Le nom de Millefleurs fut donné, à une époque qui nous est inconnue, à un logis, situé au village du Rouland, ancien écart de la commune du Bois à laquelle il est relié aujourd'hui.

Le Rouland était jadis un lieu de prédilection pour logis et maisons de plaisance qui étaient venus se grouper autour de l'antique prieuré de La Clairaine (1).

Comme le Rouland, un autre village voisin, ancien écart de la commune du Bois, à laquelle il est aussi relié aujourd'hui, le Morinand, était un véritable faubourg de Saint-Martin, avant que cette ville ne fut, à la fin du XVII^e siècle, limitée par ses for-

(1) Dr Atgier, Le Prieuré fortifié Saint-Blaise de La Clairaine, m^e in-fol.

tifications et alors que ses maisons, encore éparpillées, s'étendaient jusqu'à ces deux villages, comme nous en avons la preuve par des cartes géographiques manuscrites de Saint-Martin datant du XVII^e siècle (1).

Il existait, en effet, à cette époque au Rouland : 1^o le logis de *Millefleurs*, appartenant à Jacques Thibaud, négociant à Saint-Martin ; 2^o le logis appelé *Campagne ou villa du Rouland* appartenant aux pères charitains de l'Hospice Saint-Honoré de Saint-Martin ; 3^o le logis connu sous le nom de *Petit Château du Rouland* dont le corps de bâtiment était, comme l'est encore actuellement le Vert-Clos, flanqué de deux pavillons carrés couverts d'ardoises et dont le dernier propriétaire fut le père du regretté général Dumont, enfant de l'île de Ré, dont nous conservons la glorieuse mémoire ; 4^o le logis appelé *Monplaisir* comme on le voit par le nom conservé sur une pierre gravée au fronton d'une porte et orthographié : A. MONPLEZIR, suivi d'une date effacée.

Les enclos de ces anciens logis existent encore aujourd'hui pour la plupart, mais l'habitation ancienne a changé d'aspect en se modernisant ou en se subdivisant.

Au Morinand existaient : 1^o le logis de *Beauséjour* qui appartenait, au XVII^e siècle, à Jean-Baptiste Masseau dit : de Beauséjour, qui devint baron de Saint-Martin en 1712 et fit bâtir le manoir de la Baronnie, existant toujours dans la rue de Chantal, à Saint-Martin.

Le nom du logis de Beauséjour se voit encore au Morinand aujourd'hui, gravé sur une pierre de façade de la maison de M. Payan, située sur la route de Saint-Martin à Gros-Jonc, ce nom est orthographié ainsi : BEAUCEIOUR et surmonté du millésime 1727.

2^o Le logis nommé *La Favorite* dont on voit encore un reste près l'entrée du Morinand.

3^o Le logis nommé *Belair* dont le nom se voit encore gravé sur le mur d'une habitation située presque vis-à-vis de Beauséjour et orthographié ainsi : ABELAIR.

4^o Le logis de *La Croix Blanche*, resté seul entre tous les autres plus ou moins disparus, était un des principaux de ce temps, sa fondation nous est encore inconnue, elle remonte probablement au règne de Henri IV, époque pendant laquelle de

(1) Dr Atgier, Collection cartographique Rétaise depuis le XVI^e siècle.

nombreux seigneurs protestants vinrent s'établir dans l'île et y fondèrent logis ou manoirs.

Si ce logis n'est pas tombé en ruines, comme tous les autres, cela est dû aux restaurations dispendieuses que fit la famille Baudin en l'acquérant avant la Révolution et en le transformant en une jolie villa du XVIII^e siècle, avec un beau parc et un grand enclos.

Le village du Rouland fut fondé dès les premiers siècles de notre ère autour d'un temple romain païen (1). Sur les ruines de ce temple, saint Blaise vint bâtir son hermitage au V^e siècle ; celui-ci, vers le VI^e siècle, fut remplacé par un prieuré qui prit le vocable de Saint-Blaise de La Clairie et fut très prospère au moyen âge ; aujourd'hui il est disparu, mais ses anciennes douves mal comblées décèlent encore son emplacement. Quant au Morinand nous n'avons pu retrouver l'origine de son nom à une date aussi éloignée ; la première fois que nous l'avons rencontré c'est dans une charte latine du XII^e siècle, donnée à l'abbaye de Ré, par le seigneur de l'île, Ebles de Mauléon, qui y fait mention des : « Labours du Morinon » dans l'expression : *Exaratum Morinon* (2).

Maintenant que nous avons mentionné quelques-uns des anciens logis, voisins de celui de Millefleurs, arrêtons-nous à celui-ci, sur lequel nous possédons des documents, afin d'en donner un aperçu historique, de faire connaître son érection en manoir féodal, ou petit fief de la seigneurie de Ré, dans quelles circonstances elle eut lieu, par quels seigneurs il fut possédé pendant près d'un siècle, comment il redevint simple villa et plus tard enfin petit hameau dont il ne reste plus intact aujourd'hui que l'enclos.

Millefleurs au commencement du XVII^e siècle appartenait, comme nous l'avons dit, à Jacques Thibault, négociant à Saint-Martin. Ce logis se composait d'une maison de maître, d'une borderie, d'une grande cour, d'une grange, d'un jardin, de vignes, prés, bois et fossés.

Il était situé au village du Rouland, ayant pour limites : au nord de son vaste enclos, la route du Morinand au Bois ; au sud, une raize ou petit sentier côtoyant la propriété, en dehors de son mur qui faisait face au bois voisin dont une vigne le sépa-

(1) Dr Atgier, *Le temple de Neptune à l'île de Ré*, m^e in-fol.

(2) Alias : *Morinorum*.

rait; à l'est, un chemin longeant son mur de clôture le séparait des autres habitations du village; à l'ouest, sa façade donnant sur un chemin planté d'ormeaux, faisait vis-à-vis aux douves et murailles du Prieuré de la Clairairie.

En 1630, à la mort de Jacques Thibault, sa veuve, née Marie Parcot, continua à faire valoir sa jolie propriété; ce n'est que dans la seconde moitié du XVII^e siècle qu'elle s'en dessaisit et que ce logis fut transformé en manoir féodal, comme nous le verrons plus loin.

Auparavant, quelques détails sur les manoirs aux XVI^e et XVII^e siècles initieront mieux le lecteur et l'intéresseront davantage aux documents d'histoire locale de l'île de Ré, que nous avons eu la bonne fortune de sauver de l'oubli dans lequel ils étaient plongés et de la dispersion dont ils étaient menacés.

★★

Aux XVI^e et XVII^e siècles les habitations dans lesquelles vivait la plus grande partie de la noblesse française, ainsi que celles que se firent construire les anoblis, ne ressemblaient en rien aux demeures seigneuriales et aux châteaux de style renaissance construits ou restaurés à cette même époque par les grandes familles féodales.

Les manoirs, que l'on nommait aussi gentilhommières, étaient les habitations des nobles habitant la campagne. Ils étaient organisés et appropriés pour de grandes exploitations agricoles, car n'oublions pas que c'était de la terre que la France tirait alors presque toute sa richesse.

Certains manoirs, comme celui de Saint-Martin, arsenal actuel (1), datant de l'époque où cette ville n'était encore qu'un bourg, furent construits sur l'emplacement d'anciens châteaux; d'autres, comme celui de Rivedoux, furent construits spécialement sur les plans et selon les besoins des seigneurs qui les fondèrent; d'autres enfin, comme celui de Millefleurs, furent d'anciens logis d'exploitation agricole auxquels, après son anoblissement, le possesseur fit élever une tourelle portant ses armoiries, gravées au-dessus de la porte et fit placer une girouette au faite de cette tourelle.

Par suite de cet anoblissement et du caractère féodal donné

(1) Dr Atgier, Le château de Saint-Martin-de-Ré, mss, in-folio.

à cette habitation, celle-ci devenait un fief dépendant du seigneur châtelain du pays ; le propriétaire de ce fief devenait le vassal du châtelain qu'il reconnaissait pour son suzerain, lui payant annuellement une redevance, lui donnant le dénombrément de ses biens et lui rendant foi et hommage.

Les gentilshommes ou chevaliers possesseurs et seigneurs de manoirs n'avaient pas le droit d'entourer leur habitation de tours, donjon, remparts de défense, comme les seigneurs châtelains possédant un château-fort.

Ils étaient toutefois tenus, pour donner un signe de féodalité à leur manoir, d'y élever une ou plusieurs tourelles, que celles-ci fussent tourelles à fuie pour ramiers ou à escaliers tournants pour accéder aux étages.

Ils n'avaient pas, comme le seigneur châtelain, le droit de haute justice (1) sur les manants de l'agglomération formée autour du manoir, mais ils avaient habituellement le droit de moyenne (2) et basse justice (3), comme nous l'avons vu au manoir de Rivedoux (4).

L'insuffisance des fortifications des anciens châteaux, devant les progrès de l'artillerie à cette époque, fut cause de la transformation de beaucoup de ces châteaux-forts en châteaux de plaisance ou hôtels nobles, en ville; en manoirs ou gentilshomnières, à la campagne.

À cette époque (XVI^e siècle), la plupart des gentilshommes s'adonnaient au métier des armes, étant admis que la noblesse et la qualité de soldat étaient pour ainsi dire inséparables.

La noblesse française avait réclamé elle-même aux Etats d'Orléans en 1560 et obtenu du roi que seuls les gentilshommes seraient admis dans les bandes de gens de pied (infanterie); plus tard ce privilège fut réservé à la cavalerie qui n'admettait que des gentilshommes tandis que l'infanterie en avait environ la moitié, comme nous le voyons dans les compagnies de cheval-légers et dans les régiments d'infanterie de l'armée française en 1627, aux batailles de Sablanceau et de Loix à l'île de Ré.

(1) Justice criminelle d'aujourd'hui.

(2) Justice correctionnelle d'aujourd'hui.

(3) Justice de paix d'aujourd'hui.

(4) Dr Atgier, *Le manoir de Rivedoux* (notice historique), br. in-8°, La Rochelle, Texier, 1914.

La noblesse tenait à honneur de représenter les forces vives de l'armée nationale, ce qui lui valait maint privilège (1).

Tandis que le mari combattait au loin avec son régiment, sa femme gérait son manoir et les intérêts agricoles qui y étaient attachés, ayant sous ses ordres un fermier qui s'occupait exclusivement des cultures et des élevages.

Grâce aux expéditions peu lointaines des armées d'alors, aux désarmements des régiments lorsqu'une campagne était terminée, enfin aux facilités de congés des officiers, ceux-ci pouvaient revenir fréquemment à leur manoir, lors des moissons et vendanges, pour jeter le coup d'œil du maître, donner les ordres en conséquence au fermier chargé de la répartition du travail et du personnel.

La dame du manoir, de son côté, était souvent la présidente des bonnes œuvres de la paroisse; les pauvres ne frappaient pas impunément à sa porte, elle se rendait souvent même au chevet des malades que sa présence et sa charité réconfortaient.

Le manoir n'était pas une construction fastueuse, le confort y était même parfois inconnu; il se composait habituellement, comme à Rivedoux, de deux corps de bâtiment formant équerre; une tourelle à escalier, élevée dans l'angle, donnait communication avec les divers étages de ces deux corps de bâtiment; la pièce principale était au rez-de-chaussée; une grande table massive, aux pieds à colonnes torses, en occupait habituellement le milieu; les quatre pieds de la table étaient réunis eux-mêmes par des traverses, portant à leur centre un pignon sculpté, le tout de même style.

Les sièges du seigneur et de la dame étaient à bras et à dossier en bois sculpté. Les autres sièges étaient en bois sculpté mais sans bras, en forme de chaises, ou même sans dossier en forme de tabourets.

Au fond de la pièce se trouvait l'immense cheminée, garnie d'une vaste plaque en fonte ou taque, aux armes du seigneur ou représentant des sujets mythologiques.

C'est sous le manteau de cette cheminée que la famille se réfugiait les soirs d'hiver tandis que dans l'âtre, sur deux grands landiers de fer forgé, brûlaient de grosses bûches de chêne provenant de la forêt voisine et que chacun discourait sur les

(1) Pierre de Vaissières, *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, Paris, Perrin, in-8°, 1904.

exploits du maître absent, sur les espoirs et projets de la moisson de juillet et des vendanges de septembre.

De chaque côté de la cheminée, se trouvait une panoplie des ancêtres du maître de céans, l'une composée d'armes défensives : casques, cuirasse, brassards, gantelets, cuissards, etc., l'autre d'armes offensives : arquebuse, mousquet, pistolets, halberde, pique, dague, épée, etc.

Dans un coin de la pièce, faisant face à la fenêtre, se trouvait la pendule perchée dans la niche d'un grand boîtier reposant sur le sol et laissant voir par une vitre centrale le grand balancier de cuivre sur lequel, comme au fronton de la pendule, brillait une tête du roi soleil, surmontée du coq gaulois. (Louis XIV).

Adossé au mur, se trouvait une grande armoire ou cabinet à deux battants dont les panneaux, du temps de Louis XIII, étaient sculptés en pointes de diamant formant relief et, du temps de Louis XIV et Louis XV, étaient plats, à moulures plus ou moins contournées, s'ouvrant par des charnières massives en cuivre ou en acier ayant la hauteur des battants eux-mêmes et au moyen de poignées massives en métal.

Cette armoire, comme l'indique son nom, contenait les armes et l'équipement du seigneur du manoir.

À côté de l'armoire se trouvait un bahut à deux corps séparés par un tiroir. Ce meuble était destiné à contenir le linge de table, chaque corps avait un seul battant avec panneaux à pointes saillantes ou à contours. (Louis XIII, Louis XIV, Louis XV).

De l'autre côté de l'armoire était le bahut destiné à contenir la vaisselle plate, en argent ou en étain, armoriée aux armes du seigneur ; ce bahut d'un style renaissance, plus riche, était à deux corps, chacun à deux battants, orné de colonnettes gracieuses et d'un fronton finement sculpté comme il en existe encore un dans l'île, conservé au musée de Saint-Martin ; dans les deux tiroirs séparant les deux corps se plaçait l'argenterie.

La vaisselle de faïence, provenant alors des ateliers de Rouen, de Nevers, du Moustier, de Strasbourg, de Marseille et de Delft surtout (à cause des grands échanges commerciaux existant entre l'île de Ré et la Hollande), était étalée sur un dressoir, sorte de meuble à étagères où les plats et assiettes inclinés sur une traverse en bois, offraient à la vue leurs dessins curieux aux couleurs vives et variées.

Au-dessous de ces étagères deux miroirs contenaient les couverts ordinaires en étain, s'ils n'étaient pas accrochés aux éta-

gères mêmes par des encoches spéciales, comme nous l'avons vu dans l'île.

Le second corps du meuble, à deux battants également, renfermait la vaisselle debout, c'est-à-dire buires, soupières, légumiers, sauciers, etc.

D'un autre côté de la pièce se trouvait la huche ou maie, sorte de grand coffre couvert, reposant sur quatre pieds et destiné à contenir le pain dès sa sortie du fournil.

N'oublions pas enfin l'étagère flamande à laquelle étaient appendus, par leur anse, à des crochets recourbés en cuivre, des pichets d'étain de tous les styles.

Tels étaient alors les meubles garnissant la pièce principale et souvent unique du rez-de-chaussée du manoir ; plus tard ou suivant ses moyens, le seigneur eut une pièce spéciale pour recevoir ses hôtes en dehors des repas et formant salon.

Ce salon était orné des boiseries de style du temps, encadrant des tapisseries représentant des sujets mythologiques ou religieux ; au XVI^e siècle, des peintures sur bois représentant des chasses, des sujets galants, ou des fêtes villageoises réhaussées par la présence de la dame et du seigneur du pays comme nous en avons vu dans l'île ; au XVII^e siècle, des peintures sur toile représentant des sujets guerriers ; enfin au XVIII^e siècle, des pastorales, des sujets de cour ou des portraits de familles (1).

Les fauteuils, en tapisserie de l'époque Louis XIII, étaient à vaste dossier carré, rembourrés de crin, comme le siège ; de Louis XIV à Louis XV, les fauteuils étaient souvent en forme bergère, avec un épais coussin bourré de plumes, à pieds plus ou moins contournés ; sous Louis XVI, les dossiers en forme de médaillon étaient les plus estimés, ayant pieds et bras cannelés et non plus contournés comme auparavant.

La tapisserie des meubles était en brocart (soie brochée) ou brodée à la main par la dame du manoir pendant l'hiver, même celle du canapé et de l'écran qui tempérerait la chaleur du feu de bois allumé sur les landiers de cuivre de la cheminée. Les tables, bureaux, etc., étaient recouverts de marbre ou de maroquinerie, avec ou sans galerie ou appliques de cuivre, suivant le temps.

(1) Tous les meubles et tableaux décrits ci-dessus ont été retrouvés et étudiés par nous à l'île de Ré.

Au premier étage on parvenait par l'escalier tournant de la tourelle ; là se trouvait la chambre à coucher des maîtres du logis ; son mobilier se composait aussi de meubles dont le style les fait rechercher encore activement de nos jours.

C'est tout d'abord le grand lit à quatre colonnes, dit aujourd'hui : « lit à la duchesse » ; les deux colonnes de tête étaient rondes et lisses, celles du pied du lit étaient des colonnes torsées, supportant , toutes quatre, un ciel de lit tendu sur un cadre de bois garni d'un baldequin à dentelure tombant des quatre côtés.

Aux angles étaient des courtines ou rideaux pouvant se tirer de façon à clore le lit complètement ; l'extrémité du meuble, adossée au mur, était tendue d'une pièce d'étoffe nommée fond de lit ; le lit était recouvert au-dessus de ses couvertures d'un couvre-lit piqué et d'un plus petit nommé courte-pointe.

L'étoffe utilisée alors pour la garniture d'un lit était la toile ou la cretonne de Jouy, selon les moyens de chacun, représentant, du temps de François I^{er}, des scènes rappelant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb ; du temps de Louis XIV, des scènes de l'histoire romaine ; sous Louis XV, des scènes galantes.

Les autres meubles de la chambre étaient des coffres aux hardes ou caisses à vêtements, ces coffres, longs et bas, pouvant servir de siège, les uns simples et sans style servant aux vêtements d'un usage journalier ou au linge, les autres à panneaux et couvercles sculptés, destinés aux vêtements de cérémonie.

La mode alors ne changeait pas à chaque saison, comme aujourd'hui ; les vêtements de cérémonie faisaient, par la résistance de leur tissu, un long usage et se transmettaient même des parents aux enfants.

Une armoire à deux battants, du genre déjà décrit, servait à contenir, sur des étagères, les coiffes que les dames portaient encore au XVII^e et XVIII^e siècles, comme nous l'avons vu par les tableaux du temps dont un d'eux, provenant du Bois, avait probablement appartenu à une dame de Millefleurs ; ailleurs, par la photographie d'un tableau provenant du manoir de Rivedoux, représentant Marie-Anne d'Hastrel, épouse de Jules de Gabaret, maréchal de camp en 1705, dans ce portrait elle porte la coiffe du temps de Louis XIV.

Sous Louis XV, l'usage du maquillage, venu de la cour, fit ajouter au mobilier de la chambre à coucher la poudreuse, petite table dont le couvercle ouvert laisse voir tous les com-

partiments destinés aux boîtes à poudre, à fard, à mouches etc.

N'oublions pas enfin ces belles commodes, en bois massif sous Louis XIV et Louis XV, recouvertes d'un marbre épais, ornées d'appliques et de serrures de cuivre ouvrant des tiroirs contournés et rebondis ; sous Louis XVI, en marquetterie de bois de rose ou autre et ornées de jolies galeries de cuivre doré.

Nous n'entrerons pas dans le détail et l'agencement des locaux autres que ceux du logis, c'est-à-dire de la ferme, des granges, celliers avec pressoirs, écuries, étables, greniers, etc., ce qui nous entraînerait trop loin, nous ajouterons seulement que les manoirs appartenant à des seigneurs de la religion catholique contenaient fréquemment une petite chapelle ou au moins un simple oratoire, où le soir la prière se faisait en commun, souvent même entre maîtres et serviteurs, comme à Rivc doux.

Tous ces détails, puisés à des sources exclusivement Rétaises, et nous en passons beaucoup, suffiront pour mieux comprendre la vie d'un manoir à l'île de Ré, du XVI^e au XVIII^e siècle.

(A suivre.)

D^r ATGIER.

IV

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

Pendant que ces événements se passaient à Rochefort, les bureaux des ministères continuaient à se préoccuper de l'exécution de la loi de déportation.

Paris, 12 frimaire an II (2 décembre 1793), le ministre de la Marine et des Colonies au ministre de l'Intérieur.

J'ai proposé, mon cher collègue, quelques questions au Comité de Salut public sur le mode d'exécution de la loi du 30 vendémiaire, relative à la déportation des prêtres et ecclésiastiques. Dès qu'elles auront été répondues, je m'empresserai de t'en



faire part et de concerter avec toi les mesures propres à leur faire suivre leur destination.

Le ministre de la marine : DALBARADE.

Arch. Nat. F., 19,311.

Les autorités des départements n'avaient pas attendu la réponse.

Saintes, 24 frimaire an II (14 décembre 1793), séance du conseil général du département.

A l'instant se présentent au bureau deux gendarmes qui disent avoir été chargés, par le district de Cognac, de conduire à Saintes, pour être transférés à Rochefort, quarante-neuf prêtres envoyés par le département de l'Allier, et condamnés à la déportation.

Le Conseil a chargé le citoyen Macaire, un de ses membres, de se transporter à la maison de la ci-devant abbaye de cette ville, pour choisir le local qu'il jugerait propre pour les loger, en attendant que les vaisseaux qui doivent les transporter fussent prêts.

Sur le rapport fait quelques moments après par Macaire, il a été arrêté que la partie de cette maison, ci-devant appelée le *pensionnat neuf*, serait employée à ce logement, qu'il serait écrit à la municipalité d'y faire transporter les couchettes et les effets nécessaires et d'y faire mettre aussi une garde, et pour la prévenir que les prêtres y vivraient à leurs frais, sur une pension qui leur serait faite, à raison de 400 livres par an, suivant les instructions ministérielles.

Les gendarmes ont remis leur ordre de marche, sur lequel est la liste des dits prêtres, au nombre de cinquante-et-un (1), déclara-

(1) Les prêtres déportés du département de l'Allier furent envoyés de Moulins à Rochefort en trois convois. Le premier, parti le 25 novembre 1793, était composé de 27 ecclésiastiques : MM. 1. Béraud ; 2. Bonnefont ; 3. Bougarel ; 4. Boutoute ; 5. Causse ; 6. Céron ; 7. Dubarri ; 8. Dubost (Jean) ; 9. Dubost (Antoine) ; 10. Durand ; 11. Durangeon ; 12. Graillot ; 13. Guesdon ; 14. Imbert ; 15. Jobier ; 16. Laplace ; 17. Lequin ; 18. Lucas (François) ; 19. Meunier ; 20. Molle ; 21. Mont-Journal ; 22. Moutet ; 23. Papon ; 24. Raymond ; 25. Ripoud ; 26. Roddier ; 27. Savouret.

Le second envoi, parti le 29 novembre 1793, rejoignit le premier à Angoulême ; il était composé de 24 ecclésiastiques : MM. 1. Bonnet ; 2. Charles ; 3. Chouvigni ; 4. Decluni ; 5. Depout ; 6. Dhérat ; 7. D. Douvreleur ; 8. Ducroux ; 9. Formet ; 10. Gravier ; 11. Haraud ; 12. Joudioux ; 13. La Romagère ; 14. Lecomte ; 15. Lucas (Pierre) ; 16. Madet ; 17. Moreau ; 18. Prat ; 19. Pravier ; 20. Roger ; 21. Roux (Henri) ; 22. Roux (Jean) ; 23. le P. Simon ; 24. Talbot.

rant que deux d'entre eux ne se trouveront point parmi les arrivants : l'un nommé... (1) est mort, et l'autre nommé... (2) reste dans un hôpital sur la route.

P. S. GARESCHÉ, président; EMONT, secrétaire.

Arch. Départ, S. L., 12.

Cette proclamation, datée du 21 décembre 1793 (1 nivôse an II), exprime mieux que tout autre document l'œuvre de déchristianisation des conventionnels.

*Lequinio, représentant du peuple, aux citoyens de la Vendée,
des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure*

Citoyens,

La plus belle Révolution, la plus nécessaire au genre humain, vient de s'opérer ; les français viennent de se délivrer, pour jamais, du joug le plus accablant dont l'espèce humaine ait été chargée jusqu'ici, celui des ridicules superstitions qui, si longtemps, ont inondé la terre du sang des hommes, versé, au nom des dieux, par la fourberie des prêtres et l'ambitieuse duplicité des rois. Tous les cultes ne furent inventés que par les despotes qui, pour maintenir plus sûrement les peuples, eurent besoin de fixer leur esprit sur des objets purement imaginaires, de les occuper entièrement de choses inintelligibles et qui n'existent pas, afin de les étourdir sur leur malheur et leur esclavage, et de décorer d'une pompe imposante tous les charlatans qu'ils employèrent, sous le nom de prêtres ou ministres, à cette séduction perfide.

C'est par là que les tyrans sont parvenus, dans tous les pays, à captiver l'imagination des hommes dès le berceau, et à les asservir jusqu'à la mort, en leur interdisant la faculté de réfléchir, le droit de raisonner, le sentiment de l'égalité sociale et l'usage de la liberté qui appartient à tous les hommes ; ce joug honteux et pesant vient d'être brisé, et c'est dans ce pays, si longtemps le théâtre des guerres religieuses, que le peuple, ouvrant enfin les yeux à la lumière, a le premier donné l'exemple de cet élan philosophique, qui s'est étendu déjà sur toute la France et qui gagnera bientôt toutes les contrées de l'Europe.

(1) **Pravie** (Maurice Deschamps de) mort en route, le 11 décembre 1793, enterré à Angoulême.

(2) **Bougarel** (Charles), mort le 30 décembre 1793, enterré à Angoulême.

Mais quelques-uns de ces scélérats qui, depuis si longtemps, étaient habitués à mentir au peuple, tentent encore de faire jouer leurs efforts hypocrites pour se conserver la considération dont ils jouissaient et les émoluments qu'ils percevaient sur l'imbécillité publique ; ne pouvant arrêter le torrent de lumière et de raison, qui va nettoyer toute la France de leurs mensonges grossiers, ils essaient du moins d'en troubler l'onde salubre, et ils emploient pour cela mille ruses, que l'habitude de tromper, passée chez eux en seconde nature, leur a rendu si familières.

Les uns déposent leurs lettres de charlatanisme presbytérale, ils affectent même des discours très philosophiques et un désintéressement sans bornes, tandis qu'en dessous ils excitent les citoyens faibles et ignorants de leur commune à porter aux représentants du peuple des pétitions, tendant à leur obtenir des faveurs, qui ne pourraient même pas s'accorder à l'homme reconnu pour avoir été le plus constamment patriote et le plus sincèrement l'ami du peuple ; les autres exposent méchamment aux citoyens faciles à tromper, et surtout aux citoyennes, qu'ils veulent apitoyer sur leur sort, la perte de leur état et la différence de leur position actuelle avec leur position passée ; d'autres, sous prétexte de ne prêcher que la morale, s'emparent encore de la parole, dont ils ont abusé depuis si longtemps, et ramènent toujours le peuple, qu'ils ont promis d'éclairer, au tissu d'absurdités inintelligibles que leurs prédécesseurs leur avaient transmises et à l'aide desquelles ils tuaient l'intelligence humaine et la raison ; d'autres enfin, des ci-devant ministres protestants, s'imaginant que leur culte, ayant été un peu moins chargé d'inepties que celui des ministres catholiques, ils peuvent élever leur crédit sur les ruines des autres, voudraient se faire un parti parmi les citoyens qu'ils avaient coutume de diriger et de conduire aussi par le chemin de l'erreur, quoique d'une manière moins grossière.

Citoyens, toutes ces ruses sont les derniers efforts de la scélératesse expirante ; votre sagesse, votre patriotisme et votre amour pour la liberté, vous mettront facilement en garde contre toutes les séductions de ces serpents, en quelques replis qu'ils se retournent pour faire valoir leurs impostures ; vous connaissez les principes, et il vous suffit d'un instant de réflexion pour les concevoir. Tous les cultes sont libres ; le premier des

droits de l'homme est de penser librement et de rendre hommage au dieu que son imagination lui peint.

Mais celui-là n'est pas libre, dont l'esprit est tourmenté par les discours et les instigations d'un autre ; les esprits faibles et ignorants sont aisément induits en erreur par l'homme qui abuse du pouvoir de l'éloquence pour les dominer, et celui-là est un tyran qui veut soumettre l'opinion des autres à la sienne et les porte à croire ce qu'il croit et à imiter ses pratiques ; il n'y a que la vérité, démontrée mathématiquement, ou les vérités physiques dont l'existence tombe sous nos sens à tous, que la raison puisse admettre ; et le citoyen encore, qui voudrait forcer à y croire celui de ses frères qui s'y refuse, n'en serait pas moins un despote, à plus forte raison lorsqu'il ne s'agit que de ces inventions absurdes, qui ne sont que le produit des imaginations délirantes ou d'une perfidie calculée, pour maîtriser l'esprit humain et asservir les hommes en étouffant la raison ; nul n'a donc le droit de prêcher de ces absurdités, et celui qui le fait devient réfractaire à la loi qui consacre la liberté des cultes, puisqu'il veut, par la magie de son éloquence, forcer les autres à pratiquer le sien. Tout homme donc, quel qu'il soit, qui s'avise de prêcher quelques maximes religieuses que ce puisse être, est, par cela seul, coupable envers le peuple ; il viole la constitution républicaine et la liberté, l'égalité sociale même qui ne permet pas qu'un individu puisse élever publiquement ses prétentions idéales au-dessus de celles de son voisin ; il mérite donc d'être arrêté rigoureusement et sévèrement traité comme perturbateur de l'ordre public.

Que chacun de nous rende ses hommages à l'éternel, ainsi qu'il lui plaira ; qu'il exerce son culte en particulier, ainsi qu'il le trouvera bon : voilà la liberté des cultes, mais qu'il ne cherche point à l'inspirer aux autres, car ce serait désormais un délit, et notre devoir nous forcerait à faire tomber le glaive de la loi sur les coupables.

Citoyens, occupons-nous de notre bonheur ; occupons-nous de consolider notre liberté par l'instruction ; transformons tous les temples, qui furent si longtemps ceux du mensonge, en temples de lumière et de vérité ; que les bons citoyens s'y réunissent en société populaire, et qu'il n'y ait pas une seule commune où les rassemblements, si salutaires au peuple et le seul rempart de sa liberté, n'aient lieu désormais ; que le jour de la décade, surtout, on y consacre ce temps de repos à entretenir les senti-

ments de fraternité, qui doivent changer le peuple français en une seule famille ; substituons, dans ce jour, une communion réelle à cette communion ridicule, où des imposteurs, aussi ineptes qu'audacieux, faisaient avaler un morceau de pain-à-chant à vingt individus en même temps, en faisant croire, à chacun d'eux, que c'était le corps tout entier d'un homme de grandeur ordinaire, et néanmoins le fils de Dieu, qu'ils supposaient un pur esprit ; que, dans toutes les communes, il y ait un banquet fraternel à chaque décadi ; que chacun de nous y porte les aliments qu'il aurait consommés dans sa maison ; que le pauvre partage le diner du riche, et que celui-ci se trouve heureux d'avoir l'occasion de fraterniser plus intimement avec celui qui est moins bien traité que lui par la fortune ; qu'un discours patriotique ou une lecture philosophique précède ce banquet ; que la franchise et l'hilarité l'animent et qu'il se termine par des danses et des hymnes glorieux à la nation française, puisqu'elles célèbrent la liberté que nous avons conquise, et qui, de chez nous, passera tôt ou tard à toutes les nations de l'univers.

Voilà, citoyens, un des meilleurs moyens d'entretenir la fraternité, qui doit régner parmi nous, et le plus assuré pour se mettre en garde contre toutes les tentatives des malveillants, que les ennemis de notre liberté paient encore pour semer le trouble au milieu de nous, afin de nous diviser et de nous vaincre.

C'est le meilleur moyen de dédommager l'homme de peine des fatigues que lui ont causées les neuf jours de travail qui ont précédé le décadi, et c'est le plus sûr pour fixer l'égalité sociale et anéantir les derniers restes de l'aristocratie, qui souille encore le cœur de quelques êtres insensibles et orgueilleux ; les ci-devant grands, les despotes de toutes les espèces se donnaient de grands repas, et c'était toujours pour consolider leur orgueil et se coaliser contre la liberté des peuples et l'égalité sociale. Hé bien ! employons régulièrement ce moyen pour nous coaliser contre l'orgueil des riches, contre les aristocrates de toutes les espèces et contre tous ceux qui, par leurs actions, leurs discours, ou leur conduite quelle qu'elle soit, voudraient porter atteinte aux droits sacrés de l'homme, à l'égalité sociale et à notre précieuse liberté.

REGLEMENT

ARTICLE PREMIER. — Afin que la liberté des cultes existe dans toute sa plénitude, il est défendu à qui que ce soit de prêcher ou écrire pour favoriser quelque culte ou opinion religieuse que ce puisse être ; celui qui se rendra coupable de ce délit sera arrêté à l'instant, traité comme un ennemi de la constitution républicaine, conspirateur contre la liberté française et livré au tribunal révolutionnaire établi à Rochefort.

ART. II. — Les ci-devant ministres de quelque culte que ce soit, et ceux qui le sont encore, répondent de la tranquillité de leurs communes ; aux premiers troubles qui pourraient y avoir lieu, ils seront mis en arrestation, et s'ils y ont eu la moindre part directe ou indirecte, ils seront livrés au Tribunal Révolutionnaire et condamnés à mort.

ART. III. — Toute pétition des communes en faveur de leur ci-devant ministre, n'étant que le produit de leur influence, encore subsistante, de l'idolâtrie qu'ils avaient inspirée pour leurs fonctions, et de leur intrigue actuelle, elle suffira pour rendre ces ministres suspects et ceux en faveur desquels ces pétitions seront présentées seront mis à l'instant en état d'arrestation.

ART. IV. — Dans les communes où les ministres des cultes ont abjuré leurs fonctions mensongères, les ci-devant cures ou maisons presbytérales serviront provisoirement, et en attendant que la Convention Nationale n'en ait autrement ordonné, de maison commune et de maison d'instruction, s'il n'y a d'autre maison publique consacrée à ces deux objets.

ART. V. — Attendu l'habitude de mentir, dont les ci-devant ministres des cultes s'étaient fait un devoir, et l'impossibilité qu'ils ne mêlent pas à leurs discours leurs principes superstitieux et perfides, il est expressément défendu, à tout ministre ou ci-devant ministre de quelque culte que ce soit, de prêcher, écrire, enseigner la morale, sous peine d'être regardé comme suspect, et comme tels mis à l'instant en arrestation.

ART. VI. — Les comités de surveillance, les officiers municipaux et les administrateurs de district et de département sont tous expressément et subsidiairement, les uns aux autres, chargés de l'exécution du présent.

ART. VII. — Aucun ministre actuel, ou ci-devant ministre d'un culte quelconque, ne pourra être membre d'un comité de

surveillance, et ceux qui s'en trouvent membres actuellement cesseront leurs fonctions à l'instant, sans que toutefois cette destitution les soumette à aucune autre obligation de rigueur pour les fonctionnaires publics destitués.

ART. VIII. — Aucun ministre ou ci-devant ministre d'un culte quelconque ne pourra désormais remplir aucune fonction publique, que d'après l'examen et le consentement exprès et par écrit des représentants du peuple.

ART. IX. — Dans toutes les communes, les citoyens sont invités à se réunir le plus souvent qu'il sera possible, en société populaire, dans le temple, qui a été si longtemps dédié au mensonge, à y lire les nouvelles publiques et à s'y éclairer mutuellement par des discours civiques et par la lecture des vrais philosophes.

ART. X. — Dans toutes les communes, tous les citoyens sont invités à célébrer le jour de la décade par un banquet fraternel, qui, servi sans luxe et sans apprêt, porte avec lui le caractère de la simplicité, confonde tous les citoyens, inspire la joie, fasse oublier à l'homme de peine ses fatigues et à l'indigent la misère qu'il éprouve, qui porte dans l'âme du plus pauvre et du plus malheureux le sentiment de l'égalité sociale et l'élève à toute la hauteur de sa dignité, qui étouffe dans le riche jusqu'au plus léger sentiment d'orgueil, et jusqu'au germe de hauteur et d'aristocratie dans le fonctionnaire public, et qui répande enfin, dans tous les cœurs, le doux sentiment de la fraternité sincère, qui seul peut faire le bonheur de l'espèce humaine.

A Saintes, ce premier nivôse (21 décembre 1793) de l'an II de la République française une et indivisible.

LEQUINIO, représentant.

CHEVALIER, secrétaire.

A Saintes, chez Michel Maréchal, imprimeur, l'an II de la République.

Ecrit au bas de cette proclamation : « Moi Jean Cognac, huissier audiencier, soussigné, certifie avoir lu et publié, tant dans cette cité que dans le faubourg d'icelle, le présent arrêté, à Rochefort, le 9 nivôse (29 décembre 1793) an II de la République.

COGNAC aîné.

Archives municipales de la ville de Rochefort.

(A suivre.)

P. LEMONNIER.

V

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite)

IX. — Morand.

Jules-Henri Morand est né à Cognac (Charente), le 14 avril 1860, de François-Joseph-Charles-Jules Morand, notaire en cette ville (1), et de Anne-Mélanie Tribot, son épouse.

Après avoir fait ses études au collège de sa cité natale, il s'engagea au 57^e régiment d'infanterie de ligne, à Bordeaux, où il devint sous-officier et secrétaire du général Dumont. Une fois libéré, il fut négociant en eaux-de-vie et juge consulaire à Cognac pendant les années 1893 et 1894.

Entré ensuite dans la magistrature cantonale, il fut nommé, d'abord, suppléant de la justice de paix du canton sud de Confolens le 17 avril 1897 (2), puis juge de paix à Champagne-Mouton (Charente) le 23 juillet 1898 (3), à Montmorillon (Vienne) le 29 mars 1901 (4), enfin à Saintes (canton sud) le 15 août 1912, en remplacement de M. Guérin (5). Il a prêté serment le 20 septembre suivant devant le tribunal civil et a été installé à l'audience du même jour (6).

M. Morand pendant sa résidence à Champagne-Mouton a été délégué cantonal de 1898 à 1901. Correspondant de plusieurs journaux de justice de paix, il est l'auteur d'un ouvrage, encore

(1) M. Morand père, né à Loubert, canton de Saint-Claud, le 2 juillet 1829, était fils de Jean-Etienne Morand, propriétaire, et de Marie-Catherine Desprat, son épouse. Après avoir été avocat, puis notaire à Sommières (Vienne) et à Cognac (14 janvier 1860-3 novembre 1875), il fut nommé juge de paix à Blanzac (8 janvier 1879), ensuite à Jarnac (22 septembre 1883) et mourut à Saint-Maurice-les-Lions (Charente), le 24 août 1885. Il était l'ami intime de l'avocat André-Marie-Pierre-Auguste Duclaud, né à Confolens, le 8 avril 1824, qui fût sous-préfet de sa ville natale (8 septembre 1870-29 avril 1871), député républicain de l'arrondissement de Confolens (1876-1885), préfet des Basses-Alpes (1885), du Gers (1886) et du Cher (1887) et qui, réélu député de Confolens le 22 septembre 1887, mourut à Biarritz, le 6 août 1890.

(2) *Journal Officiel* du 18 avril 1897.

(3) *Journal Officiel* du 24 juillet 1898.

(4) *Journal Officiel* du 30 mars 1901.

(5) *Journal Officiel* du 29 août 1912.

(6) *Minutes de la justice de paix du canton sud de Saintes.*

inédit : *Du Bail à colonat partiaire et des Usages locaux dans l'arrondissement de Confolens.*

Il a été promu officier d'académie le 28 février 1912. De plus, par décret en date du 26 mai 1882, rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur, une médaille d'argent de 2^e classe lui a été conférée, étant soldat, pour avoir, à Libourne, le 5 avril de ladite année, arrêté un cheval emporté, attelé à une voiture (1). Il s'est marié à Confolens, le 7 août 1888, avec Mlle Anne-Marie-Madeleine Dumas, fille de M. Jean Dumas, docteur en médecine, décédé en la même ville, le 27 janvier 1877, et de Mme Jeanne-Marie-Louise Virolleaud, son épouse. Quatre enfants sont nés de cette union.

M. Morand est frère germain de M. Jules-Etienne Morand, né à Cognac le 2 septembre 1867, qui, après avoir été successivement juge suppléant à Dreux (25 juillet 1895) et à Versailles (9 mai 1896), juge au siège de Romorantin (24 octobre 1899), président du tribunal civil de Ruffec (15 octobre 1901) est, depuis le 11 juin 1912, conseiller à la cour d'appel de Bastia (Corse) et qui a épousé à Chateaubernard, canton de Cognac, le 2 juin 1896, Mlle Berthe-Suzanne-Denise Tribot, sa cousine.

(A Suivre.)

EDMOND-JEAN-GUÉRIN.

(1) *Journal Officiel* du 2 juin 1882.

DOCUMENTS

I

CONVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES MILITAIRES A L'HOPITAL DE SAINTES

Par devant le notaire royal à Saintes sousigné et les témoins bas nommés, fut présent Messire Michel Bégon, chevalier seigneur de Murbellin, la Picardière et autres lieux, conseiller du roy en ses conseils, Intendant de justice, police, finances, marine de la généralité de La Rochelle, stipullant pour et au nom de Sa Majesté d'une part, et Révérend père Furcy Bechet, prieur du couvant et hospital St-Pierre ès Liens de la Charité de la Ville de Xaintes, y demeurant, faisant tant pour lui que pour les religieux dudit couvant et hospital, d'autre part, lesquelles parties ont fait et passé le traité qui suit. C'est assavoir que ledit Révérend père prieur, faisant comme dit est, s'oblige et sera tenu envers ledit seigneur Intendant audit nom de recevoir tous les soldats malades audit couvent et hospital pour y être norris, pécés et médicamentés, blanchis et soignés suivant les intentions de Sa Majesté, moyennant quoi le dit seigneur Intendant audit nom sera tenu comme il s'oblige, envers ledit Révérend père prieur esdits noms, de leur faire payer dix sols par jour pour chacun desdits soldats malades qui entrent audit hospital. Savoir neuf sols pour la nourriture et ustancille, un sol pour les lits, desquels dix sols il en sera payé par les capitaines quatre sols, et six sols par Sa Majesté, lesquels payemens seront faits suivant les estats qui seront fournis par ledit révérend père prieur et religieux et arrestés par les commissaires ordinaires des guerres, par Monsieur le Trésorier général de l'extraordinaire des guerres, par les mains de son commis, à l'exécution de quoy et de tout ce que dessus les parties ont obligé : savoir mondit seigneur l'intendant audit nom les deniers qui seront par Sa Majesté destinés à faire lesdits payemens et ledit révérend père prieur esdits noms tous les biens et revenus dudit couvant, dont etc. Jugés et condamnés, etc.

Fait et passé à Xaintes en la maison Saint-Paul, en présence

de Pierre Hillairet, clercq, et François Fontaine, mattre boulanger, témoins requis demeurant audit Xainctes et a ledit Fontaine déclaré ne savoir signer de ce enquis le quatorze octobre 1709 après-midy. Le présent marché fait pour deux années à commencer au premier novembre prochain.

Signé: BEGON, HILLAIRET J., FURCY BECHET, J. ARNAULD, notaire royal à Saintes, CHAILLOT pour le syndiq des notaires.

Contrôlé à Saintes, le 20^e octobre 1709, gratis par ordre de Monsieur de Serres, inspecteur. Signé : CHAILLOT.

Minutes d'Arnaud, notaire à Saintes, en l'étude de M^e Jullien-Laferrière.

(Communication de M. Y Heurtel.)

II

BÉNÉDICTION DE LA CLOCHE DE DOMPIERRE

« Le neuf du mois d'octobre de l'an 1782 a été faite par Monsieur Hardi, principal du collège de Saintes, vicaire général de Monseigneur l'Evesque de Saintes, la bénédiction de la cloche de Dompierre. A été le parreïn haut et puissant seigneur messire Pierre-René-Auguste (1) de Brémont, seigneur d'Orlac et Dompierre et la marraine haute et puissante demoiselle Marie-Suzanne-Françoise (1) Mélanie-Sophie de Brémont, dame chanoinesse de l'insigne chapitre royal et seculier de St-Louis de Metz, qui ont été représenté par messire Pierre-Charles-Auguste (1), chevalier de Brémont, officier au régiment de Guienne infanterie et demoiselle Marie-Mélanie-Auguste-Françoise-Pétronille-Adélaïde (1) de Silègue. »

PERONNEAU, curé.

Extrait des registres paroissiaux de Dompierre, déposés au greffe du tribunal civil de Saintes.

(Communication de M. Guérin, juge.)

(1) Tous ces prénoms en abrégé dans le texte.

III

INVENTAIRE DES SÉRIES DÉPARTEMENTALES
DES ARCHIVES NATIONALES
RELATIVES A LA CHARENTE-INFÉRIEURE

(Suite).

16 therm. VIII.— Lettre de Cochon proposant la nomination de Bobe et Elie Levallois au conseil d'arrondissement au lieu de Clavelot, décédé et Le Roux, démissionnaire, pour éviter que les campagnes aient la majorité dans l'arrondissement de Rochefort.

Lettre de Regnault de Saint-Jean d'Angély recommandant Duret pour une sous-préfecture.

Liste des citoyens proposés par la députation du département pour des emplois administratifs : Secrétaire général, Roy; Conseillers de préfecture, Lériget, Vinet, Regnaud de Charente, Pichon-Beaupré, Dupinier; Sous-préfets : à Rochefort, Tessier; à La Rochelle, Demissy; à Saint-Jean d'Angély, Brillouin fils; à Marennes, Desgraves; à Jonzac, Ratier.

Par le citoyen Cochon: Secrétaire général, Roy; Conseillers de préfecture, Baudry, Lériget, Renaud, Boichot, Vinet; Sous-préfets: à Rochefort, Texier; à La Rochelle, Missy; à Marennes, Desgraves; à Saint-Jean d'Angély Fenjou; à Gemozac (*sic*), Parent.

Pétitions des citoyens Gaudin, bibliothécaire à La Rochelle, qui demande la sous-préfecture de La Rochelle; Heard, ex-député, qui demande une préfecture; Réal, qui demande à être sous-préfet à La Rochelle ou conseiller de préfecture; Bouissere, ex-député, Magnytot, propriétaire à St-Nom-la-Bretesche (Seine-et-Oise) qui demandent une préfecture; Dhoste qui demande une place; du général Muller qui demande la préfecture de la Charente-Inférieure; du citoyen Fillonneau, secrétaire de la municipalité de La Rochelle, du citoyen Vinet, qui demandent une sous-préfecture.

3 germinal VIII. — Le préfet, Français, avise le ministre de son arrivée à Saintes, le 1^{er} du mois.

11 germinal VIII. — Arrêté du premier consul portant nomination des citoyens Demissy, négociant (qui refuse), Augier de la Sausaye, ex-constituant, Duret, Guillotin, Fougeré, et Ratier, ex-

constituant, comme sous-préfets de La Rochelle, Rochefort, Saint-Jean d'Angély, Marennes et Jonzac; Vinet, ex-législateur, Lériget, administrateur, Boischot, administrateur. Regnaud (qui refuse), commissaire du gouvernement et Billotte, ex-administrateur, comme conseillers de préfecture; des citoyens Garnier, armateur, comme maire, Maugeais, ex-administrateur et Gareau, négociant (qui refusent), comme adjoints à La Rochelle; des citoyens Hèbre-Saint-Clément, armateur, comme maire, Teissier, commissaire du gouvernement (qui refuse) et Faurès, négociant, comme adjoints à Rochefort; des citoyens Dufresne, ex-maire, comme maire, Parent, négociant et Denis Allenet, ex-receveur de district (qui refuse), comme adjoints à Saint-Jean d'Angély; des citoyens Rondeau, homme de loi (qui refuse), comme maire, Fleury, propriétaire et Viault aîné, marchand (qui refuse), comme adjoints à Saintes.

14 prairial VIII. — Arrêtés du premier consul nommant membres du conseil général: les citoyens Laurenceau de Pons, Bernard de Saintes, Rondeau de Saintes, Gaury de Mortagne, Gordon de Pons, Gaudin et Fleuriaud-Bellevue de La Rochelle, Marcillat de Loix, Boussecasse de Lagord, Pelletreau la Foy de Rochefort, Charrier de Saint-Coutant, Ruamps de Surgères, Charron aîné de Marennes, Dubois de Saintes, Garesché de Saint-Just, Bonnegens des Hermitans d'Antezant, Merveilleux-Mortafond de Néré, Daussoy de Pellouaille, Parent de Saint-Jean d'Angély, Jouanneau des Rases, Barthélémy de Saint-Fort, Riquet de Montlieu, Gilbert Desobineau de Mirambeau, Mercier Lagrolière de Jonzac;

Membres du conseil d'arrondissement de La Rochelle : les citoyens Coquille, Paronneau jeune et Rasteau de La Rochelle, Vriffon des Rivières d'Asnais, Salomon de Marsilly, Veyres de Marans, Limouzin de Cram-Chaban, Castéra de Saint-Rogatien, Foucaud de la Couarde, Roy de Montroy, d'Enfer de Courçon;

Membres du conseil d'arrondissement de Rochefort: les citoyens Imbert et Delille de Rochefort, Hardy de Genouillé, Avezou de Charente, Testut et Le Louis père de Surgères, Faurie d'Aigrefeuille, Déboula de Thairé, Mounier de Benon, Claveleau de Varson, Pain du Rocher ;

Membres du conseil d'arrondissement de Saint-Jean d'Angély: les citoyens Sebillieu de Fontaine-Chalendray, Mallat de Blanzac, Audouin du Breuil de Beauvais, Perthuis d'Aulnay, Hateau fils de Brizambourg, Larade de Lezay, Bergier de Tail-

lebourg, Penade de Saint-Savinien, Lair aîné de Saint-Jean, Bilon de Tonnay-Boutonne, Texier de Saint-Jean.

Membres du conseil d'arrondissement de Saintes : les citoyens Faure de Saintes, Lacoste-Dulac de Meursac, Lagarosse de Saintes, Fleury de Pont-Labbé, Gautret de Rioux, Ardouin de Dompierre, Lamartinière aîné de Chaniers, Mallet d'Ecoyeux, Granier père de Saujon, Boibellaud de Cozes, Picard de Thenac.

Membres du conseil d'arrondissement de Jonzac : les citoyens Pelligneau fils de Jonzac, Monsnereau de Réaux, Poché-Lafon de Saint-Denis, Longueteau père d'Archiac, Bascle de Mirambeau, Chauvet de Saint-Fort, Robert de Saint-Ciers du Taillon, Mériaud de Montendre, Guyet de Villexavier, Geneuil de Saint-Agulin, Le Clair de Montlieu.

Membres du conseil d'arrondissement de Marennes : les citoyens Chevery du Château, Vignier de Saint-Denis, Charron père et Bonnefous aîné de Marennes, Aubin-Charron fils de Saint-Froult, Paillet de Saint-Sornin, Vignaud de la Tremblade, Dugué d'Arvert, Renaud de Royan, Méaume père de Saint-Pierre, Bednarsky de Royan.

23 germinal VIII. — Lettre de Français, préfet, signalant les mérites des citoyens Demissy, Poitevin-Moléon, homme « non seulement rare mais unique réunion de toutes les vertus », Dubois, de Saintes, Roy et Marchand, secrétaire général et secrétaire de la sous-préfecture de Saintes.

4-19 messidor IX. — Dossier du remplacement du citoyen Faure, adjoint à Rochefort, décédé, par le citoyen Thibault.

21 frimaire VIII-pluviôse IX. — Dossier du remplacement du citoyen Parent, adjoint à Saint-Jean d'Angély, démissionnaire, par le citoyen Levallois.

26 prairial VIII. — Arrêté nommant les citoyens Poitevin-Moléon maire et Faure adjoint à Saintes, les citoyens Raoult et Armand Desbois, adjoints à La Rochelle, Faure fils adjoint à Saint-Jean d'Angély et Garnier adjoint à Rochefort.

23 prairial IX. — Arrêté nommant les citoyens Briaud de Beauvais et Jean de Taillebourg, membres du conseil d'arrondissement de Saint-Jean d'Angély en remplacement d'Audouin du Breuil et Bergier démissionnaires.

3 germinal IX. — Arrêté nommant le citoyen Demissy membre du conseil général en remplacement de Gaudin appelé à d'autres fonctions : les citoyens Busseau et Harouard, membres du conseil du 1^{er} arrondissement (La Rochelle) en remplacement

des citoyens Coquille, démissionnaire et Denfer, décédé; les citoyens Renon et Fouché, membres du conseil du 2^e arrondissement (Rochefort) en remplacement de Ledoux, démissionnaire et Claveau, décédé; le citoyen Robert, membre du conseil du 3^e arrondissement (Saint-Jean) en remplacement du citoyen Perthuis, démissionnaire et les citoyens Gourbeil et Rivière aîné, membres du conseil du 6^e arrondissement (Marennes) en remplacement des citoyens Dugas, démissionnaire et Vignaud, décédé.

30 pluviôse IX. — Lettre d'envoi de sa signature par le citoyen Guillemardet, préfet.

Prairial IX. — Dossier relatif à des difficultés entre le maire de La Rochelle et le sous-préfet, au sujet de la petite voirie et de la police des spectacles.

7 vendémiaire VIII. — Demande de la préfecture de la Charente-Inférieure par le citoyen Montillet, ex-procureur général au Grand Conseil.

Vendémiaire IX. — Dossier relatif au remplacement comme préfet du citoyen Français, appelé au Conseil d'Etat.— Rapport du ministre de l'Intérieur proposant les citoyens Lacoste et Chapuis, ex-législateurs (le premier recommandé par le général Lefebvre), Roupe, ex-commissaire central, Bouvier, ex-président de l'administration centrale du Jura et maire de Dôle, Le Danois, ex-législateur. — Lettres où les citoyens Gauthier et Bouissieren posent leur candidature.

17 vendémiaire IX. — Lettre du préfet Français résumant les résultats obtenus pendant son administration pour le recrutement et la levée des impôts.

3 germinal X. — Arrêtés nommant le citoyen Bobe Moreau membre du conseil d'arrondissement de Rochefort en remplacement du citoyen Faurie, décédé, et le citoyen Dumorisson fils membre de celui de Saintes, en remplacement du citoyen Granier, démissionnaire.

Arrêté du 7 prairial XI.— Nommant le citoyen Garnier de La Rochelle, membre du conseil général au lieu du citoyen Poupot, nommé lui-même le 2 floréal en remplacement du citoyen Demissy, nommé sous-préfet.

An XI. — Liste des candidats pour les conseils municipaux des villes de plus de 5.000 habitants.

Candidats présentés par le préfet pour le renouvellement du conseil général: Fleuriau Bellevue de La Rochelle, Admyrault de la Laigne, Eschassériaux jeune de Saintes, Boishelaud de

Cozes, Lafenestre de Jonzac, Bonnegens d'Aumont de Saint-Jean d'Angély, Le Cercler de Saint-Martin de Rhé, Gordon de Pons;

Pour le renouvellement des conseils d'arrondissement : de Saint-Jean d'Angély, Lemoine de Matha, Larade de La Vergne, Griffon de Tonnay-Boutonne; de Jonzac, Flornoy de Jonzac, Barraud de Nieuil le Virouil, Béraud d'Archiac; de Marennes, Tolluire de la Tremblade, Guillet de Marennes, Desbrosses de Saint-Agnant; de Rochefort, Landrieux de Forges, Rondeau de Surgères, Regnaud et Airaud de Rochefort, ce dernier en remplacement de Mounier appelé à d'autres fonctions; de La Rochelle, Sagot de Marans, Goguet et Foucaud de La Rochelle; de Saintes, Galochaud de Saint-Saturnin de Sechaux, Manès de Saujon, Lacoste Dulac de Saintes.

Arrêtés de nomination du 10 ventôse an XII conformes à ces propositions, sauf en ce qui concerne Boisbellaud, remplacé par Cochon Duvivier de Rochefort.

Floréal XII. — Lettre du préfet demandant la création d'une justice de paix dans le canton d'Ars.

YVES HEURTEL.

IV

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite)

1668, 3 juin. — Pierre Dupont, texier en toile, à Saint-Eutrope-lès-Saintes, afferme à Hiérôme Fougères, cordonnier, une petite maison avec jardin, au lieu appelé les Petites-Aires audit bourg.
(Minutes de MARCOULLIER.)

1749, 10 avril. — Testament de Marie Duport de La Salle, femme de Charles-Henri du Passard, écuyer, capitaine au régiment d'Orléans-infanterie, chevalier de Saint-Louis; institue les enfants de feu Armand Duport de La Salle son frère aîné; N. Duport, frère cadet. Madeleine Duport, sœur.

(Minutes de SENNÉ.)

1767, 29 juillet. — Contrat de mariage de Jean Dupuy, sieur de Lespine, majeur de 25 ans, fils de feu Jean Dupuy, sieur de Lespine et de Jeanne Filhon, avec Marie-Jeanne Frenaud fille de feu Jacques Frenaud, sieur des Loges et de Marie Dupuy.

1618, 29 octobre. — Isaac Dupouyrusset, sieur de La Guéronnière, frère de Suzanne Dupouyrusset, veuve de Brétinaud.
(Minutes de Sanson.)

1745, 13 février. — Transaction entre Emerie de Durefort, chevalier, marquis de Civrac, comte de Blaignac, baron de La Lande en Bordeaux, baron d'Audeige, seigneur de Cerles et Nicos et chatellenie de Crazannes, sénéchal, gouverneur de Bazas, demeurant à Paris, rue Ferron, faubourg Saint-Germain. et Louis de Durefort, chevalier, seigneur de Civrac-sur-Dordogne, les parties à Crazannes.

(Minutes de MARSAY.)

1747, 7 juin. — Contrat de mariage de Henry-Joseph de La Crotte de Saint-Abre avec M^{me} de Durefort de Civrac ; le futur apporte 200.000 livres, la future 100.000.

(Minutes de GALLOCHÉAU, notaire à Saint-Sorlin.)

1621. — Etienne Dussaud, conseiller au présidial.

1624. — Esther Pantecoste, veuve de Charles Dussaud, conseiller, reçoit 400 livres de Nicolas Léné, dues par François, marchand, sieur de Puyriet, et Pierre Gombaudo, marchand à Brouage, sous la caution de Jean Gombaudo, sieur de Feusse.

(Minutes de SANSON.)

1631. — Esther Penthecoste, veuve de Charles Dussaud, conseiller.

1634. — Etienne Dussaud, conseiller au présidial, mari de Jeanne Duboucheis, fille de Jean, avocat au parlement de Bordeaux, et de Madeleine Dubourg.

1652. — Jeanne Dubouchet, veuve de Etienne Dussaud, conseiller.

(Minutes de RICHARD.)

1654. — Michel Dussaud, sieur de la Chaussée, demeure à Courcoury.

1657, 13 juillet. — Jean Regnaud, sieur de Peunouveau, père d'Elisabeth Regnaud, veuve de François Lesné, sieur des Anglades, exempt des gardes du corps, femme de Jean Dussaud, conseiller.

(Minutes de GILLET.)

1663, 6 juin. — Henri Guitton de Maulevrier, chevalier, seigneur d'Agonnay, héritier pour un septième des biens de Jean Berne, écuyer, sieur de Terrefort ; Jacob Moreau, chevalier, seigneur de Panlois, et Elisabeth Guitton de Maulevrier, sa femme, héritiers pour un septième ; Jean Moreau, sieur de La

Tour, héritier pour un septième ; Jean de Beaufort, chevalier, seigneur de Signac (1), mari de Marie Guitton de Maulevrier ; Paul d'Autefort, chevalier, seigneur de Gabilloa en Périgord, Voudon, La Razoïère, mari de Gabrielle Guiton, héritier pour un septième ; Guy de La Blachière, écuyer, sieur de Coutiers, mari de Julie Guitton de Maulevrier, héritier pour un septième.

Vendent à Jean Dussaud, conseiller au présidial de Saintes, la terre et seigneurie de Terrefort, paroisse Saint-Palais-lès-Saintes, avec la borderie des Paulmiers, terrage et agrières du fief des Marreaux et Bois le roy, plus 12 journaux de bois à The-nac, et les prés situés dans la prairie des Gons, 12.500 livres.

(Minutes de GILLET.)

1667, 20 mars. — Jean Dussaud, conseiller au présidial, mari de Elisabeth Regnaud.

Suzanne Regnaud, veuve de Sébastien Labbé, docteur en médecine, filles héritières de Jean Regnaud, conseiller, lieutenant criminel en l'Election de Xaintes, transigent avec Jacques Gourdon, avocat, agissant en son nom et pour Jean Gourdon, son frère, conseiller procureur de roi aux eaux et forêts de Xaintonge et Aulnis, enfants de Jean Gourdon, avocat.

(Minutes de GILLET.)

1668, 6 janvier. — Jeanne Dubouchet, veuve de Etienne Dussaud, conseiller au présidial.

1668. — Mathieu Dussaud, sieur des Marais, fils de Michel, sieur de La Chaussée.

(Minutes de RICHARD.)

1668, 6 janvier. — Jean Dussaud, conseiller au présidial, mari de Elisabeth Regnaud ; les 2 février-23 mai, il fait tirer de la pierre à Terrefort.

1669. — Bernard Dussaud, sieur des Marais, mari de Suzanne Mage, fille de feu Arthus, sieur de Peuvirac, avocat et d'Anné Dumesnil (?).

(Minutes de GILLET.)

1669, 11 novembre. — Mariage de Baptiste Carrouge, sieur des Maurignes, demeurant au château de Thonnay-Charente, fils de Pierre Carrouge, lieutenant d'une compagnie au régiment de Normandie et Emerie Marsain, de la ville d'Auxerre,

(1) Sur la procuration il y a « seigneur de La Plassette, habitant au château La Ruhe ». Dans les désignations d'habitation il est dit demeurer « au lieu de La Plassette, paroisse de Saint-Hillère, en Périgord » (Saint-Hilaire d'Estissac ?)

avec Elisabeth Dussaud, fille de feu Etienne Dussaud, conseiller au présidial et de Jeanne Duboucheys. Consentent pour lui : noble Nicolas Touquoy, conseiller, receveur des tailles en l'Election, Jeanne Grégoireau son épouse, noble Guillaume Duval, conseiller, procureur du roi en l'élection ; Françoise Ferran, femme de Jean Moyne, sieur de Chamfort, conseiller au dit siège, Georges Lebrun, écuyer, sieur du Jarry, conseiller et prévôt en la maréchaussée des îles de Saintonge et Marguerite Veronnet, sa femme.

Pour elle : Jean Dussaud, conseiller au présidial, Henri Dussaud, sieur de La Dinandière, David et François Dussaud, ses frères. Jean Braud, sieur du Breuil, Daniel Prieur, sieur de Laubrade, ses beaux-frères, Marguerite Dussaud, femme dudit Prieur, sœur, Elisabeth Regnaud, femme de Jean Dussaud, belle-sœur, Elisabeth Dubourg, veuve de Jacques Aymard, conseiller, garde des sceaux au présidial, tante, et N. Bertus, veuve de Joachim Dubourg, receveur des tailles, tante, Jean et Marie et Henry Dussaud, cousins germains : François Jolly, sieur des Monards, Pierre de La Vacherie, conseiller, avocat du roi en l'Election, cousin germain. Marguerite Jolly, épouse dudit La Vacherie, cousine germaine. Jean de La Vacherie, prêtre, Henry de La Vacherie, cousins germains, Nicolas Beraud, garde des sceaux en la cour des aides de Guyenne et lieutenant particulier au présidial, Marguerite Aymard son épouse ; Henri de Beaumont, chevalier, seigneur de Lauron et Jeanne Aymard, son épouse, ses cousins remués de germains. N. Dubourg, sieur de Porcheresse, Gaston Dubourg, sieur de Ferran, N. Dubourg, sieur de la Brunette, Etienne de Guerin, conseiller en la cour des aides et N. Lescuyer, son épouse, cousins et cousines.

(Minutes de GILLET.)

1675. — Jean Dussaud, sieur de Terrefort, lieutenant particulier..., Jean-Jacques Garraud, capitaine du château de Pons. Conventions relatives à La Bauche, paroisse de Saint-Palais, seigneurie de Beaupuy.

(Minutes de RICHARD.)

1676, 21 novembre. — Jean Dussaud, conseiller, assesseur civil et criminel, premier conseiller au présidial. Henri Dussaud, sieur de La Dinandière, David Dussaud, sieur des Es-sards, François-Henry Dussaud, clerc tonsuré, Jean Braud, sieur du Breuil, veuf de Marie Dussaud, Marguerite Dussaud, femme de Daniel Prieur, sieur de Laubrade. Elisabeth Dussaud, femme

de Jean-Baptiste Carouge, enfants d'Etienne Dussaud et de Jeanne Duboucheys, demeurant Jean, Henry, François-Henry et Prieur, à Saintes, Braud, à Jonzac, Carrouge, à Tonnay-Charente, et le sieur des Essards, à Saint-Palais-lès-Saintes, partagent la succession de leurs père et mère. A Jean Dussaud l'office de conseiller, dont son père était pourvu, pour tout ce qu'il pourrait prétendre en la succession : à Prieur, la maison paroisse Saint-Michel avec les meubles qui sont dans la salle (*confrontations* rue de la Poissonnerie, etc., déjà publiées) ; à Braud, une obligation de mille livres sur Denis Huon, conseiller ; à Carrouge, la métairie de Bournouveau en Saint-Laurent, près Cognac à la réserve de la forêt appelée la petite forêt de Bourru qui a été retirée par le roi et réunie à son domaine ; il paiera à David Dussaud, 3.500 livres. La Taillée restera à Henry Dussaud, clerc, qui paiera 1.500 livres au sieur de la Dinandière. (Minutes de GILLET.)

1681, 24 juillet. — Daniel Prieur, sieur de La Mouilletrie, conseiller en la maréchaussée de Saintonge, mari de Marguerite Dussaud... (Mêmes minutes.)

1684. — Jean Dussaud, seigneur du fief de Lhomme, avocat.

1686, 2 janvier. — Testament de Anne Dussaud, dame de Marignac, femme de Hector de La Cour, écuyer, seigneur de Marignac, âgée de 42 ans, demeurant à Marignac. Héritiers : Nicolas de La Cour, écuyer, sieur d'Orlac, Catherine, Marie-Anne de La Cour.

1686, 26 février. — Testament de Hector de La Cour, âgé de 44 ans, seigneur de Marignac, fils de Théophile de La Court, seigneur des Marais. (Minutes de GAULTREAU.)

1690. — Samuel Dussaud, chirurgien, à Saintes.

1690, 19 juillet. — Elisabeth Dussaud, veuve de Jean Baptiste Carrouge, sieur de Morigny, receveur des tailles en l'Election de Marennes, commissaire des poudres et sels au département de Saint-Jean d'Angély, demeure à Tonnay-Charente (Minutes de FEUILLETEAU.)

1691, 21 avril. — Inventaire des effets partagés par Jean Dussaud, ci-devant assesseur et Jean Dussaud, assesseur, son fils, dans la maison de Saintes, en exécution du mariage de Dussaud avec Gabrielle Polard, passé par Billon, notaire à La Rochelle, le 28 octobre 1688. Henry Dussaud, fils puiné.

(Minutes de FEUILLETEAU.)

1691, 21 juillet. — Testament de Anne Dussaud, religieuse novice à l'abbaye, fille de feu François Dussaud, écuyer, sieur de La Mirande, et de Esther de Pressac ; donation à son frère, François-Paul Dussault, écuyer, sieur de Riveron.

1693. — Henri Dussaud, sieur de La Dinandière.

1694. — Suzanne Mage, veuve de Bernard Dussaud, sieur des Marais.

1690-1695. — Samuel Dussaud, chirurgien, Jean Dussaud, chapelier.
(Minutes de DALIDET.)

1702, 16 décembre. — Marguerite Dussaud, veuve de Daniel Prieur, sieur de La Moulletière, second lieutenant du prévôt des maréchaux de France en Saintonge, vend à David Dussaud, sieur des Essars et à Jean Dussaud, son fils, demeurant à Bussac, tout son droit sur ledit office de lieutenant, moyennant 2.000 livres.
(Minutes de FEUILLETEAU.)

1705. — Jean Dussaud, ci-devant assesseur au présidial, demeurant à Saint-Pallais, oncle de Jean Dussaud, écuyer, lieutenant de la maréchaussée, demeurant à Bussac, fils de David D., cède à son neveu le revenu de Terrefort pendant trois ans.
(Minutes de FEUILLETEAU.)

1711. — Marie Dussaud, veuve de Pierre Ocuqueteau, conseiller au présidial.
(Minutes de SENNÉ.)

1720. — Jean Dussaud, assesseur, lieutenant particulier, mari de Gabrielle Polard.

1729, 1 août. — Transaction portant partage des biens de feu Jean Dussault, conseiller du roi, assesseur civil et lieutenant particulier criminel au présidial, mort à Bordeaux, le 31 juillet 1727, mari de Pollard, entre Jean Dussaud, écuyer, garde du roi, compagnie d'Arcourt, brigade de Busca, demeurant à Paris, et Marie-Louise Dussault, épouse de François de Ferron, écuyer, seigneur de Carbonnieux, enfants du défunt.

(Minutes de SENNÉ.)

1755. — Marie Chotard, veuve de Jean Dussault, lieutenant de la maréchaussée de Saintonge.

1737. — Marie-Louise Dussaud, veuve de François de Ferron, chevalier, seigneur de Carbonnieux, nièce de Hélène Pollart, veuve de Claude Dangibeaud, ancien prévôt.

(Minutes de MARSAY.)

1738, 16 mars. — Testament de Henri Dussault, seigneur de

Terrefort, ancien officier d'infanterie au régiment de Navarre, demeurant à Che vessac, paroisse de Saint-Sauvant ; pour ses funérailles, s'en remet à sa nièce, Marie-Louise Dussault, veuve de François de Ferron, seigneur de Carbonnieux, lui donne ses meubles, un tiers d'immeubles ; institue héritiers par égale portion, ladite Marie-Louise, nièce, Jean Dussault, son frère germain, écuyer, garde du corps, Elisabeth Oceau, aussi nièce, veuve de Jean-Joseph Renaudet, conseiller référendaire en la chancellerie, contrôlé le 15 octobre 1740.

(Minutes de MARSAY.)

1740. — Marie-Louise Dussaud, veuve de François de Ferron, écuyer, seigneur de Carbonnieux, mère de Charles de Ferron, Inventaire Dussaud, 1761.

(Minutes de DALIDET.)

1747. — Gabrielle Polart, veuve de Jean Dussault... Louis écuyer, seigneur du Vignaud, La Mothe-Meursac, Chezac, Chaldignac.

(Minutes de SENNÉ.)

1753, 16 juin. — Pierre Arnaud, vicomte d'Aubusson, de la Feuillade, seigneur des dits lieux, baron de Peyrusse et La Borne, première baronnie de La Marche, seigneur de Felletin dans la Marche, Castel-Nouvel en Limouzin, Faure et Saint-Paul en Périgord, Melzeard, Marconnay, Bois Peuvreau en Poitou, fils héritier de André-Joseph, comte d'Aubusson, lieutenant général des armées et de Marie-Thérèse de Vernon, dame de Melzeard et Marconnay, demeurant au château de Castel-Nouvel, paroisse de Varais (1), vend l'Epineuil, paroisse de Saint-Palais, moyennant 26.000 livres et 50 livres de pot de vin, à Gabrielle Polart, veuve de Jean Dussaud, seigneur de Terrefort, fief de l'Homme et les Marreaux, assesseur civil et lieutenant particulier criminel au présidial, avec la récolte des fruits, pendants par racines et la moitié des bestiaux, gros et menus

(Minutes de MARSAY.)

1755, 12 juillet. — Testament de Gabrielle Polart, veuve de Jean Dussault, conseiller, assesseur civil, lieutenant particulier.

Veut être enterrée dans le chœur de Saint-Michel, dans la sépulture de la famille de son mari, sans pompes. Sera portée par les pénitents de la confrairie de la Croix, établie à Saint-Palais.

(1) Varaignes, dans la Dordogne probablement.

Donne aux ordres religieux, aux prisonniers, aux pauvres honteux, aux jésuites, à ladite confrairie.

Jean Dussault, son fils. Marie-Louise Dussault, sa fille, veuve de François de Ferron (chevalier, seigneur de Carbonnieux). Déclare héritière universelle Marie-Scolastique de Ferron, sa petite fille, femme du vicomte d'Ambreux.

(Minutes de MARSAY.)

1618-1620, 27 décembre. — Charles Duval, sieur de La Mauvinerie, concierge des prises royales de Saintes. Elie Geay, notaire, emprisonné pour dettes. (Minutes de BERTAULD.)

1621. — Le même, mari de Catherine Senné. Il a succédé à Antoine Dalvy.

1625, 15 mars. — Testament de Jeanne Fouchard, veuve de Raimond Duval, sieur de Varaize, mère de Charles, Jacques, Françoise et Isabeau, femme de Guy Allaire.

(Minutes de SANSON.)

1638. — Jacques Duval, sieur de Varaize, mari de Jeanne Ollier, fille de Guillaume.

1638. — Daniel Doussin, sieur de La Guichardière, paroisse de Thenac.

1645. — Marie Poittevin, veuve de Jean Doussin, élu, demeurant à Beauregard-en-Chaniers, veuve en première nocces de Pierre Chemeraud, élu.

1660. — Mariage de Jean Duval, sieur de Varaize, fils de Charles et de Catherine Senné, avec Marguerite Dexmier, fille de Louis D., procureur et de Jeanne Guiet.

1661, 3 janvier. — Guillaume Duval, écuyer, sieur de Varaize, conseiller, lieutenant de la maréchaussée, proteste contre la crie de la terre de Varaize.

1676. — Marie Guenon, veuve de François Duval.

1676. — Guillaume Duval, procureur du roi en l'élection.

1676, 26 mars. — Noble Guillaume Duval, conseiller procureur du roi en l'Election de Saintes, se faisant fort pour Jean Duval, sieur de Varaize, son frère, Jeanne Brisson, veuve de Guillaume Duval, écuyer, sieur de Varaize, lieutenant en la maréchaussée de Saintonge, mère tutrice de leurs enfants, Marie Grenon, veuve de François Duval, tutrice de ses enfants.

Guillaume et Jean sont fils de Charles, frère de Jacques.

1677, 20 janvier. — Georges Gallet, écuyer, seigneur de Fief Gallet, Saint-Seurin, Lamotte de Coustières et la Frégonnière,

demeurant à Fiefgallet, en considération des six ans de services de Guillaume Duval, procureur du roy en l'Election, l'a relevé et dispensé des droits féodaux, cens, rantes, agrieres, etc, qu'il lui doit pour la seigneurie de La Motte de Coustières et fief de La Fregonnière, sur la maison de la Morinerie.

1684. — Marie Duval, veuve de Guillaume Ruthin, échevin.

1683, 4 février. — Contrat de mariage de Jacques Duval, écuyer, conseiller du roi, lieutenant de la vice-sénéchaussée de Saintonge, fils de Guillaume, écuyer, sieur de Varaise, conseiller, lieutenant, et Jeanne Brisson (ou Brizon), avec Marguerite Balistre, fille de Gilles Ballistre, avocat et Marie Braud, demeurant à Saint-Hillaire. (Minutes de GASQUET.)

1686, mai. — Guillaume Duval, seigneur de Plassay, ci-devant procureur du roi en l'Election.

1691, 26 octobre. — Testament de Marguerite Dexmier, veuve de Jean Duval, sieur de Varaize, lieutenant en la sénéchaussée de Saintonge, veut être enterrée à Ecurat, près de sa mère, s'en remet à ses trois filles, Jeanne, Marie, Marguerite ; André Dexmier, curé d'Ecurat, son frère. (Minutes d'ARNAUD.)

Elle y fut enterrée le 29 octobre.

1693. — Jeanne-Marie et Marguerite Duval, filles de feu Jean Duval, seigneur de Varaise et de Marguerite Dexmier.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1698, 30 mai. — Codicile par Jacques Duval, sieur de Varaise, veuf de Marguerite Baliste, à son testament du 8 février 1692, reçu Chollet, notaire à Taillebourg ; institue héritière, sa fille Jeanne, âgée de 13 à 14 ans. (Minutes d'ARNAUD.)

1698. — Inventaire au Chantreau, par Jacques Duval, sieur de Varaise et du Chantreau, conseiller, lieutenant en la vice-sénéchaussée, des meubles de feu Marguerite Baliste.

(Voir Pissonnet.)

(Minutes d'ARNAUD.)

1699, 23 décembre, et 1702, 3 janvier. — Testament et codicile de Guillaume Duval, seigneur de Plassay, demeurant à la Morinerie ; veut être enterré aux Jacobins, auprès de sa femme, Marie Ferrant, s'en remettant aux soins de Marie Duval, fille unique, femme en secondes noces de Jean-Baptiste Pissonnet de Bellefond, seigneur de La Gendronnerie, commissaire de la marine, veuve de Louis Poittevin, seigneur de La Carauderie, dont elle eut deux enfants Louis et Marie. Le fils de Guillaume

Duval, Pierre Duval, trésorier de France est mort. Ouverture le 17 septembre 1702, jour de la mort. Inventaire les 19 septembre à Saintes (rien), le 25 octobre 1702, à la Morinerie.

(Minutes d'ARNAUD.)

1703, 12 mai.— Mariage de Baruc Draud, écuyer, seigneur de Villeneuve, fils de feu Pierre Draud, écuyer, seigneur de La Rochebreuil, La Chapelle aux Lys, et d'Esther Franchar, demeurant à Rochebreuil, paroisse de Breuil-Barret en Poitou, avec Jeanne Duval, fille de feu Jacques Duval, écuyer, sieur de Varaise et du Chantreau, lieutenant en la vicesénéchaussée de Saintonge et de Marguerite Baliste, demeurant au Chantreau, paroisse de Pessines.

Du consentement pour B. Draud : Pierre Draud, écuyer, seigneur de La Rochebreuil et La Chapelle aux Lys, frère aîné, fondé de procuration de sa mère ; Esther Draud, veuve de François de Courbon, chevalier, seigneur comte de Courbon, ci-devant capitaine de vaisseau, sœur ; Charles-François de Courbon, chevalier, seigneur, marquis de Coutrai, Gabriel-Madeleine de Courbon, chevalier, seigneur de Courbon, neveux ; Jacques de La Brunetière, prêtre, abbé commendataire de Saint-Etienne de Vaux, doyen du chapitre de Saintes, Guillaume de La Brunetière du Plessis-Gesté, docteur en théologie, archidiacre de Saintonge ; Anne-Louise de Réal, veuve du seigneur de Théon de Verac.

Pour J. Duval : Michel Reveillaud, procureur au présidial, greffier de l'officialité du diocèse, cousin ; Louis Petit de Boisé, chevalier, seigneur de Monlambert, conseiller, avocat général au bureau du domaine des finances de Bordeaux, cousin ; Jean-Baptiste Pissonnet de Bellefond, écuyer, seigneur de la Rivière Plassai, La Morinerie, mari de Marie Duval, cousins ; Marie-Angélique Duval, veuve de Guillaume Baliste, sieur de Pitouneau, Françoise Duval, tantes ; Françoise Baliste, cousine germaine ; Jacques Guenon, seigneur de Brives, avocat, Mathurin Baliste, sieur de Pitonneau, cousin germain.

(Minutes d'ARNAUD.)

1703, 1^{er} février.— Testament de Jacques Duval, sieur de Varaise et du Chantreau, lieutenant de la vicesénéchaussée de Saintonge, mari de Marguerite Baliste. — Jeanne leur fille.

(Minutes d'ARNAUD.)

1704. — Pierre Baudouin, sieur du Fief, avocat, mari de Marguerite Duval,

— Marianne Duval, dame des Gons, veuve de Léonard-François de Gombaud, conseiller au parlement.

1727. — Louis Favreau, sieur d'Espuelles, ancien capitaine au régiment de Provence, mari de Marie Duval.

(Minutes de SENNÉ père.)

1689, 25 janvier. — Constitution de rente pour emprunt de 2.500 livres au denier vingt, par Jacques de Noriger, chevalier, seigneur de Saint-Aulais et Massion, demeurant à Saint-Aulais en Saintonge, procureur de Abraham Duverdier, chevalier, seigneur de Saint-Valier et Coiron, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Lambert, paroisse Saint-Sulpice, en faveur de Jean Rouselet, écuyer, secrétaire du roi, garde des sceaux au présidial.

Nicolas de Barrière, chevalier, seigneur du Chay, capitaine de cavalerie, en son nom et comme mari de Angélique du Verdier, demeurant au Chay, paroisse de Cherac, mariée, le 3 février 1682 (contrat reçu Moulle, notaire royal); la somme empruntée destinée à payer partie de la dot au seigneur du Chay.

Angélique du Verdier, sœur de Abraham.

(Minutes d'ARNAUD.)

(A suivre.)

CH. DANGIBEAUD.

QUESTION

N° 825. — Un recueil de mémoires manuscrits de la fin du XVIII^e siècle, n° 841 de la bibliothèque de Lyon, contient entre autres pièces une sorte de pamphlet intitulé : *Origine, noms, usage, situations et auteurs des poches des RR. PP. Capucins*. Ces poches sont destinées aux choses les plus diverses, mouchoir, diurnal, peigne pour la barbe, porte-bougie, un fusil d'Allemagne, une bouteille en cuir platte, une tasse en cristal ou en coco, pommes, fromage, miniatures, petits tableaux en broderie, images de Flandres, chapelets de santeurs, reliquaires, bouts de chandelle « contre les escorchures au c. de l'onguent gris contre les animaux picard et autres polipodes », cuisses de diindes, carcasses de chapons, ail, oignons, une bouteille de campagne, appelée la gaillarde... On voit le ton de la critique !

Dans la 7^e poche appelée l'abîme, on met les sermons, livres

de comédie, contes de La Fontaine, la Gazette, les lettres feintes ou l'on mande la mort de quelque capucin demeuré dans les neiges ou autres histoires propres à exciter la compassion.

« La huitième, à l'aisle gauche du manteau, on trouve la comode où elle est d'usage pour mettre les garnitures des talons et des capuchons pour les mauvais temps, les serviettes pour essuyer la sueur, quelques paires de mutandes pour les voyages de longs jours. Coiffes de nuit et un bonnet qui ne sont que de tolérance. Ça est le très savant Père Séraphin de Barbezieux, définiteur de la Province d'Aquitaine, qui a inventé les trois dernières. La seule coutume leur a donné cour.

Ce père Séraphin est-il imaginaire ou a-t-il existé ?

CH. D.

LIVRES ET REVUES

Annales de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, tome LXV (1913). — Le vicomte de Ghellinck Vaernewyck d'Elseghe, secrétaire de l'académie, rend compte du *Congrès archéologique*, tenu à Angoulême en 1912. [83 pages, avec 28 photographies, notamment églises de Retaud, Rioux, Saint-Eutrope de Saintes (4) abbaye, Aunay (2)].

Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles, tome XXVII, p. 93. — M. le D^r D. Raeymaekers à propos d'une carte, un deux de cœur, portant une *annonce de mariage imprimée à Tournai*, rappelle différentes cartes de jeu qui ont été utilisées avec des mentions pareilles. M. Collin, archiviste-adjoint de la ville de Bruxelles, possède environ 200 annonces de mariage imprimées sur des cartes à jouer. M. le D^r R. cite (d'après M. Charles Bréville) le fait suivant. Le 27 juin 1785, le curé de La Rochelle procéda au mariage de Jean-Isaac-Noël de Geac avec Mlle Marie-Marguerite Chasseloup de Laubat de Saint-Simon. Comme le prêtre n'avait pas sur lui le moindre papier, il tira de sa poche un sept de cœur (que faisait cette carte dans la poche de l'officiant ?). Après avoir écrit la déclaration de mariage dans la *forme traditionnelle*, il signa en plein cœur.

Cette petite histoire demanderait une enquête.

La 21^e livraison d'*Alt-Celtischer Sprachschatz* d'Alfred Holder vient de paraître (supplément). *Cabillus-Corb-acum*. On y trouve, comme par le passé, un certain nombre de noms relatifs aux Deux-Charentes.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, 1913 (Napoléon à Rochefort en 1808) contient l'organisation de deux gardes d'honneur, l'une à cheval, l'autre à pied, avec les noms des gardes ; désignation.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XL, p. 259.— M. de Saint-Saud fait une communication sur le voyage problématique de l'empereur d'Autriche Joseph II en Périgord. Il croit que ce n'est pas impossible. En tout cas, d'après diverses réponses insérées dans l'*Intermédiaire des Chercheurs*, Joseph de Habsbourg aurait réellement fait un voyage incognito en France en 1777, sous le nom de comte de Falkenstein. Il vint à La Rochelle.

BEAULIEU-PERSAC, capitaine de vaisseau. *Mémoires*, 1608-1610 et 1627, publiés pour la première fois par M. Ch. de La Roncière. Soixante pages de ce volume contiennent l'*Histoire du secours mené en l'isle de Ré* (1627).

Les titres des dix chapitres indiqueront la nature de ces mémoires: Entrevue de B.-P. avec Richelieu; inspection de la défense des côtes; organisation à Brouage de la flottille de secours; B.-P., serré de près par les croiseurs anglais, est forcé de gagner les Sables-d'Olonne; les équipages, saisis de panique, désertent en masse, Beaulieu les ramène dans le devoir; ordre de bataille de la flottille aux Sables-d'Olonne; la flottille passe au travers de la flotte de blocus (et sauva la citadelle de Saint-Martin). M. de L. R. rappelle qu'il existe un tableau rappelant ce fait d'armes. Il a été reproduit en tête de la *Généalogie de la famille de Rassisly* (Laval, 1903). Du navire-hôpital de la flotte britannique Beaulieu, prisonnier, suit les attaques des assiégeants et leur déroute; entretien de Beaulieu avec l'amiral duc de Buckingham; Beaulieu va trouver Richelieu et Louis XIII.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUIN

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; Subvention ministérielle ; Salons ; Concours de patois.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. E. Dutard ; M^{lle} de Grieu ; M. Montel ; M^{me} Sorin ; M^{me} Garnier. — Mariages : de Perpigna-Benitey-Alvéar ; Lacou-ture-Normand d'Authon ; Vittu de Kerraoul-Lyautey ; Inquimbert-Bouyer.

VARIÉTÉS : *Etat militaire de l'Angoumois, Saintonge et Brouage (1599-1623)*, par M. le D^r Sottas ; *Le manoir de Mille Fleurs (suite)*, par M. le D^r Atgier ; *La déportation ecclésiastique à Rochefort*, par M. le chanoine Lemonnier.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Nouveaux membres :

M. le docteur Marquié, à Saint-André de Lidon, présenté par MM. Cormier-Lassausaye et Pommereau.

M. Chesnier du Chesne, à Paris, présenté par M. Henry Tercinier.

M. le Ministre de l'Instruction publique a accordé à notre Société une subvention de 400 francs, pour l'aider dans l'impression de ses travaux.

SALONS DE 1914

AUBAIN, *Environ d'Angoulême*. — BALANDE, *Une noce bolo-naise* (reproduit dans le *Catalogue illustré* et l'*Illustration*) sur les bords de la Seine. — BARBOTEUX, *Une vitrine d'objets d'art*. — BARBOTIN, *Buste de M^{me} André Jacquemard*, d'après

Puech (burin). — BUTHAUD, *Paysage*. — CAILLAUD, *Petit déjeuner*. — CALLOT, *Bain de soleil*. — CAMUS (M^m), *Portrait de M^m H. Farby* (pastel). — CHEVALIER, *La balise blanche* (Oleron) (*Catalogue illustré*), *Soir mauve* (Oleron), *Ferme d'Aunis*. — COLTERAUD, *Au cap d'Antibes*, *Sous la neige*. — CLOUZEAU, *Projet de soie brochée*. — DARAS, *Vues des remparts d'Angoulême*. — DELLAGE (M^m), *Moulons* (statuette). — EPRON (M^{me}), *Jouets d'enfants* (aquarelle). — FANTY-LESCURE (M^m), *Un coin de jardin, les phlox*. — GEOFFROY, *Au pardon des enfants, les poissons rouges*. — GIBERT-COQUAND (M^{me}), *Lilas*. — GUÉ, *Marché aux fleurs, à Paris* (aquarelle). — JONCIÈRES (de), *Heure mauve, Venise* (*Catalogue illustré, Illustration*). — HIPPOLYTE LUCAS, *La joie aux champs*. — DE LAJALLET (M^{me}), *Portrait de M^{me} de L.* (*Catalogue illustré*). — LENOIR, *La Source* (*Catalogue illustré, Illustration*). — LÉPINE, *L'église sur la Dordogne, La maison pointue à Argentat, La porte ouverte. Nature morte*. — LESSIEUX (L.-E.), *Mer montante à Biarritz* (aquarelle). — MAREVÉNY (M^m), *Automne* (aquarelle), *Calme du soir*. — MELLIC, *Projet de tapis*. — MIGNET (G.), *Bord d'étang*. — MORCHAIN, *L'estacade, bord de la Charente* (*Catalogue illustré*). — NICOLLET, *Portrait de M. C. F., Frissons* (*Catalogue illustré, Illustration*). — PAUPOY (M^m), *Portrait de M^{me} Gogarine Stowedja* (miniature). — PROTEAU, *Portrait*. — ROULLET (G.), *Le port de la Douane* (Venise) (*Catalogue illustré, Illustration*), *Lendemain de tempête à Eukuisen* (Hollande). — SOUBOURON (M^m), *Emaux champlevés*. — VAUTHRIN, *Le thonier rouge, goëlette à quai* (Concarneau), *les thoniers, les vieilles maisons*. — PETITJEAN, *Le Port de La Rochelle* (*Catalogue illustré*). — SIMONNET, *Vers le soir à Saint-Trojan* (*Catalogue illustré*). — FOUQUERAY, *Les marins de Barberousse et de Salah Raïs* (1544) (*Catalogue illustré, Illustration*). — BILLOTTE, *En Charente*.

Les nouvelles acquisitions du département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale comprennent sous le n° 21696, 104 pièces intéressant le Limousin, le Poitou et la Saintonge (1257-1758).

Le Conseil général, en sa session de mai 1914, a distribué les trois prix suivants au concours d'œuvre en patois saintongeais, sur le rapport de M. Barthe :

M. le docteur Jean, 200 fr.

M. Georges Belluteau, 50 fr.

M. Jacques Renaud, instituteur dans les Deux-Sèvres, 50 fr.

Dix-neuf concurrents s'étaient présentés.

A cette occasion, M. Combes a prononcé sur l'origine des mots saintongeais un petit discours reproduit dans la *Charente-Inférieure* du 28 mai 1914.

Le patois saintongeais n'est encore qu'un idiome vulgaire, rien n'empêche qu'il ne devienne une langue savante; « ce patois contient un certain nombre de racines qui n'ont pas d'analogie dans les langues de l'Europe... Frappé de l'existence dans notre patois saintongeais de racines toutes nouvelles pour moi, j'en recherchais l'origine dans l'italien, l'espagnol, l'anglais, l'allemand et le russe, sans parler du latin et du grec, et je ne parvenais pas à les découvrir. J'inclinai donc à croire que c'étaient là les derniers vestiges d'une langue spéciale et unique. J'étais arrivé à la conclusion que les étymologies... provenaient de la langue parlée par les plus anciens de ce pays, peut-être par des arborigènes primitifs » ; autrement dit, M. Combes a cherché midi à quatorze heures.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 24 avril 1914, est décédé, à La Motte de Meursac, M. Emile Dutard, ancien notaire, âgé de 64 ans. Il laisse un fils, M. René Dutard et une fille M^{me} Berthelot.

Le 25 avril, a été inhumé à Blanzac, M^{me} Marie-Thérèse de Grieu, fille de M. de Grieu, maire de Blanzac, âgée de 23 ans, décédée à Paris.

Le 10 mai 1914, au combat de Tfazza, M. Pierre Montel, né à Saintes, le 7 avril 1878, lieutenant aux goums marocains, a été tué.

Engagé en octobre 1898, il sortit de l'école de cavalerie de Saumur, le 1^{er} avril 1906, sous-lieutenant au 1^{er} spahis, et fut nommé chevalier de la Légion d'honneur l'an dernier.

Le 18 mai 1914, est décédée, à Jonzac, M^{me} Gilbert Sorin, née Henriette Charrier, âgée de 34 ans, fille de M. Charrier, maire

de Plassay, et femme de M. Sorin, ancien notaire, greffier du tribunal civil.

Le 30 mai 1914, a été inhumée, à Royan, le corps de M^{me} Garnier, veuve de l'ancien sénateur, maire de Royan, âgée de 72 ans, décédée au château de Vaux.

MARIAGES

Le 21 avril 1914, a été célébré le mariage de M. René Lacouture, attaché à la Banque de Bordeaux, avec M^{me} Marie-Cécile Normand d'Authon.

Le 29 avril 1914, a été célébré, à Neuilly-sur-Seine, le mariage de M. Joseph de Perpigna, fils de M. Henry de Perpigna, avec M^{me} Lydie de Benitey Alvéar, belle-fille et fille du prince et de la princesse de Wrède.

A Senlis, le 9 mai dernier, a été béni le mariage de M. Jehan Vittu de Kerraoul, avec M^{me} Marie-Thérèse Lyautey, fille du colonel, commandant le 3^e régiment de hussards, nièce du général Lyautey.

A La Rochelle, le 12 mai, a été béni le mariage de M. Gabriel Inquimbart, chef de section à la Société Générale, avec M^{me} Marguerite Bouyer, sa cousine, fille de M. Albert Bouyer, receveur des Domaines en retraite.

VARIÉTÉS

I

ETAT MILITAIRE

DE L'ANGOUMOIS, SAINTONGE ET BROUAGE

ENTRE LES ANNÉES 1599 ET 1623

D'après les registres des trésoriers généraux de la guerre et un inventaire du garde général de l'artillerie en 1611 et 1612.

On sait que les *Etats de la France* imprimés n'ont commencé à être publiés que vers le milieu du XVII^e siècle et que les *Etats militaires* qui apparaissent, en 1734, avec les *Abrégés de la carte du militaire* de Lemau de la Jaisse, ne devinrent régulièrement annuels qu'à partir de l'an 1758. Pour telle période antérieure au milieu du XVII^e siècle, si l'on désire connaître l'état militaire d'une région, on ne peut espérer trouver de renseignements précis et complets que dans les registres de l'Extraordinaire des guerres. Malheureusement ces registres ont été détruits en grande partie ; et ceux qui restent sont épars dans divers dépôts. Il n'est donc pas oiseux, lorsque l'occasion se présente, d'en dépouiller une série suivie, d'essayer d'en tirer parti.

L'Etat militaire que nous présentons a été extrait des registres des trésoriers généraux de la guerre Jean Fabry, père et fils. Ces registres forment une série de 34 volumes in-folio, reliés en parchemin, numérotés de 16.697 à 16.730, dans le fonds des manuscrits français de la Bibliothèque Nationale. Ils ont été formés par Jean Fabry père pour établir les actes de sa gestion de trésorier général de l'Extraordinaire des guerres et cavalerie légère au département « du costé de Piedmont » ou « de delà les Monts », entre les années 1599 et 1624. A partir de l'année 1620, ils sont établis par Jean Fabry fils qui succéda à son père dans la même charge, en 1625, après la mort de celui ci. Certaines parties de recette ou de dépense ne venant à effet parfois qu'une, deux ou trois années après l'année de l'exercice qu'elles concernaient, le compte de cette année d'exercice ne pouvait être présenté qu'assez longtemps après, et c'est pourquoi Jean Fabry fils, comme héritier et successeur

de son père, dut se charger d'établir les comptes des dernières années de l'office de celui-ci.

Jean Fabry père fut pourvu du double office de trésorier général de l'Extraordinaire des guerres et de la cavalerie légère par lettres du 28 décembre 1598 ; il succédait à Jean du Tremblay, démissionnaire.

L'office des trésoriers de l'Extraordinaire des guerres avait été réorganisé par un édit de Henri III, du 12 août 1581. A partir du premier janvier 1582, il y eut quatre *trésoriers généraux* de l'Extraordinaire des guerres : deux pour le département de deçà les Monts, ou du côté de Picardie, et deux pour le département de delà les Monts, ou du côté de Piémont, exerçant alternativement leur office, aux gages de 3.000 écus dans l'année de leur charge et de 1.500 écus dans l'année « hors charge » (1).

En même temps, les commis que les ci-devant trésoriers de l'Extraordinaire employaient dans les gouvernements de leurs départements, furent remplacés par 26 *trésoriers provinciaux* institués en titre d'office : deux dans chacun des six départements provinciaux du Nord de la France ; deux dans chacun des six du Midi et deux pour les gardes du corps, servant aussi alternativement. Ils recevaient des gages variant de 400 à 1.000 écus, suivant l'importance de leurs départements. Le service de l'Extraordinaire des guerres devenant, par la suite, de plus en plus chargé, l'édit de novembre 1594 créa 24 nouveaux trésoriers provinciaux et les départements provinciaux furent dédoublés. Le nombre des trésoriers généraux fut aussi augmenté et porté à six, soit trois dans chaque département général, exerçant leur charge tous les trois ans.

Il y eut enfin, par l'édit de novembre 1615, trois trésoriers provinciaux par département provincial ; et, d'alternatifs, ils devinrent triennaux comme les trésoriers généraux.

L'Extraordinaire des guerres de delà les Monts, ou du côté de Piémont, comprenait alors 12 départements provinciaux.

1. Le Poitou et Pays d'Aunis. — 2. L'Angoumois, Saintonge et Brouage. — 3. Le Limousin, Haute et Basse Marche. — 4. L'Auvergne. — 5 et 6. La Guyenne, divisée en deux parties. — 7. Le Languedoc. — 8. La généralité de Toulouse. — 9. Le Lyonnais, Forest, Beaujolais et pays de Dombs. — 10. Le

(1) Ces renseignements et les suivants sont puisés dans les registres de Fabry, qui reproduisent les édits concernant le fonctionnement de ce service

Dauphiné. — 11. La Provence qui engloba, jusqu'en 1588, le marquisat de Saluces ou Piémont auquel le département « du costé de Piedmont » devait son nom. — 12. Enfin la Bresse, cédée à la France, en 1601, par le duc de Savoie.

Le département d'Angoumois, Saintonge et Brouage, le seul auquel nous nous arrêterons, comprenait deux gouvernements militaires : le gouvernement d'Angoumois et Saintonge qui, avec l'Aunis, obéissait au duc d'Epemon, gouverneur général, pourvu par provisions du 25 janvier 1589, et ayant sous lui un lieutenant général ; et le gouvernement de Brouage et Royan dans lequel Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc était gouverneur et lieutenant général depuis l'an 1597.

L'office de trésorier général de l'Extraordinaire des guerres consistait à retirer les états du roi et les assignations et à recevoir du trésorier de l'Epargne les deniers comptants et les mandements ordonnés par le roi pour les dépenses de l'Extraordinaire des guerres dans son département. Il transmettait au trésorier provincial en exercice, dans chaque département provincial, les états, les assignations, les deniers et les mandements qui le concernaient et celui-ci effectuait les paiements, suivant les états du roi, pour les officiers, et, pour les garnisons, suivant les rôles de montres établis dans chaque garnison par le concours des capitaines de compagnie, du commissaire des guerres et du contrôleur provincial (1). Trois mois après la fin de leur année d'exercice, les trésoriers provinciaux devaient faire tenir au trésorier général les états, ordonnances, rôles et quittances des paiements qu'ils avaient faits, dûment expédiés et certifiés par les gouverneurs ; ils fournissaient en même temps un « comptereau » qui établissait l'équilibre de leurs opérations. Quand le trésorier général avait rassemblé toutes ces pièces, il présentait, par l'intermédiaire d'un procureur, un compte général à la chambre des comptes qui l'examinait et le corrigeait. En dernier lieu, ce compte était soumis, par le même procureur, à la ratification du conseil des finances.

Jean Fabry n'exerçait donc sa charge que tous les trois ans, et il roulait avec deux autres trésoriers généraux qui furent, pour la période de son office, le premier, Jean de Murat, remplacé ensuite par Simon Collon ; et le second, Pierre Le

(1) Le contrôle comprenait aussi des contrôleurs généraux de l'Extraordinaire des guerres, établis par l'édit de novembre 1594, d'abord alternatifs, puis triennaux dès 1615.

Charron, qui fit place à Nicolas de Villoutreys. Le trésorier de l'Epargne triennal, qui marchait avec Jean Fabry, était Vincent Bouhier ; les deux autres furent Thomas Morant et Raymond Phélypeaux. Cette périodicité triennale permettait d'apporter la clarté dans des comptes qui, pour une seule année, se répartissaient sur deux ou trois. Par exemple : Fabry étant en charge pendant l'année 1608, les actes qu'il signait, pour l'Extraordinaire des guerres, en 1609 et 1610, se rapportaient sans confusion à l'année 1608 dont l'exercice se trouvait à peu près complètement liquidé lorsque ce trésorier rentrait en charge en 1611. Les registres de Jean Fabry concernent ainsi les années 1599, 1602, 1605, etc., jusqu'à 1623, la dernière de l'exercice de ce trésorier général qui signait encore des acquits en 1624. Dans la collection des registres de Jean Fabry, qui nous ont été conservés, la série triennale ne se suit pas sans interruption ; certaines années sont incomplètes. Par contre, on trouve un compte de l'année 1619 qui appartient à Nicolas de Villoutreys.

Pour chaque année il y a plusieurs registres qui se répètent, se complètent ou se confirment ; et ils sont de plusieurs espèces. Il y a des registres des états du roi qui contiennent le détail, par département, des dépenses prévues et ordonnées par le roi et son conseil pour telle année ; des registres des recettes effectuées par le trésorier général et libellées suivant les ordonnances du roi ; et des « estats au vray des recepte et despence » qui sont les registres les plus intéressants parce qu'ils établissent la balance de parties réellement effectuées et soumises à l'examen de la chambre des comptes et du conseil des finances. Enfin il y a des registres distincts pour la cavalerie légère.

Voici comment les registres des états au vrai de recette et dépense ont été établis. Tout d'abord, le trésorier comptable faisait énumération de ses parties de recette, soit en deniers comptants reçus, à Paris ou ailleurs, du trésorier de l'Epargne, soit en mandements signés du même trésorier de l'Epargne et assignés sur diverses recettes provinciales, soit de toute autre source (1) ; et il spécifiait, en même temps, leur destination

(1) Le trésorier général tirait aussi des fonds des mains de ses collègues qui n'avaient pas épuisé le fonds de leur recette dans l'année de leur exercice. En 1614, il fut tiré, pour les dépenses de l'Extraordinaire des guerres, un million de livres, en espèces, du trésor mis en réserve à la Bastille.

d'après l'état du roi. Les recettes faites en deniers comptants à Paris, à moins d'être employées sur place au paiement des appointements d'officiers passant à Paris, entraînaient des frais assez importants. Il n'entrait pour ainsi dire jamais une seule pièce d'or, sauf ordonnance spéciale, dans les sommes délivrées qui n'étaient composées que de pièces blanches et de menue monnaie. Pour « l'emballage, port, voiture et conduite » de ces sommes d'un poids considérable, il était attribué 2 deniers par livre, et par vingt lieues de chemin, au trésorier provincial destinataire qui en restait chargé.

Mais la caisse des trésoriers provinciaux était alimentée surtout par des mandements que le trésorier général recevait du trésorier de l'Epargne et qu'il transmettait au trésorier provincial, non sans frais pour le trésor toutefois. Le clerc qu'il employait pour porter ces mandements au trésorier provincial des guerres de l'Angoumois, Saintonge et Brouage et rapporter son récépissé, recevait 6 livres par jour de voyage et il employait 25 jours pour l'aller et le retour de Paris à Angoulême. Ces mandements étaient assignés, autant que possible, sur des bureaux de recettes situés dans le département du trésorier provincial de la guerre ou sur des bureaux peu éloignés. Par exemple, pour l'Angoumois, Saintonge et Brouage, ils étaient assignés sur les recettes du receveur général des finances de Limoges ou de celui de Poitiers, ou bien sur celles des receveurs particuliers des tailles. D'autres mandements servaient à l'acquit de partie ou totalité du prix de certaines fermes régionales ; et, pour la région qui nous occupe, ils étaient reçus et payés soit par le fermier de la ferme des 37 sols 6 deniers qui se levaient à Brouage sur chaque muid de sel « pour le droit de passe-port », soit par le fermier de la ferme de Charente ou celui de la ferme de Poitou et Marans. Lorsque les ressources régionales étaient insuffisantes, les mandements étaient assignés plus loin. Pour l'Angoumois et Brouage nous trouvons des assignations sur les recettes du convoi de Bordeaux, sur celles de la généralité de Toulouse, sur le trésorier des parties casuelles, à Paris, sur le receveur de la vente des bois, en Normandie, etc.

Outre les mandements assignés, le trésorier général faisait tenir aux trésoriers provinciaux des « blancs » qu'il signait et « cotait », c'est-à-dire qu'il en spécifiait le montant, mais il laissait aux trésoriers provinciaux le soin de les « remplir » à

l'acquit de telles ou telles recettes que ceux-ci savaient être disponibles dans leurs départements.

Pour toutes les sommes qu'il recevait dans l'étendue de son département le trésorier provincial avait un droit de maniement ou taxation de 3 deniers par livre, mais s'il devait faire venir des sommes de plus loin, il s'y ajoutait la taxation de voiture de 2 deniers par livre et pour 20 lieues de chemin. Les sommes employées pour les troupes hors des garnisons donnaient aussi lieu à des taxations, mais attribuées au trésorier général.

Après avoir fait l'énumération et la somme de ses parties de recette, le trésorier général passe à l'article de dépense, présenté par départements, et, dans chaque département, par gouvernements.

Pour chaque gouvernement, il rappelle, d'abord, l'état du roi, qui ordonne la dépense prévue, et il mentionne, aussitôt après, l'état de la dépense effectuée, certifié par le gouverneur. Puis, vient le détail par parties, en commençant par les dépenses des garnisons, vérifiées par les rôles de montres. On sait que la solde était répartie par mois de montres de 36 jours, et au nombre de dix dans l'année ; mais, presque jamais, sauf le cas d'opérations militaires actives et prolongées, les garnisons ne recevaient la solde des dix mois. Les cinq ou six mois de solde, attribués ordinairement, étaient comptés, en général, à partir du 1^{er} janvier ; et cependant, les montres étaient espacées dans toute l'année, et même, parfois, reportées au commencement de l'année suivante, soit par le fait de nécessités budgétaires, soit dans le but de maintenir les troupes en corps formé. Enfin, les montres étaient quelquefois faites pour un mois et demi, deux ou trois mois.

Pour chaque mois de montre, le commissaire ordinaire et le contrôleur provincial des guerres avaient, le premier, 40 livres, et, le second, 30 livres de taxation. Ils recevaient, parfois, double taxation, lorsque leur service était très chargé ; et, s'ils ne pouvaient suffire à remplir leur office, ils étaient suppléés par des commissaires et des contrôleurs extraordinaires, qui participaient aux mêmes droits qu'eux, en proportion de leurs vacations.

Les appointements des gouverneurs et officiers entretenus sont aussi comptés par mois de montre de 36 jours ; et, le plus ordinairement, ils n'en touchent que six dans l'année ; mais, parfois, ces appointements sont portés à huit et dix mois, ou

doublés, « pour leur parfaire douze mois entiers. » Notons que le commissaire ordinaire des guerres, dans un gouvernement, est généralement compté dans l'état-major de ce gouvernement et reçoit, de ce fait, des appointements en plus de ses taxations pour les montres. La même observation s'applique aux commissaires ordonnés « pour la police et conduite » des régiments.

Les dépenses d'un département provincial étaient aussi chargées des gages des contrôleurs et des trésoriers provinciaux. Un seul des contrôleurs du département recevait, pour ses droits de registre, des gages de 50 livres par mois et pour douze mois ; au contraire, les deux, puis trois trésoriers provinciaux avaient chacun des gages annuels fixes de 200 livres par mois et pour douze mois. Quant au trésorier provincial en exercice, il avait, en outre, le bénéfice des taxations sur les sommes qu'il employait.

Telles sont les dépenses ordinaires d'un département provincial. Dans les périodes de troubles intérieurs, il s'y joint d'autres dépenses pour les garnisons d'augmentation, et, s'il y a lieu, pour les compagnies régimentaires mobilisées, ou pour les régiments ou les compagnies particulières de nouvelle levée. Ces dépenses sont habituellement attribuées aux départements provinciaux qui ont reçu les troupes ou qui les ont fournies ; et ces troupes sont comprises sous les vocables de « garnisons d'augmentation » ou de « forces de la campagne. » Mais, si celles-ci forment une armée ou opèrent à la frontière, les dépenses sont attribuées au département général du trésorier de l'Extraordinaire des guerres, soit de deçà, soit de delà les Monts.

L'Extraordinaire des guerres ne comprenait que les dépenses concernant les troupes d'infanterie, françaises ou étrangères, et les officiers qui y étaient attachés, depuis le colonel-général de l'infanterie française jusqu'aux gardes-magasins des places, y compris les officiers de l'artillerie et les ingénieurs des places. Et, bien que l'artillerie formât un département étranger à l'Extraordinaire des guerres, ce dernier service était, parfois, chargé de certaines dépenses du convoi de l'artillerie, comme aussi de celles du ravitaillement des places en vivres et en munitions.

Quant aux dépenses de la cavalerie légère, cavaliers armés de toutes pièces, dits cheval-légers et arquebusiers à cheval

ou carabins, elles étaient de l'office d'un trésorier général de la cavalerie légère, distinct du trésorier général de l'Extraordinaire, et exerçant sa charge, comme lui, tous les trois ans. Les états de recette et de dépense de la cavalerie légère sont présentés sous la même forme que ceux de l'Extraordinaire; et Jean Fabry, qui cumulait les deux charges, présente les deux comptes tantôt séparés, tantôt réunis dans un même état.

L'état de la dépense du département général se termine par les gages des officiers généraux des finances de la guerre du département, les taxations du trésorier général en charge dans l'année, les dépenses « pour les épices, façon et reddition de compte » et pour les salaires et vacations du procureur, qui présentait le compte à la chambre des comptes et au conseil des finances.

Toutes les parties de cet état sont examinées par la chambre, qui formule ses observations en marge, tantôt d'une façon très explicite, en rappelant le texte des ordonnances du roi, tantôt par une note aussi brève que significative, comme : « Vrai; rayé; passé à; le surplus rayé; modéré à; en souffrance six mois; doit la quittance... », etc.

Le dernier article du registre présente la dépense totale, opposée à la recette, et la balance; et le tout se termine par la rubrique d'approbation du conseil des finances.

Les registres détaillés de l'état au vrai des recette et dépense, expédiés sur parchemin, que nous venons d'analyser, ne sont pas ceux mêmes que la chambre des comptes gardait par devers elle, mais des « doubles » de ceux-ci. Ces doubles sont signés du procureur qui a présenté le compte à la chambre et au conseil des finances; ils sont collationnés à l'original, certifiés conformes et signés par un auditeur à la chambre des comptes. Ils restaient entre les mains du trésorier général comptable et faisaient foi pour les réclamations que ce trésorier pouvait produire dans la suite. Ce sont donc bien des documents originaux.

On trouve, dans ces registres, une foule de renseignements sur l'état des officiers de la cour, officiers militaires, officiers des finances, officiers du clergé, de la médecine, fonctionnaires de toute sorte employés à la suite du roi; sur les régiments, les gardes du corps, les états-majors et les garnisons des places; sur le prix des armes et des munitions, etc. Les registres

de l'Extraordinaire des guerres permettent de combler bien des lacunes ; et, pour l'histoire particulière des provinces, ils fournissent une sorte de canevas de la vie militaire régionale dont le secours n'est pas à dédaigner.

Nous donnons donc, dans cette Revue régionale, un état militaire des pays d'Angoumois, de Saintonge et de Brouage, qui formaient un des départements du service de l'Extraordinaire des guerres. Comme l'office du trésorier général Jean Fabry était triennal, ses registres, et aussi les états que nous en avons tirés, sont présentés de trois ans en trois ans, entre 1599 et 1623. Toutefois, deux années, 1605 et 1611, pour lesquelles il n'est resté qu'un registre de recette, n'ont pu fournir d'états et ne seront mentionnées que pour mémoire dans ce travail.

De chaque registre nous avons extrait, pour le département qui nous intéressait, les noms des gouverneurs, des officiers et des fonctionnaires militaires, en conservant la disposition générale du compte, mais en supprimant les longues formules des libellés et les répétitions. Le détail des montres a aussi été négligé, mais nous avons conservé le chiffre des appointements, des soldes et des gages. Sous le titre de chaque état annuel, sera mentionné le nombre de mois pour lesquels les officiers et les troupes sont payés dans l'année entière.

Il manque à cet état militaire la nomenclature des compagnies d'ordonnances ; mais l'Ordinaire des guerres, dont relevait la gendarmerie, formait un service distinct de celui de l'Extraordinaire, et les registres de comptes de ce service sont défaut pour la période qui nous occupe. La même lacune est à signaler pour les états des paiements faits par le trésorier général de l'artillerie, qui donnaient lieu à l'établissement de registres de comptes spéciaux ; nous avons pu, cependant, retrouver le détail du matériel d'artillerie dans les places du département d'Angoumois, Saintonge et Brouage, dans un inventaire du garde général de l'artillerie, des années 1611 et 1612.

Ce travail est complété par un paragraphe de notices biographiques auxquelles renvoient des chiffres placés à la suite des noms les plus marquants portés dans les états.

ETATS MILITAIRES

ANNÉE 1599

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET DE SAINTONGE

(Suivant état du roi, du 10 janvier 1599, appointements des officiers pour 8 mois, soldes des garnisons pour 6 mois, comptés en écus de 3 livres ou de 60 sols).

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge

Bernard du Massès (7), lieutenant-général; 8 mois.	800 écus.
Josias de Brémond (11), sieur d'Ars, capitaine entretenu	266 éc. 40 s.
François de Bienfort, sieur de Bordes, capitaine entretenu	266 éc. 40 s.
Jacques de Pernes (40), capitaine entretenu.	266 éc. 40 s.
Jean-Gabriel de la Hillière (31), capitaine entretenu	266 éc. 40 s.
Bernard du Goust (26), sieur de Saint-Aignan, capitaine entretenu	266 éc. 40 s.
Phillippe de Brémond (12), sieur de Serré, capitaine entretenu	266 éc. 40 s.

Angoulême

Arnaud d'Espiémont (27), sieur de Colombières, gouverneur	266 éc. 40 s.
1 ^{re} comp., 45 h., capit. : le sieur de Colombières; 6 mois.	1572 écus.
2 ^e comp., 35 h., capit. : Jean Samart de Mauve	1164 écus.

Château de Cognac

François de Jussac (32), sieur d'Ambleville, gouverneur.	266 éc. 40 s.
11 hommes, commandés par Pierre de Boulhiagues, sergent	290 écus.

Château de Saintes

Jean de Vivonne (56), sieur de Saint-Gouard, marquis de Pisany, gouverneur.	266 éc. 40 s.
---	---------------

(7) Les chiffres placés à la suite des noms renvoient aux notices biographiques.

Robert Desmier (16), **sieur du Roc, sergent-major**. 266 éc. 40 s.

Comp. de 25 h., capit. : le **sieur de Saint-Gouard** 1092 écus.

Château de Talmont

Pépin de Bonnonnois, **gouverneur** 266 éc. 40 s.
11 hommes, commandés par Pépin de Bonnonnois 290 écus.

Pons

Jacques de Bonnefoy (9), **sieur de Brétauville, gouverneur**. 266 éc. 40 s.
Pierre Callais, **sergent-major** ; 8 mois. 180 écus.
Comp. de 35 h., capit. : le **sieur de Brétauville** 1188 écus.

Saint-Jean-d'Angély

Jean de la Rochebeaucourt (47), **sieur de Sainte-Mesme, gouverneur**. 266 éc. 40 s.
David Fourré (23), **sieur de Beaulieu, lieutenant de roi**. 266 éc. 40 s.
Jean Dorin (17), **sergent-major** 266 éc. 40 s.
1^{re} comp., 40 h., capit. : Nicolas de la Tour, **sieur des Fontaines**. 1300 écus.
2^e comp., 40 h., capit. : Aymont de Sauvaige. 1300 écus.
3^e comp., 40 h., capit. : Charles Legrand (34), **sieur des Gallois** 1300 écus.

Château de Taillebourg

Claude de La Trémouille (53), **gouverneur**. 266 éc. 40 s.
11 hommes commandés par Jacques Vernier, **dit La Mothe, sergent** 290 écus.

Royan (compris, suivant ce compte, dans l'Angoumois et la Saintonge)

Jean de Candelay (13), **sieur de Favières, gouverneur** 266 éc. 40 s.
13 hommes commandés par Jean de Candelay en qualité de **sergent** 338 écus.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Gamaliel Touquart, **commissaire ordinaire** 80 écus.
Jehan Le Conte, **commissaire extraordinaire**. 80 écus.

Antoine Certany, contrôleur ordinaire provincial	60 écus.
Arnauld Boiteau, contrôleur extraordinaire	60 écus.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE

(Suivant état du roi, du 10 janvier 1599, appointements des officiers pour 10 mois, et soldes des garnisons pour 8 mois. Les officiers ne reçurent que 8 mois et les compagnies, 6 ou 8 mois).

Brouage

Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc (18), lieutenant général	1333 éc. 20 s.
Jehan de Rivery (45), sieur de Pontonville, lieutenant de roi	266 éc. 40 s.
Hugues Samson, sergent-major	266 éc. 40 s.
Loys de Millambourg, cap. entretenu ; 3 mois	100 écus.
Jehan de Rivery reçoit le complément des appointements du sieur de Millambourg, par ordonnance du roi, du 25 mars 1599	
Claude le Fuzelier, commissaire des guerres	266 éc. 40 s.
Jehan de Baillon, chapelain	80 écus.
Pierre Sorberisse, chirurgien	80 écus.
Jehan de la Mothe, prévôt des bandes ; 10 mois	220 écus.
Julien Bréau, greffier du prévôt ; 10 mois	50 écus.
Aymé Collo, archer ; 10 mois	50 écus.
Antoine de la Gaignière, archer ; 10 mois	50 écus.
François Ramon, archer ; 10 mois	50 écus.
Garnison : 7 compagnies, les 2 premières payées 8 mois ; les 5 autres, 6 mois.	
1 ^{re} comp., 80 h., cap. : le sieur de Saint-Luc	3093 éc. 20 s.
2 ^e comp., 70 h., cap. : J. de Rivery de Pontonville	2773 éc. 20 s.
3 ^e comp., 50 h., capit. : Pierre de Comminge (14), sieur de Guitaut	1600 écus.
4 ^e comp., 50 h., capit. : Blaise de Loubert (36), sieur des Ageaux	1600 écus.
5 ^e comp., 50 h., capit. : Jean Acarye (1), sieur du Bourdet	1600 écus.
6 ^e comp., 50 h., capit. : Charles d'Espinay (19), sieur de Harleux	1600 écus.

7^e comp., 50 h., capit. : Christophe de Héricourt (30), sieur de Gourceville. 1600 écus.

Taxations du commissaire et du contrôleur des guerres

Claude le Fuzelier, sieur de la Mothe, commissaire ordinaire. 80 écus.

Jehan Delessan, contrôleur ordinaire 60 écus.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres

Antoine Certany, contrôleur provincial, droit de registre. 200 écus.

Guillaume Guez et Brice Graffart, trésoriers ;
12 mois 1600 écus.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Brice Graffart, pour le maniement de la somme de 34.668 écus employés pour son office dans son département ;
taxation 433 éc. 6 s.

ANNÉE 1602

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Suivant état du roi du 29 décembre 1601, 6 mois d'appointements aux officiers et 6 mois de solde aux garnisons, celles-ci n'en reçoivent que 5). (a)

Officiers entretenus en Angoumois et en Saintonge

Bernard du Massès, lieutenant général ; 6 mois . . 1800 l.
Josias de Brémond, sieur d'Ars, capitaine entretenu. 600 l.
François de Bienfort, sieur de Bordes, capit. entretenu. 600 l.
François de Jussac, sieur d'Ambleville, capit. entretenu (Cognac) 600 l.
Jean-Gabriel de la Hillière, capit. entretenu . . . 600 l.
Bernard du Goust, sieur de Saint-Aignan, capit. entretenu. 600 l.
Philippe Brémond, sieur de Serré, capit. entretenu. 600 l.

Angoulême

Arnaud d'Espiémont, sieur de Colombières, gouverneur. 600 l.
Comp. de 35 h., cap.: le sieur de Colombières ; 5 mois. 3340 l.

(a) En 1602, les appointements sont encore portés en écus avec leur équivalent en livres ; dans les années ultérieures, on ne compte plus que par livres.

Château de Saintes

Jacques de Pernes (40), gouverneur ; 6 mois	600 l.
Roc-Desmier, sergent-major	600 l.
Comp. de 25 h., capit.: Jacques de Pernes ; 5 mois.	2730 l.

Talmont

Pépin de Bonnonnois, gouverneur.	600 l.
11 hommes commandés par un sergent ; 5 mois	725 l.

Pons

Jacques de Bonnefoy, sieur de Brétauville, gouverneur.	600 l.
Pierre Callais, sergent-major ; 6 mois	360 l.
Comp. de 35 h., capit. : le sieur de Brétauville	2920 l.

Saint-Jean-d'Angély

Henry de Rohan (49), gouverneur pourvu par lettres royales données à Fontainebleau, le 10 mai 1601, en remplacement de feu le sieur de Sainte-Mesmes 600 l.

François d'Alloue (4), sieur des Ajots, commandant en l'absence du duc de Rohan 600 l.

David Fourré, sieur de Beaulieu, lieutenant de roi 600 l.

Jean Dorin, sergent-major 600 l.

1^{re} comp., 35 h., capit.: Aymont de Sauvaige, remplacé par le sieur des Ajots, par lettres patentes du 15 juillet 1602. 2920 l.

2^e comp., 35., capit. : Nicolas de la Tour, sieur des Fontaines 2920 l.

3^e comp. 35 h., capit. : Charles Legrand, sieur des Gallois 2920 l.

Château de Taillebourg

Henry de la Trémoille (54), duc de Thouars, pair de France, gouverneur 600 l.

7 hommes commandés par Jehan Dubois, sergent. 485 l.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Gamaliel Touoquart, sieur de Lherée, commiss. ordin. ; 5 mois 200 l.

Charles d'Anglaisais, sieur de la Mensaudière, commiss. extraord. 120 l.

François d'Abadie, sieur de Villeneuve, commiss. ordin. ; 2 mois 80 l.

Abraham de Fuot, contrôleur provincial ; 5 mois. .	150 l.
Guillaume Forest, contrôleur extraordinaire ; 5 mois. .	150 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Suivant état du roi, du 29 décembre 1601, appointements des officiers et soldes des garnisons pour 5 mois.)

Brouage

Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc, lieutenant général ; 6 mois	3000 l.
Jean de Rivery-Potonville, lieutenant de roi ; 5 mois. .	500 l.
Hugues Samson, sergent-major	500 l.
René de Rivery, chevalier de Potonville, capitaine entretenu.	500 l.
Claude le Fuzelier, sieur de la Mothe, commissaire des guerres.	500 l.
Frère Jehan de Baillon, chapelain des bandes. . .	150 l.
Pierre Sorberisse, chirurgien	150 l.
Jehan de la Motte, prévôt des bandes ; 5 mois . .	300 l.
Jullien Bréau, greffier du prévôt	75 l.
Antoine de la Gaignière, archer.	75 l.
Antoine Vaillant, archer	75 l.
Antoine Ridel, archer	75 l.
Garnison : 7 compagnies, solde pour 5 mois et partie du sixième mois.	
1 ^{re} comp., 40 h., capit.: le sieur de Saint-Luc. . .	4482 l.
2 ^e comp., 50 h., capit.: Jean de Rivery-Potonville .	3858 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: Pierre de Comminge-Guitaut .	3232 l.
4 ^e comp., 35 h., capit.: Blaise de Loubert, sieur des Ageaux.	3232 l.
5 ^e comp., 35 h., capit.: Jean Acarie, sieur du Bourdet. .	3232 l.
6 ^e comp., 35 h., capit.: Charles d'Espinay, sieur de Harleux.	3232 l.
7 ^e comp., 35 h., capit.: Christophe de Héricourt, sieur de Gourceville	3232 l.

Royan

Jean de Candelay, gouverneur ; 5 mois et partie du 6 ^e	568 l.
9 hommes commandés par un sergent ; 5 mois . .	605 l.

Taxations du commissaire et du contrôleur des guerres

Claude Le Fuzelier, sieur de La Mothe, commiss. ordin. ;
5 mois 200 l.

Antoine Certany, contrôleur provincial ; 5 mois . . . 150 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres

Antoine Certany, contrôleur, droit de registre; 10 mois. 500 l.

Guillaume Guez et Brice Graffart, trésoriers: 12 mois. 4800 l.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Guillaume Guez pour le maniement de la somme
de 67.075 l. 837 l. 18 s. 9 d.

ANNÉES 1605 et 1611

Il n'y a, pour ces années, qu'un registre de recette, d'après lequel les officiers et les garnisons furent payés pour 6 mois dans chacune des deux années. En 1611, le duc de Rohan et l'état-major de Saint-Jean-d'Angély sont portés sur l'état pour 12 mois d'appointements.

ANNÉE 1608

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Suivant état du roi, du 19 décembre 1607, appointements et soldes pour 6 mois).

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge

François de Jussac, baron d'Ambleville, lieut. général
dès 1607 1800 l.

Josias de Brémond, sieur d'Ars, capitaine entretenu. 600 l.

François de Bienfort, sieur de Bordes, capit. entretenu. 600 l.

Bernard du Goust, sieur de Saint-Aignan, capit. entre-
tenu. 600 l.

Philippe de Brémond, sieur de Serré, capit. entretenu. 600 l.

Jean-Gabriel de la Hillière, capit. entretenu . . . 600 l.

Angoulême

Arnaud d'Esplémont, sieur de Colombières, gouver-
neur. 600 l.

Comp. de 35 h., capit.: le sieur de Colombières; 6 mois. 4008 l.

Château de Saintes

Jacques de Pernes, gouverneur. 600 l.

Roc-Desmier, sergent-major 600 l.

Comp. de 25 h., capit.: Jacques de Pernes, . . . 3276 l.

Château de Talmont

Pépin de Bonnonnois, gouverneur	600 l.
11 hommes commandés par un sergent	870 l.

Pons

Jean de Matz (37), sieur de Montmartin, gouverneur	600 l.
Pierre Callais, sergent-major	600 l.
Comp. de 35 h., capit.: le sieur de Montmartin	3504 l.
<i>Saint-Jean d'Angély</i> (officiers, 12 mois; garnison, 6 mois)	
Henry de Rohan, comte de Porhoët, etc., gouverneur	1200 l.
Jean de Galard (25), sieur de Bearn, baron de la Rochebeaucourt, commandant en l'absence du duc de Rohan	1200 l.
David Fourré, sieur de Beaulieu, lieutenant de roi	1200 l.
Jean Dorin, sergent-major	1200 l.
1 ^{re} comp., 35 h., capit.: Nicolas de la Tour, sieur des Fontaines	3504 l.
2 ^e comp., 35 h., capit.: Charles Legrand, sieur des Gallois	3504 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: Pierre d'Orfeuille (39), sieur de Foucault	3504 l.

Château de Taillebourg

Henri de la Trémoille, duc de Thouars, gouverneur	600 l.
7 hommes commandés par Jean Dubois, sergent, auquel succède Daniel Fléau, dit Laubespine, sergent	582 l.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Pierre Le Boiteux, sieur de Bardines, commis. ord.	240 l.
Gamaliel Toucquart, sieur de Lherée, commis. ord.	180 l.
Charles Deplaiz, sieur de la Vallière, commis. extr.	60 l.
Abraham de Fuot, trésorier provincial	180 l.
Guillaume Forest, trésorier provincial	180 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Suivant état du roi, du 15 décembre 1607, appointements et soldes, 6 mois).

Brouage

Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc, lieutenant-général	3000 l.
Pierre de Comminge-Guitaut, lieutenant de roi	600 l.
Jehan de Boursonval (10), sergent-major; 6 mois	900 l.
François (Philippe) d'Archy, capitaine entretenu	600 l.
René Le Fuzelier, sieur de la Mothe, commissaire des guerres	600 l.

Taxations du commissaire et du contrôleur des guerres

Claude Le Fuzelier, sieur de La Mothe, commiss. ordin. ;
5 mois 200 l.

Antoine Certany, contrôleur provincial ; 5 mois . . 150 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres

Antoine Certany, contrôleur, droit de registre; 10 mois. 500 l.

Guillaume Guez et Brice Graffart, trésoriers: 12 mois. 4800 l.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Guillaume Guez pour le maniement de la somme
de 67.075 l. 837 l. 18 s. 9 d.

ANNÉES 1605 et 1611

Il n'y a, pour ces années, qu'un registre de recette, d'après lequel les officiers et les garnisons furent payés pour 6 mois dans chacune des deux années. En 1611, le duc de Rohan et l'état-major de Saint-Jean-d'Angély sont portés sur l'état pour 12 mois d'appointements.

ANNÉE 1608

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Suivant état du roi, du 19 décembre 1607, appointements et soldes pour 6 mois).

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge

François de Jussac, baron d'Ambleville, lieut. général
dès 1607 1800 l.

Josias de Brémond, sieur d'Ars, capitaine entretenu. 600 l.

François de Bienfort, sieur de Bordes, capit. entretenu. 600 l.

Bernard du Goust, sieur de Saint-Aignan, capit. entre-
tenu 600 l.

Philippe de Brémond, sieur de Serré, capit. entretenu. 600 l.

Jean-Gabriel de la Hillière, capit. entretenu . . . 600 l.

Angoulême

Arnaud d'Espîemont, sieur de Colombières, gouver-
neur. 600 l.

Comp. de 35 h., capit.: le sieur de Colombières; 6 mois. 4008 l.

Château de Saintes

Jacques de Pernes, gouverneur. 600 l.

Roc-Desmier, sergent-major 600 l.

Comp. de 25 h., capit.: Jacques de Pernes, . . . 3276 l.

Château de Talmont

Pépin de Bonnonnois, gouverneur	600 l.
11 hommes commandés par un sergent	870 l.

Pons

Jean de Matz (37), sieur de Montmartin, gouverneur.	600 l.
Pierre Callais, sergent-major	600 l.
Comp. de 35 h., capit.: le sieur de Montmartin	3504 l.
<i>Saint-Jean d'Angély</i> (officiers, 12 mois; garnison, 6 mois)	
Henry de Rohan, comte de Porhoët, etc., gouverneur.	1200 l.
Jean de Galarde (25), sieur de Bearn, baron de la Rochebeaucourt, commandant en l'absence du duc de Rohan	1200 l.
David Fourré, sieur de Beaulieu, lieutenant de roi.	1200 l.
Jean Dorin, sergent-major	1200 l.
1 ^{re} comp., 35 h., capit.: Nicolas de la Tour, sieur des Fontaines	3504 l.
2 ^e comp., 35 h., capit.: Charles Legrand, sieur des Gallois	3504 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: Pierre d'Orfeuille (39), sieur de Foucault	3504 l.

Château de Taillebourg

Henri de la Trémoille, duc de Thouars, gouverneur.	600 l.
7 hommes commandés par Jean Dubois, sergent, auquel succède Daniel Fléau, dit Laubespine, sergent	582 l.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Pierre Le Boiteux, sieur de Bardines, commis. ord.	240 l.
Gamaliel Toucquart, sieur de Lherée, commis. ord.	180 l.
Charles Deplaiz, sieur de la Vallière, commis. extr.	60 l.
Abraham de Fuot, trésorier provincial	180 l.
Guillaume Forest, trésorier provincial	180 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Suivant état du roi, du 15 décembre 1607, appointements et soldes, 6 mois).

Brouage

Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc, lieutenant-général	3000 l.
Pierre de Comminge-Guitaut, lieutenant de roi	600 l.
Jehan de Boursonval (10), sergent-major; 6 mois	900 l.
François (Philippe) d'Archy, capitaine entretenu.	600 l.
René Le Fuzelier, sieur de la Mothe, commissaire des guerres.	600 l.

Jehan de Baillon, chapelain	180 l.
Pierre Sorberisse, chirurgien	180 l.
Gabriel de Viremontois, prévôt des bandes, et ses gens	720 l.
<i>Garnison : 7 compagnies, 6 mois de solde.</i>	
1 ^{re} comp., 50 h., capit.: le sieur de Saint-Luc . . .	5448 l.
2 ^e comp., 40 h., cap.: Pierre de Comminge-Guitaut .	4752 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: Blaise de Loubert, sieur des Ageaux.	4008 l.
4 ^e comp., 35 h., capit.: Jean Acarye, sieur du Bourdet	4000 l.
5 ^e comp., 35 h., capit.: Christophe de Héricourt . .	4008 l.
6 ^e comp., 35 h., capit.: François d'Espinay (20), chevalier de Saint-Luc	4008 l.
7 ^e comp., 35 h., capit.: René de Rivery (46), chevalier de Potonville	4008 l.

Royan

Jean de Candelay, gouverneur	600 l.
9 hommes commandés par un sergent	726 l.

Taxations du commissaire et du contrôleur des guerres

René Le Fuvelier, sieur de la Mothe, commissaire ordinaire ; 6 mois	240 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial ; 6 mois . . .	180 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres

Antoine Certany, contrôleur ; droits de registre ; 6 mois	300 l.
Charles Dupuis et Guillaume Guez, trésoriers ; 9 mois	3600 l.

ANNÉE 1614

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Suivant état du roi, du 15 mars 1614 ; appointements et soldes, 6 mois).

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge.

François de Jussac, baron d'Ambleville, lieutenant général	1800 l.
Josias de Brémond, sieur d'Ars, capitaine entretenu	600 l.
François de Bienfort, sieur de Bordes, cap. entretenu.	600 l.

Bernard du Goust, sieur de Saint-Aignan, capitaine entretenu. 600 l.

Philippe de Brémond, sieur de Serré, cap. entretenu 600 l.

Jean-Gabriel de la Hillière, capit. entretenu . . . 600 l.

Angoulême

Arnaud d'Espiémont, sieur de Colombières, gouverneur. 600 l.

Comp. de 35 h., capit.: le sieur de Colombières . . 4008 l.

Comp. de 35 h., levée par le sieur de Colombières, pour le château. 4680 l.

Dans la ville : 2 compagnies du régiment de Piémont, capitaines : César de Réalz et le sieur de Verdella (55) ; à 50 h. pendant 2 mois ; à 200 h. pendant 2 autres mois ; réduites à 100 h. pendant 3 autres mois ; levée et solde. . . . 26754 l.

Cognac

Sous l'autorité du baron d'Ambleville, gouverneur particulier :

10 hommes, au château, commandés par un sergent. 870 l.

50 h. d'augmentation ; 6 mois, à partir du 1^{er} avril . 5076 l.

18 h. d'augmentation, à Cognac dès 1612 ; pour 1614 1296 l.

Saintes

Louis de Pernes (41), gouverneur. 600 l.

Roc-Desmier, sergent-major 600 l.

Comp. de 35 h., capit.: Louis de Pernes ; 6 mois. . 3276 l.

25 h. d'augmentation ; 6 mois à partir du 1^{er} avril . 2052 l.

55 h. d'augmentation à Saintes dès 1612, pour 1614. 3960 l.

Dans la ville : 2 compagnies, l'une, du régiment de Picardie, capit.: Jean de Saint-Giry, sieur de Maignas ; l'autre, du régiment de Piémont, capit.: le sieur d'Escuras ; à 50 h. pendant 2 mois ; à 200 hommes, pendant 2 autres mois ; réduites à 100 h. pendant 3 autres mois ; levée et solde . 26862 l. 16 s.

Talmont

Jacques le Tourneur (52), sieur du Plessis, gouvern. 600 l.

11 hommes commandés par un sergent ; 6 mois. . 870 l.

Une comp. du régiment de Piémont, capit.: le sieur du Plessis ; à 50 h. pendant 2 mois ; à 200 h. 2 autres mois ; réduites à 100 h. 3 autres mois ; levée et solde. . 13400 l. 8 s.

Pons

Pierre du Gua (28), sieur de Monts, gouverneur ; 10 mois. 1000 l.

Pierre Calais, sergent-major ; 12 mois	1200 l.
Comp. de 35 h., capit.: le sieur de Monts ; 6 mois	3504 l.
30 hommes d'augmentation commandés par Abraham Girault, lieutenant.	3699 l.
Au sieur de Monts, pour les gens de guerre mis à Pons dès 1612 ; pour 1614.	1500 l.

Saint-Jean d'Angely

Henry de Rohan, duc et pair, gouverneur : 12 mois.	1200 l.
Louis d'Avaugour (6), sieur du Bois de Carguerois, commandant en l'absence du duc de Rohan ; 12 mois.	1200 l.
Charles Fourré (24), baron de Dampierre, lieutenant de roi	1200 l.
Jean Dorin, sergent-major ; 12 mois	1200 l.
1 ^{re} comp., 35 h., capit.: le duc de Rohan	3504 l.
2 ^e comp., 35 h., capit.: Charles Legrand, sieur des Gallois	3504 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: Louis d'Avaugour	3504 l.

Taillebourg

Henry de la Trémoille, gouverneur ; 6 mois	600 l.
7 hommes commandés par Louis Guyot, dit la Fortune, sergent.	582 l.
A Henry de la Trémoille, pour gens de guerre de renfort, en 1614.	2000 l.

Garnison de Montendre (ordonnance du 7 avril 1614).

20 hommes au château, commandés par Pierre Morès, lieutenant sous l'autorité du sieur de Montendre ; 3 mois à partir du 1 ^{er} avril	834 l.
---	--------

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Gamaliel Toucquart, sieur de Lherée, commis. ord.	480 l.
François d'Abadie, sieur de Villeneuve, comm. ord.	480 l.
Au même, pour l'enrôlement des recrues des 5 compagnies des régiments de Picardie et de Piémont	200 l.
Barthélémy Céryet, commissaire ordinaire	120 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial	180 l.
Abraham de Fuot, contrôleur provincial	270 l.
Denys Macé, contrôleur extraordinaire	180 l.
Pierre Certany, sieur de la Vigerye, contr. extraord.	180 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Suivant état du roi, du 15 mars 1614: appointements et soldes, 6 mois).

Brouage

Thimoléon d'Espinay - Saint - Luc, lieutenant général ; 12 mois	6000 l.
Pierre de Comminge-Guitaut, lieutenant de roi 6 mois	600 l.
Jean de Boursonval, sergent-major ; 6 mois	900 l.
Philippe d'Archy, capitaine entretenu	600 l.
François du Noyer, commissaire des guerres	600 l.
Gabriel de Viremontois, prévôt des bandes, et ses gens.	720 l.
Mathias Gibert, chapelain	180 l.
Pierre Sorberisse, chirurgien	180 l.
<i>Garnison : 7 compagnies, 6 mois de solde.</i>	
1 ^{re} comp., 50 h., capit.: le sieur de Saint-Luc	5448 l.
2 ^e comp., 40 h., capit.: Pierre de Comminge-Guitaut.	4752 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: Blaise de Loubert	4008 l.
4 ^e comp., 35 h., capit.: Christophle de Héricourt. . .	4008 l.
5 ^e comp., 35 h., capit.: François d'Espinay, commandeur de Saint-Luc	4008 l.
6 ^e comp., 35 h., capit.: René de Rivery, chevalier de Potonville.	4008 l.
7 ^e comp., 35 h., cap.: René Acarye (2), sieur de Crazannes.	4008 l.
<i>Capitaines, gentilshommes, cavaliers et soldats mis de ren- fort à Brouage par le sieur de Saint-Luc, dès 1611 ; pour 1614.</i>	
100 h de renfort à Brouage, du 15 mai au 1 ^{er} août . .	1800 l.

Royan

Jean de Candelay, gouverneur	600 l.
9 hommes commandés par un sergent ; 6 mois . . .	726 l.

Taxations du commissaire et du contrôleur des guerres.

François du Noyer, commissaire ordinaire; 6 mois. .	240 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial; 6 mois . .	180 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres

Antoine Certany, contrôleur; droits de registre;	
12 mois.	600 l.
Charles Denis et Guillaume Guez, trésoriers;	
12 mois.	4800 l.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Guillaume Guez, pour maniemment de la somme de	
99.657 l.	1246 l. 2 s. 6 d.
Pour voiture de la somme de 32.229 l. en esp.	1474 l. 6 s.

ANNÉE 1617

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Sulvant état du roi du 10 avril 1617, et ordonnance du 31 mai 1618, appointements des officiers, 6 mois; solde 5 des garnisons, 8 mois).

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge

François de Jussac, baron d'Ambleville, lieut. gén.	1800 l.
Josias de Bremond, sieur d'Ars, capit. entretenu .	600 l.
François de Bienfort, sieur de Bordes, capit. entr.	600 l.
François de Roquépine (50), sieur de Bierre, capitaine entretenu	600 l.
Philippe de Brémond, sieur de Serré, capit. entr. .	600 l.
Jean-Gabriel de la Hillière, capitaine entretenu . .	600 l.
Daniel Expert, sieur de Bertrand, capit. entretenu .	600 l.

Angoulême

Arnaud d'Espiemont, sieur de Colombières, gouverneur	600 l.
Jean Guillen, sieur de Pithon, sergent-major. . .	600 l.
Abraham Fabert, sieur du Moullin, commissaire d'artillerie	600 l.
André Le Sergent, garde des vivres et munitions ;	
3 mois	90 l.
2 canonniers, à 20 l. par mois ; 6 mois	240 l.
Comp. de 100 h., cap.: le sieur de Colombières ;	
8 mois	16072 l.
Comp. de 100 h. du régiment de Piémont, capitaine : de Verdelin ; 8 mois	12228 l.

Cognac

Sous l'autorité du baron d'Ambleville, gouverneur particulier.

Pierre Trouvé, sieur de la Fleur, sergent-major.	600 l.
Un canonnier à 25 l. par mois ; 6 mois.	150 l.
Comp. de 110 h., au château, capit. : le sieur d'Ambleville ; 8 mois.	13600 l.
2 comp. de 50 h., cap. : Corbon et Roziers ; 8 mois.	14432 l.
Comp. de 100 h. du régim. de Piémont, capit. : du Breuil	12288 l.
2 comp. de 100 h., capit. : Daniou et de la Dure.	24576 l.

Saintes

Louis de Pernes, gouverneur	600 l.
Roc-Desmier, sergent-major	600 l.
René Vigier, sieur du Merray, commissaire d'artillerie	600 l.
Jehan Bertramet, ingénieur	600 l.
Pierre Macé, garde des vivres et munitions ; 3 mois.	90 l.
2 canonniers à 25 l. par mois ; 6 mois	300 l.
Guillaume Coudryeau, chirurgien	150 l.
N..., charpentier entretenu	150 l.
Comp. de 125 h., capit. : Louis de Pernes ; 8 mois	15184 l.
Comp. de 100 h., du régim. de Picardie, capit. : de Maignas	12288 l.
Comp. de 100 h. du régim. de Piémont, capit. : d'Escuras	12288 l.

Talmont

Jacques Le Tourneur, sieur du Plessis, gouverneur.	600 l.
Martin Ohenu, sergent-major	600 l.
Un canonnier à 25 l. par mois ; 6 mois	150 l.
Gilles Natheau, garde des vivres et munitions ; 3 mois.	90 l.
Comp. de 110 h., capit. : le sieur du Plessis ; 8 mois.	13696 l.
Comp. de 100 h. du régim. de Picardie, capit. : du Plessis	12288 l.

Pons

Pierre du Gua, sieur de Monts, gouverneur	600 l.
Pierre Callais, sergent-major ; 9 mois	900 l.
Le sieur des Marests (ou des Marrois), sergent-major, succède au précédent ; 3 mois	300 l.
Comp. de 35 h., capit. : le sieur de Monts ; 6 mois	3504 l.

Saint-Jean d'Angély

Henry de Rohan, duc et pair, gouverneur ; 12 mois.	3600 l.
François de la Rochefoucault (48), sieur du Parc d'Archiac, commandant en l'absence du duc de Rohan ; 12 mois.	2400 l.
Charles Fourré, baron de Dampierre, lieut. de roi .	1200 l.
Jacques Boisseau (8), sieur de la Barrauderie, sergent-major	1200 l.
1 ^{re} comp., 35 h., capit.: le sieur des Gallois ; 6 mois.	3504 l.
34 h. d'augmentation, à partir du 1 ^{er} mai ; 3 mois .	1260 l.
2 ^e comp., 35 h., capit.: le sieur du Parc d'Archiac .	3504 l.
33 h. d'augmentation ; 3 mois	1224 l.
3 ^e comp., 35 h., capit.: le sieur de Vaulx (38). . .	3504 l.
33 h. d'augmentation ; 3 mois	1224 l.
Comp. de 100 h., capit.: le duc de Rohan ; 3 mois .	4500 l.

Taillebourg

Henri de la Trémoille et de Laval, gouverneur . .	600 l.
7 hommes commandés par Jean Chardon, dit Lespine, sergent.	582 l.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Nicolas Dujardin, com. ord.; 8 mois, doub. taxation	640 l.
Daniel Turquois, commis. extraordinaire ; 8 mois .	320 l.
Jehan Fournier, commis. extraordinaire ; 8 mois .	320 l.
Gamaliel Toucquart, commissaire ordinaire ; 9 mois.	360 l.
Barthélemy Ceryet, sieur de Villouvet, commissaire ordinaire ; 3 mois	120 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial ; 11 mois. .	330 l.
Denis Macé, contrôleur extraordinaire ; 8 mois . .	240 l.
Germain Charron, contrôleur extraord.; 8 mois . .	240 l.
Hugues Benoist, contrôleur extraord.; 8 mois. . .	240 l.
Abraham de Fuot, contrôleur provincial, 3 mois .	90 l.
Pierre du Breuil, contrôleur extraordinaire ; 3 mois.	90 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Suivant états du roi, du 20 février et du 31 août 1617).

Brouage

Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc, lieut. gén.; 12 mois	6000 l.
Pierre de Comminge-Guitaut, lieut. de roi ; 6 mois.	900 l.
Jehan Tison (51), sieur du Roch, serg.-maj.; 6 mois.	900 l.
Charles Le Bert (33) du Carlo, aide-major ; 6 mois.	600 l.

Philippe d'Archy, capitaine entretenu ; 6 mois . . .	600 l.
François du Noyer, commis. des guerres ; 8 mois . . .	1200 l.
Gabriel de Viremontois, prévôt des bandes, et ses gens ; 8 mois	960 l.
Guillaume Voute, garde des vivres et munitions ; 3 mois	90 l.
Pierre Tomaeau, chapelain ; 6 mois	180 l.
Hiérosme Bréau, chirurgien ; 6 mois	180 l.
<i>Garnison : 8 compagnies payées 4 mois à l'effectif renforcé et 4 mois à l'effectif réduit, à partir du 15 mai.</i>	
1 ^{re} comp., 137 h., capit.: le sieur de Saint-Luc . . .	7968 l.
La même compagnie réduite à 100 hommes . . .	6160 l.
2 ^e comp., 100 h., capit.: Pierre Comminge-Guitaut . . .	6160 l.
La même compagnie réduite à 60 hommes . . .	4184 l.
3 ^e comp., 90 h., capit.: Blaise de Loubert . . .	5408 l.
La même compagnie réduite à 50 hommes . . .	3456 l.
Les 5 autres compagnies entretenues sur le même pied que la troisième.	
4 ^e comp., capit.: Christophle de Héricourt, sieur de Gour- ceville	8954 l.
5 ^e comp., capit.: René de Rivery, chev. de Potonville . . .	8954 l.
6 ^e comp., capit.: René Acarye, sieur de Crazannes . . .	8954 l.
7 ^e comp., capit.: Charles d'Espinay (21), sieur de la Motte- la-Lande	8954 l.
8 ^e Comp., capit.: François de Comminge - Guitaut (15) (le jeune)	8954 l.

Royan

Jean de Candelay, gouverneur ; 6 mois	600 l.
9 hommes commandés par un sergent ; 6 mois . . .	726 l.

Taxations du commissaire et des contrôleurs des guerres

François du Noyer, commiss. ordinaire ; 12 mois . . .	480 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial ; 6 mois . . .	180 l.
Martin des Barrières, contrôleur provincial ; 6 mois . . .	180 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres.

Antoine Certany, contrôleur ; droits de registre ; 12 mois	600 l.
Guillaume Guez, Charles Denis et Claude Cartier, trésoriers	7200 l.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Claude Cartier ; pour le maniemnt de la	
somme de 323.486 l.	4043 l. 11 s. 6 d.
Pour voiture de 119.248 l. en espèces	7949 l. 17 s. 4 d.

ANNÉE 1620

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Suivant Etat du roi du 20 mai 1620)

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge

François de Jussac, baron d'Ambleville, lieut. général ; 6 mois	1800 l.
Josias de Brémond, sieur d'Ars, capitaine entretenu ; 6 mois	600 l.
François de Roquépine, sieur de Bierre, capit. entretenu ; 3 mois	300 l.
Jean-Gabriel de la Hillière, capit. entretenu ; 3 mois.	300 l.
Nicolas Dujardin, commissaire des guerres ; 3 mois.	300 l.

Angoulême

Jean-Jacques de Goth (27), baron d'Authon, gouverneur ; 3 mois.	300 l.
Jean Guillen, sieur de Pithon, sergent-major ; 3 mois.	300 l.
Garnison : 4 comp. régimentaires payées pour un mois, ensemble	2796 l.
Comp. de 35 h., du régim. de Picardie, capit. : de la Taulade.	
Comp. de 35 h., du régiment de Champagne, capit. : le baron d'Authon.	
Comp. de 35 h., du régim. de Piémont, capit. : César de Réalz.	
Comp. de 35 h., du régim. de Piémont, cap. : de Verdellin.	

Cognac

Sous l'autorité du baron d'Ambleville, gouverneur particulier	
Pierre Trouvé, sieur de la Fleur, sergent-major ; 3 mois	308 l.
Garnison : 2 compagnies régimentaires payées pour un mois ; ensemble	1398 l.
Comp. de 35 h., du régim. de Piémont, cap. : Dubreuil.	
Comp. de 35 h., du régim. de Piémont, cap. : de Briquemaut.	

Saintes

Louis de Pernes, gouverneur ; 3 mois	300 l.
--	--------

Roc-Desmier, sergent-major ; 3 mois	300 l.
Comp. de 25 h., capit.: Louis de Pernes ; 3 mois	1638 l.
100 hommes d'augmentation ; 3 mois	4530 l.
3 compagnies régimentaires payées pour un mois ; ensemble	2097 l.
Comp. de 35 h., du régim. de Picardie, capit.: de Maignas.	
Comp. de 35 h., du régim. de Piémont, capit.: d'Escouras.	
Comp. de 35 h., du régim. de Rambures, capit.: de Mar- cillac.	

Talmont

Jacques le Tourneur, sieur du Plessis, gouverneur ; 3 mois	300 l.
12 hommes commandés par Estienne Bernard, sergent ; 3 mois	435 l.
100 h. d'augmentation, capit.: le sieur du Plessis ; 3 mois	4530 l.
Comp. de 35 h., du régim. de Picardie, capit.: du Plessis ; un mois	699 l.

Pons

Jean-Jacques de Pons (42), marquis de la Caze, gouverneur ; 3 mois	300 l.
Pierre Guillot, sieur des Marrois, sergent-major ; 6 mois	600 l.
Comp. de 35 h., capit.: Jean-Jacques de Pons ; 3 mois	1752 l.

Saint-Jean-d'Angély

Charles Fourré, baron de Dampierre, gouverneur ; 6 mois	600 l.
Jacques Boisseau, sieur de la Barrauderie, sergent-major	600 l.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

Joachim Roch, sieur du Bois-Follet, commiss. ordin. ; 3 mois	120 l.
Nicolas Dujardin, commissaire ordinaire ; 2 mois	80 l.
Martin des Barrières, contrôleur provincial ; 3 mois	90 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial ; 2 mois	60 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Suivant états du roi du 20 mai et du 23 juillet 1620)

Brouage

Thimoléon d'Espinay - Saint - Luc, lieutenant général ;	
12 mois.	6000 l.
René de Rivery, commandeur de Potonville, lieutenant de	
roi ; 8 mois.	1200 l.
Jean Tison, sieur du Roch, sergent-major ; 8 mois.	1200 l.
Charles Le Bert (33), sieur du Carlo, aide - major ;	
8 mois.	800 l.
Philippe d'Archy, capitaine entreteuu ; 11 mois. .	1650 l.
François du Noyer, commissaire des guerres ; 8 mois.	1200 l.
Charles Le Bert (33), sieur du Carlo, commissaire d'artillerie ;	
8 mois.	800 l.
Olivier du Juglart, prévôt des bandes, et ses gens ;	
8 mois.	960 l.
Geoffroy Girard de Maynodit, chapelain ; 8 mois .	240 l.
Hierosme Breau, chirurgien ; 8 mois.	240 l.
Jean Gouin, garde des vivres et munitions ; 8 mois.	240 l.
Garnison : 8 compagnies payées 8 mois à l'effectif ordinaire,	
et les recrues, 2 mois.	
1 ^{re} comp., 100 h., capit. : le sieur de Saint-Luc. .	12320 l.
150 hommes d'augmentation ; 2 mois	3600 l.
2 ^e comp., 60 h., capit.: René de Rivery-Potonville.	8368 l.
90 hommes d'augmentation ; 2 mois.	2160 l.
3 ^e comp., 50 h., capit. : Blaise de Loubert. . . .	6976 l.
50 hommes d'augmentation ; 2 mois.	1200 l.
Les 5 autres compagnies entretenues sur le même pied que	
la troisième.	
4 ^e comp., capit.: Christophle de Héricourt. . . .	8176 l.
5 ^e comp., capit.: René Acarye, sieur de Crazannes.	8176 l.
6 ^e comp., capit.: Charles d'Espinay, sieur de la Motte-la-	
Lande.	8176 l.
7 ^e comp., capit.: François de Comminge-Guitaut. .	8176 l.
8 ^e comp., capit.: Nicolas Legrand (35), sieur de	
Mazières.	8176 l.

Royan

Jean de Candelay, gouverneur ; 6 mois.	600 l.
9 hommes commandés par un sergent ; 6 mois. . .	726 l.

Taxations du commissaire et du contrôleur des guerres

François du Noyer, commiss. ordin. ; 8 mois, double taxation.	640 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial; 8 mois. . .	240 l.
Martin des Barrières, contrôleur provincial ; 8 mois.	240 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux

Martin des Barrières, contrôleur ; droits de registre ; 12 mois.	600 l.
Charles Denis, Claude Cartier et Daniel Mougin, trésoriers.	7200 l.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Claude Cartier, pour manient de 120.575. l.	1507 l. 3 s. 9 d.
Pour voiture de 53.795 l. en espèces. . . .	3370 l. 6 s. 8 d.

FORCES DE LA CAMPAGNE

(En Angoumois, Saintonge et Brouage 1620).

Cavalerie

Levée de 4 cornettes de cheveu-légers de 50 h. chacune, sous la charge des capitaines : le comte d'Estelan (22), le sieur de Chaumont, Louis de Pernes et le sieur de Saint-Luc.

Pour la levée de chaque cornette. 3000 l.

Pour la solde du mois de licenciement de chaque cornette. 2837 l. 10 s.

Infanterie

Pour la levée, l'entretien et la solde du mois de licenciement de 4 régiments, il est compté :

Régiment de Louis de Pernes, gouverneur de Saintes.

10 compagnies de 100 hommes. 19360 l.

Régiment de Jacques de Pons, gouverneur de Pons.

10 compagnies de 100 hommes. 22070 l.

Régiment de Martin Marrois, sieur de Saint-Vivien.

5 compagnies de 100 hommes. 11480 l.

Régiment du sieur de Saint-Luc, gouverneur de Brouage.

10 compagnies de 100 hommes. 28150 l.

Munitions pour Brouage

Par ordonnance du 24 juillet 1620, Saint-Luc reçoit, pour approvisionner Brouage en blé, poudres, mèches, bois et chandelles. 6000 l.

ANNÉE 1623

GOUVERNEMENT D'ANGOUMOIS ET SAINTONGE

(Suivant état du roi du 26 janvier 1623, appointements et soldes, 6 mois).

Officiers entretenus en Angoumois et Saintonge

François de Jussac, baron d'Ambleville, lieutenant général.	1800 l.
Josias de Brémond, sieur d'Ars, capitaine entretenu	600 l.
François de Roquépine, sieur de Bierre, capitaine entretenu.	600 l.
Jean-Gabriel de la Hillière, capit. entretenu.	600 l.
Le sieur des Barrières, par ordonnance du roi, 29 avril 1623.	600 l.
Hélie Grosset, commissaire des guerres.	600 l.

Angoulême

Jean-Jacques de Goth, baron d'Authon, gouverneur.	600 l.
Jean Guillen, sieur de Pithon, sergent-major	600 l.
Claude Guyot, garde des vivres et munitions	180 l.
Thomas du Doy, canonnier	120 l.
Claude Le Port, canonnier	120 l.
Comp. de 85 h., capit.: le sieur de Coutade; 6 mois.	7980 l.

Cognac

Sous l'autorité du baron d'Ambleville.

Pierre Trouvé, sieur de la Fleur, sergent-major ; 6 mois.	600 l.
Antoine Taquin, canonnier	120 l.
11 hommes commandés par Gabriel de Lou, sergent.	870 l.

Saintes

Louis de Pernes, gouverneur ; 6 mois	1200 l.
Au même, comme lieut. de roi au gouvernement de Saintonge	900 l.
Thimoléon de Trésabnis, sieur de Garchetière	1200 l.
Gilles Guinot (29), sieur de Beaupréau, sergent-major.	600 l.
Claude Lambert, ingénieur	600 l.
Antoine Maurie, commissaire d'artillerie	600 l.
George Lage et Mathurin de Long, canonniers	360 l.
Henri Estan, chapelain	180 l.
André Rivière, maître charpentier.	180 l.

Jean Pichon, charron d'artillerie	180 l.
Esprit Gabriel, garde des vivres et munitions. . . .	180 l.
Comp. de 100., cap. : Louis de Pernes ; 6 mois . . .	9060 l.

Talmont

Jacques le Tourneur, sieur du Plessis, gouverneur. .	600 l.
20 hommes commandés par un sergent : 6 mois . . .	1518 l.

Saint-Jean-d'Angély

Charles Fourré, baron de Dampierre, gouverneur ; 6 mois	1200 l.
Pierre Boisseau (8), sieur de Boisguyot, lieutenant de roi	600 l.
Jacques Boisseau, sieur de la Barrauderie, sergent- major	600 l.

Taillebourg

Louis Artier (5), sieur de Fouquerolles, commandant à Taillebourg.

Jehan Veyres, chapelain	180 l.
David Massot, canonnier	180 l.
Comp. de 60 h., capit. : le sieur de Fouquerolles ; 6 mois	5712 l.
Au sieur de Fouquerolles pour 40 h. d'augmentation en jan- vier	480 l.
Et pour bois et chandelles aux corps de gardes du châ- teau	600 l.

Taxation des commissaires et des contrôleurs des guerres

Joachim Roch du Bois-Follet, commissaire ordinaire. .	320 l.
Hélie Grosset, commissaire ordinaire	160 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial	300 l.
Martin des Barrières, contrôleur provincial	60 l.

GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET ROYAN

(Appointements des officiers et soldes des garnisons pour 8 mois).

Brouage

Thimoléon d'Epinay-Saint-Luc, lieutenant général. .	4000 l.
René de Rivery, commandeur de Potonville, lieut. de roi	1200 l.
Charles Le Bert, sieur du Carlo, sergent-major . . .	1200 l.

Anne Tisserand, sieur de Courchamps, aide-major.	800 l.
Philippe d'Archy, capitaine entretenu	1200 l.
François du Noyer, commissaire des guerres ; 4 mois.	600 l.
Judich Jamet, veuve de du Noyer ; 2 mois	300 l.
Pierre Jamet, commissaire (beau-frère de du Noyer) ; 2 mois	300 l.
Charles Le Bert, sieur du Carlo, commissaire d'artil- lerie.	800 l.
Jacques Sevin, commissaire d'artillerie.	800 l.
Ollivier du Juglart, prévôt des bandes, et ses gens.	960 l.
Geoffroy Girard, sieur de Maynodit, chapelain . . .	240 l.
Louis Fabry, chirurgien	240 l.
Jean Yuré, garde des vivres et munitions	240 l.
<i>Garnison : 8 mois de solde.</i>	
1 ^{re} comp., 100 h., capit. : le sieur de Saint-Luc . . .	12320 l.
2 ^e comp., 60 h., capit. : René de Rivery-Potonville.	8368 l.
3 ^e comp., 50 h., capit. : Blaise de Loubert	6976 l.
4 ^e comp., 50 h., capit. : Christophle de Héricourt.	6976 l.
5 ^e comp., 50 h., capit. : Bertrand de Vozé, sieur de Saint- Elix	6976 l.
6 ^e comp., 50 h., capit. : Charles d'Espinay, sieur de la Lande.	6976 l.
7 ^e comp., 50 h., capit. : François de Comminge-Gui- taut.	6976 l.
8 ^e comp., 50 h., capit. : Louis Acarye (3), sieur du Bour- det	6976 l.

Royan

Isaac du Raynier (43), sieur de Droué, gouverneur ; 8 mois	800 l.
Valentin du Raynier (44), sieur du Bourguérin, lieutenant de roi	400 l.
Estienne Bernardin, sieur de Mesvy, sergent-major.	800 l.
Laurent Lucas, chapelain.	240 l.
Guillaume du Chernay, chirurgien	240 l.
Théodore de Caules, dit Pompris, canonnier . . .	240 l.
Nicaise Peguenin, canonnier.	240 l.
Mathurin Darde, charron d'artillerie.	240 l.
Comp. de 50 h., capit. : Isaac du Raynier ; 8 mois .	7216 l.
Comp. de 50 h., capit. : Valentin du Raynier ; 8 mois.	7216 l.
Comp. de 40 h., commandée par un sergent, 6 mois.	2958 l.

Tonnay-Charente (par état du roi du 25 janvier 1623)

Comp. de 30 h., capit. : Frédéric de la Croix, sieur de Berti-
nières ; 4 mois 2524 l.

Taxations des commissaires et des contrôleurs des guerres

François du Noyer, commissaire ordinaire. 320 l.
Pierre Jamet, commissaire ordinaire. 320 l.
Hélie Grosset, commissaire ordinaire. 120 l.
Jacques Guenebault (Guénégaud?), commissaire
extraordinaire 120 l.
Antoine Certany, contrôleur provincial 480 l.
Martin des Barrières, contrôleur provincial 240 l.

Gages du contrôleur et des trésoriers provinciaux des guerres

Martin des Barrières, contrôleur ; droits de regis-
tre ; 12 mois 600 l.
Charles Denis, Claude Cartier et Daniel Mougín,
trésoriers 7200 l.

Taxations du trésorier provincial en exercice

Claude Cartier ; pour maniement de 67.186 l. 839 l. 16 s. 6 d.
Pour voiture de 156.246 l. en espèces. . . 5385 l. 4 s. 6 d.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

SUR LES CAPITAINES EMPLOYÉS DANS LES ÉTATS MILITAIRES

1. — ACARIE (Jean), sieur du Bourdet, de Crazannes et de Neuvy, fils de Jacques Acarie et de Catherine Goumard, était capitaine à Brouage en 1588, et il figure encore sur l'état de 1608 ; il fut aussi capitaine aux gardes ; il avait épousé, en mai 1581, Catherine Belcier, fille de René Belcier, baron de Cozes, et de Catherine de Boulainvilliers ; il mourut de maladie à la fin d'octobre 1621, au siège de Montauban ; ses deux fils, René et Louis, y furent grièvement blessés.

2. — ACARIE (René), sieur de Crazannes, fils du précédent, baptisé dans l'église de Brouage, le 1^{er} août 1590, épousa, par contrat passé à la Bergerie, le 12 septembre 1611, Angélique de la Rochefoucault, fille de Louis de la Rochefoucault, seigneur de Bayers et de la Bergerie, et de Suzanne de Beaumont Bressuire. Il succéda à son père dans le commandement d'une compagnie à Brouage ; il était aussi capitaine au régiment de Navarre ; blessé au siège de Montpellier, le dimanche

2 octobre 1622, il mourut deux jours après. Inhumé à Brouage ; acte de décès du 6 octobre.

3. — ACARIE (Louis¹), sieur du Bourdet, frère du précédent, capitaine d'une compagnie à Brouage en 1623. Il fut capitaine au régiment des gardes, puis maréchal de camp en 1649. Il avait épousé, en novembre 1606, Philippe ou Catherine du Chemin, dame de Boisredon, morte en 1641, dont il eut six enfants.

4. — ALLOUE (François d'), sieur de la Cour des Ajots, de la Thibaudière et de Lonzai, fils de François d'Alloue et de Marguerite Goumard d'Echillais. Il fut enseigne à la compagnie de gens d'armes de Burye, chevalier de l'Ordre et gentilhomme de la Chambre (1596), commandant à Saint-Jean-d'Angély, sous le duc de Rohan. Il épousa, par contrat du 16 décembre 1599, Anne de la Martonie, veuve de François d'Orbessan ; sans enfants, ils font, le 25 mai 1605, donation de leurs biens à leurs neveux, Charles d'Alloue, sieur de Châteaurouet, et Elisabeth d'Alloue, femme de Pierre d'ORFÈUILLE, sieur de Foucault (cité plus loin), lequel commanda, comme François d'Alloue, une compagnie à Saint-Jean. Il était mort le 29 janvier 1608 que ses neveux partagèrent ses donations.

5. — ARTIER (Louis), sieur de Fouquerolles ; le 31 décembre 1617, il donne quittance de la somme de 526 l. 10 s., pour ses appointements d'enseigne aux gardes du corps, durant ladite année, et signe *Louis Artier*. (Bibl. Nat., *Pièces originales*, 1216, dossier *Artier*, pièce 5.)

6. — AVAUGOUR (Louis d'), sieur du Bois de Cargrois, commandant à Saint-Jean-d'Angély ; d'une famille bretonne, fils de René d'Avauzour qui devint protestant vers 1560, et de Renée de Polver. Il suivit Guy de Laval, en 1585, et prit part à la destruction du régiment de Tiercelin, auprès de Saintes ; on le trouve présent à presque tous les synodes et assemblées de protestants ; il défendit, cependant, l'île de Ré, contre Soubise, en 1622.

7. — BEON-MASSÈS. Bernard de Béon, chevalier, seigneur et baron de Bouteville, du Massès et d'Esclassan, fils de Aimery de Béon et de Marguerite de Castelbajac, gentilhomme de la Chambre (1584), capitaine de 50 h. d'armes (1585), lieutenant général en Angoumois et Saintonge (1592), conseiller d'Etat (1597), puis gouverneur du Limousin. Il épousa : 1^o (1572), Gabrielle de Marast-d'Esclassan, veuve de Jean de

Saint-Lary, dit le capitaine Montastruc ; 2° Louise de Luxembourg, veuve de Georges d'Amboise, comte d'Aubijoux. Il était mort en 1608

8. — BOISSEAU ou BOICEAU. Pierre Boisseau, écuyer, sieur de Boisguyot, résigna ses fonctions de pair du corps de ville de Saint-Jean-d'Angély et fut remplacé, le 29 novembre 1611, par Jacques de Meschinot, sieur de Beugnon. Au début du mois d'octobre 1621, après la capitulation de Saint-Jean, il fut fait capitaine de la compagnie du quartier de Matha, l'une des quatre compagnies établies par les papistes dans les quatre quartiers de la ville (*Journal de Daniel Manceau*). Le sieur de la BARRAUDERIE, souvent nommé dans ce même journal, sergent-major de la ville, après Jean Dorin, n'avait pu être identifié. Il apparaît ici comme un parent de Pierre Boisseau, sous le nom de Jacques Boisseau, sieur de la Barrauderie. Cette famille, originaire du Poitou, comptait de nombreux représentants à Saint-Jean. Louis Boiceau, échevin du corps de ville, épousa Madeleine Pelletier ; leur fils, Louis Boiceau, sieur du Maray (ou Marrois) près Saint-Jean, épousa, par contrat passé à Saint-Jean, le 13 mars 1557, Georgette Mathé, dont le frère, François Mathé, épousait, le même jour, Antoinette Boiceau. — Le 21 juillet 1605, contrat de mariage de Jean Boiceau, fils de Louis Boiceau et de Georgette Mathé, avec Marguerite Saulnier. — Le 10 juillet 1616, contrat de mariage de Paul Boiceau, capitaine-lieutenant des gardes du prince de Condé, et frère du précédent, avec Maguerite Isle. (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier*, 105.)

9. — BONNEFOY (Jacques de), sieur de Brétauville, gouverneur de Pons, est sans doute Nicolas de Bonnefoy, baron de Brétauville, le zélé protestant qui prit part aux guerres civiles en Angoumois et Saintonge en 1570 et 1574 ; et, étant gouverneur de Bouteville en 1575, tua de sa main l'allemand Besme, meurtrier de l'amiral Coligny. En 1596, il assista à l'assemblée politique de Loudun et jura l'Union comme gouverneur de Pons. Il avait épousé Louise de Polignac et mourut en 1607. Il fut remplacé dans le commandement de Pons en 1608 par le sieur du MARZ de Montmartin, cité plus loin.

10. — BOURSONVAL (Jean de), sieur de la Fontenelle en partie, fut enseigne de la compagnie de Saint-Luc à Brouage en 1581, puis lieutenant en 1588, sergent-major sur l'état de 1608. Le 12 septembre 1607, il donnait procuration, suivant acte dressé

par maître Héthont, notaire à Brouage, à Jean de Hersé, sieur de Linières, lieutenant aux gardes, demeurant rue de Lourcine, à Paris, pour le représenter dans une transaction concernant la terre de la Fontenelle, et passé devant le notaire au Châtelet. Parmi les intéressés dans cette transaction figure Isaac du RAYNIER, sieur de Droué, seigneur de la Fontenelle, capitaine aux gardes et gouverneur de Royan en 1623. Sa sœur, Madeleine du Raynier, était femme de Jean de Hersé. (Bibl. Nat., *Pièces originales* 475, *Boursonval*, pièces 2 et 3).

11. — BRÉMOND (Josias de), sieur d'Ars, Coulonge, le Chastelier en Touraine, le Bouchet, Dompierre et Rochave, fils de Charles de Brémond d'Ars, lieutenant pour le roi en Angoumois et Saintonge, et de Louise de Valzergues, épousa, par contrat du 3 novembre 1600, Marie de la Rochefoucault, fille de François de la Rochefoucault, seigneur de Montguyon, baron de Montendre, et de Hélène Goulard, mariés en 1565. Maréchal de camp le 1^{er} janvier 1613, conseiller d'Etat (3 août 1614), député par la sénéchaussée d'Angoumois aux Etats généraux de 1614, il prit part au siège de Saint-Jean-d'Angély où son fils aîné, François de Brémond, fut tué le 2 juin 1621 ; il secourut l'île de Ré en 1628, commanda le ban et l'arrière-ban de la noblesse de Saintonge en 1635 et mourut le 15 avril 1651, âgé de 90 ans.

12. — BRÉMOND (Philippe de), sieur de Serré, frère puîné de Josias de Brémond d'Ars, avec l'autorisation duquel il épousa, par contrat du 9 août 1598, Françoise Gérault, dame de Frégenoux, fille de feu Guy Gérault et de Jeanne Green de Saint-Marsault. Il fut blessé au siège d'Aix-en-Provence, en juillet 1593, et sauvé par son frère. mais resta estropié ; capitaine au régiment de Champagne (1^{er} janvier 1618), il était mort le 9 décembre 1626 que sa veuve était remariée à Jacques Céton, sieur de la Venaye.

13. — CANDELAY (Jean de), sieur de Favières. Il existe deux quittances de ses appointements de gouverneur de Royan. l'une de 1594, l'autre du 23 mai 1610, il signe *Candeley* (Bibl. Nat. , *Pièces originales* 586, dossier *Candeley*, pièces 2 et 3). Il laissa surprendre sa place par Soubise au commencement du mois de décembre 1621 ; le cardinal de Richelieu, dans ses *Mémoires*, examine sa conduite en cette circonstance et le nomme La Chesnaye.

14. — COMMINGE (Pierre de), sieur de Guitaut, quatrième fils de Bertrand ou Bernard de Comminge et de Madeleine de Noë,

capitaine à Brouage dès 1580, lieutenant de roi par lettres du 8 octobre 1604, fit son testament le 1^{er} août 1619 et mourut dans la même année. Il avait épousé, par contrat du 10 octobre 1575, Joachine du Breuil, fille de Gilles du Breuil, seigneur de Théon et de Meschers.

15. — COMMINGE (François de), sieur de Guitaut, troisième fils du précédent, né en 1580, enseigne à la compagnie Jean Acarie, à Brouage, dès 1602, capitaine en 1620, capitaine aux gardes en 1637, gouverneur de Saumur (3 mars 1650), chevalier des ordres du roi en 1662, mort le 12 mars 1663, sans avoir été marié. Il signait *Decoumenge-Guitaut*.

16. — DESMIER (Robert), sieur du Roc, fils de Thomas Desmier, sieur de Montils, et de Jacqueline du Breuil - Hé lion, mariés en 1544 ; capitaine d'une compagnie de 200 hommes de pied, par commission du duc d'Alençon, en 1578 et en 1580, et du maréchal de Biron, en 1583 ; fut sergent-major des troupes préposées à la défense de la Saintonge en 1580 ; sergent-major à Saintes, capitaine d'une compagnie de 100 hommes d'armes dans cette ville, en 1615 et d'un régiment de 200 hommes de pied en 1621. Il avait épousé, en 1578, Marguerite de Boussard-du-Boust.

17. — DORIN (Jean), sieur de Gratteloup, fut maire à Saint-Jean-d'Angély en 1609 et 1610. Après sa mort, la charge de sergent-major dont il était pourvu fut donnée par le roi au sieur de la Barrauderie (*Journal de Daniel Manceau*).

18. — ESPINAY (Thimoléon d'), seigneur de Saint-Luc, baron de Crèvecœur, comte d'Estelan, fils aîné de François d'Espinay-Saint-Luc et de Jeanne de Cossé-Brissac, lieutenant général et gouverneur à Brouage de 1597 à 1621, vice-amiral de France (9 juillet 1621), maréchal de France en 1628, lieutenant général au gouvernement de Guyenne, lieutenant général à Paris, par lettres du 16 août 1636, mort à Bordeaux le 12 septembre 1644. Il avait épousé, en premières noces (juillet 1602) Henriette de Bassompierre, sœur du maréchal, laquelle mourut en 1609 ; et, en secondes noces (12 juin 1627), Gabrielle de la Guiche, morte le 19 janvier 1632.

19. — ESPINAY (Charles d'), sieur de Harleux, frère puîné du précédent, chevalier de Malte en 1583, puis commandeur de Harleux, capitaine à Brouage, fut tué dans un combat contre les Turcs, le 15 août 1622.

20. — ESPINAY (François d'), chevalier de Saint-Luc, frère

puîné du précédent, chevalier de Malte en 1590, commandeur de Sepois, capitaine d'une compagnie à Brouage après son frère ; mort de maladie à Poitiers.

21. — **ESPINAY** (Claude ou Charles d'), bâtard d'Espinay, sieur de la Motte-la-Lande, capitaine à Brouage à la suite de ses frères germains, tua en duel, en 1627, Henri Gombaud de Champfleury, et fut tué à la descente des Anglais en l'île de Ré, la même année.

22. — **ESPINAY-ESTELAN**. Le comte d'Estelan, François II d'Espinay, marquis de Saint-Luc, seigneur de Gaillefontaine, deuxième fils de Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc. Il fut mestre de camp du régiment de Saint-Luc, par commission du 30 janvier 1627, jusqu'au mois d'août 1641, et devint alors lieutenant général en Guyenne, en survivance de son père ; maréchal de camp en 1647 ; lieutenant général des armées, le 17 juillet 1650 ; chevalier des ordres, le 31 décembre 1661. Il avait épousé, en 1643, Anne de Buade, fille de Henry de Buade, comte de Paluau, et il mourut au mois d'avril 1670.

23. — **FOURRÉ** (David), seigneur de Jaurilhac et de Beaulieu, chevalier de l'ordre du roi, lieutenant de roi à Saint-Jean-d'Angély, épousa, par contrat du 16 septembre 1594, Hélène Chastaignier.

24. — **FOURRÉ** (Charles), baron de Dampierre, fils du précédent, lieutenant de roi à Saint-Jean-d'Angély, en 1610, sur la démission de son père ; il en devint le gouverneur en 1620. Il épousa, par contrat du 27 mai 1626, Marie de la Lande, et fut père, entre autres enfants, de Charles Fourré, gouverneur de Saint-Jean-d'Angély, en 1648, et de Marie Fourré qui fut la femme de Louis Foucault, le fameux comte du Daugnon.

25. — **GALARD** (Jean de) de Béarn, seigneur de Brassac et de Rochebeaucourt, né le 10 août 1579, fils de René de Galard de Béarn et de Marie de la Rochebeaucourt. Il succéda, en 1606, à son grand père maternel Jean (Claude) de la Rochebeaucourt, sieur de Sainte-Mesme, dans le commandement de Saint-Jean-d'Angély, sous l'autorité du duc de Rohan. Il était calviniste, comme son père ; et, en 1611, la Saintonge protestante le députa à l'assemblée de Saumur. Mais, ayant ensuite répondu aux avances de la cour, il entra en conflit avec le duc de Rohan qui le fit sortir de Saint-Jean-d'Angély. Rétabli dans cette place, il n'y demeura que peu de temps et fut nommé gouverneur à Châtellerault. Il avait épousé Catherine de Sainte-Maure-Montausier qui fut

dame d'honneur de la reine Anne d'Autriche. Il mourut à Paris le 14 mars 1645, sans enfants.

26. — GOTH (Bernard du Goust ou de), sieur de Saint-Aignan, capitaine entretenu en Angoumois et Saintonge, était probablement fils de Jean de Goth, dit le jeune, seigneur de Saint-Aignan par la donation que lui en fit son frère aîné, Jean de Goth, baron de Rouillac. Ces deux derniers étaient fils d'Antoine de Goth, baron de Rouillac, et de Andrine de l'Isle, dame de Saint-Aignan, mariés en 1525.

27. — GOTH (Jean-Jacques de), dit de Batarnay, marquis d'Authon, seigneur de Neuvy, etc., petit-fils de Jean de Goth, baron de Rouillac, et fils de Jacques de Goth qui épousa, par contrat du 21 avril 1855, Hélène de Nogaret, fille aînée de Jean de Nogaret, seigneur de la Valette. Jean-Jacques de Goth, qui était ainsi, par sa mère, neveu du duc d'Epéron, épousa, par contrat du 16 décembre 1611, Louise d'Espéumont, fille d'Arnaud d'Espéumont, sieur de Colombières, gouverneur d'Angoulême, auquel il succéda en 1619. Il mourut à Paris, le 21 juin 1666, âgé de 77 ans.

28. — GUA (Pierre du), sieur de Monts près Royan, et du Puy-du-Fou, fils de Guy du Gua et de Claire Goumard, dame de Blanzay et du Puy-du-Fou ; calviniste, gentilhomme de la chambre du roi, gouverneur de Pons, célèbre navigateur, compagnon de Champlain. Il succéda au commandeur Aymar de Chaste, comme chef de la compagnie marchande établie à Rouen pour poursuivre les découvertes au Canada, et fut nommé lieutenant général en Acadie par édit royal du 18 novembre 1603. Il fut dépossédé le 7 janvier 1609 (Cf. Charles de La Roncière, *Histoire de la marine française*, IV, p. 319).

29. — GUINOT (Gilles), sieur de Saint-Simon et Beaupréau, sergent-major à Saintes sur l'état de 1623, fils de René Guinot et de Judith Guichard (remariée dans la suite à Nicolas Desmier), fut lieutenant-colonel d'un régiment d'infanterie au service de Venise. Il épousa : 1^o en Hollande, en 1613, Emerance van Buren dont il eut deux fils, René et Antoine Guinot ; 2^o le 26 février 1623, Charlotte de Brémond, fille de Jean de Brémond, sieur de Tesson, et veuve de Jean Tizon, sieur du Roc, dont elle avait eu deux filles : Marie-Madeleine et Charlotte Tizon. On convint alors d'un mariage possible entre les garçons Guinot et les filles Tizon (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier* 131 ; *Brémond*, fol. 13). Il eut la charge de sergent-major à Saintes,

vacante par la démission de Louis Desmier, sieur de Nutin; ses provisions ne sont datées que du 7 mars 1625 (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier* 323, *Guinot*, folio 73).

30. — HÉRICOURT (Christophe de), sieur de Gourceville (?), enseigne dans la compagnie de Saint-Luc, à Brouage, en 1588, il était capitaine de compagnie en 1594. Deux familles portaient ce nom, l'une normande, l'autre originaire de Picardie. Dans cette dernière nous trouvons un Christophe de Héricourt, sieur du Bassinet, mort sans avoir été marié, fils de Jacques de Héricourt, sieur de Barastre près Bapaume, maître d'hôtel du cardinal de Bourbon, et de Michelle de Vaux de Bacquancourt, et neveu de Christophe de Héricourt, doyen, puis archidiacre de Laon, lequel vivait en 1565 (Bibl. Nat., *Pièces originales* 1514, *Héricourt*, pièce 12).

31. — HILLIÈRE (Jean-Gabriel de la) appartenait sans doute à la famille Polastron-de la Hillière. On connaît Jean-Denis de la Hillière, le rude capitaine qui commanda à Bayonne de 1582 à 1595, il a laissé de nombreuses lettres signées *D. de Laylhère*. Un autre Jean-Denis de Polastron, seigneur de Lallier ou la Hillière, fut gentilhomme de la chambre du roi et syndic de la noblesse du pays de Comminge ; il vivait encore en 1629, ayant épousé Jeanne de Saint-Jean ; son fils, Denis de Polastron de la Hillière, épousa, le 18 septembre 1618, Marguerite Bouzet de Roquépine-de Bierre (Cf. *infra*). Dans le catalogue des chevaliers de Malte on relève les noms d'une vingtaine de sujets de cette famille, et parmi eux, Jean-Denis de Polastron de la Hillière, en 1631, et Jean-Gabriel de Polastron de la Hillière, en 1646.

32. — JUSSAC (François de), seigneur et baron d'Ambleville, fils de Raimond de Jussac et de Madeleine Jourdain, secourut le duc d'Epemon dont la vie était menacée par la révolte des habitants d'Angoulême, en 1588 ; gouverneur de Cognac en 1590, capitaine de 50 hommes d'armes en 1591 ; lieutenant général au gouvernement d'Angoumois et Saintonge après Bernard du Massès, et conseiller d'Etat en 1607. Il avait épousé, en 1590, Isabeau de Bourdeille, fille de André de Bourdeille, sénéchal du Périgord, et de Jacquette de Montberon ; il mourut en 1625 laissant postérité.

33. — LE BERT ou Le Ber (Charles) du Carlo, sergent-major à Brouage, qui fut aussi capitaine de la marine royale et commissaire général chargé de l'armement de l'escadre de la

milice chrétienne qui se joignit à celle de Saint-Luc. Du Carlo commandait le navire le *Saint-François* lors du combat du 6 novembre 1621 dans le chenal de Brouage. Dans l'état de 1620 et dans celui de 1623, nous trouvons, à Brouage, deux Charles Le Bert du Carlo ; le second, porté comme commissaire d'artillerie, est peut-être le fils du premier et le même que l'« ingénieur et géographe ordinaire du roy » qui a tracé les plans de Brouage, avec projets de fortifications en 1627, conservés au département des cartes de la Bibliothèque Nationale, dans le recueil Ge C 9517. On trouve le nom de cet ingénieur dans les *Lettres du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 725.

34. — LEGRAND (Charles), sieur des Gallois. Le nom du sieur des Gallois revient fréquemment dans le *Journal de Daniel Manceau* (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* t. I) ; M. L.-C. Saudeau met en note : « Sans doute Henri Legrand, sieur des Gallois de Courpetaut ». Il s'agit ici de son père, Charles Legrand, sieur de Courpetaud, de la Valée et de la Tour, dont la noblesse fut confirmée par lettres de Henri IV, du 13 novembre 1599, vérifiées à la cour des aides de Paris. Il épousa Esther Chastaignier. (Bibl. Nat.. *Dossiers bleus* 329, *Legrand*, maintenue de d'Aguesseau en 1667.)

35. — LEGRAND (Nicolas), sieur des Mazières, cap. à Brouage. Après la mort, en 1619, de Pierre de Comminge, lieutenant de roi, René de Rivery fut promu à ce rang ; et l'avancement des capitaines ayant laissé vacante une charge de capitaine de compagnie, le sieur des Mazières en fut pourvu en 1620. Il mourut en 1622, et, comme il était porté sur l'état de 1623, sa veuve, Xandre Dizier, reçut, par ordonnance du roi, les 600 livres de solde de capitaine de feu son mari, pour les quatre premiers mois de montres de l'année 1623. Il fut ensuite remplacé par Louis Acarie du Bourdet.

36. — LOUBERT (Blaise de), sieur des Ageaux ou des Ajoux, apparaît dans les rôles de montres à Brouage, dès 1588, comme capitaine de compagnie, sous les noms de Blaise de Loubert, sieur de la Plante, ou de capitaine La Plante ou de sieur des Ajoux, et il figure encore sur l'état de 1623. Il appartenait probablement à une famille normande, du bailliage d'Evreux, dont la source noble fut Blaise Loubert, sieur de Neuilly et de Martainville, annobli dès 1523, confirmé le 1^{er} juin 1544, et qui mourut en 1553, âgé d'environ 80 ans. Un des petits fils de celui-ci, Jean de Loubert, sieur de Martainville, fut, par sentence

du 8 mai 1596, exempt du service personnel qu'il devait au roi en raison de ce qu'il était infirme et plus que sexagénaire, et « en considération de ce qu'il entretenait un de ses fils à la guerre sous la charge du seigneur de Saint-Luc, en Brouage ». (Bibl. Nat., *Pièces originales* 1757, *Loubert*, p. 18). Une branche de cette famille s'habitua en Saintonge en conservant les mêmes armes : d'azur à 5 épis d'or, 3 et 2, témoin les Loubert, sieurs de Marches, paroisses de Saint-Georges-d'Oléron. (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier*, 393.)

37. — MATZ (Jean du), sieur de Montmartin et de Tercheant, fils de Auvray du Matz ; calviniste actif, officier d'artillerie du roi de Navarre qui, devenu le roi Henri IV, lui donna, dès 1589, le gouvernement de Vitré. Maréchal de camp en 1591, il guerroya en Bretagne contre Mercœur et la Ligue. Il a rapporté l'histoire de ces événements dans ses *Mémoires*, publiés par Taillandier (*Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*). Député aux Etats généraux de 1614, il vivait encore en 1616. Il avait épousé Marie de Feschal ; son second fils, Esaïe du Matz, négocia la capitulation de Saint-Jean-d'Angély, le 24 juin 1621.

38. — MONTALEMBERT (Jacques de), sieur de Vaulx ou de Vaux, Villandry, Chantemerle, Saint-Simon, Plaisac, capitaine à Saint-Jean-d'Angély, en 1617, fils aîné de André de Montalembert et de Jeanne de Montheron, mariés le 26 décembre 1559, épousa, le 22 février 1589, Jeanne de Livenne, qui était veuve, le 8 octobre 1621, lors du mariage de leur fils aîné, Jacques de Montalembert, sieur de Chantemerle.

39. — ORFEUILLE (Pierre d'), sieur de Foucaut, Lissaudière, Puizaut, Chassandré, Chisé, capitaine à Saint-Jean-d'Angély sur l'état de 1608, fils de André d'Orfeuille et de Isabeau d'Orfeuille, parente de ce dernier, mariés le 15 février 1571. Avec Jean de Galard de la Rochebeaucourt, il représentait, à Saint-Jean-d'Angély, le parti protestant modéré, soumis à la cour et opposé au duc de Rohan, auquel ils furent, cependant, sacrifiés, par mesure politique, et obligés de quitter la place en 1612. En 1614, il commandait une compagnie à Châtelleraut, où la Rochebeaucourt était gouverneur ; en 1616, il est lieutenant de roi dans cette ville ; maréchal de camp en 1630. Il avait épousé, le 22 juillet 1594, Elisabeth d'Allouët, dont il eut huit enfants, et il mourut le 21 novembre 1644, à l'âge de 70 ans.

40. — PERNES (Jacques ou Charles), chevalier de Saint-Ger-

main et de Vibrac, gouverneur de Saintes, après avoir été lieutenant dans la compagnie de Jean de Vivonne, marquis de Pisany; fils de Mathieu de Pernes et de Marguerite de Vuodode, épousa, en 1580, Renée ou Perrine Le Tourneur, fille de Jean Le Tourneur, sieur de la Boissonnière et du Plessis, et sœur de Jacques Le Tourneur, sieur du Plessis. (Bibl. Nat., *Cabinet de d'Hozier*, 265.)

41. — PERNES (Louis de), seigneur de Saint-Germain et de Vibrac, baron de Rochefort, gentilhomme de la chambre, gouverneur de Saintes, conseiller d'Etat, fils du précédent. Il épousa, le 15 décembre 1609, Claudine, héritière d'Espinac, fille de Gaspar d'Espinac et de Gabrielle de Vaudray (Bibl. Nat., *Cabinet de d'Hozier*, 265.)

42. — PONS (Jean-Jacques de), marquis de La Caze, comte de Rochefort, baron de Thors, fils aîné de Jacques de Pons et de Judith de Montberon, mariés en 1581; fut capitaine d'une compagnie de cheval-légers (8 avril 1619), mestre de camp d'un régiment d'infanterie, capitaine de 50 h. d'armes, conseiller d'Etat, gouverneur de Pons en 1620. Il épousa, par contrat du 22 octobre 1608, Charlotte de Parthenay, dame de Genouillé, fille unique d'Artus de Parthenay.

43. — RAYNIER (Isaac du), écuyer, sieur de Droué, de Boisseau, de la Fontenelle en partie; second fils de Jacques du Raynier et de Marie de Saltun, fille de Mathurin de Saltun, sieur de la Ville-aux-Clercs, maître d'hôtel du cardinal de Bourbon. Il fut capitaine aux gardes, en 1591, après la mort de son frère aîné, Elie du Raynier, aussi capitaine aux gardes, et épousa, par contrat du 17 août 1593, Madeleine de Molitard, fille de François de Molitard et de Andromache du Plessis. Après 35 ans de service dans le régiment des gardes, il fut fait gouverneur de Royan, aussitôt après la reprise de cette ville par Louis XIII en personne, le mercredi 11 mai 1622. Lui et sa femme testèrent le 21 décembre 1618, ayant neuf enfants. En 1646, il était remarié à Lucrèce de Fromentières. (Bibl. Nat., *Dossiers bleus* 555.)

44. — RAYNIER (Valentin du), sieur de Bourguerin, troisième fils du précédent, fut aussi capitaine aux gardes, et mourut à Toulouse en 1632.

45. — RIVERY (Jean de), sieur de Potonville, fils de Jean de Rivery et de Antoinette de L'Eau ou de Loans, lieutenant de roi à Brouage, et capitaine de la deuxième compagnie, de 1579

à 1604, année de sa mort. Il fut marié trois fois et avait épousé en premières noces, par contrat du 18 octobre 1559, Claude d'Herbelot, veuve de François de Conti-Amermont.

46. — RIVERY (René de) de Potonville, dit le commandeur de Potonville, fils de Jean de Rivery et de Claude d'Herbelot, chevalier de Malte en 1583, commandeur d'Oysemont, capitaine de compagnie à Brouage en 1605 : après la mort de son père, lieutenant de roi en 1620.

47. — ROCHEBEAUCOURT (Jean, comte de la), seigneur de Sainte-Mesme, était capitaine de 50 h. d'armes quand Henri de Bourbon, prince de Condé, fut, en 1576, nommé gouverneur de Saint-Jean-d'Angély ; et il l'aida à prendre possession de la place, dont il demeura seul gouverneur, après la mort du prince, en 1588. Calviniste combatif, il persécuta Charlotte de la Trémoille, veuve du prince, tenue prisonnière à Saint-Jean pendant six ans. Nommé gouverneur du jeune prince de Condé, il ne le remit pas sans résistance au roi Henri IV, en 1595. Ses mesures violentes et arbitraires obligèrent le roi à le déposséder, en 1601, de sa charge de gouverneur de Saint-Jean-d'Angély. Il avait épousé Sidonie ou Suzanne de Villebresme de la Rocheandry ; sa fille unique épousa René de GALARD de Béarn, sieur de Brassac. Il mourut à Saint-Jean-d'Angély en 1603.

48. — ROCHEFOUCAULT (François de la), seigneur du Parc d'Archiac et de la Rigaudière, commandant à Saint-Jean-d'Angély sous l'autorité du duc de Rohan ; fils aîné de Pierre de la Rochefoucault et de sa deuxième femme, Bonne Gillier de Puygarault, mariés par contrat du 15 août 1576 ; il épousa Isabelle Goumard, fille de Robert Goumard et de Louise Poussard, dame de Pougnes.

49. — ROHAN (Henry de), premier duc de Rohan (avril 1603), prince de Léon, comte de Porhoët, etc., fils de René, vicomte de Rohan, et de Catherine de Parthenay, dame de Soubise ; né le 21 août 1579, mort le 13 avril 1636. Il avait épousé Marguerite de Béthune, fille aînée de Maximilien de Béthune, duc de Sully, puis maréchal et grand maître de l'artillerie de France. On remarquera que ses appointements et ceux des officiers de l'état-major de Saint-Jean-d'Angély sont, d'abord, portés au maximum, comme si la cour escomptait le bon effet de cette gratification, et qu'au contraire, en 1620, les appointements de ces officiers sont supprimés.

50. — ROQUÉPINE (François de), sieur de Bierre ; peut-être un des fils de Bernard du Bouzet de Roquépine, gouverneur de Condom, qui avait épousé, le 5 juin 1575, Anne de Biran, fille de Bertrand de Biran de Gohas, sieur de Bierre, et dont le frère, Jean du Bouzet de Roquépine de Podenas, accompagnait le maréchal de Biron à Toulouse. en 1589, et servit en Guyenne, sous ce maréchal, en 1590 et 1591. Une fille de Bernard du Bouzet, Marguerite du Bouzet, épousa, le 18 septembre 1618, Denis de Polastron de la HILLIÈRE. (Bibl. Nat., *Dossiers bleus* 127.)

51. — TIZON I (Jean), sergent-major à Brouage en 1617, sieur du Roch de Champagné (ressort de Saintes), exempt des gardes, fils puîné de Pierre Tizon et de Jeanne de Couraudin, mariés le 10 janvier 1549, qui épousa : 1^o le 6 avril 1578, Marie de la Roche ; et 2^o le 9 octobre 1595, Françoise de Montgaillard, ayant pour témoins, à ce second mariage, Robert DESMIER, sieur de Roc, sergent-major de Saintes, et Nicolas Desmier son frère (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier* 605, Tizon, fol. 46).

Ou plutôt Jean Tizon II, sieur du Roch de Champagné (probablement celui qui est aussi donné, sous le nom de Jacques, comme fils du précédent) qui épousa Charlotte de Brémond, fille de Jean de Brémond, sieur de Tesson, et de Marie Guinot, et cousine issue de germain de Josias et de Philippe de BRÉMOND d'Ars. Il en eut deux filles, et sa veuve se remaria, le 26 février 1623, à Gilles GUINOT, sieur de Saint-Simon et de Beaupréau, fils de feu René Guinot et de Judith Guichard alors remariée à Nicolas Desmier. Parmi les témoins de ce mariage du 26 février figure Jacques de Corbon, sieur de Romégoux et de Blénac, époux de Marie Tizon, fille de Jean Tizon I et de Marie de la Roche, sœur par conséquent de Jean Tizon II (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier* 131, *Brémond*, folio 13).

52. — TOURNEUR (Jacques Le), sieur du Plessis, fils de Jean Le Tourneur, sieur de la Baussonnière et du Plessis, et d'Antoinette Le Bascle, sa seconde femme ; gouverneur de Talmont, le 17 février 1612, maréchal de bataille de l'infanterie française le 1^{er} mars 1614. En 1630, il servait dans l'infanterie française depuis 30 ans et commandait alors le Château Trompette sous l'autorité du duc d'Epéron ; et il fit, le 22 janvier, son testament, dans lequel il nomme ses neveux René Le Tourneur, capitaine, et Jean Le Tourneur, major, au régiment de Cham-

pagne, sa nièce **Olaude Le Tourneur**, tous enfants de son frère aîné, **Pierre Le Tourneur**, sieur de la Baussonnière. et son autre nièce, **Marie de Pernes**, fille de sa sœur **Perrine Le Tourneur** et de **Charles de PERNES**. Il vivait enoore en 1631 (Bibl. Nat., *Carrés de d'Hozier* 607 ; *Cabinet de d'Hozier* 323).

53. — **TRÉMOILLE** (Claude de la), duc de Thouars, pair de France, prince de Tarente et de Talmont, né en 1566, fils de **Louis de la Trémoille**, premier duc de Thouars et de **Jeanne de Montmorency**, fille du connétable. Il épousa **Charlotte Brabantine de Nassau**, fille de **Guillaume de Nassau**, prince d'Orange et de **Charlotte de Bourbon-Montpensier**. Il avait embrassé le protestantisme comme sa sœur **Charlotte** qui épousa, en 1586, **Henri de Bourbon**, prince de Condé. Il mourut au château de Thouars, le 25 octobre 1604.

54. — **TRÉMOILLE** (Henry de la), baron de Thouars, pair de France, prince de Tarente et de Talmont, comte de Laval, né en 1599, fils du précédent. Il abjura le protestantisme après le siège de **La Rochelle** en 1628. Il avait épousé, le 16 janvier 1619, sa cousine **Marie de la Tour**, fille de **Henry de la Tour**, duc de Bouillon, prince de Sedan, vicomte de Turenne, maréchal de France, et de **Charlotte de Nassau**. Il mourut à Thouars le 2 janvier 1674.

55. — **VERDELIN** (Jacques de), seigneur d'Orlao en Saintonge et de Frespe en Angoumois, enseigne de la compagnie de gens d'armes du duc d'Epéron, capitaine au régiment de Piémont, puis lieutenant-colonel au régiment de Navarre, fils de **Jean de Verdeline** et de **Isabeau de Montbeton**, épousa : 1^o en 1608, **Jeanne de Vinsonneau**, dame de la Rouhauderie, 2^o en 1619, **Antoinette Green de Saint-Marsault**. Il fut blessé en Piémont en 1629 et mourut le 19 août 1650. De sa première femme il eut **Marie de Verdeline** qui épousa, par contrat du 30 novembre 1630, **Jean-Louis de Brémont**, baron d'Ars, fils de **Josias de Brémont d'Ars**.

56. — **VIVONNE** (Jean de), dit de Tourettes, seigneur de Saint-Gouard, marquis de Pisany, chevalier des ordres du roi le 31 décembre 1583, capitaine de 50 hommes d'armes, colonel de la cavalerie légère italienne, sénéchal de Saintonge, fils de **Artus de Vivonne** et de **Catherine de Brémont**, dame de la Boulière. Sa tante, **Aliénor de Vivonne**, avait épousé, par contrat du 26 janvier 1527, **Georges de Brémont**, sieur du Courtys, grand-oncle de **Josias de Brémont d'Ars**. Ambassadeur à

Rome, il épousa dans cette ville, le 8 novembre 1587, Julia Savelli, fille de Christophe Savelli et de Olarice Strozzi et veuve de Louis des Ursins. Il en eut une fille, Catherine, mariée à Paris, par contrat du 26 janvier 1600, avec Charles d'Angennes, marquis de Rambouillet. Il mourut à Saint-Maur-des-Fossés le 7 octobre 1599.

(A suivre).

JULES SORTAS.

II

LE MANOIR DE MILLE-FLEURS

(Suite)

LES COTHONNEAU DE MILLE-FLEURS

(1652-1721)

1652. — Il existait en 1652 à Saint-Martin un riche négociant en vins du nom de Pierre-Jacob Cothonneau.

Il était né en cette ville, en 1622, il avait alors 30 ans ; il s'était marié l'année précédente, 13 août 1651 (1) avec une jeune personne du pays nommée Marthe Grain ; la fortune lui souriait, son commerce était très prospère.

Il jouissait dans l'île d'une grande considération et avait acquis le grade de commandant en second des milices de l'île de Ré, depuis une douzaine d'années, ayant été promu à ce grade en 1640.

Son père Guillaume Cothonneau, sieur de La Prise, ancien capitaine d'infanterie, avait été major général des milices garde-côtes de l'île de Ré, de 1615 à 1627, année fatale du fameux siège mis par les Anglais qui se rendirent maîtres de l'île et supprimèrent la milice en chassant hors de l'île tous ceux qui étaient capables de porter les armes ; c'est pour ce motif qu'il n'est pas plus fait mention de la milice de l'île de Ré pendant la durée de ce siège qu'à la bataille finale qui eut lieu entre La Couarde et Loix le 8 novembre 1627.

Guillaume Cothonneau était un des plus fidèles partisans du

(1) Archives protestantes.

prince de Soubise, chef de l'armée calviniste, et un des plus fervents protestants de son temps.

Ses quatre fils avaient comme lui embrassé le parti de la Réforme.

L'ainé était Jacob dont il est question en cette notice ; le cadet, Elie, négociant lui aussi à Saint-Martin, était capitaine dans les milices garde-côtes, sous les ordres de son frère aîné ; il hérita de son père du titre de sieur de La Prise ; le troisième se nommait Jacques, le quatrième Josué (1).

La prospérité de la situation commerciale de Jacob, aîné des fils Cothonneau, le rendit désireux d'étendre ses possessions dans l'île, il nourrissait même des projets assez vastes, quelque peu ambitieux, mais toutefois très légitimes pour cette époque, d'obtenir un titre de noblesse, comme en avait acquis lui-même son père.

Il fit donc le 16 mai 1652 (2), auprès de la veuve Thibault, l'acquisition du logis de Mille-fleurs, pour la somme de cent livres tournois payées comptant en louis d'argent en cours, plus 40 livres de rente foncière annuelle et amortissable par le paiement de 800 livres, plus un quart de vin blanc de rente foncière perpétuelle, dû à la St-Luc de chaque année et payable à messire Gaspard Brus, plus les droits accoutumés à ces lieux, dûs au seigneur de l'île (3).

Dès que Jacob Cothonneau fut mis en possession de Mille-fleurs il y fit faire des restaurations, des transformations importantes, fit agrandir le fossé, en un mot mit tout en œuvre pour en faire une élégante gentilhommière.

Il entreprit dans ce dessein des démarches auprès de la chancellerie du grand roi (Louis XIV) pour obtenir le titre d'écuyer et celui de seigneur de Mille-fleurs.

1684. — Ces démarches furent longues et dispendieuses, comme l'on sait pour tout anoblissement, elles ne furent couronnées de succès qu'en l'année 1684, comme il appert par les actes de cette époque (4).

(1) Il est dit ailleurs (Arch. Musée) que le 4^e enfant fut une fille.

(2) Acte Texier, notaire à Saint-Martin, 1652.

(3) Jehan VII, sire de Bueil.

(4) Acte Lambert, notaire, 1684 (étude Deville, notaire).

Les registres de la paroisse du Bois de cette même année possèdent sa signature suivie de ses nouveaux titres.

Il fit, comme conséquence de son anoblissement, construire une tour couverte en ardoise avec toiture en pointe dans la cour du nouveau manoir, la fit garnir de la girouette indispensable à tout fief et fit graver un écusson à ses armes au-dessus de la porte d'entrée de cette tour, comme le fait avait eu lieu au manoir de Rivedoux.

Son blason était surmonté d'un casque d'écuyer, entouré de lambrequins et portait :

« *D'azur au chevron d'or accompagné de trois quintefeuilles de même, deux en chef, un en pointe* ».

C'est ainsi que le logis de Mille-fleurs fut érigé en manoir féodal, relevant de la baronnie de Ré dont le baron était alors Henri de Béringhem (1).

1685. — Sous le règne de Louis XIV, les protestants étaient encore vus d'un mauvais œil ; déjà la noblesse protestante, qui voulait rester bien en cour, était, à l'exemple du grand Turenne, revenue à la foi catholique.

Malgré cet exemple, un grand nombre de calvinistes restaient fidèles à la foi pour laquelle leurs pères avaient combattu et versé leur sang ; Jacob Cothonneau de Mille-fleurs était de ce nombre.

Le ministre Louvois, sous prétexte de plaire à son souverain, qui n'en fut informé qu'à peine ou qu'après coup, entreprit une vraie croisade en France et surtout en Poitou, Aunis et Saintonge contre les protestants. Les missionnaires, jésuites ou autres, qui avaient entrepris la conversion des protestants réfractaires, obtinrent de Louvois des compagnies de dragons pour soutenir leurs efforts et leur permettre d'agir sinon par persuasion du moins par intimidation.

Ce qui devait arriver, arriva en effet, un réveil des anciennes guerres de religion se produisit et les pasteurs ainsi que leurs fidèles furent attaqués et massacrés jusque dans leurs prêches et à leur domicile. Ces dragonnades, tristement célèbres dans l'histoire, reproduisaient partout les scènes de la Saint-Barthélémy, dans lesquelles le fanatisme des catholiques, réveillé par les Jésuites, croyait faire œuvre pie en massacrant tous ceux

(1) Archives et Iconographie Atgier.

qui professaient les idées de Calvin sur l'interprétation de l'évangile.

Fut-ce pour porter un dernier coup décisif aux huguenots, restés fidèles à leur foi, fut-ce pour arrêter d'un seul coup ces guerres intestines qui désolaient la France, le Poitou, l'Aunis et la Saintonge en particulier, toujours est-il que, d'un trait de plume, Louis XIV, à l'instigation du clergé et de son chancelier Michel Letellier, révoqua l'édit de Nantes par lequel Henri IV avait accordé le libre exercice du culte protestant en France (1).

Ce culte fut interdit *ipso facto*, les pasteurs durent sortir de France en l'espace de quinze jours et le ministre Louvois exerça contre leurs fidèles de telles persécutions que deux cent cinquante mille d'entre eux, adonnés au commerce et à l'industrie (les charges publiques leur ayant été interdites), s'expatrièrent et se réfugièrent en Angleterre, Hollande, Allemagne, Prusse et Canada.

Jacob Cothonneau, visé lui aussi par ces persécutions, fit-il « contre fortune bon cœur », fut-il réellement converti par les missions royales, venues dans le pays, toujours est-il qu'il suivit l'exemple du bon roi Henri IV qui avait dit : « Paris vaut bien une messe », lorsque la couronne de France lui était offerte s'il abjurait le calvinisme.

Le maintien de Jacob Cothonneau dans son île de Ré, où il jouissait de l'estime de ses concitoyens et du respect de tous les soldats de la milice, à la tête de laquelle il se trouvait comme commandant en second, son beau manoir de Mille-fleurs, auquel il devait son anoblissement et mille autres raisons encore lui donnèrent à réfléchir ; peut-être dit-il, à l'instar d'Henri IV, « Mille-fleurs vaut bien une messe », toujours est-il que, soit par conviction réelle, soit par convenance personnelle, lui, farouche partisan de la Réforme, adhéra à se faire instruire dans la foi catholique, apostolique et romaine.

Le matin du 19 octobre de cette même année 1685 qui avait vu la révocation de l'édit de Nantes, la cloche de l'église du Bois sonnait à toute volée ; les paroissiens du Bois et des paroisses environnantes accouraient en foule pour assister à la

(1) *Leçons de chronologie et d'histoire*, t. VII, 1886.

grande cérémonie de l'abjuration qui allait être faite dans l'église élégamment décorée pour cette grave circonstance.

Jacob Cothonneau, écuyer, seigneur de Mille-fleurs, négociant, commandant en second des milices de l'île de Ré, ancien capitaine de l'armée de Soubise, ainsi que neuf autres huguenots abjurèrent solennellement le protestantisme entre les mains de l'abbé André Deruault (1), curé du Bois, spécialement délégué à cet effet par l'évêque de La Rochelle, lors de la messe qui fut dite à cette occasion.

Le 4 novembre suivant, c'est-à-dire quinze jours environ après l'abjuration de Jacob Cothonneau, une nouvelle grande cérémonie avait lieu encore à l'église du Bois : sa femme Marthe Cothonneau, dame de Mille-Fleurs, sa fille Suzanne et quinze autres protestantes abjurèrent à leur tour la foi de Calvin entre les mains du curé du Bois, dont les efforts et les instructions avaient eu un tel résultat.

A l'abri désormais de toute persécution, les époux Cothonneaux passèrent tranquillement leurs jours, entre leur comptoir de Saint-Martin et leur manoir de Mille-Fleurs qui s'était constamment embelli depuis qu'ils le possédaient.

Comme il n'existe pas de bonheur parfait, Jacob Cothonneau regrettait amèrement que sa femme ne lui eut pas donné un fils qui put perpétuer honorablement le nom et le titre qu'il avait acquis lui-même. Leur affection et consolation se reportait sur leur fille unique, Suzanne Cothonneau, née vers 1670 et à peine âgée de 15 ans.

1690. — Cinq ans environ après son abjuration, Jacob Cothonneau, mourut. Il avait alors environ soixante-dix-huit ans. Il laissait après lui une veuve éplorée et une jeune fille âgée de vingt ans, chez laquelle la nature avait été prodigue de grâce et de beauté.

L'héritière des Cothonneau à qui tout souriait, jeunesse, richesse, et beauté ne tarda pas à être remarquée par un jeune capitaine du régiment de Champagne, régiment qui, 68 ans auparavant, s'était tant distingué sous Toiras, lors du fameux siège mis devant le fort Saint-Martin par Buckingham.

Ce jeune capitaine se nommait messire Etienne Rousseau, écuyer, si-ur de La Cour, seigneur de Jazeneuil, en Poitou. Il

(1) Ou de Ruault.

était fils de feu Philippe Rousseau, écuyer, sieur de La Cour, et de dame Louise du Chateau.

La veuve de Philippe Rousseau se rencontra avec la veuve de Jacob Cothonneau et, après lui avoir fait part du but de sa démarche, obtint que le capitaine, son fils, fut agréé à faire valoir ses prétentions à la main de la jeune héritière.

1695. — Après plusieurs mois de fiançailles (1), un matin, le 19 janvier 1695, la cloche de l'église du Bois sonnait à toute volée le mariage du capitaine Rousseau de La Cour avec Suzanne Cothonneau de Mille-Fleurs. La cérémonie du mariage fut célébrée par l'abbé Moreau, curé de Saint-Martin, assisté de l'abbé Chiquet, son vicaire et desservant de l'église du Bois, église alors filiale de celle de Saint-Martin (2).

Du fait de cette union, le capitaine Philippe Rousseau de La Cour devint seigneur de Mille-Fleurs ; les deux mères restées veuves se complaisaient dans le bonheur de cette heureuse union.

1699. — Quatre ans après son mariage avec le capitaine Rousseau de La Cour, Suzanne Cothonneau mit au monde, en son manoir, le 15 avril 1699, une fille qui reçut le prénom de Louise et vint apporter la joie dans la famille.

Elle fut baptisée à Saint-Martin, le 16 avril 1699, sous les prénoms de Louise-Suzanne Rousseau de La Cour, selon le registre des actes de baptême de la paroisse.

A dater de cette époque, nous sommes sans aucun document sur Mille-Fleurs pendant plus de quinze ans.

1715. — Un acte notarié (3) de 1715 nous apprend que Suzanne Cothonneau (4) avait eu déjà, depuis un certain temps, la douleur de perdre son mari, puisqu'elle y est nommée « Dame Suzanne Cotonneau, veuve d'Estienne Rousseau, escuyer, sieur de La Cour, seigneur de Jazeneuil. »

Dans cet acte, elle donne en rente perpétuelle, mais néanmoins amortissable, à Estienne Chemineau, marchand au village du Bois, la vigne que le manoir possédait au terrain dit

(1) Acte Penaud, notaire, janvier 1695.

(2) Registres paroissiaux du Bois.

(3) Acte signé Jacob, notaire, du 1^{er} septembre 1715.

(4) Nous continuerons à la désigner par son nom de jeune fille et pour ne pas la confondre avec sa fille Louise-Suzanne et parce que ce nom est resté de notoriété et dans les souvenirs du pays, jusqu'à nos jours.

« Des vignes franches », contenant deux mille ceps (1), à raison de « vingt-cinq livres en bons deniers, en la feste de saint Luc et d'un tonneau de quatre barriques de bon vin blanc, pur, nouveau, loyal et marchand, enfeusté en quatre bons feust aussi marchands, de la jauge de la baronnie, vendables, plains et ouillés sur le port et hâvre de cette ville ou en telle maison que bon semblera en icelle, à la dite dame Cotonneau et aux siens, etc. »

A la fin de cet acte Suzanne signe : « Suzanne Cothonneau, veuve du sieur de La Cour. »

Ce nom de Cothonneau, avec un h, écrit de la main de Suzanne elle-même, montre que telle est bien l'orthographe réelle de ce nom.

La fille de Suzanne Cothonneau, Louise Rousseau de La Cour, à peine âgée de 22 ans, n'était pas restée indifférente à un jeune capitaine du régiment de Hainaut, messire Pierre Bruno d'Hastrel, décoré de l'ordre de Saint-Louis, né au manoir de Rivedoux en 1687, de feu Jean-Baptiste d'Hastrel de Rivedoux (2), et de Marie d'Hastrel, née Arnaud-Bruneau, dame de Rivedoux.

Celle-ci, alors veuve, se rencontra avec Suzanne Cothonneau pour lui faire part des projets matrimoniaux de son fils.

Le jeune prétendant fut agréé et, l'accord ayant été fait de part et d'autre, le contrat fut signé par la mère du jeune homme et celle de la jeune fille, le 12 avril 1721.

Au mois d'août suivant, le mariage avait lieu, la mariée avait 22 ans et le marié 34 ans.

Les témoins du marié furent son beau-frère et sa sœur aînée, François de Cadot d'Argeneuil, capitaine au régiment de Normandie et sa femme, née Marie-Madeleine d'Hastrel ; les témoins du côté de la mariée ne nous sont pas connus.

Celle-ci recevait en dot le manoir de Mille-Fleurs.

A une date que nous n'avons pu retrouver d'une façon certaine, Suzanne Cothonneau se remaria en secondes noces avec

(1) Archives, musée de Saint-Martin.

(2) Décédé, en 1694, à Saint-Martin, où sa santé l'avait obligé de se retirer à l'âge de 41 ans du régiment de Navarre dont il était major.

François de Chaban (1), écuyer, seigneur de Croix-Chapeau (2), avocat et conseiller du roi.

De ce second mariage, naquirent deux fille, **Fannie ou Stéphanie**, l'aînée, et **Marie-Anne**, la cadette, qui mourut jeune.

(A suivre.)

D^r ATGIER.

III

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

1794-1795

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

Sous de semblables excitations, les passions irréligieuses se manifestaient avec éclat ; le club de Rochefort écrivait à Paris :

« La Société populaire de Rochefort fait part à la Convention nationale que : dans cette commune, le monstre du fanatisme est mort, qu'on n'y connaît plus que l'Eternel, et que son culte est l'amour de l'humanité, de la liberté et de l'égalité ; qu'il n'y a plus ni chrétiens, ni catholiques, ni calvinistes, il n'y a que des hommes qui raisonnent en vrais républicains, totalement délivrés des superstitions. »

(Procès verbal de la Convention, 11 frimaire an II.)

Les procès-verbaux des délibérations des districts et des municipalités, ceux des séances des sociétés populaires répètent ces cris de haine. Les prêtres insermentés se sont réfugiés en Espagne, les prêtres constitutionnels, qui ne veulent pas apostasier, sont envoyés au tribunal révolutionnaire de Rochefort.

Le 7 décembre '793, Louis-Marie-Henri Léonard, curé de Marennes, est condamné à la déportation à vie. Il mourut à bord du vaisseau les *Deux-Associés*, le 13 août 1794.

Pierre Boutet, curé du Gua, est condamné à mort et exécuté le 31 décembre 1793.

Jean-Baptiste Bigot, curé de Thenac ; René Bestier, capucin, ouré constitutionnel de Saint-Louis de Rochefort ; Pierre Bigot, capucin, son vicaire, sont envoyés à Brouage.

Simon-Pierre de Riberey, curé de Jonzac, est guillotiné le 10 janvier 1794.

(1) Isaac-François-Abraham Marie Mouchard de Chaban.

(2) Ancien petit fief, près La Rochelle.

Le 30 janvier, Michel-Pierre-Modeste Pénétreau, curé de Marans, arrêté pour avoir dit clandestinement la messe, meurt à l'hôpital de la marine.

Jean-Baptiste O'Byan, curé de Loix (île de Ré), périt sur l'échafaud, le 4 février.

Le 11, Laforgue, frère lai du couvent de Chalais, succombe à l'hôpital.

Le 22, François Gréard, capucin de Rochefort, est condamné à la déportation à vie. Il mourut à bord des *Deux-Associés*, le 25 mai 1794.

Le 26, Etienne-Pierre Lamarque, curé de Romazière, meurt à l'hôpital.

MM. Pelluchon, curé de Vibrac ; Geneuil, curé de Saint-Pallais de Négrignac ; Richard, curé de Pouillac ; Bernard, curé de Coux ; Frouin, curé de Chartuzac ; Babinot, curé de Léoville ; Crépin, frère lai ; Rigaud, curé de Pioussay (Deux-Sèvres), conduits au tribunal révolutionnaire furent sauvés par le 9 thermidor. Tous ces prêtres avaient prêté le serment et accepté le schisme.

« La déportation, dit A. Mathiez, avait pour but apparent d'anéantir l'Eglise romaine en France ; mais ses auteurs se proposaient davantage et tout autre chose. Par la façon dont elle fut interprétée et appliquée, elle fut une tentative pour réformer l'Eglise constitutionnelle dans un sens philosophique et pour l'assujettir plus étroitement encore à l'Etat (1). »

D'une façon ou d'une autre c'était l'anéantissement de l'Eglise catholique.

Les prêtres déportés devaient subir à Rochefort les plus cruels traitements.

Quelques personnes se demandent encore si les prêtres catholiques n'ont point été persécutés, plus pour des motifs politiques que pour des raisons religieuses ; ces documents prouvent surabondamment que les prêtres, déportés à Rochefort, ont souffert et ont été mis à mort en haine de la foi.

III. — ARMEMENTS ET EMBARQUEMENTS

Dans les derniers mois de l'année 1793, les directoires des départements firent visiter, par des officiers de santé, les prêtres enfermés dans les maisons de réclusion, afin de dresser les

(1) Mathiez, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août 1792 ; la déportation des prêtres et la sécularisation de l'état civil.*

listes des ecclésiastiques âgés de moins de soixante ans, ou que leurs infirmités ne préservaient pas de la déportation.

Les procès-verbaux de ces visites sont souvent odieux, les lettres des administrateurs des districts le sont davantage. Je n'en citerai que deux.

Périgueux, 22 frimaire an II (12 décembre 1793).

« Aujourd'hui 22 frimaire an II de la République et une indivisible, en exécution de la réquisition du Procureur général syndic de ce jour, je me suis rendu dans la maison ci-devant Notre-Dame, où j'ai constaté l'état des prêtres qui s'y trouvent reclus en vertu des certificats de maladie qu'ils ont obtenus des Conseils généraux des communes et autres, qui excipent verbalement de leurs infirmités pour se soustraire à la déportation, et après avoir entendu et visité les uns et les autres sur l'état des infirmités dont ils se plaignent, j'atteste que ceux portés dans la liste ci-après ne sont point empêchés par leurs maladies de passer les mers ni d'entreprendre tout autre voyage...

« Fait à Périgueux, le jour, mois et an susdits, par moi officier de santé,

AUDINET, chirurgien ».

Arch. de la Dordogne, A. D. K. 431.

Figeac, fin décembre 1793.

Le Procureur du district aux administrateurs du département.

« Délivrez-nous le plus tôt possible de cette caste infecte. Nous n'en avons malheureusement que quarante-six de soixante ans ou au-dessus, et encore quel coup d'œil agréable n'offrent pas les observations qui accompagnent ce tableau. Si vous vous arrêtez à toutes leurs hernies, leurs coliques néphrétiques, etc..., pas un ne partira ; mais vous observerez avec nous que le grand air, celui de la mer surtout, ne pourra que leur être favorable. Nous vous observerons en outre qu'il nous en reste 115, qui ont encore bien d'autres maladies, et que nous vous prions instamment de nous en débarrasser, en nous aidant à les faire transporter dans le département de l'Aveyron qui les a remis dans notre district. »

Arch. du Lot, L. 112.

Arrêté du 6 pluviôse an II, 25 janvier 1794. — Comité de Salut public.

« Les ecclésiastiques sujets à la déportation seront conduits de brigade en brigade par la gendarmerie nationale dans les ports de Bordeaux et de Rochefort, en calculant les distances du lieu de départ à celui de l'un de ces ports pour les envoyer au plus voisin. Ils seront enfermés, à leur arrivée, dans une maison d'arrêt que le ministre de la marine est autorisé à faire préparer pour les recevoir.

« Le ministre de la marine fera affréter des bâtiments de commerce pour les conduire à leur destination, conformément au décret du 30 vendémiaire, ils seront embarqués au fur et à mesure que les bâtiments pourront les recevoir.

« Le ministre indépendamment des vivres nécessaires à la traversée, est autorisé à faire embarquer des subsistances, farines et légumes secs pour la consommation de six mois de chaque individu déporté ; ces subsistances leur seront laissées sur la côte d'Afrique, lors de leur débarquement.

« Il sera également embarqué avec eux les instruments aratoires, grains, semences et autres objets qui peuvent être d'une utilité future à leur subsistance. »

Désormais, la déportation ecclésiastique tiendra une grande place dans la correspondance des autorités maritimes de Rochefort avec le ministère de la marine.

Paris, 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794).

L'adjoint au ministre de la marine au commandant des armes, au principal chef des bureaux civils et aux ingénieurs constructeurs de la marine à Rochefort.

« Citoyens,

« Conformément à l'article 3 de l'arrêté pris, le 6 pluviôse, par le Comité de Salut public, et dont ci-joint copie, et en exécution de la loi des 29 et 30 vendémiaire dernier n° 1760, relatifs aux ecclésiastiques sujets à la déportation, le ministre me charge de vous transmettre l'ordre de mettre, sans délai, en état de prendre la mer et d'affréter dans les formes prescrites par la loi du 4 octobre 1793 (v. s.) un des bâtiments de commerce en réquisition dans votre port, propre à la mission désignée par l'article de la loi citée des 29 et 30 vendémiaire, et au transport de 400 hommes.

« Tous les ordres nécessaires ont été donnés pour concourir à l'exécution des autres dispositions de l'arrêté aux différentes divisions du département de la marine qu'elles concernent, et qui aura soin de vous les transmettre.

« Vous vous concerterez avec les représentants du peuple pour leur exécution et vous aurez soin d'en rendre compte au ministre.

« Salut et fraternité, CHAPPATTE. »

Ce qui suit est écrit au bas de cette lettre par Chevillard, commandant des armes : « On a désigné les Deux-Associés pour remplir cet objet ; il est assez grand pour loger 400 hommes en la chaudière, et les dispositions sont faites pour les recevoir, il ne manque que du biscuit et de la farine. » Cette note ne porte pas de date.

Arch. du port de Rochefort, an II, vol. 85.

Paris, 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794.)

Au principal chef des bureaux civils de la marine à Rochefort,

« Citoyen,

« Environ 400 individus condamnés à la déportation doivent être embarqués dans ton port.

« Le ministre te prescrit de tenir tout prêt à être livré au premier moment et les vivres nécessaires pour leur traversée et leur subsistance, pour six mois en farine et légumes seulement, qui leur seront laissés à leur débarquement sur la côte d'Afrique.

« Il devra aussi leur être fourni des instruments aratoires, graines, semences et autres objets qui peuvent être d'une utilité future à leur subsistance, mais le ministre ayant cru devoir consulter sur ces objets le Comité d'agriculture de la Convention nationale, ce ne sera que d'après sa réponse qu'il te donnera des ordres.

« Ne néglige toujours aucun des moyens qui sont en ton pouvoir pour rassembler et tenir prêts les vivres dont je t'ai entretenu plus haut.

« L'adjoint de la 2^{me} division : DAVID ».

(Répondu le 27 pluviôse).

Arch. du port de Rochefort, lettres du ministre, secrétariat général, an II.

Paris 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794.)

L'adjoint au ministre de la marine au principal chef des bureaux civils de la marine à Rochefort,

« Tu auras vu, Citoyen, par la copie, qui était jointe à une de mes lettres de ce jour, d'un arrêté du Comité de Salut public du 6 de ce mois, que les ecclésiastiques sujets à la déportation doivent être conduits à Rochefort, pour y être renfermés jusqu'au moment de leur départ. Comme il est nécessaire que ces hommes soient placés, à leur arrivée, dans un lieu sûr, tu voudras bien donner des ordres pour le choix et la disposition du local reconnu le plus propre à l'usage auquel on le destine (1).

« Salut et fraternité.

« CHAPPATTE ».

Écrit en marge : « Je n'ai pas reçu l'arrêté du Comité de Salut public adressé au citoyen Toussaire et au district. »

Arch. du port de Rochefort, lettre du ministre, secrétariat général, an I.

(1) Rochefort, ville nouvelle, ne possédait ni abbaye ni monastère qui put servir à loger 400 détenus ; le renseignement suivant est inscrit en marge de la dépêche du ministre au commandant des armées, datée du 15 pluviôse an II (13 février 1794).

A répondre au ministre : Le *Bonhomme-Richard* est un vieux vaisseau mis en réquisition qui sert de caserne Marquiseau qui le commande a cinquante-quatre ans de service, a une hernie, est hors d'état d'aller à la mer et de suivre un détail actif, et d'après les observations que j'ai faites aux Représentants, ils m'ont ordonné de l'y laisser jusqu'à nouvel ordre.

Arch. du port de Rochefort, vol. 86.

Nous trouvons çà et là des détails sur le *Bonhomme-Richard* qui devait être la première prison des déportés. C'était un vieux vaisseau de ligne, à trois ponts, doublé en cuivre, du port de 700 tonneaux, dégréé et mouillé sur quille à la Cabane carrée ; il servait de caserne et d'hôpital aux soldats atteints de la gale ou de la syphilis, ces deux fléaux des équipages à la fin du XVIII^e siècle. Ce navire avait été estimé, par la commission du port à 51.229 livres et réquisitionné par la marine, il rapportait 10 % à son propriétaire, Lanusse, négociant à La Rochelle.

Arch. du port de Rochefort.

Paris, 23 pluviôse an II (11 février 1794).

L'adjoint au ministre de la marine au commandant des armes.

« Le ministre me charge de te prévenir que le citoyen Lecarpentier, Représentant du peuple, ayant conféré le grade d'enseigne entretenu au citoyen Gibert (1), enseigne non entretenu, il a fait expédier un ordre à cet officier pour l'autoriser à remplir provisoirement ces fonctions au port de Rochefort, auquel il sera attaché ; je le joins ici pour que tu le lui remettes à son arrivée en ce port. JANSE ».

Arch. du port de Rochefort, vol. 86.

Rochefort, 27 pluviôse an II (15 février 1794).

Le directeur des vivres au ministre.

« J'ai reçu ta lettre, en date du 13 de ce mois, par laquelle je vois qu'incessamment il doit nous parvenir 400 déportés, qui doivent embarquer dans ce port pour la côte d'Afrique. Je vais faire disposer les vivres pour leur traversée, et six mois en farines et légumes seulement, pour être laissés à leur débarquement dans cette colonie.

« Aussitôt la réponse du comité d'agriculture de la Convention nationale, à l'effet de connaître les quantités d'instruments aratoires, graines, etc., tu voudras bien me la faire passer, afin que je puisse y pourvoir si la chose est possible.

« Je dois te faire observer que l'ordre que tu viens de me donner augmente encore nos consommations, si j'y ajoute la demande que me fait le chef principal de Bordeaux, du biscuit nécessaire aux bâtiments de commerce qui doivent partir pour les Isles-sous-le-Vent, celui qu'il faudra fournir aux divers bâtiments de transport frétés pour le service de la République, tu sentiras aisément combien l'approvisionnement est difficile, dans ce moment où les besoins augmentent chaque jour, et où les difficultés se multiplient sans cesse... »

Arch. du port de Rochefort, 2^e division, approvisionnements, an II.

(1) Gibert fut nommé commandant du *Washington* et fut souvent cruel à l'égard des déportés.

Rochefort. 1 ventôse an II (19 février 1794).

Au citoyen Lériget, agent national à Saintes.

« Il nous est annoncé, citoyen, 400 hommes condamnés à la déportation, à faire partir pour la côte d'Afrique, avec ordre de tenir prêt un bâtiment pour les embarquer ; on nous recommande, en même temps, de rechercher un local pour les détenir jusqu'au moment où ils pourront être mis à bord, il ne s'en trouve aucun ici. Je te serais obligé de me marquer s'il ne serait pas possible de procurer à Saintes un des bâtiments nationaux pour cet usage. La quantité de maisons religieuses qui existent dans cette ville m'a fait croire à la possibilité d'y faire ce dépôt. »

Arch. de Rochefort (1).

(A suivre).

P. LEMONNIER.

(1) Depuis le mois de décembre 1793, les prêtres du département de l'Allier, partis de Moulins, les 25 et 29 novembre, étaient en réclusion à l'abbaye de Saintes.

Rochefort ne comptait que trois maisons d'arrêt :

1° *Saint-Maurice*, c'est une ancienne poudrière, construite lors de la fondation de la ville, en 1666. Au XVIII^e siècle, elle servit de prison et prit le nom d'un ancien gardien-chef, dont la sévérité était telle qu'on menaçait un homme de la prison, en lui disant : « Je vais t'envoyer à Saint-Maurice. » Les déportés de la Terreur et du Directoire y furent enfermés ;

2° *L'ancien hôpital Charente*, commencé en 1681 et ouvert en 1683. Le cimetière de cet hôpital, situé dans le bastion de la porte Charente, fut abandonné en mars 1776. Il avait reçu plus de 20.000 cadavres, dont 4.000 dans les dernières années. Ce foyer de décomposition rendait inhabitable ce quartier de la ville. En 1782, le ministre de Castries ordonna la construction de l'hôpital de la marine, achevé en 1788. L'ancien hôpital fut abandonné. Le ministre ordonna que les murs fussent blanchis, les planchers grattés, et que les fenêtres restassent ouvertes pendant trois ans. Cet établissement servit, en 1793, de maison de réclusion aux suspects, et, en 1797, de prison aux déportés du Directoire ;

3° *Le couvent des capucins*, construit en 1673. A la suppression des ordres religieux, une école primaire y fut établie ; pendant la Terreur, il devint la prison du Temple, ainsi nommée, parce que la chapelle du couvent, devenue, en 1791, église de la paroisse Saint-Louis, avait été transformée en Temple de la Raison. Le lycée occupe l'emplacement de cet ancien couvent, dont il ne subsiste que le clocher et des caves.

BIBLIOGRAPHIE

ATGER (D^r). — *Evolution de la préhistoire*. Le Mans, imprimerie Monnoyer, 1914, in-8°, 7 pages.

BESARD (Charles-Henri). — *Note sur les voutes de Saint-Eutrope de Saintes*. Caen, imprimerie H. Delesque, 1913, in-8°, 18 pages, figures et planches. Extrait du *compte-rendu du LXXVIII^e congrès archéologique de France*, tenu en 1912, à Angoulême.

— *Etude sur les coupoles et voutes domeales du Sud-Ouest de la France*. Caen, imprimerie H. Delesque, 1913, in-8°, 48 pages, figures. Extrait du même recueil.

BRUYERE (René La). — *Ces messieurs de Julhac*. M. Coq, roman. Paris, Bernard Grasset éditeur, 1914, in-16°.

L'action se passe en Saintonge, au temps de la Fronde.

BOUYER (Léon). — *Jehan Lebas, maître voûçon saintongeais*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1914, in-8°, 7 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

CHAIGNEAU (Marcel). — *Douze lieder*, sur paroles de Georges Gourdon, *Le Bûcheron*, *Bleuet des champs*, *Je voudrais*, *Chaucme de Pâques fleuries*, *Rondel de la Neige*. Paris, S. Chappelier, éditeur.

DESHOLLIERES (F.). — *Les facades des Eglises romanes charentaises*. Caen, imprimerie H. Delesque, 1914, in-8°, 17 pages, 5 planches. Extrait du *Congrès archéologique d'Angoulême*.

Congrès archéologique de France. — Session tenue à Angoulême, en 1912. Caen, imprimerie H. Delesque, 1913, in-8°. Deux tomes : 1^o Guide du Congrès, 419 pages, 218 planches et

figures : 2° Procès-verbaux et mémoires, 415 pages, 123 planches et figures.

GUÉRIN (abbé M.). — *Touzac*, essai de monographie paroissiale. Cognac, imprimerie G. Berauld, 1914, in-8°, 173 pages (En vente, chez l'auteur).

M. l'abbé Guérin, curé de Touzac depuis le 30 octobre 1910 seulement, vient d'éditer sans perdre de temps, comme on le voit, à délibérer, l'agréable plaquette que nous annonçons.

A peine arrivé dans sa cure il a formé le projet d'écrire l'histoire de sa paroisse, et s'est résolument mis à colliger des documents. Ne pouvant « aller sur place consulter les archives de la Charente-Inférieure, les archives nationales et aussi le *British Museum* pour les années qui ont précédé l'occupation anglaise » (c'est lui qui nous le dit), il s'est contenté de ce qu'il avait sous la main. Tout ce qu'il nous raconte est donc presque entièrement moderne. Les curieux de l'an 2,000 lui en sauront grand gré. Le moderne est l'histoire de demain, et si on en juge par la peine que nous éprouvons à reconstituer à peu près l'histoire d'il y a cent ans, on ne peut assez louer le soin avec lequel M. l'abbé Guérin a collectionné mille détails sur les hommes, les institutions, le pays, les mœurs des habitants. Tout n'est cependant pas actuel. L'auteur n'a point manqué de nous raconter l'histoire du grand homme du lieu, Pierre-Paul Texier de la Pégerie, qui n'est point un inconnu pour les lecteurs de la *Revue*. Il a dressé une généalogie de cette famille. Les modernes liront cette petite monographie sans ennui, les futurs regretteront qu'ils n'en aient pas une grande quantité de pareilles.

CH. D.

HALLAYS (André). — *De Bretagne en Saintonge*. Paris, librairie Perrin, 1914, in-8°, gravures. *La Rochelle, Brouage, La vie et les aventures de Nicolas Gargot, Saintes, La Rochecourbon*.

REALS (René de). — *Stud book vendéens et charentais*, classement par famille des étalons employés dans les circonscriptions de dépôts d'étalons de La Roche et de Saintes, leur emploi aux diverses époques, caractères des principaux d'entre eux. Paris, imprimerie de E. Laboureyras, 1913, in-4° oblong, XXIX-155 pages, graphiques, pl.

ROY (C.). — *La Rochelle et son atelier monétaire, Ses monnaies* (1215-1836). La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1913, in-8°, 91 pages, figures. Extrait du *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*.

SOTTAS (Dr Jules). — *Les débuts de François d'Espinay-Saint-Luc dans le Gouvernement de Brocage* (1579-1582). La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1914, in-8°, 56 pages, figures. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Annis*.

TESSIER (Jean-Alexandre). — *Etude du problème économique rochefortais. Rochefort, port marocain*. Rochefort, imprimerie A. Rippé, 1913, in-8°, 191 pages.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AOUT

AVIS ET NOUVELLES : Nomination, Prix au Salon, Monument Déroulède, Cagouille, Dons aux musées, Hôpital Aufrédy, Archives Bonpland.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Mazel ; M. Auger ; M. Eveillé ; M^{me} Inquinbert.

VARIÉTÉS : *Fragment d'un récit de voyage en Saintonge ; La déportation ecclésiastique à Rochefort*, par M. l'abbé Lemonnier ; *Les Justices de paix de Saintes*, par M. Guérin ; *Etat militaire de l'Angoumois, Saintonge et Brouage*, par M. le docteur Sottas ; *Le Manoir de Mille-Fleurs*, par M. le docteur Atgier.

AVIS ET NOUVELLES

Le prochain volume d'Archives contiendra la liste des membres de la Société. Nous prions nos confrères de vouloir bien nous signaler les modifications qu'il y a lieu d'apporter, en ce qui les concerne, à la dernière liste (1912), soit comme changement d'adresse, soit comme distinctions nouvelles, etc.

Notre confrère, M. Stein, conservateur-adjoint aux Archives nationales, est nommé conservateur.

Le prix James Bertrand, de 3.800 fr., fondé en faveur d'un peintre d'histoire française, a été décerné à M. Charles Fouqueray pour sa toile *Les marins de Barberousse à Lipari*.

Eglises classées : Breuillet, Neuillac.

M. René Buthaut, de Saintes, obtient le premier second grand prix de Rome de gravure.

Le 28 juin 1914, inauguration à Gurat d'un monument élevé à Paul Déroutède. Cette cérémonie a été précédée, le samedi, d'une représentation de l'*Helmen*, donnée par les jeunes gens de la Société Jeanne d'Arc.

Une nouvelle Cagouille ! Il s'agit d'une société amicale de Saintongeais habitant La Rochelle, qui vient de se fonder sous ce titre dans cette ville (juin 1914).

Le Musée de peinture de La Rochelle a reçu en don de M. Maurice Martineau un portrait de l'acteur rochelais Pericaud dans quelques-uns de ses rôles, et deux dessins. Il a reçu, en outre, deux croquis de William Bouguereau.

M. Maurice Martineau a donné au Musée de Saintes un petit tableau du peintre saintais Riché.

Le 7 juillet 1914, le tribunal de La Rochelle a rendu son jugement dans le procès intenté à l'Etat par la ville, en revendication de la propriété de l'hôpital militaire Aufrédy.

Il déclare la ville et les hospices mal fondés dans leur demande et les en déboute.

Attendu, dit le jugement, que le testament d'Aufrédy n'a jamais été fait en faveur de la ville ; que, par suite, le roi Louis XIII n'a pu en opérer la confiscation en 1628 ; que la ville n'a eu aucun droit sur l'hôpital jusqu'à la Révolution ; que si, ce qui est douteux, le décret de brumaire an X lui en a transféré la propriété, elle l'a en tous cas perdue par la transaction de 1807, et que, de plus, l'Etat en aurait certainement acquis la propriété depuis cette date par la prescription.

A la séance de l'Académie, du 11 mai dernier, le prince Bonaparte a présenté un volume intitulé : *Archives inédites d'Aimé Bonpland*, t. I. — *Lettres inédites d'Alexandre de Humbolt*.

La préface a été écrite par M. Henri Cordier, de l'Académie

des Inscriptions et Belles-Lettres, qui a mis en relief les services rendus à la science par le botaniste et l'explorateur.

Cette correspondance et le présent volume sont publiés par l'Institut de Botanique et de Pharmacologie de Buenos-Ayres, sous la direction du professeur Juan-A. Dominguez.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

Une très regrettable confusion de nom nous a fait dire que l'officier tué le 10 mai à Tfazza, était M. Pierre *Montel* ; il faut lire MAZEL. Il n'y a, du reste, pas d'officier de goums du nom de Montel, de Saintes.

Le corps du lieutenant Mazel, ramené à Saintes, a été inhumé le 4 juillet, au cimetière Saint-Palais, au milieu d'une grande affluence.

Toutes les Sociétés, Souvenir français, Croix-Rouge, Vétérans, Sapeurs-pompiers, etc., étaient représentées.

Au cimetière, M. le lieutenant-colonel du 6^e de ligne ; M. Babinot, adjoint ; M. le commandant du 11^e cuirassiers (auquel le lieutenant Mazel appartient) ; M. Molinier, médecin de marine, ont prononcé des discours. M. Allain a lu un discours au nom de M. Gandaubert.

Le 11 juin 1914 est décédé dans une clinique de Paris, où il avait été opéré, M. Maurice Auger, négociant, officier d'Académie, adjoint au maire de Saintes, âgé de 36 ans.

De son mariage avec M^{lle} Bibard, il laisse deux filles.

Le 12 juin 1914 est décédé, à Bordeaux, à la suite d'une opération chirurgicale, M. le docteur Eveillé, né à Saint-Bonnet le 28 janvier 1860, élu conseiller général du canton de Mirambeau le 28 juillet 1895.

Le 21 juin 1914 est décédée, à Saintes, M^{me} Julia Taillasson, veuve de M. Georges Inquinbert, avocat, âgée de 80 ans.

Elle laisse un fils, M. Charles Inquinbert, et une fille, M^{me} Bouyer.

VARIÉTÉS

I

FRAGMENT D'UN RÉCIT DE VOYAGE EN SAINTONGE

Cette relation a été rédigée en 1739 par Louis de Chancel de Lagrange, ancien officier de marine, chevalier de Saint-Louis, commandeur de l'Ordre de Saint-Lazare et Notre-Dame-du-Mont-Carmel. Il parle d'un premier volume qui comprenait la description de Rochefort et Saint-Jean-d'Angély. Cette première partie semble perdue :

Le 8^e, je me trouvè très embarrassé pour sortir des marais des environs, coupés par une infinité de canaux aboutisans à la mer qui rend ces passages très difficiles, tant pour les voitures que pour les chevaux. M'estant pourveu de bons guides pour me mainer à sept lieues de Rochefort et autant de La Rochelle, il me fallut prendre un détour de cinq lieues et, vers midy, je fus, à la vue de Niort, passer un canal dans un grand bac très difficile, sous la paroisse [], et, ensuite, revenant sur mes pas, le canal entre deux, je ne pus coucher qu'au bourg de Frontenai, aujourd'hui duché de Rohan-Rohan. mauvais giste. A deux grandes lieues de Mauzé, jy crus trouver la poste ordinaire, mais ont l'avoit supprimée : le lendemain, je fus à Mauzé, puis, passant par Surgères et coupant ou suivant la levée de Muron, dont jay déjas fait mention, je me rendis en la ville de Rochefort, de laquelle jay fait une ample description dans mon premier volume. Là, je pris mes dimentions, afin d'aler visiter l'isle de Ré, celle doleron, ensuite Marennnes, Saintes et toute la Sairtonge.

Ainsi, je partis dans une chaloupe descendant la rivière de Charante, et, après avoir passé devant Martrou et le port de Soubise, d'où l'on voit le haut clocher très eslevé, j'arivé devant le fort et la tour de Fouras, d'où je parvins à lisle d'Hé, dont la forteresse couvre la rade où se tiennent en sureté les vaisseaux de guere qui sortent du port de Rochefort affin d'y achever leur armement ; d'ailleurs, lisle d'Hé, d'environ une lieue de circuit, n'est remplie que de vignes plantées dans le sable ; enfin, la marée venant à my flot, avec le secours du vend, me porta sous le fort de La Prée, vis à vis le passage de la Repentie qui est à demy-lieu en terre ferme, à deux lieues de La Rochelle, qu'on distingue aisément ses tours et ses clochers.

DE LISLE DE RÉ — DU FORT DE LA PRÉE

Est assis sur le rivage de la mer, a quatre bons bastions, entourés de ses fossés, chemain couvert et glacis bien pourveu d'artillerie, deux compagnies composent la garnison, détachées à Saint Martin de Ré qu'on relève de tems à autre, mais le commandant est fixe. Cette isle peut avoir douze lieues de circuit sur quatre de longueur et très peu de largeur, y compris lisle Doye ; comme son terroir est sabloneux, il ne produit que des vins blancs, dont les habitans font d'excellente eau de vie et une liqueur nommée fenouillette qui a une grande vogue dans tous les pays estrangers, ont y esleve des bestiaux et quantité de petits chevaux, très vifs, qui broutent une herbe salée le long des marescages où se forment les meilleures salines, qui sont la richesse de ses habitans ; aussi, les rades de Saint Martin de Ré sont toujours garnies de quantité de vaisseaux marchans du Nord, et flamans, et holandois, qui enlèvent leurs sels et eaux de vie. Cette isle est très peuplée, presque toute de protestans, et garnie de maisons de campagne appartenans à des bourgeois de La Rochelle, qui y viennent dans la saison faire vendanges. Quittant le fort de La Prée, je suivis un grand chemain sabloneux l'espace d'une demi-lieue qui me fit passer au travers d'un gros bourg appelé La Flotte, très peuplé, très comerçant et fort riche, doù pousant encore une lieue plus avant, je parvins aux portes de la ville et citadelle de Saint Martin de Ré.

Cette petite ville est extraordinairement fortifiée par de bons rampars bastionés, défendus par de très profonds fossés, chemain couvert et glacis ; elle a un gouverneur, un estat major et une forte garnison composée de vieilles troupes ; les casernes sont très logeables, ainsi que la maison du gouverneur qui commande à toute lisle ; elle n'a que deux portes ; les rues, pavées, sont assez comodes, les maisons assez bien batties. Le port est grand, mais il ne peut contenir que de médiocres vaisseaux ; son entrée est défendue par une chaîne et de bonnes fortifications ; joinant ce port est la citadelle qui bat sur la mer, flanquée par quatre petits bastions réguliers ; bons fossés, chemain couvert et glacis jusques à un petit port seulement pour les chaloupes ; on n'a rien épargné pour la fortifier ; elle a un gouverneur, un estat major et une garnison particulière ; la patache pour recueillir les droits du roi est un peu au large,

d'où souvent ont voit la rade toute couverte de vaisseaux marchans. La principale église est bien battie ; c'est une paroisse de conséquence ; les recolets y ont un joli couvent, des logemens espacieux et des jardins où le public peut se promener.

De Saint Martin à la redoute du Martray ont y compte cinq quar de lieues ; elle tient à lhisme qui sépare deux canaux de la mer que je traversé pour aler au bourg d'Ars, qui est le second lieu de lisle, grand et fort peuplé, avec une belle église paroissiale et un clocher très eslevé, doù lon découvre les isles et la mer des environs ; ont ne trouve dans ces cantons que vignes et sels ; d'Ars, j'eus la curiosité d'aler voir cette fameuse tour des Balaines, qui ser de phare affin déclairer les vaisseaux qui entrent la nuit dans ces parages entourés de rochers très dangereux apellés les Balaines et Rochesbonnes ; cette tourest ronde et très eslevée, située sur une pointe de sable, mais fondée sur le roc ; ouvrage est solide et lon monte en dedans jusques à sa oime par deux cents et quelques marches de pierre pour ariver à son fanal garni de lames de fer, où le gardien met le bois à bruler dès l'entrée de la nuit. Ces observations faictes, je men revins dans le bourg d'Ars, à la redoute du Martray, et par la paroisse de Couarde, affin de venir disner à une maison damy apelée les Maratres ; et, après avoir veu les paroisses de Sainte-Marie et celle du Bois, je revins à Saint Martin, où lon se réjouit par merveilles durant le carnaval ; le sexe y est galant, ont y joue, ont y fait bonne chère, le monde y est poly envers les estrangers, ont y trouve à acheter toute sorte de marchandises des autres pays, principalement celles de contrebande ; la marine y tient un commissaire pour la levée des matelots, ainsi qu'un capitaine garde coste pour commander la milice des habitans garde coste. Estant de retour à La Rochelle, distant de cinq grandes lieues de Rochefort, pour laquelle ville il part chaque jour un coche, néanmoins, je pris des chevaux de louage et passé par le bourg d'Angoulin, à une lieu de La Rochelle ; de là à Chatellaillon baronie, deux paroisses ; là je pris le chemin de la traverse pour aler aux paroisses de la Jarie et de Cros-Chapeau, gros bourg, puis aux chateaux de la Garde aux Valets et de Voutron, appartenant à deux officiers de la marine de mes amis, par une chaussée, levée entre deux canaux, qui ferme par des barières ; je me rendis à la paroisse de Périgny, où j'avois aussi des affaires ; toutes ces terres sont si grasses qu'en hivert ont

n'en peut sortir ; à la fin, je repris le chemin de Rochefort, où je me reposé quelques mois, afin de recommencer ma tournée dans lisle d'Oleron, Marans et la Saintonge, après avoir fait, depuis mon départ de Paris jusques à Rochefort, par traverses, 103 lieues de postes.

Je partis de Rochefort, dernière ville de l'Aunis, afin de visiter la province de Saintonge et ses environs.

La rivière la Charante sépare absolument la Saintonge du pays d'Aunis, de sorte que j'ay veu fester une rive de cette rivière et de l'autre bord labourer les terres, manger gras en Saintonge et le même jour faire maigre à Rochefort. Sortant de Rochefort, je passé par sept à huit moulins à vens appellés de Corlieu, et fus au Vergerou, où est une petite paroisse, avec une batterie et corps de garde sur la rivière. Puis, suivant le pavé de Charas, un peu eslevé en chaussée, parmi des marais garnis de fossés des deux costés, et une écluse, je gaine la tour de Fouras, fortifiée sur le rivage de la mer. Cette grosse tour quarée a au bas de bonnes batteries doubles en pierres de taille, battant à fleur d'eau, avec leur artillerie, sur la rade, tous les vaisseaux ennemis qui voudroient entrer dans la rivière, outre le fort Lupin en deça, entouré d'un bon fossé plein d'eau, chemin couvert et glacis garni d'une tour à ponts levis, avec sa nombreuse artillerie, assis proche de Saint-Nazaire et du Port des Barques. De Fouras, je traversé en lisle d'Hé, que j'avois vue en allant en celle de Ré. Cette fois, j'examine la forteresse située sur une pointe de lisle qui se avance en mer, composée de deux bastions neufs et d'une demi-lune, le tout enveloppé d'un fossé taillé dans le roc, très profond ; du costé de la mer est un fer à cheval garni de trente pièces de canon et deux mortiers ; le milieu du fort est occupé par un dongeon quaré fossé, sur la terrasse duquel on voit quatre pièces d'artillerie, qui decouvre la mer et netoye la rade des vaisseaux ennemis, qui est la seule où les navires puissent estre en sureté ; la garnison est de deux compagnies d'infanterie et un commandant. Ensuite, je vis lisle Dainet et celle de lisle Madame, où est une compagnie d'invalides en garnison. Profitant du flot, je remonte la Charante, laissant de la droite le Port des Barques, où est un gros vilage habité par des pescheurs qui fournissent de la marée : soles, raye et huîtres, morues vertes, moules et autres coquillages à la Saintonge, Angoumois, Périgord et Limousin toute l'année, sous le nom de mareyeurs ;

de là, japerçus cette belle fontaine pyramidale au milieu de la rivière, avec ses réservoirs, pour fournir les vaisseaux du roi d'eau douce dans leurs armements ; à la fin, jarive au passage de Soubise, où est une patache de visite pour les droits du roi entrant en Saintonge.

PROVINCE DE SAINTONGE — DE SOUBISE

Ont parvient par une jettée qui vous conduit aux restes du chateau de Soubise, autrefois petite ville fortifiée avec titre de principauté, n'a aujourd'hui rien de remarquable que son église paroissiale avec un beau clocher très eslevé, qui se découvre de deux et trois lieues, assis sur une petite hauteur ; ses murs et portes sont ruinées : c'est un siège de judicature, et sept à huit paroises qui en relèvent.

De Soubise, en passant par le bourg de Moise, où est un haut clocher, je fus au passage de Brouage, très difficile, à moins que son canal ne soit rempli par la haute marée ; sans quoy ont attand six heures à passer de lautre costé, avec ennuy ; c'est ce quon apelle le pays de Bonnée, qui s'est abonné et afranchi avec le roi ; les chemains qui vont en serpentant à Brouage sont impraticables les hyvers par les cours et les coupures des marais salans, sur les bosses ou revers desquels ont voit une quantité prodigieuse de moulons de sels, élevés en petites montagnes couvertes de pailles, crainte de la pluye ; mais, à la fin de lesté, ont voit les sauniers qui raclent la surface de leurs caraux ou livres de marais réduits en sels qu'ils amènent à la grosse pille où sont leurs cabanes, afin de les garder la nuit, de crainte des faux sauniers qui viennent voler leurs sels, malgré la vigilance des gardes, et l'emportent dans diverses provinces ; ont découvre des pyramides de ces sels tant que la veue peut sestendre dans ce pays de Bonée, vers tous les environs de Marennes, qui ne payent que de modiques droicts. Après une lieu et demi de Soubise à ce passage, pour cinq sols par cheval, ont me mit de lautre costé lors de la plaine mer.

BROUAGE

Place de guerre très forte, revestue de dix bastions en pierre de taille, avec fossés, chemin couvert et glacis, battie sur pilotis dans des marais sans aucune hauteur qui la commande,

située au milieu d'un canal que les vases ont presque comblés, où il ny entre que des barques pour y charger les sels, car, durant les guerres civiles, son port, alors très considérable, fut rendu inutile par des battimens maçonnés que lon coula à fond à son entrée et qu'on na jamay pu relever, quoiqua diverses reprises ont ait fait travailler des troupes pour netoyer ce canal et y faire venir de nouvelles eaux de la mer qui, en aumantant les salines des particuliers, eussent deseché quantité de marais éloignés et perdus dont le produit fut devenu considérable par la suite ; mais le tout a esté inutilement. La tour de Brouë, très esloignée, estoit autrefois baignée par les flots de la mer ; ont y trouve encore divers anneaux de fer pour y attacher les barques et navires. Un lieutenant de roi commande dans Brouage, avec une bonne garnison et un estat major ; il y a des magasins, deux ingénieurs. Outre léglise paroissiale, il y a un couvent de récolts et un hospital. Le gouvernement, où j'ay couché diverses fois, est un bastiment magnifique par ses beaux appartements, ses galeries, le tout enrichi de peintures et de dorures ; ses jardins, ses grottes, ses parteres sont dun gout exquis ; la place est petite, n'ayant qu'une grande rue bien pavée qui conduit à ses deux uniques portes dont le canal fait le tour en emplissant ses fossés ; il y a peu d'habitans accause du deffaut de commerce et de la contrainte où ils sont sujets ; lair y est mauvais et le deffaut d'eau douce y engendre force maladies ; le clocher de la paroisse, en pierre, est très eslevé.

Je sortis de Brouage par une porte et un long pont de bois qui va en biaisant à une demi lune qui couvre cette porte ; ensuite, je passé sur un pont, un petit canal pour gainer le bourg d'*Hier*, distant dun quart de lieu, assis sur une hauteur, duquel M. le duc de Richelieu est seigneur ; de ce bourg, je descendis sur une levée ayant des salines des deux costés ; alors, je découvris le beau et remarquable clocher de Marennes, bien quéloigné d'une bonne lieu, au bout de laquelle j'entré à Marennes.

Le plus grand et le plus peuplé bourg du royaume sans pas une tour ny murailles, lune des cinq élections de la généralité de La Rochelle et de la province de Saintonge ; les autres sont Saintes, Coignac, Saint Jean Dangel et la capitale de l'Auxnix ; ont y compte plus de mille sœurs en belles et espacieuses maisons divisées en plusieurs larges et longues rues ;

les habitans sont riches et tous comergans, la majeure partie calvinistes ; leur comerce de sels et deaux de vie se fait avec les Holandois et leurs parens ou aliés qui, pour le fait de la religion, se sont habitués en Hollande ; outre lélection, il y a un siège de justice my parti entre le roi et labesse royalle de Saintes, avec un lieutenant criminel et un hostel de ville. Les habitans sont sujets à la garde coste sous un capitaine. Le roi y entretient plusieurs missionnaires, entre autres des jésuites, qui vont prescher et instruire dans les vilages circonvoisins, affin dy détruire le calvinisme, ainsi que divers ordres du roi ou des intendans, denlever chez les parens toutes les grandes filles et les transporter à Saintes dans des couvents de religieuses jusque à leur entière conversion. Les jésuites y possèdent une jolie maison, les récolets y sont bien établis, ainsi que les sœurs hospitalières ; léglise paroissiale est vaste et dune belle architecture de laquelle le clocher massif en pierre, autrefois basti par les Anglois, est aussi dune merveilleuse architecture, mais si eslevé quon le découvre de sept à huit lieues ; la pointe piramidale en pierre a esté souvent abatue par la foudre, de sorte quon na pu la racomoder. Comme Marennnes nest qua trois bonnes lieues de Rochefort, ausi il y a toujours quelques compagnies franches de la marine en quartier, ainsi qua Saugeon, Royan et Saintes. Jy ay demeuré deux ans. Le terroir des environs est remply de sels ou marais salans et de vignes.

De Marennnes, environ demy lieu, je fus passer la rivièrre de Seudre, que je trouvé garnie de plusieurs navires holandois, pour y charger du sel et des eaux de vies, et, parvenu en lisle Dalvert dabord, je fus à La Tremblade.

Gros bourg remply de mattelots et de pescheurs des plus opiniastres calvinistes, les femmes encore plus que les hommes, et dont les misionnaires nont jamais pu détruire, non plus que de toutte cette coste de la mer jusques à Royan, de sorte que les curés, ne pouvant les obliger au devoir pascal, célèbrent leurs meses, dimanches et festes, avec peu dasistans ou point du tout. Ils sont pourvus des livres protestans par la fréquentation avec les Holandois. Cette isle Dalvert est un pays bas et noyé, la coste maritime remplie de dunes ou montagnes de sables, où lon trouve des forets de sapins et de pins, principalement aux environs du pertuis de Maumusson, bordé de ces sables. Je fus voir le bourg Dalvert, à demy lieu de celuy

de La Tremblade, aussi farci de religieux : les maisons y sont basses, les rues sales et remplies de bouës, les églises mal ornées et les habitans mauvais François. J'avois passé devant le Foulon, chateau garni de tours assez mal en ordre, appartenant à une noblesse Dalvert ; puis, je vis la forest de sapins qui conduit à Royan ; mais, je voulu voir Chaillevete, où lon lançat un petit vaisseau à la mer. Cette paroisse est renommée à cause de ses excelentes eaux de vies. De la coste Dalvert on découvre facilement cette fameuse tour de Cordouan, batie sur un rocher à l'entrée de la rivière de la Garonne. Le trajet est facile dans les beaux jours. Cette tour, dune solide et superbe architecture, fondée au milieu de la rivière, reçoit le choc des vagues de la mer qui sy brisent ; ont y entre par une porte basse et lon monte à ses trois estages par un escalier à vis qui abouttit au phare ou fanal, où le gardien est obligé dalumer du feu chaque nuit pour servir de guide aux vaisseaux qui entrent dans la rivière de Bourdeaux. Ce pauvre gardien fait ses provisions en hivert pour deux ou trois mois, luy estant impossible de descendre à terre à cause des brisans de la mer qui emportent souvent de gros quartiers de pierre de cet édifice très massif ; il faut bien prendre garde que les chaloupes ou vaisseaux qui y vont neschouent ; de basse mer ont y prend quantité de moucles, huistres, crables et palourdes et autres coquillages, dont la plus part des pauvres vivent le long de ces costes maritimes. Ont ne peut trouver plus affreux hermitage que le séjour de cette tour isolée au milieu de la mer.

Je m'en revins à Marennes en résolution de passer dans lisle Doleron, qui est des dépendances de la Saintonge. Pour cet effet, je fus au fort du Chapus, distant dune demie lieu, composé dune grosse tour très forte, garnie de canons sur le haut de sa plateforme, ayant à son pied un fer à cheval, où lon peut placer trente pièces de canons pour battre à fleur deau ; l'ouvrage est de bonne massonnerie en pierre de taille. Ont entre dans ce fort par un pont levis que la mer entoure de tous costés ; une compagnie dinfanterie y est de garde, les casernes joinantes le village, et il y a un aumonier entretenu dans la paroisse de Boursefrant. Je traversai le canal de mer, qui a demie lieu de largeur, dans un grand bateau, avec les chevaux, et, par le secours de la marée et des avirons, jaborde à une demi portée du canon du Chateau Doleron ; le débarquement y est diffi-

cille acause des vagues et du mouvement perpétuel de la mer.

DE LISLE DOLERON

Cette isle, des dépendances de la Saintonge, a quinze lieues de circuit sur quatre de longueur et trois dans sa plus grande largeur, divisée en dix paroises. Madame labesse de Saintes, divers prieurs, abbés et gens déglise y jouissent de gros revevus. Lisle est dune abondance et fertilité sans égalle, se pouvant passer facilement de tous ses voisins, car les sels par moulons entourent toutes ses cottes ; il y croit dassés bons vins blancs, bien que faibles, du froment, du seigle et de lorge, de la filase, de toutes sortes de fruits et de légumes, et du bois aussi, en taillis et de haute futaye, très rare en Ré et aux environs de La Rochelle ; le gibier, perdrix et lapins, y exelle aussi bien que la volaille ; la pesche y abonde et lair y est sain ; les habitants sont sociables, aymant et régalent chez eux les estrangers. Lisle est toute platte, de difficile accès ; ses pointes, du nord et de louest, sont remplies de montagnes de sables amoncelés par la violence des vents, et ses dehors garnis de bancs et décueils, très dangereux aux navigateurs, sans pas un port. La citadelle, quon appelle le Chateau, battie du costé de l'est, entourée par de bons bastions et dune excelente fortification, est un des bons gouvernemens du royaume sous lequel est comprise toute lisle. Le gouverneur a droit de deffendre la chasse aux habitans ; jy ay veu divers lieutenans généraux se succéder les uns aux autres, ainsi que des Mongons, des Piou-sacs, comte Luzès.

Avec un estat major, corps d'ingénieurs et une forte garnison de vieilles troupes, le bourg ou paroise, dont léglise est assés propre et joinant la citadelle, ont travailloit à lentourer de fortifications. Il est fort peuplé ; en hivert. ont y trouve bonne compagnie de dames et dofficiers. Les récolets ont soin de lhospital, ainsi que dautres endroits de lisle pour lusage des soldats de cette forteresse. Je me rendis au bourg de Dolus ; il est grand et a un très beau clocher, mais la bonne eau y est rare ; à son défaut, ont se sert de celle de puy. Dans les chalceurs de lesté, les bestiaux y souffrent beaucoup de la soif, et le peu de pacages quon y trouve fait que les chevaux y sont maigres. De Dolus au bourg Saint Pierre, ont compte une lieu ; il est très peuplé aussi, et fus coucher à la Martière, belle maison apar-

tenant à un de mes anciens amis, capitaine de la garde coste, à quoy les habitans sont sujets. Son beau bois de haute futaye à sa porte est farci de lapins qui se plaisent dans le sable; nous y fismes bonne chère durant quelques jours. L'amy me mena ouïr la messe à la paroisse Saint Georges, qui a celle de Cheré pour annexe. Là, nous trouvames bonne compagnie, et fus convié daller faire vendanges au bourg de Saint Denis, à l'extremité de lisle, du costé nord; là, je vis, sur une pointe du rivage, des dunes de sable sous lune desquelles est une église abismée, quasi toute entière, me trouvant environ trois cents pas de la tour du Chassiron qui éclaire toutes les nuits les vaisseaux qui entrent par le pertuis apellé d'Antioche pour gagner les rades de lisle d'Hé et de Ché de Bois. Je la fus visiter; elle est toute ronde, elle est battie de bonnes pierres de taille. Je montay à la cime par deux cents degrés de bois et vis son fanal ou phare, composé de lames de fer soustenu par des baraux meme métal. Son gardien a soing d'y mettre chaque soir des buches quil alume et doit lentretenir toute la nuit, afin déclairer les navires qui, en entrant, font des signaux à coups de canons pour advertir ce gardien daugmenter son feu. Après avoir exactement examiné la hauteur et la capacité de cette tour du Chassiron, qui est en vue de celle des Balaines en lisle de Ré, je traversay toute lisle et vis en passant la sixième paroisse apellée Saint-Trojan, laquelle na rien de considérable. Puis, gainant le passage et le fort du Chapus, je revins à Marennes, éloigné de trois lieues de Rochefort, par Brouage, mais par la grande terre, ainsi qu'on la nomme, ont en compte cinq.

Je pris le grand chemin de Saintes passant par le bourg de Saint-Just fort habité, léglise est considérable; quelques gentilhommes y font leur séjour et l'habitant y est calviniste. De Saint-Just à la paroisse de Saint-Sorlin, lon compte plus d'un lieu, tout pays de vignobles. Saint-Sorlin est grand et a deux foires par année. Je la traversé, afin de gagner un pieré de même nom dun bon quart de lieu de longueur; ses perés ou amas deau, dont le fond est pierieux ou vaseux, sont très fréquens dans toute la Saintonge. Avant d'y parvenir, je vis d'anciens retranchemens assez entiers, voisins du bourg du Gats, distans d'un lieu de Saint-Sorlin, situé dans des pays noyés où se tiennent diverses foires; enfin, ayant traversé le peré ou gay de Saint-Sorlin, ayant de leau jusques à la selle des chevaux, je fus coucher à la belle maison de la Mauvignière,

ornée dun beau paro, de terrases, de jardins potagers, de parteres, de beaux réservoirs et dalées de charmes, de maroniers et dautres arbustes. Il est domage que cette maison doive des rentes et soit roturière. Près de là, sur la pointe des marais, est une hauteur coupée par la paroise et la tour de Broüe ; je découvris de ce lieu le vaste pays bas des environs : Brouage, Marennes, Moëse, Soubise, Saint Jean Dangle, Blenac et quantité de vilages éloignés. Cette fameuse tour, à demy ruinée, est aujourdhuie la retraite des hibouts et des oiyseaux de proye. Battie, autrefois, par les Anglois pour la deffense des vaisseaux qui venaient samarer ou atacher à son pied, ce que je recogneus par la quantité de gros annaux de fer qui subsistent encore, la mer sestant retirée par sucession des tems denviron quatre lieues na laissé que des marais remplis de boues, de joncs et de roseaux, avec un peu dherbe, ont pourroit encore tirer parti de ces marais en netoyant le port de Brouage si le roy ou les propriétaires en vouloint faire la despence. La tour est quarée, fort épaisse, avec un fossé qui lantoure ; on en pourroit faire encore un bon poste de deffence.

De la Mauvinière, je fus à la paroise de la Chaume, proche du gros bourg de Pont Labbé, appartenant à Madame labesse de Saintes. Entouré de toutes parts de marais, assis sur le ferme, ce fut de Pont Labé alant à Rochefort en lan 17..., que je pensé me noyer en traversant un de ces longs perés, pour gainer Saint Jean Dangle, un grand bourg, avec une belle église et un clocher fort eslevé. Au bout dune lieu, je vins à la paroise d'Echilais tournoyant, où est un très ancien chateau du seigneur du lieu, à une demy lieu de Rochefort dont on découvre tous les édifices, ainsi que ceux de Tonai-Charante, en sorte que, peu après, je parvins au moulin à vent et passage de Martrou, distant dun quart de lieu de la ville ; la rivière de Charante est là assés large ; de plaine mer ont y embarque hommes et chevaux à deux sols par chaque beste, ont vous conduit par un grand bac, mesme les carosses et charettes, de lautre costé ; c'est un très grand passage pour tous les paisans des environs qui portent vendre leurs denrées aux marchés de Rochefort. Ceux qui arivent de Saintes sont obligés dattendre la comodité de la mer montante et des bateliers, souvent de mauvaise volonté quoyque la ferme soit considérable, et, par un détour, vont passer la rivière à Charante, où lon est mieux servi ; les officiers et soldats ne payent rien, ainsi quil est

stipulé dans le bail commun entre le roi et le seigneur d'Echillais.

Suivant un pavé dun quart de lieu, entre deux prairies bordées par deux profonds fossés plains deau, jentrai par la porte de Martrou, et, le 10 , je sortis de Rochefort par la porte de Charante, suyvnt un long pavé qui me menat au bout dune lieu, la rivière à ma droite, en la petite ville de Tinei Charante, lieu considérable par son comerce avec les Holandois et autres nations du Nord qui viennent charger des sels, des vins et eaux de vies de Coinac et des environs, son port estant garni de quantité de navires marchands. Elle consiste en une grande rue, le long de la rivière ou de son port, bordée d'assez jolies maisons, et diverses autres rues de traverse.

(A suivre).

II

LA DÉPORTATION EOCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

1794-1795

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

(Suite)

Le 14 ventôse an II, 4 mars 1794, les premiers déportés ecclésiastiques arrivaient à Rochefort; le billet suivant est attaché à un folio du registre des décès de l'hôpital de la marine, conservé au greffe du tribunal :

Rochefort, le 14 ventôse an II, 4 mars 1794.

« Le concierge de la maison de Saint-Maurice recevra les nommés : Pierre Mazard, Joseph Paignon, Joseph Savary, Léonard Barnon, Jean-Baptiste La Peyrière, Guillaume Beaure, François Faure, Mathurin Jonchade, Jacques Sagontier, Jean-Baptiste Deverne, tous prêtres réfractaires, destinés à l'exportation, et y resteront jusqu'à nouvel ordre.

A Rochefort, le 14 ventôse an II de la République une et indivisible.

NOLÉAU, agent national ; RIGNAC, vice-président.

Pour copie conforme, BAUPRY. »

On lit au verso : le nommé Léonard Barnon, dénommé de l'autre côté, a été conduit à l'hôpital le 29 germinal an II (18 avril 1794).

Extrait du greffe de Rochefort.

Les prêtres ci-dessus appartenait au département de la Haute-Vienne.

2 germinal an II, 22 mars 1794.

Le directeur des vivres au ministre de la marine,

« ... Il a été décidé hier au soir, par les représentants du peuple, qu'il serait pourvu, pour les 400 déportés qui doivent embarquer dans ce port, à quatre mois de traversée, six mois en farine et légumes pour leur subsistance à leur débarquement dans la colonie, et pour douze mois de campagne à l'équipage qui doit les transporter. »

Archives du port de Rochefort, 2^e division, approvisionnements, an II.

Paris, 2 germinal, an II, 22 mars 1794.

*Au commandant des armes, agent maritime
et ingénieur constructeur,*

« Le ministre vous a déjà donné l'ordre, le 13 nivôse, de mettre en réquisition un bâtiment du commerce, propre à la mission désignée par l'article 12 de la loi du 29 et 30 vendémiaire, et de le tenir prêt à recevoir 400 hommes sujets à la déportation. Il me charge de vous demander si ce bâtiment est dans l'état requis, et, s'il n'y était pas, de vous transmettre l'ordre de le faire préparer à recevoir les vivres dans le plus bref délai, car vous n'ignorez pas que, dans votre commune, il y a 145 prêtres qui diminuent, chaque jour, la portion de nourriture des citoyens, que, d'après la loi, le nombre augmentera encore, et que, pour ne pas les laisser accumuler, il conviendra d'expédier les premiers 400, qui seront rassemblés. Ainsi, le ministre, comptant sur votre amour pour la patrie et votre haine pour les traîtres, espère que vous accélérerez, autant qu'il dépendra de vous, les moyens d'expulser ces individus de la terre de liberté.

Si vous vous trouviez embarrassés pour quelques difficultés, le ministre vous invite à vous concerter avec les représentants du peuple.

Salut et fraternité.

CHAPPATTE. »

Archives du port de Rochefort, vol. 84, an II.

Rochefort, 2 germinal an II, 22 mars 1794.

« Il est ordonné au citoyen Laly, enseigne de vaisseau, commandant la chaloupe *La Dédaigneuse*, de se démettre de son commandement et de prendre celui de la flûte *Les Deux-Associés*, commandée ci-devant par le citoyen Aubry (1). »

Archives du port de Rochefort, registre des ordres du commandant des armes.

Rochefort, 4 germinal an II, 24 mars 1794.

« J'ai donné le commandement du navire *Les Deux-Associés*, destiné à déporter les ecclésiastiques, au citoyen Laly, qui commandait ci-devant une chaloupe canonnière. Cet officier, bon marin et *d'un physique vigoureux*, sera plus fait à en imposer à ces prêtres que ne l'aurait été le citoyen Daniel Aubry, qui le commandait ci-devant, et, pour dédommager ce dernier, qui est un homme âgé, je lui ai donné le commandement de la canonnière que Laly commandait. »

Archives du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes avec le ministre de la marine.

Rochefort, 4 germinal an II, 24 mars 1794

Le directeur des vivres au ministre de la marine,

« La culture de la terre à la côte d'Afrique se faisant toute à la main, les outils, à y faire passer pour les déportés, ne peuvent être que ceux à cet usage, tels que houes, pioches, bèches, bedouchons, tranches ; avec ces espèces d'outils, on peut travailler dans toutes les espèces de terre, soit dure, soit légère. C'est donc de ces outils qu'il faut donner pour l'expédition projetée et former l'assortiment, qui sera mis à bord de chaque bâtiment. Deux de ces outils, n'importe lesquels, doivent suffire en ce premier moment. Il y a à faire passer de Rochefort 400 déportés, en en mettant 800 sur le bateau qui les transportera, ils auront chacun deux outils. Les magasins en sont approvisionnés et peuvent en fournir 800 autres pour ceux qui doivent être embarqués à Bordeaux. Je ne parle pas de haches, de serpes, parce que le lieu désigné pour leur habitation n'est pas couvert de bois ; s'il en était nécessaire, il serait

(1) Un navire de commerce était dit : armé en flûte, quand il était chargé par le gouvernement et armé d'une batterie de canons.

impossible en ce moment de donner des haches, n'y en ayant pas suffisamment en magasin pour les travaux pressés de l'arsenal ; on pourrait fournir des serpes.

Quant aux graines de jardinage, comme, d'après les ordres donnés, on doit leur fournir pour six mois de légumes ordinaires d'armement, ils pourront en prendre de ces espèces pour ensemer. Il serait impossible ici de s'en procurer d'autres espèces, telles que celles de choux, navets, carottes, betteraves, artichauts ; les autres légumes pouvant être regardés comme objets de luxe, on a pensé que 25 livres de chacune de ces espèces seraient suffisantes pour 400 hommes, mais, vu l'impossibilité de se les procurer ici, si tu pouvais les faire envoyer par la messagerie, il pourrait être arrivé à temps (sic) pour les embarquer avec les déportés.

L'agent maritime de Bordeaux me marque que : tes intentions sont que ce port lui fournisse les légumes pour les 400 déportés qu'il doit envoyer ; d'après ce que je viens de te mander, tu verras que nous ne pourrons l'aider qu'en outils aratoires et nullement en graines de jardinage ; ainsi, si tu consens à 25 livres des espèces désignées pour 400 déportés, tu pourras faire un pareil envoi à Bordeaux qu'à Rochefort. »

Archives du port de Rochefort, 2^e division, approvisionnement, an II.

Rochefort, 5 germinal an II, 25 mars 1794.

Le directeur des vivres au district de Rochefort.

« D'après les ordres du ministre de disposer un local pour recevoir 400 déportés pour embarquer pour la côte d'Afrique, n'en ayant pas trouvé de propre à cet usage dans cette commune, et n'ayant aucun bâtiment national propre à cet usage, j'écrivis à Xantes, à l'agent national, pour savoir s'il ne serait pas possible d'y former cet établissement. La réponse ayant été négative, nous convinmes, le commandant d'armes et moi, d'après l'approbation des représentants du peuple, que le bâtiment, que nous avions destiné pour leur transport, servirait d'entrepôt, en attendant leur départ, et qu'ils y seraient conduits à fur et mesure de leur arrivée. Des circonstances particulières retardent cette mesure, mais, sous quatre jours, à ce que j'espère, tous ceux qui sont déjà ici pourront y être déposés.

D'après la lettre du ministre de l'intérieur que vous m'avez

fait passer, citoyens, il paraît qu'il serait possible qu'il arrivât de ces hommes plus de 400, qu'il y a ordre d'embarquer de suite. Je vous demanderais de vouloir bien m'aider à trouver un bâtiment national où l'on put faire cet entrepôt, n'en ayant aucun à ma disposition, dont je puisse disposer pour cela. Il existe à l'île de Ré un ancien dépôt pour les marins où je pense qu'il serait possible de les établir. Je ne connais pas le local ; je prends des informations pour proposer aux représentants de le destiner à cet usage ou de former ce dépôt dans la citadelle, et de donner l'établissement de la marine pour loger une partie de la troupe. Je pense que si cela peut avoir lieu, il y aura le double avantage de n'avoir pas à surveiller ici cette horde perverse et la facilité de les embarquer où on mettra à la voile. »

Archives du port de Rochefort, 2^e division, approvisionnements, an II.

Martrou, 6 germinal an II, 26 mars 1794.

« Nous, officier du port, certifie avoir pris à bord du canot du port, patron Nicolas Roulland, la quantité de 17 détenus ecclésiastiques du Morbihan, provenant du chassemarée *Le Patriote*, commandé par le citoyen Le Recouvreux, avec tous leurs effets à leur usage.

A Martrou, donc je lui ai donné un (sic) décharge.

GIBERT, officier de la direction du port.

Vu par le lieutenant de port, LE PELLAY. »

« Le directoire du district de Rochefort, vu la route des dix-sept prêtres réfractaires à déporter, nommés : Julien Colober, Jean-Louis Riguidel, Etienne Le Goff, Léon-Marie Leroy, Louis-Joseph Gardie, Henri Jégo, Pierre Hervé, Léon Roland, ci-devant dit Isidore, Mathurin Leroy, Jean Le Thiec, Joseph-Pierre Robert, André-François Brulon, Léon Tual, Vincent Benoit, Sébastien Le Bihan, Pierre Pierre, Louis-Augustin Bernard, délivrés par les administrateurs du Morbihan, le 12 ventôse dernier, au citoyen Le Recouvreux, capitaine de la patache militaire du Morbihan, sur l'avis donné à ce dernier de l'impossibilité de loger les dits prêtres déportés et l'invitation faite à l'agent maritime, ils ont été placés dans un bâtiment de la République, suivant le certificat de l'entrepôt, visé par le lieutenant de port à Rochefort, le 6 germinal de l'an II de la République une et indivisible.

Signé : FAURE, L. LELOUP, BIGNAC.

Les susdits ont passé à bord de la *Nourrice* (1), le 6 germinal an II.

QUIROYRA. »

Arch. du Morbihan, extrait de la liasse : Prêtres déportés et reclus, 1790-1797, série L. n° 862.

Saintes, le 6 germinal an II, 26 mars 1794.

« Aujourd'hui, six germinal an II de la République une et indivisible, le *Directoire du département de la Charente-Inférieure* assemblé en séance publique,

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, du 24 pluviôse (12 février 1794), qui le charge de faire partir, sans délai, pour Rochefort, tous les prêtres réfractaires et insermentés, sujets à la déportation, qui peuvent se trouver sur son territoire ;

Considérant, qu'indépendamment des prêtres déportables, il en est encore au nombre de quarante-deux, que le département de l'Allier avait envoyés en station dans cette commune, en attendant les apprêts d'une embarcation, et qu'il est conséquemment urgent de les faire partir tous pour Rochefort, lieu indiqué par le ministre de l'intérieur ;

Considérant, également, qu'outre ceux sujets à la déportation par la loi, il y a encore dans cette commune une grande quantité, qui, sous prétexte qu'ils sont sexagénaires, invoquent l'exception prononcée par la même loi, pour ne point être soumis à la déportation ;

Considérant, néanmoins, que les plaintes multipliées, portées par les bons citoyens contre les prêtres réfractaires, annoncent, d'une manière évidente, qu'ils parviennent toujours à tromper la surveillance des corps administratifs, et sèment parmi le peuple le fanatisme et la superstition, qu'ils entretiennent toujours des correspondances dangereuses avec les ennemis de l'intérieur, qu'il n'est point de ruses qu'ils n'emploient pour éluder les règlements de police établis par les autorités constituées pour les surveiller, que même ils célèbrent encore parmi eux les offices ecclésiastiques ;

Considérant que la pénurie des subsistances dans le département est effrayante, et que les bons citoyens voient, avec un juste regret, les subsistances consommées par des ennemis irré-

(1) La *Nourrice* était un navire de commerce armé en flûte.

conciliables de la révolution, de ces hommes dont la présence ne peut être que pernicieuse, puisqu'ils exhalent sans cesse le poison du fanatisme et de la superstition ; qu'enfin, sous tous les rapports, et particulièrement d'après ce principe que tout homme, qui s'obstine à ne point reconnaître les lois de son pays, doit être rejeté de la société, principe déjà consacré par la Convention nationale, qui vient de décréter le bannissement de tous les ennemis de la révolution,

Arrête que tous les prêtres réfractaires du département de l'Allier, qui sont en dépôt dans cette commune et tous ceux du département, qui sont sujets à la déportation, seront conduits à Rochefort, sous bonne et sûre escorte, pour être déposés dans le local indiqué par le ministre de la marine ;

Arrête également que tous les prêtres sexagénaires du département, détenus dans la maison des ci-devant carmélites de cette commune, et qui n'ont point été jugés susceptibles de la déportation, par cela même qu'ils étaient sexagénaires, seront aussi, pour les causes énoncées plus haut, transférés, dans le plus bref délai, à Rochefort, dans la maison indiquée par le ministre de la marine, pour être déportés ainsi que ceux de l'Allier ; que le présent arrêté sera adressé incessamment aux représentants du peuple en mission à Rochefort, pour être revêtu de leur approbation, dans ce qui concerne ces derniers, à l'exception de ceux dont les infirmités, légalement constatées par les officiers de santé commis à cet effet par la municipalité, constateront qu'ils ne peuvent pas être déportés sans danger imminent (1).

A Saintes, en séance publique, les jours et au que dessus.

Signé : BOUJU, MARCHANT, LEBOUÇ, SAVARY, secrétaire. »

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, registre des délib. du Directoire, série L. n° 67, f°s 71 et 72.

Rochefort, 7 germinal an II, 27 mars 1794.

*Le commandant des armes et l'agent maritime
au ministre de la marine.*

« Avant-hier, avant de mettre les déportés à bord du navire les *Deux-Associés*, nous avons été instruits que le bâtiment

(1) Ces ecclésiastiques, embarqués sur une gabarre, quittèrent Saintes le 28 mars et mirent six jours pour arriver à Rochefort.

avait pour lest, dans des fûtailles, de la chaux et du charbon de terre. Comme il eût été dangereux de laisser ces matières à bord, y existant depuis longtemps, nous avons tout de suite fait travailler à son déchargement, nous avons envoyé à cet effet des bâtiments pour lui porter d'autre lest et procéder à un nouvel arrimage. Nous espérons, d'après les mesures que nous avons prises, que ce bâtiment sera, sous huit jours, en état de recevoir ces déportés ; jugeant ce temps absolument nécessaire pour l'arrimer, remplir les pièces à eau et faire les dispositions qu'exigent les sûretés, que l'on a cru devoir prendre pour une pareille cargaison, nous t'assurons, citoyen ministre, que nous n'avons pas moins de désir que toi de nous débarrasser de ces traîtres, dont le séjour ici ne pourrait qu'augmenter nos craintes.

Aussitôt que ce bâtiment aura fait ses vivres ou sera prêt à les recevoir, nous l'enverrons mouiller sous le fort de l'île d'Aix, pour y attendre l'instant où nous recevrons tes ordres pour son départ.

CHEVILLARD, commandant des armes ;

LEMOYNE, agent maritime. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

Rochefort, 7 germinal an II, 27 mars 1794.

*Le commandant des armes et l'agent maritime au
ministre de la marine.*

« La quantité de galeux, qui se trouvent à bord des vaisseaux, parmi la réquisition qui travaille dans le port, ne pouvant être placée à l'hôpital, qui est déjà encombré de malades, et ne trouvant point en ville de local propre à traiter cette maladie, nous nous sommes décidés, après avoir consulté les chirurgiens et pris l'avis des représentants du peuple, de faire du vaisseau le *Borée* (1) un hôpital ; en conséquence, nous l'envoyons aujour-

(1) Le *Borée* était un vaisseau de ligne qui, de janvier 1791 à mai 1793, sous le commandement de l'amiral de Grimouard, avait fait la campagne de Saint-Domingue. L'amiral avait rapatrié deux déportés de la colonie : Hugues Victor et Brudieu Joseph, le premier était devenu accusateur public près du tribunal révolutionnaire de Rochefort ; le second, juré près du même tribunal ; ils firent condamner à mort et exécuter de Grimouard, le 7 février 1794.

d'hui à la Cabane carrée, après y avoir fait toutes les dispositions nécessaires à cet effet. Nous présumons que ce bâtiment pourra contenir 350 à 500 hommes.

CHEVILLARD, commandant des armes ;
LEMOYNE, agent maritime. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

Rochefort, 11 germinal an II, 31 mars 1794.
*Les Représentants du peuple à Rochefort,
au Comité de Salut public.*

« Les prêtres condamnés à la déportation, Citoyens collègues, arrivent ici en foule. Nous voyons avec regret que leur transport à Madagascar sera très dispendieux, tant en subsistances qu'en approvisionnements, et que ces scélérats ne méritent pas tous les soins que la Convention nationale se donne, pour assurer leur arrivée dans ce lieu si fertile et si à proximité des possessions européennes. Nous croyons donc qu'il serait plus convenable, pour les circonscrire dans leur état primitif, de les jeter sur les côtes de Barbarie, entre le cap *Boudjurorum* (1) et le cap Blanc, pour faire pénitence, parmi les Maures, des crimes qu'ils ont commis envers le genre humain. Si vous approuvez cette mesure, Citoyens collègues, invitez la Convention nationale à rapporter la partie du décret qui les envoie à Madagascar, et à ordonner qu'il soient déportés au lieu que nous vous indiquons, comme étant le plus propre à leur ôter tout espoir de reparaitre sur la terre de la liberté. Cette mesure aura aussi le mérite de cacher à nos ennemis les parages par lesquels cette expédition doit passer. Telles sont les observations que nous avons cru devoir soumettre à votre jugement.

Salut et fraternité.

GUEZNO ; J.-N. TOPSENT. »

Arch. Nat., A. F., II. 172.

Paris, 14 germinal an II, 3 avril 1794.
*A Chevillard, commandant des armes, et à Lemoine,
agent maritime.*

« Le ministre a reçu la lettre que vous lui avez écrite le 7 de ce mois, par laquelle il a vu que le navire les *Deux-Associés*,

(1) Bogador.

destiné à transporter les prêtres à Madagascar, ayant dans des futailles de la chaux et du charbon de terre, vous avez, sur le champ, fait débarquer ces matières.

Le ministre ne pouvait qu'approuver cette précaution, et il vous recommande d'accélérer l'arrimage et l'embarquement du lest, que vous avez été obligé de substituer à ces matières.

Il vous invite à lui faire connaître combien il pourra partir de ces déportés par le navire les *Deux-Associés*, ce qu'il en restera encore à Rochefort, et il vous demande également de lui rendre successivement compte de l'arrivée à Rochefort des prêtres sujets à cette peine, et du nombre qui y sera existant, afin de ne les laisser séjourner sur le sol de la liberté qu'autant que cela sera indispensable pour attendre que le nombre suffisant au chargement de chaque bâtiment soit complété.

Le ministre s'en rapporte à cet égard à votre patriotisme.

Salut et fraternité.

CHAPPATTE ».

Arch. du port de Rochefort, vol. 84, an II.

Rochefort, 14 germinal an II, 3 avril 1794.

Le Commandant des armes au ministre de la marine.

« Les citoyens Représentants du peuple ont donné le commandement des *Deux-Associés* (bâtiment destiné au transport des prêtres) au citoyen Laly, enseigne de vaisseau non entre-tenu » (1).

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

(1) Ce bâtiment était un trois-mâts de 5 à 600 tonneaux, armé en flûte, portant 20 canons de six et cent-dix hommes d'équipage :

Laly, capitaine, natif de l'île de Ré, enseigne non-entretenu, provenant de la *Dédaigneuse*, embarqué le 2 germinal.

4 officiers-majors : Ch. Brisard, natif de l'île de Ré, enseigne, provenant de la *Dédaigneuse*, embarqué le 2 germinal ; Villecollet, enseigne, embarqué le 6 germinal ; Cazenave, natif de La Rochelle, enseigne, embarqué le 7 germinal.

6 officiers mariniers, 3 timoniers, 30 matelots, 4 mousses, 5 surnuméraires, 3 domestiques.

29 hommes en supplément, tant en aspirants, officiers mariniers, matelots, novices et mousses ; 25 hommes de détachement du 4^e bataillon des volontaires du Lot-et-Garonne.

Rochefort, 18 germinal an II, 7 avril 1794.

Le commandant des armes au ministre de la marine.

« Dans ta lettre du 12 de ce mois, tu me marques de te mander dans quel état est le vaisseau destiné à la déportation des prêtres, et tu m'ordonnes de les expédier par portion de trois à quatre cents.

Le bâtiment destiné à cette opération se nomme les *Deux-Associés*, du port de 5 à 600 tonneaux ; il serait déjà prêt, si je ne me fus aperçu, au moment où je l'envoyais en rade, que son lest était composé de chaux et de charbon de terre en barrique avec des briques et autres matériaux.

Bien persuadé que cette espèce de lest était dangereuse, pouvant engorger les pompes, dans le cas où ce vaisseau arriverait à faire de l'eau, je pris le parti de vider ces pièces ; je te rendis compte de mon opération. Sous deux jours, au plus tard, ce bâtiment sera prêt à recevoir les prêtres, dont le nombre est dans ce moment-ci de 220 à 230, que j'ai été obligé de loger à bord du *Borée* et de la *Nourrice*, n'ayant pas à Rochefort, ni aux environs, aucune maison nationale susceptible de les recevoir.

Les Représentants du peuple, qui sont ici, sont instruits de ce que j'ai fait et ont approuvé le parti que j'ai pris à cet égard.

J'ai reçu, ces jours derniers, un ordre de l'accusateur public Hugues (1), pour faire fouiller les prêtres, et leur ôter l'argent et les assignats qu'ils peuvent avoir, ainsi que leurs papiers, breviaires, etc., j'ai fait exécuter cet ordre à bord des bâtiments où ils sont détenus. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

(1) Hugues Victor, né à Marseille, avait d'abord été ouvrier et maitre-boulangier à Saint-Domingue. Compromis dans les troubles de la colonie, il avait été déporté et débarqué à Rochefort. Laignelot et Lequinio le nommèrent accusateur public près le tribunal révolutionnaire de cette ville ; il fit condamner et exécuter les officiers de l'*Apollon*. Envoyé comme commissaire du gouvernement à la Guadeloupe, il prit une part active à la défense de l'île. En 1799, il fut nommé commandant en chef de la Guyane française. Lors de la capitulation de cette colonie, il fut accusé de l'avoir préparée pour préserver ses possessions. Il passa devant un conseil de guerre, et ne fut acquitté qu'après de longs débats. Très riche, il se retira dans le département de la Gironde, devint aveugle dans ses dernières années, et mourut en 1826.

Rochefort, 21 germinal an II, 10 avril 1794.

Au ministre de la marine.

« D'après les dispositions que nous avons fait faire à bord du navire les *Deux-Associés*, nous espérons que ce bâtiment pourra transporter de 360 à 400 déportés avec les vivres qui leur sont destinés. Nous comptons y joindre 800 outils aratoires, n'ayant reçu de toi aucun ordre, pour confirmer les propositions que t'avait faites l'agent maritime, il est impossible d'y mettre des graines potagères, ne pouvant s'en procurer dans ce pays. La quantité des déportés, arrivés jusqu'à ce jour, est de deux cent trente, et nous les ferons passer, sous deux jours, à bord des *Deux-Associés*, qui est prêt à les recevoir. Il paraît par la lettre de l'adjoint de la division, en date du 14, que le premier nombre de 400, que tu nous avais annoncé, sera beaucoup plus considérable. Nous allons disposer le *Washington*, bâtiment de 600 tonneaux, de La Rochelle, prêté gratuitement pour la guerre par le citoyen Demisy (1) pour faire une seconde expédition de ces déportés. Sois bien persuadé que nous ferons tout ce qu'il sera possible pour débarrasser promptement notre sol de cette horde perfide. »

Arch. du port de Rochefort, copie de lettres, première division, 1793-1794.

Rochefort, 21 germinal an II, 10 avril 1794.

Le commandant des armes au Comité de Salut public.

« Lorsque j'ai appris que votre intention était d'exporter les ecclésiastiques à Madagascar, j'observai à vos collègues, qui sont ici, combien il me paraissait impolitique de transporter dans cet endroit des prêtres ou autres sujets à cette peine. Je leur ajoutai que cette île était la mère nourricière de l'île de France et de Bourbon, qu'une communication et commerce, non interrompu depuis près d'un siècle nous avait lié avec une grande partie de ces peuples, au point que nous pouvions sans risque parcourir leur territoire et y faire des achats de vivres et autres objets utiles à la consommation de nos îles, qu'il y

(1) Demisy, négociant à La Rochelle, était un des plus gros acquéreurs de biens ecclésiastiques dans le département, il fut sous-préfet sous l'Empire.

avait lieu de craindre que l'arrivée de ces déportés ne changeasse l'esprit public de ces peuples, et, en les rendant nos ennemis, nous privât des ressources essentielles que nous y avons.

L'amour que j'ai pour ma patrie est le seul motif, Citoyens représentants, qui me porte à vous faire ces observations ; j'espère qu'à ce titre vous voudrez bien les accueillir favorablement. J'ai vu d'ailleurs avec plaisir que les citoyens Quezno et Topsent vous avaient écrit à ce sujet, et qu'ils vous proposaient pour la déportation de ces prêtres la partie de terre comprise entre le cap Bogador et le cap Blanc. Cet endroit, qui est moins éloigné que l'île de Madagascar, en remplissant votre but, n'offre pas, il me semble, les mêmes inconvénients.

CHEVILLARD. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

Rochefort, 23 germinal an II, 12 avril 1794.

Le commandant des armes au ministre de la marine.

« Le navire les *Deux-Associés*, destiné pour porter les ecclésiastiques et autres déportés, a dans ce moment à bord 288 de ces gaillards-là. Lorsqu'il aura son complet nous l'expédierons à destination.

Ayant communiqué à Hugues combien je regardais comme impolitique qu'on envoyât dans cette île ces malveillants, il m'engagea à faire part de mon idée au Comité de Salut public, ce que j'ai fait, mais pressé par le courrier, je n'ai pu t'envoyer copie de la lettre que j'écrivis à ce Comité et à Barrère. Je t'en enverrai ci-inclus la copie pour que tu puisses, de ton côté, si tu trouves mes observations justes, empêcher que la destination de ce bâtiment ait lieu pour ce pays-là. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

Rochefort, 23 germinal an II, 12 avril 1794.

Fressenge, Jean, ci-devant prêtre, entré à l'hôpital de la marine, le 5 germinal an II, mort le 23 du dit.

Grefse du tribunal de Rochefort, registre des entrées et décès à l'hôpital de la marine, du 1^{er} janvier 1787 au 5^e jour complémentaire de l'an XIII.

Rochefort, 23 germinal an II, 12 avril 1794.

Conseil du district de Rochefort.

« Ce jour, s'est présenté le citoyen Lebas, substitut de l'accusateur public du tribunal révolutionnaire de Rochefort, lequel a dit: qu'en conformité de la loi du 22 ventôse dernier, qui prononce la confiscation des biens des déportés, il aurait invité la municipalité de faire visiter les ci-devant prêtres qui sont arrivés ici, pour être transportés sur les côtes d'Afrique, aux fins de vérifier si ces individus n'emportent pas avec eux du mobilier comme or, argent et assignats, et autres objets qui appartiennent à la nation. La municipalité (1) ayant fait procéder à la dite visite, avec la plus grande exactitude, il en est résulté qu'on les a trouvés nantis de diverses sommes, tant en or, argent qu'assignats, montant au total de trente mille quatre cent six livres quatre sous 9 deniers.

Savoir: en assignats, trente mille quatre cent six livres cinq sous; en or, six mille cent vingt; en argent, sept cent soixante-une livres deux sous; et en billon, soixante-une livres quatre sous 9 deniers.

Qu'ils se sont trouvés également nantis de dix-huit montres, dont quatorze en or, et les autres objets en argent, ainsi qu'il appert des procès-verbaux, qui en ont été dressés par les commissaires nommés à cet effet, lesquels procès-verbaux et les dits effets en or, argent et assignats, le dit Lebas a déposés au district et en a requis la décharge. Le Conseil, après avoir fait la vérification de tous les objets ci-dessous et s'être assuré de leur existence, a arrêté que le citoyen Lebas en demeurera bien et valablement déchargé, arrête en outre que la dite somme de 37.348 livres 11 sous 9 deniers, sera versée dans la caisse du receveur des droits d'enregistrement de cette commune, et que les autres effets resteront en dépôt au district, jusqu'à ce que l'administration des domaines nationaux ait statué s'ils seront vendus ou envoyés à Paris.

(1) La municipalité de Rochefort était ainsi composée: Delisle, maire; Texier, pharmacien; Perrin; Leloup aîné; Pelé père; Savigny aîné; Bouffard, négociant; Serre, propriétaire; Banin, avoué; Guisot, propriétaire; Papin, pharmacien; Pouilloux, marchand; André, agent national; Savournin, substitut.

Lesquels effets or, argent et assignats appartenant, savoir à (1) :

Roussel, 168 livres.

Ancel, 144 l.

Duval, Jacques, 2.400 l.

Giriel, Pierre-Clément, 102 l.

Raffey, Pierre, 24 l.

Mabille, Nicolas, 24 l.

Beguignot, Pierre, 36 l. 12 s.

Lenfumez, Adrien, 675 l.

Normand, François, 24 l.

Guichard, Jean, 744 l.

Batailler, Bernard, 72 l.

Labrouhe Laborderie, 248 l. 7 s. (remis à son fondé de pouvoir, le 21 germinal an III) (2).

Léonard, 20 l., une paire de boucles de souliers, une boucle de jarretière et un bouton, le tout en argent, une montre en or, l'argenterie pesant 4 onces.

Guibert, Pierre, 319 l. 5 s. (qui lui ont été remis à lui-même, le 21 germinal an III).

Millaguet, Pierre, 619 l. 4 s. et une montre en or.

Mater, Jean-Guillaume, 510 l. 14 s. 6 d., une paire de boucles de jarretière, un petit écritoire en argent et un petit flacon garni d'argent, le tout 2 onces.

Romané, Augustin, 100 l. et 2 petites paires de boucles de jarretière en argent pesant 6 gros (qui ont été remis à lui-même, le 21 germinal an III).

Hervoit, Louis, 223 l.

Lavergne, François, 365 l. 8 s.

Dumonteil, Jean, 24 l. 4 s.

Lamarade, Adrien, 329 l. 8 s. 9 d.

Bernard, Louis, 34 l. 5 s. et une paire de boucles de jarretière en argent, 3 gros.

(1) J'ai essayé, autant que possible, de rétablir l'orthographe des noms ; les greffiers improvisés écrivaient la prononciation ; on juge ce qu'ils devaient écrire quand ils entendaient prononcer un nom avec l'accent du Nord ou du Midi. J'ai cru devoir conserver l'ordre dans lequel les déportés ont subi la fouille. On remarquera que plusieurs l'ont subie deux fois. Leurs compagnons leur avaient remis ce qu'ils espéraient sauver.

(2) Cette note a été ajoutée lors de la libération des survivants.

- Coudert, Louis, 127 l. 10 s.
Falmote-La Morelie, 207 l. 8 s. 9 d.
Rouffie, François, 175 l. 1 s.
La Boissière, François, 170 l. 8 s. et une petite paire de boucles en argent, 3 gros.
Lafont, Daniel, 229 l. 10 s.
La Morelie, Barthélemy, 92 l. 15 s. 8 d., une paire de boucles de jarretière, deux agrafes de souliers en argent, pesant une once.
Meilhac, Jean-Baptiste, 259 l. 3 s.
Defenieux, 22 l. 1 s., une montre en or à calendrier ancien.
Marchand, Claude-Ber.-Laurent, 337 l. et une paire de boucles de jarretière en argent, pesant 6 gros.
Sauvage, François, 120 l. 5 s. et une paire de boucles de souliers en argent, pesant 3 onces 3 gros.
Sylvain, Jean, 434 l. 8 s. 6 d. et une paire de boucles de jarretière à filets, pesant 6 gros.
Chamblat, Jean-Baptiste, 62 l. 8 s. et une montre en argent.
Texandier, Jean, 126 l. 18 s. 9 d. et une petite paire de boucles en argent, pesant 6 gros.
La Locherie, Laurens, 83 l. 1 s. et une petite paire de boucles de jarretière, pesant 5 gros.
Bardinet, François, 41 l. 16 s. 6 d. et une paire de boucles en argent, pesant 4 gros.
Petit, Théobald-Auguste, 50 l. 5 s.
La Morelie-Puyredon, Pierre, 91 l. 1 s. 3 d. et une paire de boucles en argent, pesant 2 gros.
Larouverade, Léonard, 109 l. 18 s.
Bonhomme-Forestier, J.-B., 43 l. 4 s. et une paire de boucles de jarretière, pesant 3 gros.
Moutet-Cardaillac, Jean, 72 l. 5 s.
Charles (forçat), 255 l. 9 s. 9 d.
Guesnet, François, 10 l.
La Morelie, Yriex, 137 l. 12 s. et deux petits christ en argent, pesant 2 gros.
Lagrange, Jean, 11 l. 10 s.
Gérard, François, 191 l. 5 s.
Labiche, Grégoire, 18 l. 2 s. 6 d.
Labiche, Gaucher, 11 l. 2 s. 6 d.
Poujol, Jacques, 71 l. 12 s.
Daverny, Pierre-Jérôme, 40 l.

- Poujol, Mathurin, 30 livres 10 sous.
Pebeyre, Jérôme, 47 l. 10 s.
Bru, Jean, 110 l.
Fabre, Jean-Baptiste, 118 l. 10 s. P.
Girles, Jean, 52 l. 10 s. P.
Bordier, Alexandre, 58 l. 15 s.
Gentrac, Elie, 9 l. 2 s.
Soursac, Antoine, 99 l. 15 s.
Texier, François, 12 l. 10 s.
Guichard, Jean, 714 l. 8 s. 3 d., une bague topaze.
Ancel, Ch.-Nic.-Antoine, 318 l. 10 s.
Duval, Jacques, 1.188 l., une montre en or, guillochée, une petite paire de boucles, une paire de boutons de manches, pesant 5 gros.
Fortin, Jean-François, 162 l. 18 s. 6 d.
Giriél, Pierre-Clément, 10 l. 15 s. et un tire-bouchon en argent, pesant 3 gros.
Baudet, Jean-Baptiste, 153 l. 15 s.
Bourdon, Jean, 1.303 l., une montre en or et un boîtier en cuivre.
Cauvin, Toussaint, 320 l. 9 s. 9 d. et une petite paire de boucles en argent, pesant 4 gros.
Rafey, Pierre-François-Alexis, 154 l. 5 s., une montre en or à répétition, une paire de boucles de souliers, une bague en or à pierre améthyste et un tire-bouchon en argent, l'argenterie pesant 3 onces 1 gros.
Auger, Pierre, 305 l. et une montre en or.
François, Jacques, 178 l.
Guérault, Jean, 201 l. et une montre en or.
Béguignot, Claude, 414 l. 10 s., une montre en argent et une cuillère à café, pesant 6 gros.
Lenfumez, Adrien, 481 l. 3 s.
Mabille, Nicolas, 225 l. 12 s. 6 d.
Roux, Jean-Baptiste, 16 l. 12 s.
Roussel, Tanneguy-Damien, 209 l. 17 s., une montre en or, guillochée, à fleurs.
Delarue, Etienne, 281 l. 10 s.
Hennequet, Jean, 450 l., une montre en or, unie.
Breton, Pierre-Nicolas, 486 l. 10 s.
Larcher, Jonathas, 982 l. 9 s. 3 d. et une montre en or à répétition.

Batailler, Bernard, 529 l., une montre en or à répétition, une paire de boucles de jarretières, une paire de boucles de souliers et une de col : 2 onces.

Diville, Jean-Pierre, 168 l., une montre en or, un cachet en argent et une paire de boucles de jarretières, pesant 1 once.

Rollet, Martin-Thierry, 266 l. 19 s. et une grosse montre en argent, ancienne.

Pelletier, Jean-Marie, 215 l. 15 s. et une montre en argent.

Normand, François, 171 l. et une montre en or, un cordon de soie.

Deschamps, Pierre, 141 l. 10 s.

Fontenay, François, 117 l.

Adam, Louis-Armand-Joseph, 65 l.

Taupin, 638 l. 5 s.

Landerneau, Jacques-Robert, 340 l. 12 s.

Letourneau, Joseph, 2 l. 5 s.

Pone, Jean-Antoine, 398 l. 6 s.

Fauquemberge, Jean-Louis, 43 l. 10 s.

Ardy, Charles-Claude, 210 l. 9 s.

Coutelet, François, 270 l.

Mourin, Pierre-Marie, 143 l. 6 s.

Godard, Jean-Auguste-Alexis, 31 l. 1 s.

Prod'homme, Jean-Gervais, 111 l. 10 s.

Noël, Pierre-Michel, 1 l. 4 s.

Lebrun, Louis-François, 9 l. 10 s. 3 d.

Bucquet, Jean-Jacques-Nicolas, 25 l.

Ravette, Joseph (jeune), 1.241 l.

Collas, Jacques, 29 l. 10 s.

Ravette, Jacques (ainé), 695 l. 3 s. 6 d.

Caullu, Armand, 20 l. 9 s.

Debets, Pierre, 11.066 l. 3 s. et une montre en argent.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, 4^e registre des délibérations du Conseil du district de Rochefort, an II, S. L. 240.

Rochefort, 24 germinal an II, 13 avril 1794.

Conseil du district de Rochefort.

« Le 24 germinal s'est présenté au Conseil le citoyen Juquante, officier de marine, lequel a dit qu'ayant reçu l'ordre du commandant des armes de visiter tous les ci-devant prêtres, qui étaient à bord du *Borée*, et qui sont condamnés à la déporta-

tion, pour vérifier s'ils n'ont pas quelques effets qui appartiennent à la nation, en vertu de la confiscation ordonnée par la loi du vingt-deuxième jour de ventôse ; que, s'étant acquitté de la dite mission, il avait trouvé sur les dits prêtres une somme de 98 997 l. 1 s. 9 d., savoir :

En assignats,	70 966 livres.	
En or,	25 920	—
En argent,	1 926	—
En billon,	185	— 1 sou 9 deniers

laquelle somme de 98 997 livres 1 sou 9 deniers a été déposée au district, et dans les mêmes espèces qu'elles sont portées par le procès-verbal qu'il en a dressé, et qu'il a également déposé, ainsi que les autres effets qui y sont contenus, de quoi il demande décharge.

Le Conseil, après avoir compté et vérifié les dits effets : or, argent et assignats, et avoir reconnu qu'ils sont conformes au procès-verbal ci-devant rapporté, arrête que le citoyen Juquante en demeure valablement déchargé ; arrête, en outre, que la dite somme de 98 997 l. 1 s. 9 d. sera versée en mêmes espèces dans la caisse du receveur du district et d'enregistrement de cette commune.

Suivent les noms des individus sur qui se sont trouvés les objets ci-dessus :

Barbey, Pierre-Antoine, 288 l. 5 s.
Dubois, Nicolas, 129 l. 14 s.
Dupuis, Nicolas, 214 l. 15 s.
Leudet, Jean-Baptiste, 456 l. 2 s.
Quesnel, Jean-Baptiste, 418 l. 18 s. 9 d.
Fottrau, Jean-Pierre, 1.788 l. 3 s. 9 d.
Labelle, Jean-Thomas, 275 l. 19 s.
Soullez, Adrien, 608 l. 6 s.
Loiselière, Martin, 495 l. 1 s.
Bernard, Michel, 1.098 l. 2 s.
Laurent, Benoit, 499 l. 17 s.
Lefèvre, Charles, 557 l. 11 s.
Delahaye, Jean, 602 l. 5 s.
Deschamps, Emmanuel, 577 l. 13 s.
Grimault, René, 3.571 l. 10 s.
Frère, Jean-François, 210 l. 15 s.

Proust, Pierre, 363 l. 17 s.
Guignier, Louis, 191 l. 12 s.
Bernard, François, 505 l.
Cornette, Philippe, 497 l. 15 s.
Car, Jean-Baptiste, 558 l. 15 s.
La Faire des Prés (de), François-Claude, 768 l. 10 s.
Guignet, Jean-Jacques, 390 l. 6 s.
Guérin, François, 693 l. 10 s.
Rollands (Rabbaud des), J.-J.-Al.-Marie, 630 l. 10 s.
Pichot, Pierre, 1.227 l. 10 s. 6 d.
Billocque, Jean-Baptiste-Hippolyte, 614 l. 10 s.
Pécharde, Jean Joseph, 637 l. 9 s.
Huguet de la Péroterie, J.-B.-Hippolyte, 1.883 l. 5 s. 6. d.
Marcoux, Jacques, 312 l. 12 s. 6 d.
Taupin, Joseph, 355 l. 14 s. 3 d.
Letourneau, Jean-Baptiste, 611 l. 18 s. 3. d.
Poitevin, Jean-Pierre, 433 l. 14 s.
Brin, Pierre, 545 l. 19 s.
Rion, François, 707 l. 7 s.
Bonnet, Jean-Marie, 759 l. 9 s.
Landerneau, Jacques-Robert, 31 l. 5 s.
Dupas-Morel, Jacques, 568 l. 13 s.
Arnaudeau, Jean-Aimé, 733 l. 20 s.
Nivers, Jacques, 760 l. 5 s.
Bauquet, Charles-Jacques, 488 l. 4 s.
Langlois, Marie-Nicolas, 260 l. 14 s. 3 d.
Férey, Gilles-Joseph, 179 l. 7 s.
Houlbrèque, Louis-François, 549 l. 13 s.
Hédou, Jean-Baptiste-Ambroise, 110 l. 13 s. 3 d.
Guérout, Simon-Pierre, 466 l.
Clérot, Jean-Christophe, 445 l. 8 s. 3 d.
Bourdet, François, 661 l. 12 s.
Vivien, Louis-Pierre-J.-B., 385 l. 10 s.
Fontaine, Jean-Vincent, 1.029 l.
Heudebert, Jean-Louis, 1.005 l.
Aurelle (d'), Pierre-François, 486 l.
Vauquet, Nicolas-François-Benjamin, 493 l. 15 s. 3 d.
Petit, Jean-Baptiste-Charles, 1.164 l.
Ploquin, Claude-Dominique-Michel, 364 l. 15 s.
Montgrand, Jean-Charles-Grégoire, 79 l. 10 s.
Martin, François, 1.082 l. 16 s.

Rousseau, Pierre, 707 l. 11 s.
Dupont, Louis, 539 l. 9 s.
Coste, Jean, 1.219 l. 17 s.
Luchet, Michel-Dominique, 686 l. 2 s. 3 d.
Madet, Gilbert-Isaac, 235 l. 1 s. 3 d.
Dubarry, Sébastien, 102 l. 10 s.
(Illisible), Simon, 249 l. 14 s.
Roux, Henri, 431 l. 13 s. 3 d.
Laplace, Claude, 428 l. 2 s. 6 d.
Meunier, Claude, 488 l. 18 s.
Imbert, Joseph, 510 l. 18 s. 3 d.
Pautard, Guillaume, 236 l. 19 s.
Béraud, Jacques, 1.221 l. 19 s.
Graillot, Jean, 1.921 l. 9 s.
Rigault, Jean, 749 l. 14 s. 6 d.
Cholu, Paul, 251 l. 8 s.
Gueston, Pierre, 138 l. 18 s.
Bascle, Jacques-Philippe, 383 l. 16 s. 3 d.
Dhérat, Jean, 484 l. 15 s.
Durand, Joseph-Philippe, 158 l. 5 s.
Papon, Philippe, 807 livres 5 sols.
Prat, Jean-Pierre, 147 livres 10 sols.
Savouret, Nicolas, 140 livres 2 sols.
Gravier, Pierre, 74 livres 18 sols.
Vinand, Jean-Pierre, 661 livres 16 sols.
Joudioux, Jacques-Etienne, 662 livres 9 sols 6 deniers.
Boutoute, Jean, 192 livres 1 sol.
Lequin, Antoine, 614 livres 16 sols 3 deniers.
Formey, Claude, 348 livres.
Lucas, François, 1.022 livres.
Legroing, Joseph, 1.365 livres 19 sols.
Moutet, Alexandre, 113 livres 9 sols.
Montjournal, Pierre, 1.746 livres 2 sols.
Faverge, Pierre-Cristophe-Sulpice, 496 livres 6 sols 3 deniers.
Bannassat, Antoine, 775 livres 11 sols 6 deniers.
Parelon, Jacques-Barthélemy, 1.052 livres 15 sols.
Desrit du Teil, Jean-Baptiste, 702 livres 5 sols.
Nanot-Ducas, Denis, 746 livres 15 sols.
Marchandon, Joseph, 236 livres 10 sols.
Marchandon, Jean, 2.180 livres 8 sols.
Chauvigny, Jean-Gilbert, 246 livres.

Jobier, Pierre, 830 livres 8 sols.
Grangier, Joseph, 2.358 livres.
Raymond, Jean, 283 livres 16 sols.
Ducroux, Antoine, 990 livres.
Douvreur, Auguste, 519 livres 11 sols 9 deniers.
Talbot, Laurent, 290 livres 12 sols.
Bonnet, Charles, 310 livres 5 sols.
Jouffret, Claude-Joseph, 421 livres 2 sols 6 deniers.
Dubost, Antoine, 765 livres 7 sols.
Vallée, Jean-François, 323 livres.
Lalouelle, Pierre-André-Mathurin, 501 livres 15 sols.
Londeix, Pierre, 339 livres 14 sols.
Roche, Pierre, 235 livres 8 sols.
Dardouneau, Guillaume, 166 livres 1 sol.
Bruxelles, Jean-Baptiste, 207 livres 14 sols.
Retouret, Jacques, 502 livres 17 sols.
Auzanet, Jean-Baptiste, 657 livres.
Legros, Mathurin, 246 livres 7 deniers.
Tabaraud, Mathurin, 348 livres 17 sols.
Guillot, Pierre-Antoine, 399 livres 12 sols 6 deniers.
Gosset, Louis-François-Augustin, 367 livres 10 sols 9 deniers.
Fontenau, Jacques-Marie, 130 livres 15 sols.
Guérout, Louis-Martin, 728 livres 10 sols.
Huby, Jacques-Louis, 385 livres 10 sols.
Petiniaud du Garraud, J.-F., 25 livres 10 sols.
Peyroche, Léonard-Marcel, 1.747 livres 1 sol 3 deniers.
Martin, Joseph, 598 livres 15 sols.
Masleau, Michel, 538 livres 6 deniers.
Savary, Joseph, 510 livres 17 sols.
Cramouzeaud, Melchior, 363 livres 17 sols.
Martin, Joseph-Barthélemy, 605 livres 6 sols 3 deniers.
Varaigne, Nicolas, 299 livres 2 sols.
Corbet, Jean-Baptiste, 567 livres 6 sols.
Bebrie, Pierre, 459 livres 15 sols.
Barnouille, Louis, 404 livres.
Barnouille, Guillaume, 547 livres 13 sols.
Nice, Sylvain, 217 livres 3 sols 9 deniers.
Juge de Saint-Martin, Jean-Joseph, 322 livres.
Labiche (de), Jean-Baptiste, 409 livres 8 sols.
Dubost, Jean, 368 livres 8 sols.
Moreau, Marc-Antoine, 59 livres 3 sols 6 deniers.

Moreau, Amable, 508 livres 5 sols 9 deniers.

Roux, 455 livres.

Lecomte, Noël-Hilaire, 204 livres 16 sols 6 deniers.

Durangeon, Etienne, 162 livres 10 sols.

Roddier, Antoine, 742 livres 16 sols.

Molle, Gilbert, 85 livrés 8 sols 9 deniers.

Lucas, Pierre, 586 livres 10 sols.

Joubert, Bernard, 558 livres 4 sols.

Léonard Debelair, François, 1.058 livres 4 sols.

Pétiniaud de Jourgnac, Raymond, 1.614 livres 16 sols 6 deniers.

Fault, Jean-Joseph, 1.657 livres 1 sol 9 deniers.

Rempnoulx, Jean-Paul, 677 livres.

Roulhac, Antoine, 376 livres 7 sols 6 deniers.

Bruxelles, Pierre, 255 livres 13 sols 3 deniers.

Dussoubs, Barthélemy, 168 livres 5 sols.

Gabilhaud, Pierre, 479 livres 14 sols 6 deniers.

Bernard, Junien, 1.034 livres 13 sols 3 deniers.

Pichon, Pierre, 242 livres 12 sols 9 deniers.

Dardant, Jean, 708 livres 13 sols.

La Morélie, Jean-François, 749 livres 2 sols.

Villemoneix, Jean-Baptiste, 435 livres 8 sols.

Huppy, Louis-Wulphy, 607 livres 10 sols.

Teulier, Louis, 513 livres 15 sols.

Cheyroux, Martial-Joseph, 488 livres 1 sol.

Proust, Jean-François, 172 livres 4 sols 6 deniers.

Borel, Joachim, 1.145 livres 10 sols.

Rigault, Pierre, 517 livres 5 sols.

Bénard, Pierre, 509 livres 5 sols.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, 4^e registre des délib.
du conseil du district de Rochefort, an II, série L, 240.

Rochefort, 25 germinal an II, 14 avril 1794.

Le commandant des armes au ministre de la marine.

« On embarque à bord des *Deux-Associés* les vivres nécessaires pour les trois cent cinquante déportés qui doivent y passer, dont il y en a 288 descendus, nous attendons des ordres définitifs sur la destination de ce bâtiment, et nous nous persuadons que tu auras égard à l'observation que les représentants du peuple et moi t'avons faite à cet égard. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

Paris, 26 germinal an II, 15 avril 1794.

*Le ministre de la marine au citoyen Chevillard,
commandant des armes.*

« Le ministre a reçu ta lettre du 18 de ce mois, dans laquelle tu lui rends compte de l'état du navire destiné à la déportation des prêtres. Il te charge de faire rassembler sans délai tous les objets qui doivent être embarqués, et de toujours tenir un ou deux bâtiments prêts d'avance en cas de besoin imprévu. J'ai communiqué cet ordre, ainsi que tous les détails contenus dans ta lettre sur le navire les *Deux-Associés* et sur ces prêtres, à la deuxième et à la 5^e divisions.

CHAPPATTE. »

Arch. du port de Rochefort, vol. 84, an II.

Paris, 29 germinal an II, 18 avril 1794.

*L'adjoint au ministre de la marine pour la 6^e division,
au commandant des armes à Rochefort.*

« Le ministre a reçu les lettres que tu lui as écrites les 4 et 14 de ce mois. Il a vu que tu as donné le commandement du navire les *Deux-Associés* au citoyen Laly, enseigne non entretenu, bon marin, vigoureux, et choisi d'ailleurs, par les représentants du peuple, comme plus propre qu'autre à cette mission.

JANCE. »

Arch. du port de Rochefort, vol. 86.

Rochefort, 30 germinal an II, 19 avril 1794.

D'Aubigny, Jean-Claude-Gilbert, prêtre déporté, entré à l'hôpital de Rochefort, le 4 pluviose an II, mort le 30 germinal an II.

Grefte du tribunal de Rochefort.

Rochefort, 1 floréal an II, 20 avril 1794.

Baron Léonard, prêtre déporté, entré à l'hôpital le 20 germinal an II, mort le 1 floréal an II.

Grefte du tribunal de Rochefort.

Rochefort, 4 floréal an II, 23 avril 1794.

« Le 4 floréal, le citoyen Laly, commandant le vaisseau de la République les *Deux-Associés*, chargé de la mission de conduire sur les côtes d'Afrique les prêtres réfractaires condamnés

à la déportation, s'est présenté au Conseil, a déposé sur le bureau 1.234 livres 15 sous, savoir : 24 livres en or, 15 sous en argent et 1.210 livres en assignats : laquelle somme a dit provenir des ci-devant prêtres qu'il a à son bord, sans pouvoir désigner à qui elle appartient.

Le dit jour, 4 floréal, le même commandant a remis deux tabatières, une fourchette et une mauvaise paire de boucles, le tout d'argent, pesant ensemble 1 marc, 3 onces, 4 gros.

Laquelle somme ci-dessus sera de suite déposée entre les mains du receveur du droit d'enregistrement du bureau de Rochefort, comme confiscation appartenant à la République, et les autres effets envoyés à la monnaie. »

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Ce même jour 4 floréal, le navire les *Deux-Associés* se trouve devant le Vergeroux. MM. Huguet, Jean-Baptiste, curé de Jouhé, district de Montmorillon (Vienne), et Billoque, Jean-Baptiste-Hippolyte, chanoine de Poitiers, ne peuvent résister à l'entassement dans l'entrepont, ils meurent et sont inhumés auprès du fort.

Arch. départ. Extraits mortuaires, signés Laly.

Paris, 5 floréal an II, 24 avril 1794.

La Commission de la marine et des colonies au citoyen Chevillard, commandant des armes.

« Tu as marqué, Citoyen, par ta lettre du 26 germinal, que tu attendais des ordres sur la destination du navire les *Deux-Associés*. Tu voudras bien désigner l'époque fixe à laquelle ce bâtiment sera prêt à mettre à la voile. La Commission te fera passer alors les instructions pour le capitaine ; car, pour sa mission, la loi sur les déportés la détermine d'une manière précise.

DAVID. »

Arch. du port de Rochefort. vol. 84, an II, 134.

Rochefort, 5 floréal an II, 24 avril 1794.

Le commandant des armes au ministre de la marine.

« J'ai reçu, Citoyen, la lettre du ci-devant ministre de la marine, en date du 30 du^e mois dernier, par laquelle il me témoigne sa satisfaction sur ma conduite à l'égard des individus destinés à la déportation, et il me marque que : ses intentions

étaient que tous les objets nécessaires à cette expédition soient rassemblés sans délai. Tout cela est fait. Les vivres de ce bâtiment sont embarqués, nous n'attendons plus, pour le faire partir, que son chargement en prêtres ou autres déportés soit complet, et vos ordres.

Nous nous occupons, selon les intentions du ci-devant ministre, à nous procurer des bâtiments pour remplir pareille mission. On est en ce moment à faire la visite d'un, qui nous a paru propre pour cet objet ; quand elle sera finie, s'il se trouve en état, nous l'armerons de suite.

CHEVILLARD. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 7.

Rochefort, 5 floréal an II, 24 avril 1794.

Dartensec, prêtre déporté, entré à l'hôpital le 1 floréal, mort le 5 floréal an II, 24 avril 1794.

Greffé du tribunal de Rochefort.

A bord des *Deux-Associés*, le 5 floréal an II, 24 avril 1794.

« Aujourd'hui, le 5 floréal an deuxième de la République une et indivisible, le Conseil ayant été convoqué de s'assembler par le citoyen Petit, lieutenant et président du jury, d'après une déclaration écrite et signée du citoyen Grateloup, caporal du détachement, contre le citoyen Bardaije, qui était détenu aux fers pour avoir été accusé et convaincu d'avoir eu des conversations secrètes avec les déportés, ce qui était contraire à l'arrêté signé par les représentants du peuple ; que la dite accusation portait que le citoyen Grateloup, ayant reçu l'ordre du citoyen Bureau, officier marinier, de changer le citoyen Bardaije de bord, gênant pour l'appareillage du dit bâtiment, et que le citoyen Bardaije s'y était opposé, et qu'il avait été obligé d'aller trouver le sergent, qui n'avait pu y gagner rien, lui ayant répondu qu'il pouvait aller chercher la garde pour le faire fusiller, en lui disant qu'il était un foutu gueux ! Et l'ayant pris aux cheveux en lui disant que, s'il était à terre, cela ne se serait pas passé comme ça. Nous avons fait venir le citoyen Bardaije pour lui donner lecture de la déposition portée contre lui, et, après l'avoir interrogé s'il reconnaissait ces dépositions pour être vraies, nous a accusé le fait pour être certain, et lui ayant dit qu'il pouvait, d'après la loi, choisir un défenseur, nous a déclaré qu'il n'en voulait aucun, que s'il a

mérité d'être puni, qu'il était prêt à subir la punition ; et, après, le jury était passé aux conclusions et avait condamné le dit Bardaije à subir l'article 6 du code pénal, qui dit que : « Tous officiers, officiers mariniens, matelots, canonniers, soldats, coupables d'avoir levé la main contre un officier d'un grade supérieur au leur pour le frapper, sera condamné à la cale, et, s'il y avait voie de fait, serait puni de mort. » Mais, considérant le dit Bardaije comme borné et peu instruit, il croyait devoir le condamner à la peine de cale.

Arrêté et clos ce jour et avons signé.

Pour copie conforme à l'original, signé : Petit, président ; Le Roux, Giret, Suratte, Gravouille ; les citoyens Arondelle et Vanier ont apposé leur zéro, et Villecollet, secrétaire. »

Copie du livre du jury de la flûte les *Deux-Associés*.

Les 6 et 7 floréal an II (25 et 26 avril 1794), le navire les *Deux-Associés* est devant le fort Lupin.

M. de Cornette, Philippe, chanoine du Dorat (Haute-Vienne), décédé le 6 floréal, est inhumé le même jour au fort Lupin.

M. Normand, François, natif de Honfleur (Calvados), décédé le 7 floréal, est inhumé ce même jour au fort Lupin.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, extraits mortuaires signés : Laly.

Rochefort, le 7 floréal an II, 26 avril 1794.

Au ministre de la marine,

« Le 6 de ce mois, le navire particulier le *Washington*, armateur Demisy, est aussi rentré dans le port ; il venait de La Rochelle et a été requis pour nous servir de flûte.

CHEVILLARD. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 10.

Le 7 floréal an II, 26 avril 1794, le navire les *Deux-Associés* est devant le fort Vaseux.

M. Bonnet, Jean-Marie, curé de Saint-Martin-Lars, décédé le 7 floréal, est inhumé ce même jour au fort Vaseux.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, extrait mortuaire signé : Laly.

Rochefort, le 9 floréal an II, 28 avril 1794.

Au ministre de la marine,

« Par votre lettre du 5 floréal, n° 134, vous me demandez quelle sera l'époque à laquelle le navire les *Deux-Associés*, destiné à la déportation des prêtres, sera prêt pour que vous puissiez m'envoyer les instructions pour le capitaine, en m'observant que, pour sa mission, la loi sur les déportés la détermine d'une manière précise.

J'ai à vous rendre compte que ce bâtiment sera vraisemblablement prêt avant votre réponse, ou du moins ne tardera pas à l'être après, puisque nous attendons tous les jours des prêtres, et qu'il n'en manque plus qu'une quarantaine pour compléter sa cargaison.

Mandez-moi, je vous prie, si on doit lui donner une escorte pour l'escorter jusqu'à une certaine hauteur.

CHEVILLARD. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 17.

Rochefort, 12 floréal an II, 1^{er} mai 1794.

« Le 12 floréal an II, le citoyen Lebas, accusateur public du tribunal révolutionnaire établi à Rochefort, a remis au district, en or, la somme de 54 l., savoir : 9 pièces valant 48 l. et 3 de 24 l. (sic). Laquelle somme il a dit provenir des prêtres déportés, et ignorant absolument les noms de ceux à qui elle appartenait; de quoi le dit Lebas demeure bien et valablement déchargé.

Le Conseil arrête que la dite somme sera délivrée au receveur du droit d'enregistrement du bureau de cette commune comme objets confisqués. »

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 12 floréal an II, 1^{er} mai 1794.

Au ministre de la marine,

« Les *Deux-Associés* est, ainsi que je vous l'avais mandé dans ma dernière lettre, prêt à partir. Il emmène 400 et quelques-uns des ci-devant ecclésiastiques. J'attends des ordres

pour l'expédier et des bâtiments de force pour le convoier, car je crois qu'il serait impolitique de laisser partir ce bâtiment seul.

CHEVILLARD. »

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 18.

(A suivre.)

P. LEMONNIER.

III

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite)

CHAPITRE II. — LES ASSESSEURS

La liste des assesseurs, que nous allons donner, a été dressée à l'aide seulement des registres des deux justices de paix de Saintes, car nous n'avons pas pu nous procurer les procès-verbaux d'élections, qui semblent, d'ailleurs, avoir été perdus, à l'exception d'un seul, celui du 25 novembre 1792, constatant la nomination « du juge de paix, des assesseurs et du greffier de la ville, fauxbourgs et banlieue de Saintes », et dont nous devons la communication à l'obligeance de M. l'archiviste du département de la Charente-Inférieure. Aussi cette liste pourrait bien n'être pas complète et même erronée sur certains points, du moins en ce qui concerne les assesseurs du canton rural de Saintes.

Ce chapitre sera divisé en deux sections :

- 1° Les assesseurs du juge de paix *intra-muros* ;
- 2° Ceux du juge de paix *extra-muros*.

§ 1^{er}. — Assesseurs du juge de paix de la cité et commune de Saintes

Les quatre premiers assesseurs, élus en 1790, furent :

- 1° Pierre Charrier (1) ;

(1) Il s'agit probablement de Pierre Charrier, marchand à Saintes, ancien juge de la Bourse, qui fut élu notable en 1790. C'est le grand-père du juge de paix de ce nom. (Voir *Revue de Saintonge*, du 1^{er} février 1912, page 22.) Pierre Charrier, baptisé, le 20 juin 1722, en l'église de Saint-Pierre de Saintes, était fils de Pierre Charrier, boulanger, et d'Angélique Chevalier, de la paroisse Saint-Michel de ladite ville ; il épousa, le 23 avril 1748, à Montils, Marie Sicard, fille de Nicolas Sicard, notaire royal à cette résidence, et de Marie Grollaud.

- 2° Mathieu Robert (1) ;
- 3° Pierre Gillet père (2) ;
- 4° François Limal père (3).

Au mois de mars 1792, Charrier et Limal ayant démissionné,

(1) Mathieu, *alias* Mathieu-Léger, Robert, marchand au faubourg Saint-Palais de Saintes, avait épousé en la paroisse Saint-Eutrope, le 14 octobre 1754, Marie Templier, et mourut en cette ville, à 63 ans, le 8 messidor an III (26 juin 1795). En 1790, il fut lieutenant-colonel de la garde nationale de Saintes, qui, à cette même époque, avait pour capitaines Gillet et Limal, assesseurs, et pour lieutenant Riquet, juge de paix, ainsi que le prouvent des documents inédits provenant de la famille Compagnon de Thézac, qu'a bien voulu nous communiquer M. Granie.

(2) Pierre Gillet, négociant et propriétaire à Saintes, membre du Conseil général de cette commune, officier public en 1793. Natif de Gémozac, il mourut à Saintes, à l'âge de 76 ans, le 27 pluviôse an IX (16 février 1801), veuf de Marie-Elisabeth Salvetat, dont il avait eu Jacques Gillet, décédé lui-même commune de Saintes, le 16 mai 1811, à 56 ans. Ce dernier laissait de son mariage avec Marguerite-Pauline Raynal, 3 enfants : a, Daniel-Auguste Gillet, employé dans les droits réunis, à Saintes ; b, Pierre-Jacques Gillet, receveur des contributions directes, demeurant aux Epaux, commune de Meursac ; c, et Betzi-Elisabeth Gillet, fille majeure, qui firent procéder à la vente aux enchères des biens dépendant de la succession de leur père laquelle comprenait notamment le domaine de la Bauche, commune de Saintes, dont se rendit adjudicataire, à la barre du tribunal civil de cette ville, le 26 mars 1813, moyennant 16 600 francs, Joseph-Etienne Richard, baron de l'Empire, membre de la Légion d'honneur, préfet de la Charente-Inférieure, demeurant à La Rochelle.

(3) Nous avons tout lieu de croire que l'assesseur en question est Jean-François-Joseph Limal, marchand et ancien juge consulaire, demeurant rue Mirabeau (ci-devant Grande-Rue), paroisse de Saint-Pierre, lequel appartenait à une famille hollandaise, établie en Saintonge lors du défrichement des marais. Elu notable en novembre 1790, Limal, qui mourut à Saintes, le 12 ventôse an VIII (3 mars 1800), âgé de 79 ans, avait épousé, le 15 juin 1747, en l'église de Sainte-Colombe, Magdelaine Besse, dont il eut huit enfants, parmi lesquels : a, François Limal, né le 29 août 1751, qui, le 5 août 1793, se maria à Saintes avec Marie-Eustelle Loyer, fille de Léon Loyer, marchand à Saintes, et de Françoise-Angélique Besse, dont : 1° Arsène Limal, né le 10 brumaire an II (30 octobre 1793), mort le 23 juin 1877, avocat, maire et juge à Saintes ; 2° et Françoise-Thérèse Limal, née le 29 septembre 1754, devenue épouse de Charles Huvet, auquel Augustin Dalidet, de la paroisse de Saint-Michel, vendit son office de notaire royal à Saintes, par acte devant Bigot, le 8 avril 1772 (*Minutes de M. Laferrière fils*). Huvet est le père du juge de paix du canton sud de Saintes (Voir *Revue de Saintonge*, du 1^{er} octobre 1912, page 268. *Etudes et documents sur Saintes*, page 117. *Registres de l'état-civil*).

Jean Gobeau (1), propriétaire, et Louis Suire (2), marchand mégissier, au faubourg Saint-Palais, qui, d'après le procès-verbal de l'élection de 1790, avaient obtenu le plus grand nombre de suffrages après ceux qui étaient en exercice, les remplacèrent comme assesseurs et prêtèrent serment, en cette qualité, devant Riquet, juge de paix du canton : Gobeau, le 3 mars, et Suire, le 10 mars 1792 (3).

Lors des élections du 25 novembre 1792, Jean Gobeau fut réélu assesseur du juge de paix de la ville de Saintes, au premier tour de scrutin, par 60 voix sur 96 votants. Au second et dernier tour, Pierre Lafaye aîné (4), marchand chamoiseur, domicilié aux Roches, paroisse de Saint-Eutrope, Jacques Néron (5), couvreur-plombier du faubourg Saint-Palais, et

(1) C'est, pensons-nous, Jean Gobeau, sieur des Rémoneries, ancien conseiller-rapporteur du point d'honneur, fils de Jacques Gobeau, bourgeois, et de Judith Frenaud ; il mourut en son domicile, à la Grange, commune de Fontcouverte, le 7 frimaire an XIV (28 novembre 1805), à l'âge de 75 ans. De son union conjugale avec Marguerite, *alias* Elisabeth Bellou (fille d'un notaire royal), décédée audit lieu de la Grange, le 20 prairial an IX (9 juillet 1801), naquit, le 29 août 1760, à Fontcouverte, Jean-Etienne Gobeau, avocat au siège présidial de Saintes (17 août 1784), juge suppléant (août 1791), puis juge titulaire au tribunal de district de cette ville (août 1792). Cet Etienne Gobeau épousa, le 19 prairial an II (7 juin 1794), Elisabeth Gaillard, fille de Jacques-Alexandre Gaillard, propriétaire, et de Françoise-Elisabeth Laperrière, née le 15 janvier 1778, mineure émancipée sous la curatelle de René Duchaine, dit Martimont, juge au tribunal de Saintes. Il fut obligé de se démettre de sa fonction le 5 vendémiaire an IV (27 septembre 1795), en exécution du décret du 5^e jour complémentaire de l'an III (21 septembre 1795). (Consulter à cet égard le *Tribunal de Saintes*, par Piet-Lataudrie, *op. cit.*, page 20.)

(2) Louis Suire, nommé notable par les électeurs de Saintes, le 26 février 1790, devint, en 1793, administrateur de l'hôpital général Saint-Louis de cette ville, où il mourut le 2 floréal an XI (15 mai 1803), âgé de 70 ans. De son mariage avec Elisabeth Pichon, il avait eu un fils qui, étant sous-lieutenant à la compagnie d'éclaireurs de la 4^e demi-brigade, décéda à l'hôpital d'Alexandrie (Egypte), le 27 vendémiaire an VIII (19 octobre 1799).

(3) Archives de la justice de paix du canton Sud de Saintes.

(4) Pierre Lafaye, époux de Marguerite Garraud, fut nommé, le 14 février 1806, inspecteur de l'octroi municipal et de bienfaisance de Saintes, par le sieur Daniel Relif, qui en était le fermier, et prêta, en cette qualité, serment le même jour devant Riquet, juge de paix (Archives de la justice de paix du canton Sud de Saintes).

(5) Jacques Néron, né à Saintes, paroisse Saint-Palais, le 27 février 1741, du mariage de François Néron, piqueur d'ardoises, et de Catherine Beurivé, mort en ladite ville, le 15 juin 1822, à 82 ans. Nommé notable le 11 octo-

Jean-Joseph Brunet, fils de l'ancien greffier du présidial, furent également nommés assesseurs à la pluralité des suffrages (1).

Le 22 pluviôse an III (10 février 1795), Parménide (ci-devant Jean-Joseph) Brunet, ayant été nommé agent national de la commune de Xantes, Jean-Elie Fleury (2), propriétaire et pra-

bre 1790, il fut réélu en 1792 et devint officier municipal. Le 29 juin 1793, il fut choisi comme commissaire par la municipalité de Saintes pour faire procéder à l'enlèvement « des plombs inutiles sur différentes maisons de la Nation » (ci-devant communautés religieuses). Il avait eu de Catherine Février, sa femme, deux fils : a, Christophe Néron, couvreur, décédé à 22 ans, le 27 prairial an VI (15 juin 1798) ; b, et Pierre Néron, médecin, mort à Saintes, âgé de 49 ans, le 6 avril 1820, époux d'Ursule Ruffèle, de Saint-Jean d'Angély, lequel, avec les docteurs Couturier, Lavigne, Brissonneau, Viauld et Bruslé, ancien médecin en chef de la marine au port de Rochefort, fit, à Saintes, le 14 floréal an IX (4 mai 1800), les premières inoculations sur trois enfants de l'hospice des pauvres avec du vaccin, envoyé par Bobe-Moreau. (Voir les *Essais de la vaccine en Saintonge*, par Duplaix-Destouches, dans la *Revue de Saintonge* de janvier 1888, pages 56-59).

(1) *Procès-verbal, rédigé par le Conseil général de la commune, du travail des sections de la ville et commune de Saintes pour la nomination des juges de paix, assesseurs et greffiers de ce juge, le 25 novembre 1792, l'an 1^{er} de la République Française* (Archives du département de la Charente-Inférieure).

(2) Jean-Elie Fleury, né à Pons, le 22 février 1741, était fils de Jean Fleury, marchand, et de Marie-Marguerite Soudoyer. Ancien procureur au bailliage et cour temporelle de l'Evêché de Saintes, il devint greffier du tribunal de police correctionnelle en l'an VI, adjoint au maire de cette ville de messidor an VIII (juin 1800) à mai 1808, et mourut le 24 mai 1820. Il avait épousé, en l'église Sainte-Colombe, le 14 juin 1773, Marie-Anne Bridier. Il eût de cette union : a, Anne-Jean-Elie Fleury, adjudant au corps impérial du génie, résidant à l'Île-Dieu, puis à Narbonne, marié à Saintes, le 21 février 1814, à Julie Turpin, fille de Georges Turpin, ancien officier, mort au Petit-Goave (Île Saint-Domingue), en l'an XI, et de Louise-Julie Lebeau ; b, Joseph-Suzanne-Casimir Fleury, lieutenant de chasseurs à cheval, domicilié à Saintes ; c, Marie-Marguerite Fleury, célibataire demeurant à Saintes ; d, Marie-Angélique-Josèphe Fleury, célibataire, résidant à La Rochelle ; e, Marie-Anne-Perette Fleury, qui épousa à Saintes, le 11 juin 1810, Joseph Pelletier, pharmacien à Rochefort-sur-mer. Jean-Elie Fleury avait deux sœurs et quatre frères, dont deux ecclésiastiques, l'un, Jean-Philippe Fleury, qui fut curé de Rétard, où il mourut le 24 novembre 1786, à 57 ans, l'autre, Joseph Fleury, curé de Sainte-Lheurine, qui ne prêta pas le serment constitutionnel, émigra et fut nommé, au Concordat, desservant de Corme-Ecluse, où il est décédé le 25 octobre 1813, à 67 ans. — Il ne faut pas confondre Jean-Elie Fleury, l'assesseur, avec son cousin germain, Jean-Elie Fleury, dit *Prenouveaux*, chirurgien-juré à Thénac, né à Pons, le 4 août 1738, mort à Tesson, le 21 dé-

ticien, fut choisi pour le remplacer par le directeur de ce district, « persuadé de son zèle et de son amour pour le bien de la chose publique » (1).

A partir du 11 brumaire an IV (2 novembre 1795), les assesseurs du juge de paix de la cité de Saintes furent Gobeau et Néron susnommés, Jean-Baptiste Forget (2), professeur de

cembre 1816, qui était fils de Jean Fleury, notaire royal et greffier de la sirie de Pons et procureur fiscal de la châtellenie de Rioux, et de Marguerite Soudoyer. Ce Jean Fleury avait eu deux filles et trois autres fils : 1^o Pierre Fleury, notaire et procureur, receveur général du prince de Pons (1782), procureur de la commune de Pons en 1792 ; il était marié à Marie-Marguerite Fleury, sa cousine germaine ; 2^o Pierre-Elie Fleury, maître chirurgien et lieutenant du chirurgien du roi à Pons, capitaine de la garde nationale de Ransannes et administrateur du district de Pons en 1792 ; il épousa sa cousine germaine, Marie-Louise Fleury, fille d'Hélie Fleury, changeur pour le roi, et sœur de M^o Jean-Joseph Fleury, conseiller du roi, lieutenant général de l'amirauté de Marennes et bailli de cette même ville, puis juge au tribunal de la Charente-Inférieure (25 vendémiaire an IV, 17 octobre 1795), enfin président du tribunal de première instance de Marennes, lequel était époux de Marie-Jeanne de Chasseloup-Laubat, sœur du général marquis François de Chasseloup de Laubat (1754-1833), qui fut un ingénieur militaire remarquable, membre du Sénat conservateur, puis pair de France sous Louis XVIII (4 juin 1814). (Communication de M. Y. Heurtel. — Registres de l'état-civil).

(1) *Registres des délibérations du district de Saintes* (Archives départementales de la Charente-Inférieure).

(2) Jean-Baptiste Forget, né au bourg et paroisse de Pérignac, le 29 octobre 1764, de Pierre Forget, maréchal-ferrant, et de Catherine (*alias* Marie) Bureau, d'abord clerc tonsuré, entra comme professeur de sixième au Collège de Saintes (29 novembre 1786), fut ensuite professeur de seconde (14 mars 1791), sous-principal de cet établissement (9 mai 1791), prêta le serment de fidélité à la constitution civile du clergé, remplaça, comme principal du Collège, François-Marie Bourignon, décédé le 19 août 1793, fut plus tard directeur du Grand Séminaire, puis professeur de belles-lettres à l'Ecole Centrale de Saintes et mourut, en 1811, à Paris, préfet des études au Collège Sainte-Barbe. — Après avoir abjuré la prêtrise, le 18 brumaire an II (8 novembre 1793), il s'était marié à Saintes, le 1^{er} septembre 1793, avec Charlotte-Marguerite Lacheurié (*alias* Henriette), morte le 27 messidor an VIII (17 juillet 1800), fille de François Lacheurié, trésorier des gens de mer à Saintes, et de Anne Lavigne. Il eut de cette union Charles-Polydor (Charlotte dans son acte de naissance) Forget, né à Saintes, le 26 messidor an VIII (16 juillet 1800), d'abord chirurgien de marine, démissionnaire pour raisons de santé, ensuite docteur en médecine à Paris, où il rédigea le *Journal hebdomadaire du progrès des sciences et institutions médicales* (1834-1836) conjointement avec Bouillaud, d'Angoulême, Dubois, d'Amiens, et Vidal, de Cassis, devenus, comme lui, des célébrités médico-chirurgicales, se vit

belles-lettres, à l'Ecole centrale de la Charente-Inférieure, et Eutrope Massiou, jeune, entrepreneur de bâtisses à Saintes (1).

Jean Gobeau siégea, en qualité d'assesseur, pour la dernière fois, le 16 pluviôse an VII (4 février 1799), et fut remplacé par Elie-Barthélemy Toussaints, chirurgien à Saintes (2).

décerner la médaille d'or du choléra en 1832, obtint au concours la chaire de clinique médicale à la Faculté de Strasbourg et fut promu chevalier de la Légion d'honneur en 1844. Il est décédé en cette dernière cité, le 19 mars 1861, après avoir écrit sur son art plusieurs ouvrages fort estimés, dont la nomenclature se trouve dans le *Dictionnaire des Contemporains*, de Gustave Vapereau, page 697, Paris-Hachette, 1858. (Voir aussi sur Charles Forget: Rainguet, *Bibliographie Saintongeaise*, page 632. — *Essai historique sur la vie et les ouvrages de Forget*, par le docteur Fleury, ancien préfet Saint-Etienne, imprimerie de la veuve Théolier, 1863. — *Discours de M. Maher, directeur du service de santé à l'Ecole de médecine navale de Rochefort dans les Tablettes des Deux-Charentes et l'Indépendant de Saintes*, du 6 avril 1861)

(1) Eutrope Massiou, époux de Catherine Violleau, dont le fils et le petit-fils furent architectes à La Rochelle. Il est mort à Préhan, commune de Saintes, le 31 mai 1833, à 66 ans.

(2) Elie-Barthélemy Toussaints, né à Saintes le 22 mars 1763, décédé audit lieu le 3 juin 1822, à 69 ans, fils de Pierre Toussaints, imprimeur du Roi et de l'Evêché, mort le 8 juillet 1781, et de Marie-Anne Emery. Après avoir été chirurgien aide-major de l'hôpital militaire de Saint-Jean d'Angély, chirurgien-major de la légion de Lauzun et chirurgien-major sur les vaisseaux du roi, où il fit une campagne de l'Inde en cette qualité, il vint s'établir chirurgien-juré dans les paroisses de Montpellier-de-Médillan, de Thaims et de Cozes, ensuite à Saintes, où il avait épousé le 29 avril 1783, en l'église Saint-Michel de Saintes, Anne Barbotin (*alias* Marie ou Maria-Benigne), sœur de Jean-Philippe Barbotin, notaire au Guâ (1782 - an VIII), dont deux fils : 1° Barthélemy, caporal à la 4^e compagnie du 3^e bataillon du 30^e régiment de ligne, mort à Vienne (Autriche), le 11 février 1810, à l'âge de 26 ans ; 2° et Pierre Toussaints, né à Cozes le 1^{er} février 1787, chirurgien, lequel, le 28 avril 1817, épousa, audit lieu de Cozes, Marie-Anne Nicolle, fille de Jean Nicolle, huissier, et de Françoise Bon. Elie-Barthélemy Toussaints, médecin assez en renom, possédait, paraît-il, « un secret infailible pour le traitement des dartres invétérées », si l'on en croit l'annonce parue dans le *Journal patriotique de Saintonge et d'Angoumois*, de Fr.-Marie Bourignon, du 18 avril 1790. — Cet assesseur avait plusieurs frères et sœurs germains : a) Pierre Toussaints aîné, imprimeur et libraire à Saintes, rue Saint-Maur ; b) Marie-Rose Toussaints, épouse de Nicolas Geoffroy, sous-chantre de la cathédrale de cette ville ; c) Augustin Toussaints, « instituteur breveté de Monseigneur l'Evêque », lequel, en 1786, créa à la Grande-Gorce, près Cozes, un pensionnat, où il eut pour élève l'illustre parlementaire Jules Dufaure, de l'Académie française, et mourut à Cramais-de-Cozes le 13 février 1832, veuf de Marie Tabois ; d) Charles-Borromée Toussaints, imprimeur ; e) An-

Le 8 frimaire an VIII (29 novembre 1799), Forget, Massiou, Néron et Toussaints, ainsi que Riquet, juge de paix, Roy, greffier, et Bonnaud, huissier, en exécution de la loi du 25 brumaire de la même année (16 novembre 1799), prêtèrent, en audience publique, le serment d'être « fidèles à la République une et indivisible, fondée sur l'égalité, la liberté et le système représentatif » (1).

Forget, Massiou, Néron et Toussaints restèrent en fonctions jusqu'à la suppression des assesseurs, édictée par la loi du 29 ventôse an IX (2).

Rappelons, à cette occasion, que cette innovation fut l'objet de certaines critiques. Dans une délibération du conseil d'arrondissement de La Rochelle, réuni sur la convocation du sous-préfet (M. A. Traversay), prise le 15 germinal an X (5 avril 1802), on lit, en effet, ce qui suit : « Le conseil, réfléchissant aux inconvénients qui semblent devoir naître de la suppression des assesseurs, dont l'existence était, d'ailleurs, d'un avantage gratuit, observe qu'en attirant sur un seul homme toute la responsabilité morale, on énervera le ressort de la justice de paix qu'on déconsidérera aux yeux du public : moins de garantie dans les jugements, réduction de deux tiers dans les chances de la conciliation, plus de ressentiment et de personnalité dans les récriminations, tels seront indubitablement les résultats de ce changement. — Tous les autres tribunaux sont collectifs et il était peut-être d'autant plus hasardeux de rendre celui-ci individuel qu'il exerce principalement son autorité envers la classe la plus dépourvue de lumière et, conséquemment, la moins susceptible de s'accuser dans sa conscience quand elle est condamnée par le magistrat » (3).

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

gétique Toussaints, fille majeure, pensionnaire au couvent des Dames-Blanches à La Rochelle ; f) et Jules Toussaints, aussi imprimeur, passé aux colonies.

(1) Archives de la justice de paix du canton sud de Saintes.

(2) Riquet, juge de paix, fut assisté, pour la dernière fois, d'assesseurs, à l'audience du 28 prairial an X (17 juin 1802), où siégèrent Massiou et Néron, et à celle de conciliation, du 2 messidor an X (21 juin 1802), où prirent place à ses côtés ledit Massiou et Elie-Barthélemy Toussaints (Mêmes Archives).

(3) *Procès-verbal de la première assemblée, tenue, pendant la session de l'an X, par le conseil d'arrondissement de La Rochelle*. Chez Bouyer jeune, imprimeur de la sous-préfecture, rue des Maitresses.



Brouage au commencement du XVII^e siècle

IV

ÉTAT MILITAIRE

DE L'ANGOUMOIS, SAINTONGE ET BROUAGE

ENTRE LES ANNÉES 1599 ET 1603

D'après les registres des trésoriers généraux de la guerre et un inventaire du garde général de l'artillerie en 1611 et 1612.

(Suite)

ARTILLERIE

Nous adjoignons à l'état militaire des garnisons de l'Angoumois, Saintonge et Brouage, un résumé de l'état du matériel d'artillerie des places de ces gouvernements d'après l'*Inventaire général des pièces d'artillerie, poudres, boulets à canon, armes, outillz, engins et autres munitions de guerre qui sont es arcenaulx et magasins des villes, chasteaux, places frontières et forteresses de ce royaume, veues et visitées en chaque province par les lieutenans de Monsieur le marquis de Rosny (Sully), grand-maistre et capitaine général de la dite artillerie de France...*, es années 1611 et 1612 ; le tout recueilli par *Maitre Jean d'Orléans, garde général de la dite artillerie.* » (Bibliothèque Nationale, fonds des Cinq Cents de Colbert, 210 et 211).

Château d'Angoulême

3 canons montés d'affûts et rouages ferrés « garnys d'amboitures ».

- 1 canon « esventé ».
- 3 coulevrines royales montées sur vieux affûts et rouages.
- 4 bastardes, dont 3 montées sur vieux affûts et rouages et l'autre démontée.
- 2 moyennes, dont l'une montée sur vieux affût et roues.
- 5 fauconneaux montés.
- 2 arquebuses à croc.
- 1600 boulets de canon, 2000 balles de coulevrine, 360 de bastarde, 540 de moyenne.
- 24 barriques de 300 livres de poudre grosse grenée, 47 caques de 100 livres et 16 caques de 200 livres de poudre menue grenée.
- Engins pour le service du canon : lanternes, traits, palans, refouloirs, écouvillons ; quelque matériel de rechange, etc.

Château de Cognac

- 1 faucon monté d'affût et rouages.
- 1 faucon « crevé et par terre ».
- 2 faucons montés sur vieux affûts et rouages.
- 1 fauconneau.

Ville de Saintes

- 3 canons dont 2 montés sur affûts et « l'autre non monté, qui ne peut servir à cause qu'il est crevé ».
- 1 coulevrine royale, non montée et crevée.
- 2 coulevrines bastardes montées.
- 2 autres pièces, « qui ne sont d'aucun calibre », montées.
- 1 pièce du calibre de fauconneau.
- 234 boulets de canon, 4 de coulevrine, 340 de bastarde, 82 autres de petites pièces.
- Divers engins pour le service et le rechange du canon.
- Poudre menue grenée : 17 barils de 100 livres, 3 barriques de 300 livres et 3 caques de 200 livres, « lesquelles poudres ont besoin d'estre rebattues. »
- 16 saumons de plomb de 100 livres chaque.
- 3750 livres de salpêtre en 7 barriques et demie.
- 500 livres de corde à mèche.
- Un moulin à bras pour la poudre, « un fourneau pour fondre canons et coulevrines royales », 2 « moules de bois à faire canons et coulevrines. »

Château de Pons

- 2 canons montés sur affûts et rouages ferrés de neuf.
- 2 coulevrines bastardes montées sur affûts et rouages.
- 2 moyennes « par terre ».
- 1 grande pièce étrangère, hors calibre.
- 3 pièces de fer, appelées « Verteuilz », non montées.
- 2 fauconneaux « que le sieur de Calais nous dit appartenir à Monsieur de Bretauville. »
- 515 boulets de canon, 88 de coulevrine, 47 de bastarde, 168 de moyenne.
- Divers engins pour le service du canon.
- 14 saumons de plomb de 100 livres chaque.

Château de Taillebourg

- 2 coulevrines bastardes montées d'affûts et rouages.
- 2 autres coulevrines bastardes.
- 2 pièces étrangères montées, qui peuvent servir de moyennes.
- 4 faucons montés.
- 2 fauconneaux montés.
- 3 pièces de fer montées.
- 305 balles de coulevrine bastarde, 290 de moyenne, 120 autres petites « qui ne sont d'aucun calibre. »
- Un moulin à quatre pilons (à poudre).

Ville de Saint-Jean d'Angély

- 2 canons montés.
- 1 coulevrine montée sur affût et rouages ferrés de neuf.
- 2 pièces étrangères montées, du calibre de bastarde.
- 3 faucons montés.
- 4 fauconneaux montés sur affûts.
- 1 fauconneau monté sur chevalet.
- Divers engins pour le service du canon.

Ville de Brouage

- 3 canons montés sur vieux affûts et rouages.
- 2 canons non montés.
- 1 sautereau, « qui n'est de calibre », monté.
- 2 coulevrines étrangères, du calibre de bastarde, montées.
- 2 pièces étrangères, du calibre de bastarde, montées.
- 2 coulevrines étrangères, du calibre de moyenne, montées.

1 pièce étrangère montée sur affût et une paire de roues.

1 pièce étrangère, du calibre de bastarde, montée.

1 pièce étrangère « qu'on appelle Torcy », du calibre de bastarde, montée.

1 pièce étrangère, du calibre de moyenne, montée, « laquelle on dict appartenir à Monsieur de Saint-Luc. »

2 autres pièces étrangères, montées sur vieux affûts et rouages, « que l'on dict aussy appartenir audict sieur de Saint-Luc. »

Engins pour le service du canon : refouloirs, lanternes, écouvillons, palans, combleaux, traits, etc.

8 caques, de 200 livres chaque, de poudre menue grenée.

6 barils d'amorce, de 50 livres chaque.

30 caques, de 200 livres chaque, de poudre grosse grenée.

6 barils de poudre, ouverts, pesant ensemble environ 1.000 livres.

32 barils de poudre menue grenée, pesant ensemble 5.000 livres, poudres « que l'on dict avoir été achetées par ledict sieur de Saint-Luc. »

1750 boulets de canon, 345 balles de bastarde, 245 de moyenne.

93 grenades, 13 cartouches. 12 pots à feu.

1200 livres de corde à mèche.

80 saumons de plomb, de 100 livres chaque.

Matériel de forge, etc.

« Desquelles munitions cy-dessus mentionnées, ledict Veremontois, garde, s'en est chargé. »

Caractéristiques des pièces d'artillerie

D'après *La fortification démontrée et réduite en art* par feu J. Errard de Bar-le-Duc, ingénieur du très chrestien Roy de France et Navarre, revue et corrigée par A. Errard, son neveu, aussi ingénieur..., in-fol., Paris, 1620.

Canon. Pièce : longueur 10 pieds, poids 4.800 livres. Affût et accessoires : poids 3100 livres environ. Boulet : diamètre 6 pouces, poids 33 livres un tiers.

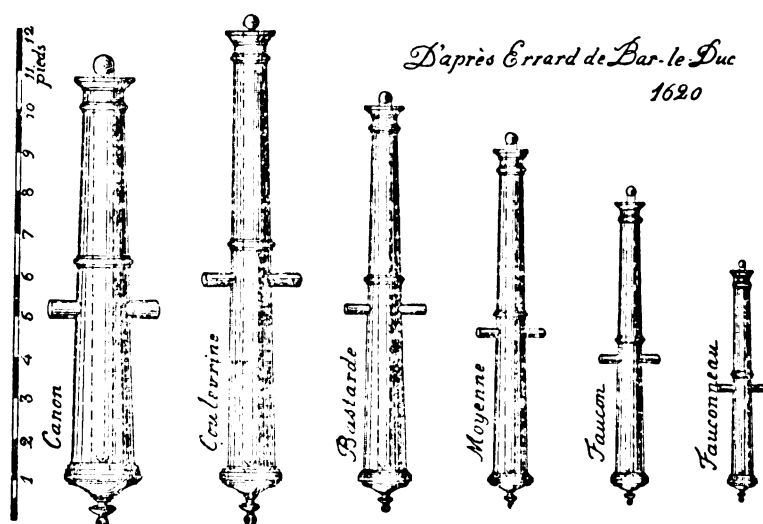
Coulerrine. Pièce : longueur 11 pieds forts, poids 2700 livres. Affût et accessoires : poids 2300 livres environ. Balle : diamètre 4 pouces 10 lignes, poids 16 livres et demie.

Bastarde. Pièce : longueur 9 pieds et demi, poids 2500 livres. Affût et accessoires : poids 1900 livres environ. Balle : diamètre 3 pouces 8 lignes, poids 7 livres et demie.

Moyenne. Pièce : longueur 8 pieds et demi, poids 1500 livres. Affût et accessoires : poids 1900 livres environ. Balle : diamètre 3 pouces 3 lignes, poids 2 livres trois quarts.

Faucon. Pièce : longueur 7 pieds faibles, poids 800 livres. Affût et accessoires : poids 160 livres. Balle : diamètre 3 pouces moins 3 lignes, poids une livre et demie.

Fauconneau. Pièce : longueur 5 pieds un quart, poids 740 livres. Affût et accessoires : poids 140 livres. Balle : diamètre 2 pouces moins demi-ligne, poids « trois quarterons et demi. »



Pour répondre au désir de quelques uns des lecteurs de la *Revue*, voici une note sur la valeur des soldes et des appointements portés sur l'Etat militaire. — Les chiffres des soldes et des appointements sont donnés en écus ou en livres et en sols qui ne sont que des monnaies de compte ; l'écu valant 3 livres ; la livre, 20 sols ; et le sol, 12 deniers. Le montant était payé en pièces blanches et en menue monnaie. Quant au pouvoir de cet argent, d'après Alfred de Foville (*La Monnaie*), 100 livres tournois, entre les années 1600 et 1620, représenteraient de 625 à 800 francs de notre monnaie. Nous trouverons, d'autre part, un terme de comparaison en partant de la solde du simple soldat, arquebusier ou mousquetaire. Le simple soldat avait 12 livres de

solde par mois de montre de 36 jours ; et comme, en temps de paix, il ne recevait en général, que 6 mois de montre dans l'année, il lui fallait vivre avec 4 sols par jour.

JULES SOTTAS.

V

LE MANOIR DE MILLE-FLEURS

(Suite)

LES COTHONNEAU DE MILLE-FLEURS

(1652-1721)

1720. — Suzanne Cothonneau se maria en secondes noces avec François de Chaban (1), écuyer, sieur de Croix-Chapeau (2), avocat et conseiller du roi, à La Rochelle ; tous les renseignements sur eux deviennent dès lors incertains.

Ils auraient eu une fille, Marie-Anne de Chaban, qui se maria avec son cousin germain, Claude de Chaban, officier aux gardes françaises, plus tard général.

Stéphanie de Chaban, mariée en 1753, au comte Claude de Beauharnais, serait aussi issue de ce mariage (3), mais comme elle naquit en 1738 selon tous les biographes, alors que Suzanne Cothonneau avait 68 ans, il est impossible qu'elle fut sa fille.

Nous sommes portés à croire puisqu'elle naquit à Paris, en 1738, qu'elle fut la fille de Marie-Anne de Chaban et, par ce fait, petite-fille de Suzanne Cothonneau, mais non sa fille ; il sera d'ailleurs question de Stéphanie au dernier chapitre.

III

LES D'HASTREL DE MILLEFLEURS (1721-1754)

PIERRE D'HASTREL

(1721-1751)

1721. — Le mariage de Pierre-Bruno d'Hastrel avec Louise Rousseau de La Cour, fit passer le manoir de Mille-Fleurs dans

(1) Isaac-François-Abraham-Marie Mouchard de Chaban.

(2) Ancien petit fief près La Rochelle.

(3) Kemmerer, *Histoire de l'île de Ré*, p. 83.

la noble famille des d'Hastrel dont plusieurs membres avaient déjà possédé le manoir de Rivedoux, Pierre Bruno et sa femme eurent en dot la possession pleine et entière de ce manoir qui ne tarda pas à s'agrandir de deux nouveaux quartiers de vignes situés au sud de l'enclos.

1722. — Un an environ après son mariage, la jeune épouse donnait le jour dans son manoir à un premier né, auquel on donna les prénoms de François-Bruno.

Ce prénom de Bruno (avec un o) fut, en effet, donné à plusieurs membres de la famille d'Hastrel, en souvenir des ancêtres du nom de Arnaud-Bruneau, fondateurs du manoir de Rivedoux.

Le nouveau-né fut baptisé, le 13 novembre 1722, dans l'église de Saint-Martin (1) et eut pour parrain, son oncle le capitaine d'Argeneuil ; cet enfant mourut très jeune.

1724. — Deux ans après, la dame de Millefleurs donnait le jour à un deuxième enfant.

Cet enfant fut baptisé le 22 janvier 1724 dans l'église de Saint-Martin (2), sous les prénoms de Pierre-Etienne.

Il devint dans la suite seigneur de Vaillon et fut l'auteur de la branche des d'Hastrel de La Chabossière (Vendée).

1725. — L'année suivante, Louise d'Hastrel mit au monde un troisième fils, en mars 1725.

Il fut baptisé le 27 mars en l'église du Bois et reçut les prénoms de Christophe-Claude, son parrain fut Claude Gibbon de Maisonneuve, qui habitait Saint-Martin.

C'est ce Christophe-Claude que nous verrons devenir la souche des d'Hastrel de Rivedoux et qui fut seigneur du manoir de Rivedoux de 1753 à 1755.

1726. — Un quatrième enfant naquit à Millefleurs le 1^{er} octobre 1726, il fut baptisé dans l'église de Saint-Martin et reçut les prénoms de Jacques-Bruno, il devint dans la suite, comme nous le verrons, seigneur de Millefleurs et ensuite de Rivedoux.

1727. — Un cinquième et dernier enfant naquit le 13 novembre 1727 et reçut le prénom de Madeleine (Marie-Suzanne-Madeleine).

1728. — Après tant de bonheur et de prospérité, la famille ne tarda pas à avoir un grand malheur inattendu.

(1) Registres paroissiaux de Saint-Martin.

(2) *Ibid.*

Pierre-Bruno d'Hastrel mourut presque subitement à Millefleurs à l'âge de 41 ans, laissant sa veuve et ses nombreux enfants dans la tristesse.

Sa veuve resta seule propriétaire du manoir avec ses dépendances, chargée de l'éducation et de pourvoir à l'instruction de quatre enfants dont trois garçons et une fille.

Elle accepta courageusement cette charge et l'accomplit consciencieusement malgré un nouveau malheur qu'elle éprouva par la mort de son premier-né, âgé à peine de six ans.

Ici, s'écoule encore une période de quinze ans sans aucun document sur Millefleurs et sur Suzanne Cothonneau.

1743. — Pierre-Etienne, fils cadet de Louise d'Hastrel, âgé de 19 ans, désireux le suivre la carrière de son père, manifesta le désir de s'engager dans l'armée ; loin de s'opposer à ses désirs, sa mère les favorisa ; il s'engagea au bataillon de milice de Saint-Sever du Cap.

1744. — L'année suivante, son troisième fils, Christophe-Claude, selon l'exemple paternel et fraternel, s'engagea, avec le consentement de sa mère, comme volontaire, à 19 ans, au régiment d'infanterie royale.

1745. — Un an après, son quatrième fils, Jacques-Bruno, doué de grandes aptitudes pour l'étude, fut admis à l'école militaire à l'âge de 19 ans, au commencement de 1745.

1746. — A la fin de l'année suivante, il en sortit avec le grade de lieutenant au régiment de Beaujolais, ancien régiment de Tresnel, il avait alors près de 21 ans.

La dame de Millefleurs vit ses fils la quitter successivement pour se lancer dans la carrière des armes, elle resta en son manoir avec sa fille Madeleine, âgée alors de 19 ans.

1751. — Cinq ans plus tard, elle mourut après 23 ans de veuvage. Sa jeune fille inconsolable lui fit faire de belles obsèques, à l'église de Saint-Martin et obtint que son corps reposât auprès de celui de son mari, sous les dalles de l'église paroissiale, à gauche en entrant, contre les fonts baptismaux (1).

Les registres paroissiaux de l'église de Saint-Martin font mention de ces deux inhumations dans les termes suivants :

« Le 7 du mois d'août 1728 a été inhumé dans l'église de cette paroisse le corps de Messire Pierre Bruno d'Hastrel, écuyer.

(1) Registres paroissiaux de Saint-Martin.

« seigneur de La Chabossière et de Ruavault en Aulnis, demeurant en sa maison de Millefleurs de cette paroisse, âgé de 41 ans ou environ ».

« — Le vingt avril 1751 a esté inhumé du côté gauche de cette église en entrant, contre les fonts baptismaux, le corps de dame Louise-Suzanne Rousseau de la Cour, âgée de 49 ans, veuve de Pierre Bruno d'Hastrel, seigneur de La Chabossière » (1).

A la mort de leur mère, les trois frères occupaient les situations suivantes dans la carrière militaire qu'ils parcouraient déjà avec succès :

Pierre-Etienne, âgé de 27 ans, était capitaine depuis cinq ans au régiment de Tresnel, avancement rapide dû à une blessure par coup de feu qu'il reçut à l'armée de Flandres ; il n'était resté qu'un an dans le grade de lieutenant pour ce motif (2).

Christophe-Claude, âgé de 26 ans, était lieutenant au bataillon de milice de Saint-Jean d'Angély (3).

Jacques-Bruno, âgé de 25 ans, était avec son frère lieutenant au bataillon de milice de Saint-Jean d'Angély, il avait déjà fait campagne de 1747 à 1749, en Flandre et en Italie, lors de la guerre pour la succession d'Autriche : il avait ainsi connu le feu dès sa sortie de l'école militaire (4).

Leur jeune sœur Madeleine, âgée d'environ 24 ans qui se destinait à la vocation religieuse, ne tarda pas à prendre le voile, à l'abbaye des Bénédictines de Saintes où elle passa toute sa vie dans la piété et mourut à un âge très avancé.

(1) Cette église de Saint-Martin est entièrement garnie de sépultures de personnalités rétaises ; les dalles recouvrant tous ces restes ont disparu sous un dallage moderne et sont ainsi soustraites à la mémoire de la postérité.

(2) Il fut successivement capitaine ensuite au régiment de d'Astrée en 1760, chevalier de Saint-Louis la même année, capitaine au régiment de Languedoc en 1763, de Beaujolais en 1765, de Lamballe en 1768, commandant au régiment provincial de La Rochelle en 1769. Il prit sa retraite, comme commandant, en 1781, à l'âge de 57 ans, après 38 ans de service dans l'armée (Voir son portrait).

(3) Il mourut comme commandant à l'île de France en 1782, à l'âge de 57 ans, comme son frère aîné, après 38 ans de service lui aussi (Voir notice sur le manoir de Rivedoux).

(4) Nous le reverrons au chapitre suivant.

JACQUES D'HASTREL

(1751-1754)

1751. — Jacques-Bruno d'Hastrel, quatrième fils de Pierre Bruno d'Hastrel de Millefleurs, fut chargé par ses frères et sa sœur, à la mort de leur mère Louise d'Hastrel, de la direction du manoir.

1752. — Il fit continuer un entretien consciencieux de la propriété, il l'augmenta même encore, en faisant le 3 janvier l'acquisition du terroir de Grosjone contenant 1100 ceps de vigne (1).

1753. — Il n'acquiesça définitivement la possession intégrale du manoir de Millefleurs que deux ans après, lors du partage des biens provenant des Arnaud-Bruneau, premiers seigneurs de Rivedoux et des d'Hastrel, leurs successeurs audit manoir.

Ce partage fut conclu (2) par sa tante Marie-Madeleine d'Argeneuil, née d'Hastrel de Rivedoux, avant que celle-ci, alors veuve du capitaine Cadot d'Argeneuil, ne se remariât avec Joseph Moinot du Manay, seigneur de Montargis.

C'est à ce partage que son frère Pierre-Etienne hérite du titre et du manoir de La Chabossière, en Vendée ; son frère Christophe-Claude, du titre et du manoir de Rivedoux en l'île de Ré et lui-même du titre et du manoir de Millefleurs en l'île de Ré également, ainsi que de quelques parcelles de celui de Rivedoux afin d'égaliser les partages (3).

C'est cette même année, le 1^{er} mars, qu'eut lieu le mariage de leur cousine, Marie-Anne-Françoise-Stéphanie de Chaban, petite-fille de Suzanne Cothonneau (4) avec le comte Claude de Beauharnais, seigneur des Roches-Baritaut en Vendée, futur chef d'escadre, oncle de François (5) et d'Alexandre de Beau-

(1) Acte Mala, 3 janvier 1752.

(2) Acte des 6 et 7 décembre 1753.

(3) A ces partages ne figure pas son frère aîné, François-Bruno, mort très jeune.

(4) *Dict. biographique*.

(5) François, marquis de Beauharnais, naquit à La Rochelle en 1756. Il entra dans la vie politique et fut député de la noblesse de Paris aux états généraux en 1789. En 1792 il tenta de délivrer la famille royale. Il devint major général de l'armée du prince de Condé, il s'offrit de défendre Louis XVI lors de son procès ; il s'offrit ensuite avec 500 hommes pour lutter contre l'armée républicaine en Vendée ; après le 18 brumaire, il demanda à Bonaparte, premier consul, par l'intermédiaire de sa belle-sœur, Joséphine de

harnais qui devinrent ainsi les neveux de Stéphanie (1).

La grande bonté et la modestie de celle-ci ne purent s'accommoder du caractère hautain de son mari, elle dût s'en séparer de bonne heure, tout en conservant son titre de comtesse de Beauharnais.

Elle s'adonna alors à la littérature à Paris, lieu de sa naissance, elle devint poète et romancière et forma un salon littéraire fréquenté par des gens de lettres attirés par ses qualités, elle fit cependant bien des jaloux parmi les littérateurs du temps qui ne fréquentaient pas ses salons, tels que La Harpe, Lebrun, Palissot, etc.

Par l'effet de la jalousie, une comédie d'elle, « La fausse inconstance », échoua en 1787.

Très sensible à cet échec, Stéphanie de Beauharnais quitta Paris pour Rome où elle fut reçue à l'académie des arcades.

Quelques années plus tard elle revint à Paris, mais elle fut dénoncée pendant la Révolution et enfermée à la prison de

La Pagerie, de restituer la couronne de France aux Bourbons. Il fut obligé de s'expatrier et ne reentra en France qu'en 1804 après le mariage de sa fille Marie-Louise avec Lavalette (*Dict. biograph.*).

(1) Alexandre, comte de Beauharnais, frère cadet du précédent, né au fort royal de la Martinique en 1760, se maria en 1779, à l'âge de 19 ans, avec une riche et jolie créole âgée de 16 ans, nommée Joséphine Tascher de La Pagerie. Il se distingua, sous Rochambeau, dans la guerre de l'indépendance des Etats-Unis. A son retour en France, il obtint le titre de vicomte et plus tard celui de comte ; à 29 ans, il fut député de la noblesse de Blois aux états généraux en 1789 et fut un des premiers qui se réunit au tiers-état. Dans la nuit du 4 août, il se prononça pour l'abolition des privilèges, pour l'égalité devant la loi et l'admissibilité de tous les citoyens à tous les emplois de l'Etat. Il fut deux fois président de l'Assemblée nationale, il ne la quitta en août 1791 que pour se rendre, sous les ordres de Custines, comme adjudant général, à l'armée du Nord. Après la Révolution, n'ayant encore que 32 ans, il fut nommé général et commanda comme tel l'armée du Rhin en 1792. En 1793 il refusa le portefeuille de la guerre et donna sa démission de général en chef de l'armée du Rhin quand parut le décret expulsant la noblesse de l'armée. Sous la Terreur il se retira dans sa propriété à La Ferté-Imbault. Accusé d'avoir coopéré par ses lenteurs à la capitulation de Mayence, sa femme fut envoyée en captivité à Port-Louis, près Lorient, jusqu'au 19 ventôse an IV (8 mars 1796) et lui fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire et guillotiné en 1794, laissant de Joséphine deux enfants qui furent l'un, le prince Eugène de Beauharnais, général de l'Empire et vice-roi d'Italie, l'autre, la reine Hortense, femme de Louis-Bonaparte, roi de Hollande et mère de Napoléon III (*Dict. biograph.*)

Sainte-Pélagie, où elle n'échappa dit-on, à l'échafaud, que par la protection de Cubières.

Par sa parenté avec le général comte Alexandre de Beauharnais, son neveu, Fanny de Beauharnais, née de Chaban, fut tante par alliance de Joséphine Tascher de La Pagerie, épouse d'Alexandre, mais cette parenté avec Joséphine s'éteignit en 1796, par la nouvelle alliance que contracta celle-ci à sa sortie de captivité, en se mariant civilement avec le général Bonaparte (1), futur empereur.

Stéphanie fut donc tante de Joséphine, femme du général Alexandre de Beauharnais et grand'tante de ses enfants Eugène et Hortense, dans leur jeunesse (2), mais perdit tout lien de parenté avec Joséphine, impératrice, femme de Napoléon 1^{er}.

Stéphanie vécut longtemps encore et ne mourut qu'en 1813.

Les principaux travaux qui nous soient connus d'elle sont les suivants :

1° *Le comte de Tersane* ; 2° *Anacréon ou le pouvoir de l'amour*, roman galant (3) ; 3° *Le somnambule* ; 4° *Cléomène* ; 5° *Fables* ; 6° *Lettres de Stéphanie*, roman historique en trois parties (4).

Après cette digression sur Stéphanie de Beauharnais, petite fille de Suzanne Cothonneau qu'on avait cru aïeule de Napoléon III et dont nous avons voulu préciser la parenté, nous revenons au possesseur du manoir de Millefleurs.

1754. — Jacques-Bruno était encore à son bataillon de Saint-Jean d'Angély où il était lieutenant, ainsi que son frère Christophe-Claude.

Leur réunion dans ce bataillon ne fut pas de longue durée ; dès que Christophe-Claude fut promu capitaine, trouvant que sa situation ne lui assurait pas assez d'avenir, il demanda les colonies et réalisa les ressources nécessaires sur ses domaines pour vivre à l'étranger.

(1) Joséphine avait alors 33 ans, son fils Eugène 15 ans, et sa fille Hortense 13 ans.

(2) L'impératrice Joséphine étant restée stérile, l'empereur, qui voulait un héritier à l'immense empire qu'il avait constitué, obtint du pape le divorce ; il installa Joséphine dans le joli château de la Malmaison, près Paris, et se remaria, en 1810, avec Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche, dont il eut un fils, Napoléon II, roi de Rome, qui mourut jeune.

(3) Paris. Didot, 1787. in-8°.

(4) Paris, 1778, 3 vol. in-12.

Ayant obtenu de partir comme ingénieur militaire au Canada, il vendit son manoir de Rivedoux à son frère Jacques-Bruno, déjà propriétaire du manoir de Millefleurs.

Celui-ci, qui prêterait Rivedoux, foyer de sa famille, à Millefleurs où il ne possédait plus d'attaches de famille, établit son habitation à Rivedoux, dont il devint seigneur par le désistement de son frère.

Il mit en vente le manoir de Millefleurs qui cessa dès lors d'être un fief dépendant de la seigneurie de Ré et redevint un simple logis, comme autrefois.

L'historique de Jacques Bruneau d'Hasrel, dernier des seigneurs de Millefleurs, est donc continué dans la notice sur le manoir de Rivedoux, dont il fut aussi le dernier seigneur. Cette notice renferme également l'historique de Christophe-Claude dans nos colonies d'I Canada et de l'Inde, où il mourut commandant, et de son fils Etienne, qui devint général de division, baron de l'empire.

IV

VILLA DE MILLEFLEURS

(1754-1855)

1754. — Redevenue simple villa, ne relevant plus, en tant que manoir féodal, de la baronnie de l'île de Ré, le domaine de Millefleurs, avec ses appartenances et dépendances, fut acheté par Pierre Rondeau et Jean-Baptiste Monzie, son cousin, à Jacques-Bruno d'Hasrel, pour la somme de deux mille livres et une rente annuelle et perpétuelle amortissable de 200 livres (1).

1756. — Un accord eut lieu deux ans après sur cet amortissement (2).

1757. — Un an après, J.-B. Monzie en devint seul propriétaire par le transport que lui fit, de sa part, son cousin Pierre Rondeau (3).

Pierre Rondeau possédait déjà la jolie villa du Vert-Clos qu'il habitait, il était capitaine d'une compagnie de canonniers gardes-côtes de l'île de Ré.

Grâce à la bonne gestion des d'Hasrel, le domaine de Mille-

(1) Acte Bastard, notaire, du 9 décembre 1754 (Archives Musée).

(2) Acte Bastard, notaire, du 5 février 1756 (Archives Musée).

(3) Acte Bastard, notaire, du 16 novembre 1757 (Archives Musée).

fleurs était un des plus importants de l'île, ayant été augmenté considérablement.

Outre la maison de maître, il comportait toujours, comme nous l'avons vu, borderie, écurie, cellier contenant trois treuils à vendange, enclos contenant un verger, un bois de frênes et d'ormeaux et de plus des vignes récemment acquises à Gros-Jonc, contenant non plus 1100 ceps comme en 1752, mais 3500 ceps.

1782. — Vingt-cinq ans après le domaine de Millefleurs devient la propriété de Samuel Séjourné et de sa femme, née Souillard des Barres, qui voulurent y organiser une industrie nouvelle pour le pays.

Ils y établirent une usine de salpêtre qui devint prospère, grâce à la compétence de son directeur.

La tourelle du manoir existait encore au moins en partie et l'on remarquait encore sur sa porte d'entrée les armoiries de ses anciens seigneurs, à demi effacées.

Samuel Séjourné, riche propriétaire, possédait aussi au Rouland le logis connu sous le nom de château du Rouland, voisin de Millefleurs, composé d'un corps de bâtiment flanqué, à ses deux extrémités, d'un pavillon, comme le Vert-Clos, ces deux pavillons étaient couverts en ardoises (1).

1783. — La salpêtrière de Mille-Fleurs entraît en pleine prospérité lorsque Samuel Séjourné mourut brusquement, avant d'avoir pu jouir des avantages de sa nouvelle industrie.

Après sa mort la fabrique de salpêtre fut fermée.

1784. — Millefleurs est alors acquis par Louis Mazic et sa femme, née Rivaille, tous deux l'exploitèrent jusqu'à l'époque de la Révolution.

1792. — A cette époque il fut acquis, pour la somme de 9.162 livres 14 sols 8 deniers (2), par M. Bruno-Brun, juge de paix en retraite, qui en fit sa résidence.

1809. — Le propriétaire dut alors faire restaurer les murs du clos de Millefleurs qui commençaient à tomber en ruines.

Il fit, pour cette restauration urgente, acquisition des matériaux de démolition de l'ancien prieuré fortifié Saint-Blaise de La Clairaine, situé immédiatement en face et dont les douves venaient

(1) Cette belle villa est actuellement disparue et transformée, comme Millefleurs, en maison d'habitation, mais son clos existe toujours.

(2) Acte Bouché, notaire à Saint-Martin.

d'être comblées imparfaitement, comme on peut encore aujourd'hui s'en rendre compte, par les grandes inégalités de terrain, toujours visibles en ce lieu resté inhabité et inhabitable.

On peut encore aujourd'hui remarquer que les murs du clos de Millefleurs se composent d'anciens moëllons, au milieu desquels sont interposées deci delà des pierres plus volumineuses, en certains endroits même, de véritables pierres de taille.

Le bois de frênes et d'orneaux contenu dans le clos fut défriché et remplacé par 1330 cep̄s de vignes.

M. Bruno-Brun mourut sans enfants après avoir fait sa femme, sa légataire universelle ; les héritiers de celle-ci se partagèrent la propriété dans la suite.

La villa disparut, et fut remplacée par plusieurs petites maisons contiguës, formant un hameau du Rouland, village de la commune du Bois. Le grand enclos qui existe toujours a été divisé en autant de jardins que de maisons ; dans l'une d'elles, ornée d'un perron, se voit encore l'ancien cellier où les d'Hastrel avaient leurs treuils à vendange, lors de la prospérité du manoir.

**TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE COTHONNEAU DE MILLEFLEURS
ET DE SES ALLIANCES
AVEC LES FAMILLES D'HASTREL ET DE BEAUHARNAIS.**

Jacob Cotonneau marié en 1684 avec Marthe Grain	Suzanne Cotonneau de Millefleurs mariée en 1695 avec	Louise Rousseau de la Cour mariée en 1721 avec	François Bruno d'Hastrel Pierre-Etienne d'Hastrel
	Etienne Rousseau de La Cour capitaine au régiment de Champagne.	Pierre Bruno d'Hastrel capitaine au régiment de Hainault.	Christophe d'Hastrel Jacques d'Hastrel Madeleine d'Hastrel
Jacob Cotonneau marié en 1720 avec Marthe Grain	Suzanne Cotonneau remariée en 1720 ? avec	Marie-Anne de Chaban, mariée en 1737 ? avec son cousin	Stéphanie de Chaban, mariée en 1753 avec
	François Mouchard de Chaban Conseiller du roi à La Rochelle	Claude Mouchard de Chaban Capitaine aux Gardes françaises	Claude de Beauharnais Chef d'Escadre.

D^r ATGIER.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DES MOIS D'OCTOBRE ET DE DÉCEMBRE

AVIS ET NOUVELLES : Séance du Bureau, Protestation, Appel aux Sociétaires, M. Musset au Congrès, Découvertes à Saint-Seurin d'Uzet.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : MM. P. Boilevin et Gallidy.

VARIÉTÉS : *Mise au point d'une poignée d'erreurs* : Bourignon, par M. Perrier des Brousses ; *Les Justices de paix de Saintes* (suite), par M. Guérin ; *La Déportation ecclésiastique à Rochefort* (suite), par M. l'abbé Lemonnier.

DOCUMENTS : *Fragment d'un récit de voyage en Saintonge* ; *Inventaire des séries départementales des archives nationales relatives à la Charente-Inférieure*, par M. Heurtel ; *Minutes de notaires, notes de lecture*, par M. Ch. Dangibeaud.

AVIS ET NOUVELLES

Le Bureau de la Société s'est réuni le 26 septembre.

Après s'être entretenu de différentes affaires courantes et notamment de la publication du volume qui se trouve forcément remise par suite du départ de M. Delavaud, il décide que vu les tristes conséquences de la guerre que nous subissons ce numéro comptera pour celui d'octobre et celui de décembre.

Il émet ensuite le vœu suivant qui sera adressé à MM. les présidents des Sociétés savantes et artistiques de Reims et de Louvain.

« Le Bureau de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis réuni en séance le 26 septembre 1914,

profondément ému des atrocités commises en territoire belge et français par les troupes allemandes qui non seulement n'ont rien appris en humanité depuis quarante-quatre ans, mais renouvellent leurs pires procédés de destruction systématique, froidement calculée, de 1870-71, et se déshonorent à tout jamais en se vengeant basement de leur déception et de leurs échecs sur les trésors artistiques rencontrés le long de leur route, pour le seul plaisir de détruire, exprime aux Sociétés artistiques et savantes de Reims et de Louvain, ainsi qu'à la Société des architectes de la Marne et à la ville de Reims, ses regrets indignés ;

» Emet le vœu que les dégâts infligés aux sculptures et aux parties non essentielles de la magnifique cathédrale de Reims ne soient jamais réparés, de manière à les laisser sous les yeux des générations futures comme un témoin de la prétendue culture germanique au XX^e siècle, et un sujet perpétuel d'exécration et d'horreur contre les auteurs responsables de cet acte inepte de vandalisme ;

» Décide en outre qu'elle raye de la liste des membres de la Société les abonnés d'Allemagne, et refuse de continuer à l'avenir l'échange de ses publications avec celles des sociétés de ce pays. »

Le Bureau de la Société a adhéré à la protestation rédigée par la Société des Antiquaires de France. Les Sociétés savantes de Dijon, de Clermont, viennent de prendre une décision identique à la nôtre contre leurs membres allemands.

La rédaction de la *Revue* serait très reconnaissante à nos confrères de vouloir bien lui signaler les noms, âges, grades de leurs enfants ou parents, tués pendant cette campagne. C'est un livre d'or qui a sa place tout indiquée dans notre publication. Les journaux ne donnent que des indications insuffisantes ou inexactes.

Autant que possible dire le combat, la bataille..., la date..., en un mot les circonstances dans lesquelles notre compatriote aura trouvé la mort.

Au Congrès des Sociétés savantes de province des 14-18 avril dernier, M. Musset a présenté un mémoire sur la four-

niture d'artillerie faite par l'échevinage de La Rochelle à Dominique de Gourgues, lors de son retour de La Floride, en vue d'une nouvelle expédition en Amérique.

A Saint-Seurin d'Uzet, au lieu dit le Vieux-Bourg, dépendant de la propriété du château de Saint-Seurin, appartenant à M^{me} Verat, de Mortagne, on a mis à découvert, au commencement du mois d'août, sur une légère éminence, à environ 40 mètres à l'ouest de la route de grande communication n° 45, et à 60 mètres au sud de l'avenue du château, quelques pierres paraissant avoir appartenu aux fondations de l'ancienne église démolie en 1707 et un sarcophage en pierre, qui a été brisé. On a recueilli des ossements et plusieurs pierres plates, de 0.45 centimètres environ de largeur sur 0.14 centimètres d'épaisseur ayant sur une des faces de petits losanges réguliers en creux.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL

DÉCÈS

A Clavette, près La Rochelle, M. Paul Boilevin, docteur en médecine, fils de M. Boilevin, économe de l'hôpital de Saintes, est décédé à l'âge de 36 ans, le 7 août 1914.

M. Abel Gallidy, vétérinaire principal des haras, directeur de la Caisse régionale de crédit agricole, officier d'académie et du Mérite agricole, est décédé à La Chapelle-des-Pots, le 23 août 1914, âgé de 63 ans.

Il laisse une fille unique, M^{me} Brèche, femme de M. Brèche, capitaine au 62^e régiment d'infanterie.

VARIÉTÉS

MISE AU POINT D'UNE POIGNÉE D'ERREURS SUR L'ARCHÉOLOGUE-ANTIQUAIRE, PROFESSEUR SAINTAIS FRANÇOIS-MARIE BOURGUIGNON DIT BOURIGNON

Jean Vanderquand, ancien curé de Virollet et de Gémozac, le prêtre apostat de la révolution qui se maria, fut père de quatre enfants et professeur à l'Ecole centrale, écrivit la biographie (1) de François-Marie Bourignon, antiquaire et archéologue distingué, professeur lui aussi, au collège de Saintes, où il devint principal le 4 avril 1793.

Avant la publication de cette biographie, Vanderquand qui savait que le comte Pierre-René-Auguste de Brémond d'Ars avait eu des rapports d'amitié avec Bourignon, crut devoir l'informer de cette publication en le priant en même temps d'apporter quelques notes inédites à son travail.

Une correspondance s'échangea (*Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. III, pages 24 et 25, janvier 1881, et t. III, pages 34^o, 350 et 351, juillet 1881).

Cette correspondance en nous instruisant sur bien des choses, nous apprend entre autres : que Bourignon avait par vanité, supprimé deux lettres à son nom véritable : « Bourguignon », elle nous apprend encore l'erreur commise par M. de Brémond d'Ars qui fait venir ses bons vieux parents « tout humblement » de Bourgogne.

Non, ils n'étaient pas venus « humblement de Bourgogne », mais bien du côté opposé de la Provence, pour s'installer au milieu du XVI^e siècle en Saintonge, non pas avec humilité, mais bien aussi avec tout l'apanage de la noblesse et des titres qu'elle conférait.

Mais n'anticipons pas !

La publication de cette correspondance dans le tome III du *Bulletin* suscita une question sur *Bourignon* ou *Bourguignon*,

(1) Cette biographie perdue n'a pu malgré toutes nos recherches être retrouvée.

posée sous le n° 306, même *Bulletin* d'octobre 1884, t. V, page 110, pour connaître son véritable nom et son origine ? D'après ses manuscrits où il confessait la mutilation de son nom, Bourguignon disait sa famille originaire de Cognac.

Notre honorable vice-président, M. Charles Dangibeaud, y répondait en janvier 1885, t. V, p. 153.

M. Dangibeaud, mal renseigné sans aucun doute, est cependant très affirmatif en nous informant n'avoir jamais rencontré ni Bourignon, ni Bourguignon, sur les registres de l'état-civil de Cognac. La personne chargée de s'enquérir de la généalogie Bourguignon s'en acquitta fort mal ; nous avons la cruelle mission de le confesser, car s'il ne se rencontre qu'une seule famille de ce nom là, au moins avons-nous le devoir d'affirmer qu'elle fut prolifique, puisque dans tout le XVII^e siècle et même après, son nom figure à chaque page sur les registres de la paroisse Saint-Léger.

M. Charles Dangibeaud, toujours d'après les renseignements erronés qui lui furent fournis, croit devoir établir à Saintes, vers le milieu du XVII^e siècle la famille de l'archéologue qu'il apparente à une famille Bourguignon de cette ville avec laquelle elle n'a rien de commun.

La famille du distingué archéologue saintais, à qui la ville a donné le nom à l'une de ses rues (qu'elle ne ferait pas mal de rectifier en changeant « Bourignon en Bourguignon ») s'est bien établie à Saintes au milieu d'un siècle, Monsieur Dangibeaud, mais c'est au milieu du XVIII^e exactement.

C'est en effet, dans la matinée du 7 septembre 1750 que se fonda en l'église Saint-Michel de Saintes le foyer de la branche en question, par le mariage de Jean Bourguignon, père de l'archéologue né à Cognac, paroisse Saint-Léger, de Michel Bourguignon et de Marie Marot, décédée au moment de son union, avec Marie Landreau.

Nous retrouvons que Jean Bourguignon, originaire de Cognac, et son épouse Marie Landreau étaient bien les père et mère de l'archéologue François-Marie, parce que les preuves de ses ascendants nous en furent d'abord fournies à ses actes de baptême et de mariage, ensuite à son acte de décès, où en écorchant le nom maternel et en commettant une erreur sur le nom paternel qu'on appelle « Bourignon », on en commit une autre sur son âge, parce que aussi, il figure au mariage de son frère, le futur membre du tribunal révolutionnaire de Saintes, Fran-

çois-Xavier Bourguignon, fils de Jean et de Marie Landreau, qui épouse, paroisse Sainte-Colombe de Saintes, le 23 juin 1785, Eustelle Flandrin.

François-Marie Bourguignon, que Moufflet (*Bulletin* d'avril 1887, p. 155) fait naître en 1755, que Louis Audiat fait naître en 1749, qu'un autre auteur fait mourir à 40 ans, pendant que son acte mortuaire nous en accuse 43, était né dans la paroisse Saint-Pierre de Saintes, le 10 mai 1752, et y étant mort le 19 août 1793 (décès transcrit sur les registres de cette ville le 2 septembre), il avait exactement 41 ans trois mois et neuf jours. Voilà donc son origine et son âge, sur lesquels on ergote depuis 121 ans, parfaitement établis.

Son père, Jean Bourguignon, eut la douleur de le voir partir avant lui, car si sa mère était décédée avant 1785, son père, lui, ne s'éteignit à Saintes que le 4^e complémentaire de l'an 4, à l'âge de 70 ans, dit le registre, faisant encore erreur sur l'âge du père comme sur celui du fils, puisque né à Cognac en 1728 (1) il ne pouvait avoir que 68 ans.

Encore une erreur que commet Louis Audiat en le donnant comme l'aîné de quatre ; il était effectivement l'aîné (acte du 17 janvier 1781 dans les minutes de Maillet, notaire royal) mais de cinq qui suivent : Joseph-Alexandre, marié à Geneviève Caillaud, qui fait baptiser son fils Jean le 22 septembre 1793 ; Jean, Marie, et le plus jeune François-Xavier.

Si les idées émises dans son journal politique et chantées dans différentes localités, lui valurent la mort, elles lui valurent aussi quelques temps après son retour de Paris où il avait terminé ses études de médecine, le titre de lieutenant-colonel de la garde nationale. Il abandonna l'épée pour la robe de rhétorique qu'on lui offrait et presque aussitôt sa chaire de professeur pour le cabinet de principal, dans ce collège de Saintes où il était le seul élément laïque et où il succédait à Jupin, prêtre renégat qui, lui même avait succédé à Dalidet, prêtre dans le même genre, qu'on avait appelé ?? à la cure de Saint-Jean d'Angély.

C'est pendant qu'il était professeur, au moment où il va prendre, écrit-il, « le titre honorifique d'époux, » celui de célibataire assujetti à la taxe étant considéré comme une infamie,

(1) Paroisse Saint-Léger de Cognac, le 4 décembre 1728.

qu'il fit parvenir à l'administration une lettre fort curieuse dans laquelle il demande une augmentation de traitement qu'on s'empresse de lui allouer (30 décembre 1791).

Tout le monde nous dit qu'il se maria, mais personne ne nous dit avec qui ? Si ce n'est un historien dont nous oublions le nom, qui lui fait épouser une Jeanne Renaud, pendant que Louis Audiat lui fait contracter mariage le 21 janvier 1793. Bref, il ne laissa pas de descendance.

Son contrat de mariage se dressa à Ecoyeux, la bénédiction nuptiale fut donnée à Migron, et le retour de noce se passa à Courcoury. Non pas le 21 janvier 1793, mais bien le 9 janvier 1792 ; il épousait Geneviève Hilairet, la fille de Jacques-Joseph Hilairet, notaire royal et procureur en la sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, et de Louise Guérin (1).

Au repas de sa noce, son ami, le défroqué Jean Vanderquand, marié à la même époque et dont la sœur épousa elle aussi un prêtre apostat, chanta des couplets en un patois qui, s'il n'avait rien de sacerdotal nous donne un aperçu des réjouissances de cette époque dans une certaine classe de la société (2).

O bein bon ser ! bell' mariée,
Yé bon ser ! nout cousin François.
J'seus v'nu cheuz vous passer la s'rée
Pre vère de jolis minois.
Jarnigoné ! Jarnigoné ! belle damoiselle,
Ne mimprisez pas un pèsant,
Dam' j'ous le thieur ben plus fidèle
Et d'la vigueur à l'avenant (*bis*).

(1) Aujourd'hui 9 janvier 1792, après la publication des bans et les lois de l'église observées, je soussigné ai importé la bénédiction nuptiale à sieur François-Marie Bourignon, professeur de rhétorique au collège national de Saintes et y demeurant, fils majeur et légitime de sieur Jean Bourignon, propriétaire, et de feu dame Marie Landreau, et à demoiselle Geneviève Hilairet, fille majeure et légitime de feu Jacques-Joseph Hilairet, notaire royal et procureur en la ci-devant sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, et de dame Louise Guérin, demeurant depuis environ deux ans au lieu des Bernardières, en la paroisse de Migron, icelle, procédant sous l'autorité de sieur Jean Poitevin, avoué au tribunal du district de Saint-Jean d'Angély, son curateur aux causes d'autre part. En présence des soussignés Geneviève Hilairet ; François-Marie Bourignon ; Poitevin ; Cristin ; Delomenic, curé.

(2) *Journal politique littéraire de Saintes* du vendredi 10 février 1792.

Cousin François, j'te facilite,
Ben prose te baillant de l'esprit,
Mais thieu ne fait pas le bias mérite
In drôle vaut mieux qu'un grous écrit :
Moun enfant, moun enfant saïs queme ton père,
Sais bon marit, bon citoyen,
Ta rétolique est un grimouère
Où nos pauvresses n'entendant rin. — (bis)

.

Nous ne savons si le lecteur sera d'accord avec nous, pour avoir fait cette remarque qu'il nous a été donné de constater bien souvent depuis dix ans, au cours de nos longues et minutieuses études à l'effet d'écrire l'historique de notre famille ; c'est que le parti qui embrassa les idées de la révolution (les exceptions confirment la règle) n'attacha surtout de l'importance qu'aux progrès du présent et de l'avenir, restant absolument froid et indifférent à ce qui touchait le passé de ses ancêtres. On rougirait de ne pas connaître l'histoire de son pays et la généalogie historique des familles qui le gouvernèrent ; on trouve tout naturel de ne rien connaître de sa propre famille qui aida plus ou moins à la progression de ce pays.

C'est probablement à un de ces indifférents que s'adressa M. Dangibeaud, et c'est ce qui explique aussi comment il fut si mal servi.

François-Marie Bourguignon, imbu des principes révolutionnaires n'y manqua pas ! C'était cependant un homme d'une intelligence distinguée qui s'était fait connaître à Paris par quelques vaudevilles, composés en collaboration de Piis et de Barré, et par un ouvrage plus sérieux, publié en 1780 sous le titre *Observations sur quelques antiquités romaines déterrées au Palais Royal*. Il avait en outre composé ses *Recherches topographiques sur les antiquités gauloises de la Saintonge et de l'Angoumois*, ouvrage qui ne fut édité (faute d'argent) que plus tard à Saintes (grâce à son frère), en 1800, par l'imprimeur Meaume. Un journal, probablement le journal patriotique qu'il publiait dans cette ville depuis le commencement de la révolution et où, dans des écrits incendiaires, nous raconte le vicomte de Turpin, il témoignait d'une admiration fort vive pour les innovations à la mode, ce qui lui avait valu la faveur des réformateurs influents. A la plume facile, il joignait aussi la parole et se révélait orateur dans l'oraison funèbre qu'il pro-

nonçait le 2 août 1792, du haut de la chair de Saint-Pierre de Saintes, à l'occasion de la mort de Claude-Antoine Gout.

Malgré toutes ces brillantes qualités scientifiques, il n'avait pour la recherche de ses ancêtres qu'un goût fort restreint. La preuve ne nous en est-elle pas offerte dans le changement qu'il opère sur son nom de Bourguignon et qu'il transforme « orgueilleusement, » nous dit le comte de Brémond d'Ars, en celui de « Bourignon ».

Était-ce bien l'orgueil ? Voulait-il en éteignant son propre nom, effacer la fonction paternelle de « maître perruquier » à Saintes, ou voulait-il, ce qui est plus douteux, ne pas mettre en contradiction et son origine ancestrale et les principes qu'il prêchait ?

Mais alors, pourquoi reprend-il avant sa mort, son véritable nom de Bourguignon ?

Nous préférons conclure à sa vanité (1) et à son ignorance généalogique.

Ah ! si poussé par cette vanité qui lui tenait tant au cœur, si, moins féru des idées nouvelles, si, moins partisan des progrès présents et futurs qui coûtent souvent beaucoup aux contribuables d'une nation et qui lui coûtèrent la vie à 41 ans, si, moins occupé des vieilles choses qui n'avaient plus cours et qui lui firent oublier les vieux gens disparus, il avait su ! ce que tout le monde devrait connaître — l'histoire de sa maison ; — il est à croire qu'il eut gardé son nom aristocratique de Bourguignon inscrit à l'Armorial de France (2) et qu'il n'aurait jamais eu l'idée de le mutiler en celui plébéen de Bourignon, qui n'y figure pas.

Nous ne nous tromperions même pas en ajoutant que, s'il avait connu la lignée ancestrale au-delà son bisaïeul, il n'aurait peut-être pas écrit et parlé comme il le fit et aurait évité une

(1) Il avouait à la fin de sa vie avoir changé son nom parcequ'il le trouvait trop commun. Il se disait aussi « correspondant de la société des Antiquaires de Londres et membre de l'Académie de La Rochelle ». Malheureusement pour lui, ce fut toujours la terre promise..... mais jamais la réalité.

(2) Généralité de La Rochelle, maréchaussée de Cognac, p. 322-N... Bourguignon, escuier, seigneur de Chèvrenoire : « *d'or à une hure de sanglier arrachée de sable défendue d'argent* ». La branche restée en Provence portait les mêmes armes que celle de Cognac. Celui de Cognac se nommait François Bourguignon et avait épousé sa cousine germaine, Catherine Bourguignon, arrière grand oncle et arrière grande tante de l'archéologue François-Marie.

erreur à M. Réveillaud dans son *Histoire de la Saintonge-Aunis-Angoumois*, p. 128, qui écrit à son tour « qu'il avait épousé avec chaleur les principes de la révolution, et qu'emporté par son ardeur, il parcourait les campagnes pour y prêcher les doctrines révolutionnaires, et que ces exercices où il dépensa ses forces et ruina sa santé le conduisirent au tombeau ». L'ancien député de l'arrondissement de Saint-Jean d'Angély aurait pu poursuivre un peu plus loin ses recherches et il aurait été sûrement d'accord avec Moufflet et avec nous pour apprendre au lecteur que, François Marie Bourguignon n'était pas mort de la fatigue de ses théories, mais bien des coups de bâtons reçus dans une assemblée où il avait trop violemment prêché « les idées du jour ». Il n'avait été, il faut bien le croire, que fort peu goûté de ses auditeurs...

Voici quelques renseignements sur sa famille qui joua un rôle prépondérant à Cognac. famille mentionnée dans les registres de l'avocat M^e Albert (n^o 20) (laissés à la bibliothèque de cette ville), comme une des plus importantes et dont nous retrouvons ensuite tous les actes d'état-civil à la paroisse Saint-Léger.

Le 13 janvier 1615, naissait dans cette paroisse de Cognac, Pierre Bourguignon, fils de haut et puissant sire Guillaume Bourguignon, conseiller du roi (1), maire de la présente ville, seigneur du Fourneau, qui devait devenir le beau-père de Louis Civadier du Breuil, le maire de Cognac en 1651, et d'Elisabeth Philippiier. Il était tenu au baptême par son oncle maternel Jean Philippiier, licencié ès-lois, avocat au siège de Cognac, plus tard père de la duchesse de La Rochefoucauld-Surgères.

Si nous ne sommes qu'imparfaitement renseignés sur la fonction de ce Pierre Bourguignon, par contre nous savons qu'il fit un riche mariage et qu'il eut un fils, prénommé « Pierre » comme lui, que les revers de fortune forcèrent à s'établir maître tailleur à Cognac, où il épousa une femme peu fortunée, nommée Catherine Nicaud. C'est de ce mariage que naquit en 1700, un fils nommé Michel, marié en 1724 à Marie-Elisabeth Marot. Michel Bourguignon et son épouse Marie-Elisabeth Marot baptisent à Saint-Léger de Cognac, le 18 octobre 1727, leur, fille Marie-

(1) S'il n'avait été noble par ailleurs, cette seule charge anoblissait sa famille en Saintonge (*Dictionnaire de la noblesse*, par D. de Maillhol).

Anne qui est tenue au baptême par son grand-père Pierre Bourguignon, le maître tailleur.

Le 4 décembre 1728, naissait du même mariage, celui qui devait fonder la branche de Saintes (le père de l'archéologue), mais il ne venait pas seul au monde, un frère jumeau l'accompagnait, qui recevait comme lui le prénom de Jean et qui selon la loi était le plus jeune, puisqu'il naissait le premier. Ce premier né avait comme parrain son grand-père maternel, Jean Marot, qui existait encore au moment de son mariage, et comme marraine, sa grand-mère paternelle Catherine Nicaud.

L'ainé qui devait venir se fixer à Saintes où il occupera le même état de maître perruquier que son père Michel Bourguignon avait à Cognac, était tenu le même jour sur les fonds du baptême par Jean de Saint-Martin et par sa cousine Marie-Elisabeth Bourguignon, fille de François, écuyer, seigneur du Fourneau et de Chèvrenoire, et de Marie Rénier.

Le seigneur du Fourneau, maire de Cognac, Guillaume Bourguignon, avait plusieurs frères et sœurs, tous habitant cette ville (1) : François Bourguignon, notaire, plus tard conseiller du roi, qui fait baptiser un fils à Saint-Léger le 13 février 1597, Pierre Bourguignon, docteur en médecine, marié à Marguerite Mabille; Jean Bourguignon, marié à Marie-Marguerite Mabille; Charles Bourguignon, marié à Marie-Catherine Allenet dont la sœur Catherine Allenet était la femme de messire Louis Arnau-det, procureur de la ferme et seigneurie de Pons; Antoinette Bourguignon, épouse de Jean Tercinier, qui font baptiser leur fils Pierre, toujours à la paroisse de Saint-Léger de Cognac, le 7 novembre 1610; enfin, Marie Bourguignon notre arrière grand-mère, qui épouse l'ancien échevin et maire de Cognac, Pierre Humier, procureur du roi aux eaux et forêts, ensuite conseiller du roi, vice-président à mortier au parlement de Bordeaux, et conseiller d'honneur au parlement de Paris.

Guillaume Bourguignon, le maire de Cognac, avait épousé sa cousine, Elisabeth Philippier, avons-nous dit; nous ajoutons qu'elle était fille de sire Adam Philippier, homme considérable à l'époque, et de Louise Frère, petite-fille de Jean Philippier, conseiller du roi à Cognac, et de Marguerite Charrier, fille

(1) Tous enfants de Pierre Bourguignon et d'Elisabeth Charrier, sœur de Marguerite, mariée à Jean Philippier, et fille d'Antoine Charrier, procureur du roi à Cognac, et de Anne Foucques.

d'Anthoine Charrier, procureur au siège, et de Anne Foucques. Par son mariage dans la maison des Philippier, Guillaume Bourguignon devait devenir l'oncle par alliance de Madame la duchesse de La Rochefoucauld-Surgères, baronne de Montendre, née Philippier, mariée à François de La Rochefoucauld, baron de Montendre, qui font baptiser leur fille Marguerite à Cognac le 8 août 1620, l'arrière-grand-oncle aussi des ducs de Doudeauville, des marquis de Courbon et des comtes Boscal de Réals de Mornac, parce que Anne Philippier, son autre nièce, mariée à Louis de Courbon, dont elle est veuve à Cognac le 11 janvier 1623, avait eu dans cette ville, paroisse de Saint-Léger, le 8 août 1620, Marguerite de Courbon, veuve en 1641 de Léon Boscal de Réals de Mornac, et un fils Charles, de Courbon, le 1^{er} novembre 1621.

Voilà quels étaient les parents, cousins éloignés il est vrai, mais cousins de François-Marie Bourguignon, l'archéologue, et qu'il tenait de son arrière-grand'mère Elisabeth Philippier ! Guillaume Bourguignon et sa femme Elisabeth Philippier, en plus de l'arrière-grand-père de l'archéologue et de leur fille mariée à Louis Civadier, le maire de Cognac de 1651, dont le fils, Louis Civadier, seigneur du Breuil, et de Gallieure, épousa à Saint-Léger de Cognac, le 19 janvier 1673, en présence du bisaïeul de l'archéologue, Jeanne Mouginot, fille de Nicolas Mouginot, intendant de Monseigneur Alexis de Sainte-Maure, marquis de Jonzac, gouverneur de Cognac, d'Angoumois et d'Aunis, avaient une nombreuse descendance qui fit souche à Cognac ; entre autres l'ainé, François Bourguignon, né à Cognac, le mardi 23 mars 1611, écuyer, seigneur du Fourneau et de Chèvrenoire, conseiller du roi en ses conseils privés, lieutenant-criminel au siège de Cognac ; maire de la ville, comme l'avait été son père (1657) épousa, dans sa ville natale, le 7 janvier 1640, sa cousine germaine, Catherine Bourguignon, née à Cognac le 15 avril 1614, de Charles Bourguignon et de Marie-Catherine Allenet. Il mourut le 27 avril 1685 à Cognac, ainsi que sa veuve, qui s'y éteignit le 1^{er} novembre 1688, et fut inhumée comme lui dans l'église Saint-Léger. Ils firent l'un et l'autre, chacun dans leurs branches respectives, leurs preuves de noblesse en 1645.

Ils laissaient quatre enfants : 1^o Anne Bourguignon, tenue au baptême à l'église Saint-Léger de Cognac, le 9 janvier 1641, par son oncle Louis Civadier et par sa grand'mère maternelle,

à la fois sa grande tante, Marie-Catherine Allenet, veuve de Charles Bourguignon; elle épousa à Cognac Messire Pépin, conseiller du roi au siège de cette ville, et mourut le 5 février 1712; — 2° Jean Bourguignon, né à Cognac, le 28 avril 1642, était avocat et parrain, même ville, le 26 février 1678; — 3° Marie Bourguignon, née à Cognac le 4 juin 1650; — 4° François Bourguignon, né à Cognac le 26 septembre 1654, écuyer, seigneur du Fourneau et de Chèvrenoire, épousa, au lieu de sa naissance, le 20 janvier 1686, Marie Rénier, fille de feu Gilles Rénier et de Jeanne Robicquet. Il avait été maintenu dans ses *titres de noblesse héréditaire* par Bégon, le 3 février 1699 (1).

Tels sont les quelques renseignements que nous sommes heureux de pouvoir répondre bien tardivement, hélas! à la demande qui en était formulée en 1884; plus heureux serons-nous — n'oublions pas qu'il va y avoir trente ans — si celui qui la formulait, peut encore la lire..... A coup sûr pour s'être fait longuement attendre, la réponse n'en est pas moins conforme à la vérité sur le nom, l'origine et l'âge de François-Marie Bourguignon, qui appartenait à notre famille par notre arrière-grand-mère paternelle, M^{me} Pierre Humier, née Marie Bourguignon.

GEORGES PERRIER DES BROUSSES.

II

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite)

§ 2. — *Assesseurs du Juge de paix du canton de Saintes* (*extra muros*)

BUSSAC

Ranson, René, de 1790 à la suppression des assesseurs.

Vitet, Louis, de 1790 aux élections de brumaire an IV.

Merlet, Michel, propriétaire au bourg, pendant le même laps de temps.

Veillon, François, du Grand-Village, même observation.

(1) *Bulletin de la Société historique de la Charente*, 5^e série, t. V, p. 195, et manuscrits de la Bibliothèque nationale.

Cartier, Jean dit Guilloteaux, de brumaire an IV à brumaire an VIII.

Tapon, Jacques, de Rochefollet, même durée des fonctions.

Guichard, Jean, — de brumaire an IV à la suppression.

Février, Jean, meunier au Port-Berteau, de brumaire an VIII à la suppression.

CHANIERS

Sarrazin, Pierre (1) de 1790 à la suppression des assesseurs.

Barraud, Dominique (2) bourgeois, de 1790 à thermidor an II.

(1) Pierre Sarrazin, fils de Pierre Sarrazin « brûleur, » et de Marie Dubois, né à Chadenac le 27 février 1745, mort à Benat, commune de Chaniers, le 7 février 1814, à 68 ans, époux de Marie Fabvre, administrateur du district de Saintes (6 septembre 1791) et maire de Chaniers de l'an VIII à son décès.

(2) Dominique Barraud, né à Malaville (Charente), le 3 juin 1726, était fils de Louis Barraud, procureur à la prévôté royale de Boutteville, et de Marguerite-Françoise Bichon. Orphelin de bonne heure, il alla d'abord s'établir successivement à Saint-Domingue et à la Martinique, puis rentré en France en 1766, pour raisons de santé, il acheta, moyennant 28.000 livres, de MM. Robin et Seuillet, de Cognac, la propriété de Beauregard en Chaniers, où il mourut le 5 thermidor an II (23 juillet 1794) à la suite d'une plaie infectieuse provenant du rasoir malpropre d'un barbier. — Il avait épousé à Chaniers, le 10 février 1777, Marie Héard, décédée à Saintes le 9 mai 1828, à 85 ans, fille de Michel Heard, avocat en parlement et au siège présidial, et de Marie Mareschal. Il eut de ce mariage trois enfants, savoir : I. Louis-Dominique-Bernard-Elisabeth Barraud, né à Chaniers, le 25 mai 1779, décédé au dit lieu le 5 mars 1871, qui, nommé percepteur de cette commune par arrêté consulaire du 25 floréal an V (17 mai 1797), y exerça cette fonction pendant 48 ans et se maria le 27 vendémiaire an X (19 octobre 1801) à Jeanne-Adélaïde Mouchet, fille de René Mouchet, procureur à Saintes et juge de la seigneurie du prieuré de Saint-Georges de Dorion, et de Jeanne Favre. Lequel Louis-Dominique Barraud eut de cette union : 1^o Pierre-Bernard Barraud, né à Chaniers, le 26 thermidor an X (14 août 1802), mort à Cognac le 5 août 1890, d'abord clerc de notaire à Saintes chez Huvet et à Royan, chez Pelletant, — père du publiciste et homme politique Eugène Pelletant, — puis notaire à Ecoyeux (11 mai 1828-1840), maire de cette commune (1830-1834), suppléant de la justice de paix de Burie (27 mars 1835-1840), qui, devenu en 1853 caissier de la Société vinicole Jules Duret et C^{ie}, de Cognac, fonda deux journaux, le *Cognac* (12 mars 1862-1867) et la *Saintonge*, dont la publication fut éphémère, écrivit de très nombreuses études historiques sur notre province et eut de son mariage avec Marie-Joséphine Michelet, de Pons : a. Pierre-Louis-Stanislas-Emile Barraud, né à Saintes le 26 novembre 1839, décédé à Rochefort le 29 mai 1894, à 54 ans, époux de Marie-Claire-Valérie Marchand, négociant en eaux-de-vie, bibliophile, numismate, amateur passionné de musique, qui créa, avec Oscar Planat, l'Orphéon de Cognac; b. et Pierre Barraud, décédé en 1847, aussi négociant en eaux-de-vie à Angoulême; 2^o Philippe Barraud, dit Félix, né et mort à Chaniers (21 août 1806-19 décembre 1892), propriétaire

Prieur, Jacques, (1) chirurgien aux Turpauds, de 1790 à son décès.

Dannepont, Jacques, meunier au bourg, de 1790 à la suppression.

Compagnon, Jean, de brumaire an IV à la suppression.

au Taillis, en cette commune, époux de Marie-Honorine Gorry, de Mortagne-sur-Gironde, dont ; a. Théophile Barraud, capitaine d'infanterie; b. Théodore Barraud, négociant, père de Jean Barraud, docteur en médecine à Bordeaux, lequel fut secrétaire de la *Société historique de la Gironde*, et publia plusieurs ouvrages, entr'autres *Remèdes de bonnes femmes*, en collaboration avec le docteur Cabanès (Buzançais (Indre) imprimerie Deverdu, 1907), et la *Gabelle à Bordeaux*, la *Révolte de 1675* (Bordeaux, Gounouilhou, 1907); c. et Gustave Barraud, pharmacien à Saintes, époux de M^{lle} Marie Pellisson, fille de Félix Pellisson, ancien pharmacien et ancien adjoint au maire de cette ville, y décédé le 30 septembre 1890, et de Marie-Claire Guillet; 3° Louise Barraud, morte religieuse, très jeune; 4° Jeanne-Marceline Barraud, épouse d'Alexis Vanderquand; 5° Auguste Barraud, greffier de la justice de paix de Saint-Hilaire de Villefranche. — II. Jeanne-Victoire Barraud, mariée le 2 fructidor an IX à Michel Labarre, percepteur à Rétaud, puis à Pont-l'Abbé, dont nombreuse postérité. — III. Jeanne-Eulalie Barraud, qui, également le 2 fructidor an IX (20 août 1801), épousa à Chaniers, René Apert, négociant à Saintes, fils d'Etienne Apert, président du tribunal de commerce de cette ville, et qui, de cette union eût cinq enfants, parmi lesquels Justine-Marie, épouse de Pierre-Hector Savary, président du tribunal civil de Saintes, et Isabelle Apert, mariée à François Mestayer, pharmacien en la même ville, dont Marie-Eulalie-Elisabeth Mestayer, épouse du docteur Jean-Charles-Emile Mongrand, médecin principal de la marine, officier de la Légion d'honneur, décédé à Saintes, après son admission à la retraite, le 23 décembre 1908. Du mariage de M. et M^{me} Mongrand sont issus quatre filles et deux fils, dont l'un, Marie-Jean-Léon Mongrand, né à Saintes le 28 juillet 1864, chef de bataillon d'infanterie coloniale, se distingua particulièrement au Soudan, où il fut cité pour action d'éclat à la reprise du repaire de Kentadji sur le Niger, et a été tué, le 26 avril 1913, par une bombe, à Hanoï, lors d'un attentat annamite. Le commandant Mongrand avait épousé à Bayonne, le 27 août 1900, M^{lle} Victoire-Marie-Elisabeth Vergez, qu'il a laissée veuve avec quatre enfants et qui est fille de M. Pierre Vergez, chevalier de la Légion d'honneur, directeur honoraire des contributions indirectes, décédé à Bayonne le 6 avril 1901.

(Communication de M. Barraud, de Cognac. - Registres de l'état-civil.)

(1) Jacques Prieur était fils de Christophe Prieur, notaire royal à Saintes (1744-1746), et de Marie Monvoisin. Christophe Prieur, fils de feu Christophe Prieur, sieur de la Vieguleterie, bourgeois, marchand, et de demoiselle Anne-Aimée Bourely, et Marie Monvoisin, fille de feu Arnaud Monvoisin, notaire royal, et de demoiselle Marie Dugué, s'étaient unis en mariage en l'église de Saint-Pierre, le 27 novembre 1731 (contrat devant Jobet, notaire à Saintes, du 20 mars). Leur fils Jacques Prieur, qui précède, mourut sur son bien des Turpauds, commune de Chaniers, le 1^{er} jour complémentaire de l'an III

Rétif, Louis, cultivateur au Maine des Cadets (?), de brumaire an II à frimaire an IV.

CHERMIGNAC

Sourdonnier, Etienne, cordonnier, de 1790 aux élections de décembre 1792.

Barré, Pierre, laboureur, de 1790 à la suppression.

Gillet, Jean, cultivateur, de 1790 à brumaire an VI (?).

Davril, François, cultivateur aux Tesserons, de 1792 à décembre 1792.

Pinson ou Painson, Jean, agriculteur à la Foy, de 1790 à brumaire an IV.

Guichard, François, de décembre 1792 à brumaire an IV.

COURCOURY

Robert, Jean, cultivateur aux Itrops, de 1790 à 1792.

Faure, Guillaume, meunier, de 1790 à ?

Rétaud Pierre (1) notaire et arpenteur, de 1790 à la suppression des assesseurs.

Vanderquand, Alexis fils (2), propriétaire, de 1790 à 1792.

Nadaud, Jean, cultivateur au Grand-Village, de 1792 à la suppression.

Barbraud, Etienne, meunier à Gâtébourse, de brumaire an II (?) à la suppression.

Seguin, Guillaume, cultivateur, Chez-Martin, de frimaire an II (?) à la suppression.

(8 septembre 1803). Celui-ci avait lui-même épousé Suzanne-Catherine Boudaud, décédée le 18 mars 1788, âgée d'environ 60 ans, dont il eût Catherine Prieur, née à Chaniers le 15 février 1771, qui, le 2 floréal an IV (21 avril 1796) se maria en cette localité avec Pierre-Denis Maureau, né à Rochefort le 14 juin 1753, fils de Charles Maureau, receveur d'amirauté, et d'Angélique-Françoise Faurès, lequel fut juge au tribunal du département de la Charente-Inférieure, séant à Saintes (20 vendémiaire an IV, 12 octobre 1795), ensuite juge au tribunal d'arrondissement de Rochefort (7 floréal an IX-27 avril 1801).

(1) Pierre Rétaud, fils de Pierre et de Marie Barbraud, mort à Courcoury, à 70 ans, le 21 novembre 1828, époux de Madeleine Méchain, resta notaire de 1787 jusqu'à la fin de ses jours. Après son décès, son office fut supprimé. M^e Poirier, notaire à Préguillac, est aujourd'hui dépositaire des minutes de son exercice.

(2) Jean-Alexis Vanderquand, né à Courcoury le 27 janvier 1758, mort au même lieu le 31 octobre 1820, fils de Jean, dit Eutrope, Vanderquand de la Guillaudrie, bourgeois, et de Catherine Sicard, était l'aïeul maternel de M. Antoine Gallut, ancien juge de paix du canton sud de Saintes, décédé à Jonzac le 20 décembre 1913.

Fontcouverte

Alison, Jean, de la Pichauderie, de 1790 à la suppression.

Labbé, Jean, de Chez-Thoreau, de 1790 à ?

Matrat, Jean, cultivateur au village de Chaumet, de 1790 à 1792, puis de l'an V à la suppression.

Vinet, Jean ou Jean-Adrien, laboureur au bourg, de 1790 à la suppression.

Vinant, Jacques (1), vigneron à la Croix-Rouge, de 1792 au 5 frimaire an III (?)

Mâchefert, Jean, vigneron au bourg, de 1792 au 5 frimaire an III.

Charpentier, Jean ou Pierre, à la Croix-Rouge, du 5 frimaire an III à la suppression.

La Chapelle-des-Pots

Richardeau, Jean, laboureur aux Landes, de 1790 à ?

Chauvin, Pierre, marchand de poterie au bourg, de 1790 à la suppression.

Chasseriaud, Jean, cultivateur, de 1790 à 1792.

Poitevin, Pierre, charpentier et tonnelier, Chez-Thoraud, de 1790 à ?

Thenot, François, potier, d'octobre 1792 à la suppression.

Richardeau, Pierre, cultivateur, de 1792 à ?

Corbinaud, Jacques, cultivateur, du 5 frimaire an III à la suppression.

Baron, Pierre, propriétaire au bourg, id.

Les Gonds

Gelineau, Pierre, grenetier, aux Dangalys ?, de 1790 à 1792.

Blanvillain, Elie, meunier à Courpignac, de 1790 à ?

Arnaud, Jean, propriétaire aux Gillardeaux, de 1790 à la suppression.

Machet, Jean, laboureur au bourg, de 1790 à ?

Gellineau, Pierre, dit Martire, de 1792 à l'an V.

Jean Guérin, en 1793.

Nieul-les-Saintes

Fontaine, Guillaume, cultivateur au bourg, de 1790 à ?

Ballanger, François, laboureur à bœufs, de 1790 à ?

(1) Ou peut-être Vinant, Jean, de Chez-Thoreaud.

Potiron, Mathias, meunier au moulin de Bel-Air, même période.

Gourdain ou Gourdin, Joseph, cultivateur au bourg, idem.

Bertrand, Pierre, cultivateur à Touche-Marteau, de 1792 à la suppression.

Tard, Daniel, du village de Gradaive, de 1792 à l'an III.

Ecolle, Jean, cultivateur aux Primodières, de 1792 à la suppression.

Revillé, Jean, des Rollands, de 1792 à l'an V.

Revillé, François, de Chez-Thenaud, de l'an V à la suppression.

Charrier, Jean, du lieu des Charriers, pendant la même durée.

PESSINES

Foucaud, Jean, en 1790, puis en l'an VII.

Fontaine, Jacques, tonnelier au bourg, de 1790 à ?

Allaire, François, cultivateur aux Grands-Quéreux, 1790, an III, an V.

Tourneur, Jean, propriétaire au bourg, de 1790 à ?

Rabion, René, 1790, an III, an V.

Brochard, Jean, cultivateur au bourg, de 1792 à ?

Richard, Pierre, de 1792 à ?

Renaud, Jacques, vigneron, de 1792 à ?

Richard, Jean, charpentier, an III, an V, an VII.

Bauret, Jacques, cultivateur au bourg, de l'an III à la suppression.

PRÉGUILLAC

Rondeau, Jean, cultivateur au Maine-au-Chat, de 1790 à 1792.

Julien, André, de la Grande-Anglade, de 1790 à ?

Chauvin, Jean, cultivateur à la Rouzerie ?, de 1790 à la suppression.

Caillé, Jacques, laboureur au bourg, de 1790 à ?

Caillaud, Pierre, tailleur d'habits au bourg, 1790, an III, an V.

Moreau, Daniel, cultivateur aux Ollivaux, de 1792 à la suppression.

Rateau, Jean, cultivateur à la Rouzerie, de 1792 à l'an III.

Négrier, Jacques, maréchal-taillandier, de l'an V à la suppression.

Roullin, Jean, charpentier à Pied-de-Bois ? de l'an VII à la suppression.

SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX

Arnaud, Jacques, propriétaire au bourg, de 1790 à 1792.

Vallet, Blaise, cultivateur aux Vacherons, pendant le même laps de temps.

Couraud, Pierre, cultivateur aux Roux, de 1790 à l'an V.

Renaud, Pierre, de 1790 à 1792.

Mâchefert, François, meunier à Roumefort, de 1790 à l'an V.

Fradin, Pierre, cultivateur au bourg, de 1792 à la suppression.

Noureaud, Pierre, menuisier au bourg, pendant la même période.

Saurin, Jean, de l'an VII à la suppression.

Soulivet, Etienne, maréchal, pendant le même temps.

VARZAY

Yonnet, Jean, laboureur à la Grande-Romade, de 1790 à 1792.

Vigneaud, Pierre, meunier, de 1790 à 1792.

Peigné, Jean, maréchal, à la Guérinaille, de 1790 à la suppression.

Germain, Jean, cultivateur aux Morissons, de 1790 à ?

Morissonneau, Pierre, cultivateur au bourg, de 1792 à la suppression.

Guittou, Jean, cultivateur, de l'an III à la suppression.

Roux, Jean, maréchal, pendant la même période.

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(A suivre).

III

LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE A ROCHEFORT

(Suite)

C'est à cette époque, que les prêtres déportés rédigerent, à bord des Deux-Associés, les résolutions suivantes. Un des survivants, M. Labiche de Reigneft, les a publiées dans sa *Relation de ce qu'ont souffert pour la religion, les prêtres et autres ecclésiastiques français, tant réguliers que séculiers, détenus en 1794 et 1795, pour refus de serment, à bord des vais-*

seaux les Deux-Associés et le Washington, dans la rade de l'île d'Aix ou aux environs, imprimée en 1796 et 1801.

RÉSOLUTIONS.

I. — Ils ne se livreront point à des inquiétudes inutiles sur leur délivrance ; mais ils s'efforceront de mettre à profit le temps de leur détention, en méditant sur leurs années passées, et formant de saintes résolutions pour l'avenir, afin de trouver, dans la captivité de leur corps, la liberté de leur âme.

Ils regarderont aussi comme un défaut de résignation à la volonté de Dieu, les moindres murmures, les plus légères impatiences, et surtout cette ardeur excessive à rechercher les nouvelles favorables, qui ne peuvent qu'introduire, dans leur âme, cet esprit de dissipation si contraire au recueillement continu, dans lequel ils doivent vivre, et à cette soumission sans bornes à la volonté de Dieu, qui doit leur ôter toute inquiétude sur l'avenir.

II. — Si Dieu permet qu'ils recouvrent, en tout ou en partie, cette liberté après laquelle soupire la nature, ils éviteront de se livrer à une joie immodérée, lorsqu'ils en apprendront, la nouvelle. En conservant une âme tranquille, ils montreront qu'ils ont supporté sans murmure la croix qui leur avait été imposée, et qu'ils se disposeront à la supporter plus longtemps encore, avec courage et en vrais chrétiens, qui ne se laissent pas abattre par l'adversité.

III. — S'il était question de leur rendre leurs effets, ils ne montreront aucune avidité à les réclamer, mais ils feront, avec modestie et dans l'exacte vérité, la déclaration qui pourrait leur être demandée ; recevront, sans se plaindre, ce qui leur sera donné ; accoutumés, comme ils doivent l'être, à mépriser les biens de la terre et à se contenter de peu, à l'exemple des apôtres.

IV. — Ils ne satisferont point les curieux qu'ils pourraient rencontrer sur leur route ; ils ne répondront point aux vaines questions qu'ils leur feraient sur leur état passé ; ils leur laisseront entrevoir qu'ils ont supportés leurs peines avec patience, sans les leur raconter en détail, et sans montrer aucun ressentiment contre ceux qui en ont été les auteurs ou les instruments.

V. — Ils se comporteront avec la plus grande modération et la plus exacte sobriété dans les auberges ; ils se garderont bien de faire la comparaison, surtout devant des étrangers,

des mets qu'on leur servira, avec leur ancienne nourriture, et et de paraître y mettre trop de jouissance : l'empressement pour la bonne chère deviendrait un grand sujet de scandale pour les fidèles qui s'attendent à retrouver dans les ministres de Jésus-Christ les imitateurs de sa pénitence.

VI. — Arrivés dans leur famille, ils ne montreront point d'empressement à raconter leurs peines ; n'en feront part qu'à leurs parents et amis, et encore avec beaucoup de prudence et de modération ; ils n'en parleront jamais en public, et ne céderont pas aux instances qu'on pourrait leur faire à cet égard. Ils observeront, chez eux et chez les autres, une égale frugalité, ne recherchant pas les repas, et s'y comportant, lorsqu'ils croiront devoir accepter les invitations qui leur seront faites, avec autant de modestie que de sobriété.

VII. — Ils se condamneront au silence le plus sévère et le plus absolu sur les défauts de leurs frères et les faiblesses, dans lesquelles auraient pu les entraîner leur fâcheuse position, le mauvais état de leur santé et la longueur de leurs peines ; ils conserveront la même charité à l'égard de tous ceux dont l'opinion religieuse serait différente de la leur ; ils éviteront tout sentiment d'aigreur ou d'animosité, se contentant de les plaindre intérieurement, et s'efforçant de les ramener à la voie de la vérité, par leur douceur et leur modération.

VIII. — Ils ne montreront aucun regret de la perte de leurs biens, aucun empressement à les recouvrer, aucun ressentiment contre ceux qui les possèdent ; mais ils recevront sans murmure, les secours que la nation pourra leur accorder pour leur subsistance, toujours contents du simple nécessaire, tant pour les vêtements que pour la nourriture.

IX. — Ils ne feront ensemble, dès à présent, qu'un cœur et qu'une âme, sans acception de personnes, et sans montrer d'éloignement pour aucun de leurs frères, sous quelque prétexte que ce soit. Ils ne se mêleront point de nouvelles poiltiques, se contentant de prier pour le bonheur de leur patrie, et de se préparer eux-mêmes à une vie nouvelle, si Dieu permet qu'ils retournent dans leurs foyers, et à y devenir un sujet d'édification et des modèles de vertu pour les peuples, par leur éloignement du monde, leur application à la prière et leur amour pour le recueillement et la piété.

Enfin, ils liront, de temps en temps, ces résolutions pour

s'en pénétrer et s'affermir dans la pratique des sentiments qui les ont dictées.

Quicumque hanc regulam secuti fuerint, pax Dei super illos, et misericordia.

Paris, 13 floréal an II, 2 mai 1794.

La Commission de la Marine et des Colonies au citoyen Chevillard, commandant des armes.

La commission de la marine a reçu la lettre que tu lui as écrite, le 5 de ce mois, au sujet des condamnés à la déportation, et elle a vu, avec satisfaction, que toutes les dispositions, prescrites en conséquence, étaient exécutées.

Il lui est encore nécessaire de connaître quel est le nombre des déportables qui sont à Rochefort, et ce qu'il peut en manquer pour compléter le chargement du navire destiné à les embarquer. La commission compte que tu chercheras à la satisfaire promptement à cet égard.

Quand la visite du navire destiné à la même mission sera terminée, tu voudras bien le faire armer de suite et rendre compte de cette opération.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, vol. 84, an II, n° 372.

A bord des Deux-Associés, 14 floréal an II, 3 mai 1794.

Aujourd'hui, 14 floréal an II de la République une et indivisible, le jury ayant été convoqué de s'assembler à 9 h. 1/2 par le citoyen Petit, lieutenant en pied et président du dit jury. D'après un rapport à lui fait sur les 9 heures du soir, hier 13 du courant, par le citoyen Pierre Leroux, qui a dit qu'étant à souper, le nommé Barreau, contre-maitre de la cale, lui avait rapporté que le citoyen Barthélemy Robert et Jacques Roca lui avaient dénoncé qu'étant vers les cinq heures du soir occupés à fendre du bois, ils avaient entendu deux déportés qui se faisaient des questions, dont un disait que : *si nous n'étions que cent hommes ils auraient bien raison d'eux !* et les dénonciateurs nous ayant déclaré et persisté dans leur dénonciation sincère et véritable, après les avoir interrogés en présence du nommé Roulhac, qu'il avait reconnu et mené par devant le jury, qui l'a interpellé de nommer son confrère avec qui il tenait cette conversation, a déclaré ne pas se rappeler d'avoir tenu pareil propos, non plus que de celui avec lequel on l'accusait d'avoir tenu

ce discours. J'observe que cet homme a fait beaucoup de gémissements au moment qu'il a été amené par devant le jury, et que d'après l'attestation des dénonciateurs, par la foi du serment, le jury aurait passé à la majorité et condamné le nommé Antoine Roulhac, chanoine condamné à la déportation, à subir, suivant l'article quatre de la Majorité de la marine, visé par les représentants du peuple en séance à Rochefort, et signé Top-sent, Quezno, Léchelle, qui porte que, si l'on s'aperçoit de quelques complots parmi les déportés, ils seront fusillés sur l'heure, et, d'après ce dit article, et l'exécution que nous devons apporter à la loi, condamnons le dit Antoine Roulhac à être fusillé sur le gaillard d'avant, en présence de tous les passagers, sur les vingt-quatre heures. Arrêté et clos les jours, mois et an que dessus et avons signé :

PETIT, lieutenant et président ; VILLECOLLET, enseigne de vaisseau, secrétaire ; LEROUX, maître ; SANALLET, soldat ; GRAVOUIL ; Liret, sergent.

Les citoyens Arondel et Vanier ont déclaré ne savoir signer et ont apposé leur zéro 0, 0.

Le citoyen Laly, capitaine du dit navire, nous a déclaré que d'après l'interrogation par lui faite à Antoine Roulhac, en présence du jury, à la peine qui lui est infligée, dont il l'avait jugé ainsi, et a signé ainsi : (*sic*). LALY, capitaine.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure, série L.

Le 14 floréal, deuxième année de la République une et indivisible.

Extrait mortuaire du nommé Antoine Roulhac, chanoine de la collégiale de Limoges, département de la Haute-Vienne, âgé d'environ quarante ans, enterré le dit jour à l'isle d'Aix. Pour valoir, avons signé à bord des Deux-Associés. Laly, capitaine. PETIT, Lt. LAMOTHE, faisant fonctions de Commissaire aux revues.

Arch. départ. de la Charente-Inférieure. Série L. (1).

Rochefort, le 16 floréal an II, 5 mai 1794.

Le 16 floréal an II, le citoyen Hector Fourré, officier de marine, est entré, lequel a dit qu'ayant été chargé par le Major

(1) Pour plus de clarté, je donnerai après les dépêches, les listes chronologiques des décès et des arrêts de libération.

général de la marine de faire la visite de quatre-vingt-seize prêtres, par l'événement de laquelle il en est résulté qu'il leur a trouvé une somme de 15.121 l. 19 s. savoir en assignats 11.377 l. 15 s.; en pièces de 24 l. 2 952 l.; et en billon 30 l. 4 s.; laquelle somme il a remis au district, ainsi que quatre montres d'argent, une d'or, une tabatière cerclée en or, une paire de boucles de souliers d'argent et une idem de col.

Le Conseil arrête que la dite somme de 15.121 l. 19 s. ci-dessus, sera déposée dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement du bureau de Rochefort, et les autres objets vendus en la forme ordinaire.

Suit la liste des individus sur qui ont été trouvés les effets et sommes ci-dessus :

Emard Henri, 420 livres 2 sols.

Lintillac, Jean-Baptiste, 527 l. 18 s. et une montre en argent.

Bourgoin, Mathurin, 145 l. 17 s.

Faure, Pierre-Jean, 716 l.

Lavergne, 45 l. 17 s.

Gibouin, François, 547 l. 5 s. et une montre en or.

Flaugeac, Pierre, 73 l. 5 s.

Guyot, 664 l. 7 s.

Dugravier, Jean-Baptiste, 185 l.

Trin, Antoine-François, 189 l.

Brugière, 60 l.

Soulhier, Léonard, 133 l. 9 s.

Paignon de Chantegrand, Joseph, 133 l. 2 s.

Mazard, Clet-Pierre, 186 l. 11 s.

La Peyrière Paillier, de J.-B., 72 l. 10 s.

Souchard, François, 28 l. 18 s.

Faure, François, 62 l. 12 s.

Beaure, 349 l. 18 s.

Duverneuil, Pierre-Léonard-J.-B., 612 l. 15 s.

Romagere Legroing, Mathias, 360 l.

Lelardeux, Jean-Charles-Eloi, 212 l. 16 s.

Leblanc, 300 l. 2 s., une montre en argent.

Devillage, 232 l. 19 s.

Collas-Dubignon, Charles-René, 470 l. 13 s.. une montre en argent.

Berger, Jacques, 413 l. 12 s.

Gerberon, Louis, 11 l.

Garrault, Jean, 30 l.
Léonard, 1517 l.
Gréard, Jean-François, 84 l. 10 s.
Ferrand, Pierre-Benjamin, 259 l. 5 s.
Léonard l'Enfant, 105 l.
Mazurier, Jean-Baptiste, 151 l. 5 s.
Lombardie, Jacques, 253 l. 10 s.
Raymond, 147 l. 2 s.
Laborie, Jean-Baptiste, 166 l. 10 s.
Tourmeau, Gabriel, 400 l.
Mater, 252 l.
Guérin, 9 l. 15 s.
Brunet, André-Gabriel, 26 l. 5 s.
Grimond, Louis-Joseph, 104 l. 10 s.
Rambour, Charles, 6 l.
François, François, 8 l.
Mehiote, Pierre, 13 l. 5 s.
Grandgury, Jean-Louis, 197 l.
Jeanson, Jean-François, 5 l.
Trimaille, Claude-François, 357 l. 15 s.
Heyberger, Jacques, 410 l.
Barthelemy, Jean-Baptiste, 265 l. 10 s.
Richard, 10 l.
Richy, Eloi, 26 l. 10 s.
Imbault, Claude, 34 l.
Claude, Nicolas, 7 l. 10 s.
Thomas, Jean, 10 l.
Gagnet, Jacques, 3 l. 15 s.
Dupré, Loy, 17 l. 6 s.
Duchazeau, Charles-Joseph, 20 l.
Lallemand, Jean, 124 l. 14 s.
Michel, Jean, 5 l.
Drand, Jean, 8 l.
Courvoisier, Pierre-Etienne, 220 l. 5 s.
Masson, Claude, 18 l.
Michelan, Joseph-Thomas, 1 l. 4 s.
Grandmaire, Jean-Baptiste-Joseph, 4 l. 2 s.
Chevresson, Jean-Baptiste, 7 l. 15 s.
Nicolas, Jean-Baptiste, 1 l. 7 s.
Prévost, Jean-François, 262 l.
Jacques, Louis, 5 l.

Hussenot, Jean-Baptiste, 55 l. 15 s.
Poirson, Jean, 18 l. 15 s.
Sirejean, Pierre, 7 l.
Munier, Nicolas, 10 l.
Dubois, François, 59 l.
Nicolas, Florentin, 6 l. 9 s.
Antoine, Pierre, 34 l.
Richard, Jean, 54 l.
Collin, Jean, 10 l.
Guillaume, Jean-Baptiste, 141 l. 12 s.
Brochères (des), Charles-Denis, 809 l.
Esnault, Jean, 12 l.
Mathieu, Pierre, 10 l. 10 s.
Maugras, Jacques, 25 l.
Lécuyer, Henri, 25 l., une paire de boucles de souliers pesant
2 onces 6 gros.
Drutel, Jacques, 3 l. 5 s.
Foret, Louis-Gabriel, 755 l. 14 s.
Brulard, Michel-Louis, 5 l., une boucle de col en argent pesant
3 gros.
Boucher, René, 87 l. 10 s., une tabatière cerclée en or.
Lambert, Pierre, 96 l. 15 s.
Oppel (d') Jean-François, 5 l. 10 s.
Arch. départ. de la Charente-Inférieure, 4^e reg. des délib. du
Conseil du district de Rochefort.

Rochefort le 19 floréal an II, 8 mai 1794.

Le Commandant des armes au Conseil permanent de la commune de Rochefort.

J'ai reçu, citoyens, joint à votre lettre de ce jour, le décret de la Convention nationale du 13 de ce mois, relatif à Jean-François-Ignace Monnet, ex-sacristain de l'église de Nancy, ensuite vicaire épiscopal. Je viens d'en donner avis au citoyen Nermaud, préposé au détail des armements, avec ordre de faire les recherches et perquisitions nécessaires pour trouver cet individu. Je vous prévien que le citoyen Texier, l'un de vos membres, a dû faire le rapport, qu'il en avait parlé à un chef civil et, que de suite, le citoyen Nermaud avait écrit au commis aux revues du navire les Deux Associés, mouillé en rade de l'isle d'Aix, à bord duquel sont embarqués tous les prêtres condamnés à la

déportation. Dès que la réponse lui sera parvenue, il ne manquera pas de vous la communiquer, afin que vous preniez telle mesure qu'il vous conviendra.

Arch. du port de Rochefort, correspondance, 2^e division 1793.

Rochefort, 19 floréal an II, 8 mai 1794.

Au ministre de la marine.

Le navire le Washington du port de 500 tonneaux, doublé en cuivre, en très bon état, appartenant au citoyen Demisy, négociant à La Rochelle, est en chargement de biscuits. Les représentants comptent mettre dessus aux environs de 3. 000 quintaux de biscuits, qu'ils destinent pour Brest. Ce bâtiment armé de 8 canons sera escorté par le Marat.

Je crois devoir vous faire observer que le citoyen Demisy fait don à la nation des douze pour cent que la loi lui accorde, et qu'il lui laisse son bâtiment gratis pendant tout le temps que durera la guerre.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes.

Rochefort, le 19 floréal an II, 8 mai 1794

A la Commission de la marine et des Colonies.

Par votre lettre du 5 de ce mois, n^o 372, concernant les déportés, vous me demandez quel est le nombre de ceux qui sont à Rochefort, et de ceux qu'il faudrait pour compléter le chargement du navire destiné à les embarquer.

J'ai à répondre, citoyens, que ce bâtiment, appelé les Deux-Associés, a son chargement complet, et, que la quantité des déportés qu'il a à son bord se monte à quatre cents et quelques ; que nous en avons, en ce moment, d'arrivés à Rochefort une trentaine pour être embarqués sur un autre vaisseau, J'attends la Commission qui est à La Rochelle pour chercher un bâtiment propre à remplir cet objet. Aussitôt qu'elle en aura désigné un, je le ferai venir ici de suite, et diligenterai son armement pour les mettre à bord et l'expédier le plus promptement possible.

J'avais écrit au ministre, ainsi que les représentants du peuple, pour lui observer qu'il était impolitique d'envoyer ces prêtres à Madagascar ; j'avais moi-même instruit le Comité de salut public, en lui observant qu'il serait à craindre que ces gueux, rendus dans cette ile, nous fussent nuisibles. et empêchassent les insulaires de commercer avec nous et de nous pro-

curer les vivres que nous en retirons. Leur silence me fait craindre qu'on n'ait pas eu égard à mes observations. Si je les renouvelle aujourd'hui, c'est que j'ai vu une lettre de l'île de France, dans laquelle on se plaint de la disette des vivres ou l'on est, et on dit que sans Madagascar les habitants seraient fort à plaindre.

J'observe encore à la Commission que j'attends les ordres pour faire partir les Deux-Associés, et que je n'ai aucun bâtiment d'escorte à lui donner pour le moment.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 29.

Paris, 26 floréal an II, 15 mai 1894.

La Commission de la marine et des colonies au citoyen Chevillard, commandant des armes.

La Commission a reçu ta lettre du 9 de ce mois, dans laquelle tu la préviens que le navire les Deux-Associés destiné à la déportation des prêtres est prêt, et qu'il ne lui manque qu'une quarantaine d'individus. Tu lui demandes si on doit donner une escorte à ce bâtiment. Elle te répond qu'elle t'adressera incessamment les instructions pour le capitaine de ce navire, et, quand à la demande d'une escorte jusqu'à une certaine distance, il sera pris des mesures pour faire décaper ce bâtiment.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, vol. 84, an II, n° 729.

Rochefort, 27 floréal an II, 16 mai 1794.

Il est ordonné au citoyen Gibert, enseigne de vaisseau entretenu, de prendre le commandement du navire particulier le Washington destiné au déportement des prêtres. Il mettra la plus grande célérité à mettre son vaisseau en état d'aller en rade pour y recevoir les prêtres qui arrivent journellement, et il pressera son armement de manière à partir aussitôt que le chargement sera complet.

Arch. du port de Rochefort, registre des ordres du Commandant des armes.

L'équipage du Washington, était ainsi composé : Le capitaine, 3 enseignes, 1 sous-chef d'administration, 1 chirurgien major, 1 maître d'équipage, 1 contre-maitre, 4 quartier-maitres, 1 maître canonnier des classes, un second-maitre calfat,

un aide-calfat, 1 second-maitre voilier, 1 aide-voilier, un pilote côtier, 2 sous-chefs de timonerie, 2 timoniers, 4 matelots à 33, 8 matelots à 30, 20 matelots à 27, 36 novices à 24, 14 mousses ; total 84.

Soldats de garnison : 1 sergent-d'armes et 26 soldats.

Surnuméraires : 1 aide-chirurgien, 1 commis aux vivres, 1 coq, 1 tonnelier, 1 boucher, 1 boulanger.

Rochefort, 27 floréal an II, 16 mai 1794.

Le 27 floréal an II, David-François Tayaud, aide-major de la marine, s'est présenté au Conseil et a déposé sur le bureau une somme de 23 118 l. 18 s. savoir :

3. 206 l.	en or,
906 l. 16 s.	en argent,
18. 977 l.	en assignats,
19 l. 2 s.	en monnaie de cuivre.

Plus : 4 montres en or, dont une à répétition,
7 autres en argent,
2 tabatières en argent,

1 cuillère à café et un couvert aussi d'argent et quelques autres effets d'église. Tous lesquels objets nous a dit provenir de l'effet d'une visite qu'il a faite sur les ci-devant prêtres condamnés à la déportation.

Le Conseil, après avoir entendu l'agent national, arrête que la somme ci-dessus de 23.118 l. 18 s. sera versée dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement du bureau de Rochefort, et le surplus sera vendu, en la forme ordinaire, à l'exception de l'argenterie qui sera envoyée à la monnaie conformément à la loi.

Suit la liste de ceux sur qui ces effets et argent ont été trouvés :

Cherrier, Antoine, 543 livres.

Dezessard, Jean-Batiste, 163 l. 10 s.

Aubergier, Jean-François, 3.755 l. 5 s.

Renchoux, Pierre Antoine, 94 l. 15 s.

Deltout, Denis, 1.012 l. 13 s.

Desjardins, Joseph, 810 l. 17 s.

D'Incamps, Joseph, 54 l., une montre d'or et une d'argent.

Tournaire, Antoine, 286 l.

Irondy, Guillaume, 267 l. 14 s.

Jamin, Jean-Pierre, 744 l. 2 s., une montre d'argent.

Deschamps, Jean-François, 4.142 l. 13 s., une montre d'or.
Petit, Pierre, 841 l. 4 s., une montre d'argent.
Clavier, François, 285 l. 10 s.
Godin, Pierre, 103 l. 3 s.
Nivelon, Michel, 730 l.
Pinturel, Jean-Pierre, 1.492 l. 18 s., une montre en or.
Bernard, Jacques, 962 l., un couvert, une petite cuillère à café, le tout d'argent pesant 1 marc 5 onces.
David, Pierre, 1.129 l. 10 s.
Souchar, Joseph, 1,319 l. 1 s., une montre et une tabatière d'argent, pesant 2 onces 6 gros.
Cerendas, Pierre, 704 l., une montre en or.
Mopinot, Jean, 618 l. 1 s.
Valarcher, Jacques, 1,139 l.
Leroy, René, 495 l. 15 s.
Giraud, Nicolas, 748 l. 11 s.
Loir, J.-B. Jac-Louis-Xavier, 273 l. 3 s.
Arch. départ. 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Paris, 28 floréal an II, 17 mai 1794.

La Commission de la Marine et des Colonies au citoyen Chevillard, commandant des armes.

La Commission a reçu ta lettre n° 29, que tu lui as écrite le 19 du mois dernier, par laquelle tu fais connaître que le bâtiment les Deux-Associés est prêt, que son chargement est complet et qu'il sera composé de 400 et quelques déportables.

Qu'indépendamment de ce nombre, il en est encore une trentaine qui seront embarqués sur un autre bâtiment, que l'on est allé choisir à La Rochelle. On ne peut qu'approuver toutes ces dispositions, mais il est essentiel de te retirer de l'erreur où tu es, sur le lieu où ces individus doivent être transportés. Qui a pu t'écrire qu'ils étaient destinés pour Madagascar ? On a d'autant moins dû te le marquer qu'il ne doit être envoyé dans cette île que les mendiants et autres condamnés à la déportation par les tribunaux, et dont pas un seul n'a été envoyé à Rochefort mais à Lorient qui en est le dépôt.

Tel est ce que prescrit la loi pour cette espèce de déportables, et, quand aux prêtres qui tous ont été et sont envoyés à Rochefort ou à Bordeaux, d'où ils doivent partir, il est une autre loi

qui porte qu'ils seront jetés sur la côte de l'ouest de l'Afrique, depuis le 23^e degré sud jusqu'au 28^e.

Il est vrai que le 5 floréal on t'a écrit, sous le numéro 134, pour te demander l'époque fixée au départ du navire les Deux-Associés, et en t'observant que la loi indiquait le lieu où devaient être transportés les déportables ; mais il y a apparence qu'au lieu d'avoir consulté la loi relative aux prêtres, tu as consulté celle relative aux mendiants. De là ton erreur qui est d'autant plus étonnante qu'il n'est rien de plus clair et de plus précis que le texte de ces deux lois.

Il est vrai encore que l'on t'a écrit, le 13 de ce mois, sous le numéro 372, pour te demander le nombre des déportables existant à Rochefort, et te recommander de préparer le second navire qui était encore nécessaire, mais il a été bien vérifié que, ni le 5, ni le 13, il n'a été nullement question de l'île de Madagascar.

Il est donc à inférer de tout ceci que l'erreur que nous rectifions, ne vient que de ce que tu as confondu une loi avec l'autre, il est possible que tu aies écrit à l'ex-ministre sur l'inconvénient sans bornes qu'il y aurait à envoyer des prêtres à Madagascar, mais la première division n'a jamais eu connaissance de cette lettre. Elle aura probablement été envoyée à la cinquième, qui t'avait peut-être donné précédemment de faux renseignements, qui ne sont jamais émanés de la première.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, vol. 84, an II, n° 796.

Rochefort, 3 prairial an II, 22 mai 1794.

Au ministre de la marine.

Par votre lettre du 20 floréal n° 796, vous me demandez qui a pu m'écrire que les déportés, embarqués sur le navire les Deux-Associés, devaient être déportés à Madagascar, et vous croyez qu'au lieu d'avoir consulté la loi relative à la déportation des prêtres, j'ai au contraire pris celle qui concerne les mendiants. Il était possible, citoyen, que j'ai pu commettre cette erreur ; mais, citoyen, il n'en est rien, et je n'avais été instruit qu'ils allaient à Madagascar que par une lettre de la première Division, en date du 14 germinal, dont je vous envoie ci-joint la copie.

J'ai, en apprenant cette destination qui me paraissait impolitique, cru devoir, en bon républicain, témoigner à la Commis-

sion, et même au Comité de Salut public, mes craintes sur une pareille opération. Je crois que vous devez m'approuver, et je suis d'ailleurs tout aise qu'il en ait été autrement ordonné, cette erreur, qui peut arriver à tout le monde et principalement dans vos bureaux, eu égard à l'immensité des travaux que vous avez journellement, ne me surprend pas du tout et n'est rien. Je vous réitère que le bâtiment attend vos ordres pour partir.

Par ma lettre, en date du 19 floréal, je vous mandais que le Washington était destiné à porter du biscuit à Brest. Je comptais alors sur les bâtiments qui étaient à La Rochelle, mais la Commission, par son rapport, m'ayant fait connaître qu'on ne pouvait employer ces vaisseaux qu'en leur faisant des réparations considérables, j'ai été obligé de prendre le Washington pour remplir cet objet, et j'y ai substitué le Nancy qui servait d'amiral. (1)

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort. Correspondance du Commandant des armes, n° 45.

Paris, 6 prairial an II, 25 mai 1794.

La Commission de la marine au Commandant des armes.

La Commission a reçu la lettre que tu as écrite, le 28 du mois dernier, par laquelle tu rends compte que n'ayant trouvé à La Rochelle aucun navire propre à la déportation des prêtres, tu as donné cette destination au Washington, qui devait porter à Brest 2000 quintaux de biscuit, qui seront embarqués sur la prise anglaise La Nancy. La Commission a approuvé ces dispositions.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, vol. 84, an II, n° 127.

Rochefort, 7 prairial an II, 26 mai 1794.

Au ministre de la marine.

On travail à force au Washington pour le mettre à même de recevoir des prêtres. Nous en avons actuellement près de 150 d'arrivés, qui sont destinés à passer sur ce navire.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 51.

(1) On donnait ce nom au vaisseau servant de prison dans l'arsenal.

A bord des Deux-Associés, le 8 prairial an II, 27 mai 1794.

Aujourd'hui, 8 prairial l'an deuxième de la République une et indivisible, sur les trois heures après midi, le citoyen Laly, capitaine, ayant fait passer tout l'équipage derrière, déclara qu'il allait choisir parmi icelui les citoyens convenables pour renouveler le jury, et substituer par iceux au remplacement des membres composant le jury précédent, établi depuis le 30 germinal dernier, en vertu du décret de la Convention nationale du 16 nivôse dernier. En conséquence de ce, il a choisi les citoyens Villecollet, enseigne de vaisseau, qu'il a nommé président ; Germain Crespín, aspirant, secrétaire ; François Ricque maître pilote, Hépaut, second maître, François Grateloup, Jacques Guibert, Jacques Mallet, et Sourrisseaux ; tous nommés, et organisés par lui. Après quoi, nous nous sommes rassemblés, y'étant le président a pris la parole et a dit : « Citoyens, nous
« venons d'être nommés, comme vous voyez, pour substituer au
« remplacement du dernier jury, établi ici d'après la loi. En conséquence, la délicatesse que nous devons apporter dans nos
« jugements doit être bien précise, pour quoi je pense que, sur
« votre âme et conscience, que vous ne vous écarterez nullement des vrais principes que la justice et l'humanité doivent
« nous suggérer, pas plus que de l'exacte surveillance que nous
« devons apporter sur les déportés condamnés par la loi ;
« comme aussi sur la communication que pourraient avoir
« quelques citoyens de l'équipage, que ces susdits condamnés
« pourraient encore chercher à faire retomber de nouveau
« dans l'erreur, où ils avaient conduit le peuple, et peut-être
« gagner leur esprit, encore trop crédule, parmi ceux qui pourraient être à présent couverts du bandeau de la religion ci-devant catholique, que ces mêmes prêtres et susnommés
« déportés ont si profondément inculqués dans les esprits faibles,
« ainsi j'ose à croire et plus je vous invite que, si votre exacte
« surveillance vous conduisait à la connaissance de quelques
« principes ou actions tant contre-révolutionnaires que contre
« les droits de la justice et de l'égalité, à dénoncer par devant
« nous tous ceux qui auraient pu indistinctement s'en rendre
« coupables.

« Voilà, citoyens, à quoi tend l'objet de notre formation,
« ainsi, si aucun des membres n'a nulle observation à faire tenant, n'importe sur quelle matière, voudront bien en faire

« part. Le silence, a dit le Président, qui règne parmi nous, sur ma proposition, annonce qu'il n'y a nulle observation à faire, pourquoi je lève la séance. »

Fait et clos les jour, mois et an que dessus.

Signé : Villecollet, président, Epaux, Guibert, les citoyens Ricque, Mallet et Sourisseau, ne sachant signer, ont apposé leur zéro ; GERMAIN CRESPIN, secrétaire.

Extrait du livre du jury de la flûte les Deux-Associés.

Rochefort, 10 prairial an II, 29 mai 1794.

Au Ministre de la marine.

Le Washington a une partie de ses aménagements faits, son premier plan est plein et on commence à faire le second.

Le ponton le Sphinx vient d'être recouru. Au premier beau temps je le ferai conduire en rade et le placer dans l'endroit qu'il occupait l'année dernière, c'est-à-dire de la manière la plus avantageuse pour bien défendre la rade et conséquemment l'entrée de la rivière.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n° 58.

Paris, 11 prairial an II, 30 mai 1794.

La Commission de la marine au commandant des armes.

La Commission a reçu ta lettre que tu lui as écrite, le 3 de ce mois, par laquelle tu fais connaître que le bâtiment de La Rochelle ayant besoin de trop grandes réparations, tu avais été obligé de le remplacer par le Washington, qui avait d'abord été destiné à porter du biscuit à Brest.

La Commission, apprenant cette disposition, a vu que tu avais destiné le navire le Nancy et un petit bâtiment en réquisition à porter les 2,000 quintaux de biscuits à Brest, et que tu avais employé le brulot l'Angélique pour amiral. Ces dispositions ont été approuvées.

On a vérifié qu'effectivement on t'avait parlé, le 14 germinal, de Madagascar, comme si les prêtres eussent dû y être transportés ; c'est une inadvertance, et dont il ne résultera heureusement aucun inconvénient.

DAVID

Arch. du port de Rochefort, an II, n° 288.

Rochefort, 12 prairial an II, 31 mai 1794.

Il est ordonné au citoyen Gaudriaud, lieutenant de vaisseau, commandant la bombarde le Sphinx, d'aller sans délai en rade de l'île d'Aix.

Arch. du port de Rochefort, reg. des ordres du commandant des armes.

Gaudriaud avait commandé le Bonhomme-Richard jusqu'au 24 nivôse an II, 13 janvier 1794, époque à laquelle il prit le commandement du Sphinx. Il remplit les fonctions de commandant de la rade, chargé de surveiller tout ce qui s'y passait, de s'assurer des gens suspects et de renseigner les autorités de Rochefort. Il fut juste et bon à l'égard des prêtres déportés, et intervint pour éviter un massacre des déportés.

Rochefort, 14 prairial an II, 2 juin 1794.

Au ministre de la marine.

Le Washington a fini son second plan ; ses aménagements et sa rembarde avancent ; il va commencer à faire ses vivres, je l'enverrai en rivière aussitôt qu'il pourra sortir du port, afin de lui mettre à bord le plus tôt possible ces prêtres qui nous gênent beaucoup et dont le nombre est de 200. Il en arrive dans ce moment un 20^e d'Angoulême.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du commandant des armes, n°65.

Rochefort, 15 prairial an II, 3 juin 1794.

Le 15 prairial, le citoyen Lebas a remis au district les effets qui suivent :

1^o 1.804 l. 19 s., savoir : 1.320 l. en 55 pièces valant 24 l. chaque, 480 l. en pièces de 48 l., 4 l. 19 s. en monnaie.

2^o 8 montres d'or,

3^o 19 montres d'argent,

5^o 7 montres en cuivre,

6^o 1 lorgnette montée en argent,

7^o 26 boucles de souliers,

8^o 79 boutons de manches, 64 boucles de jarretières.

Tous lesquels effets proviennent des prêtres condamnés à la déportation, sans pouvoir indiquer les noms de ceux sur qui ils ont été trouvés.

Laquelle somme de 1.804 l. 19 s. sera déposée dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement du bureau de Rochefort; l'argenterie envoyée à la monnaie et les montres vendues en la forme ordinaire.

Arch. départ. 4^e reg. des délib. du conseil du district de Rochefort.

Paris, 16 prairial an II, 4 juin 1794.

La Commission de la marine au Commandant des armes.

La commission a reçu la lettre que tu lui as écrite, le 17 de ce mois... Elle a vu que l'on s'occupait avec activité du Washington que l'on destinait à la déportation des prêtres, sur le nombre desquels tu ne t'es pas expliqué assez clairement. Car tu annonces 150 d'arrivés et que tu les embarqueras sur ce navire; mais est-ce indépendamment des 400 qui sont déjà arrivés à Rochefort ? D'ailleurs toutes les fois que tu écriras, la Commission te prie de faire connaître le total de ces individus. Tu ne fais aucune mention du navire les Deux-Associés, qui a la même mission que le Washington. S'en occupe-t-on, et est-il entièrement prêt ?

DAVID.

Arch. du port de Rochefort, an II, n° 389.

Rochefort, 19 prairial an II, 7 juin 1794.

Au Ministre de la marine.

Le Washington a ses vivres faits, ses cuisines seront finies ce soir, demain, sans faute, nous le ferons descendre la rivière et lui enverrons 207 prêtres qui sont en dépôt sur le Bonhomme-Richard.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 73.

Rochefort, 21 prairial an II, 9 juin 1794.

Le 21 prairial, le citoyen Moreau Laurent, commandant le vaisseau de la République la Cigogne, a remis au district les effets qui suivent :

- 1^o 1 sac de toile,
- 2^o 1 paire de guêtres de toile,
- 3^o 1 mouchoir de soie,

- 4° 3 chemises,
- 5° 1 mouchoir de poche,
- 6° 1 paire de bas de laine,
- 7° 1 paire de boucles de souliers d'argent,
- 8° 77 l. 17 s. en argent,
- 9° 90 l. en assignats.

Lesquels effets proviennent de Quarteau Olivier, prêtre condamné à la déportation, mort à bord du dit vaisseau, laquelle somme totale de 169 l. 19 s. tant en argent qu'en assignats sera déposée dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement, et les autres objets vendus à la manière accoutumée.

Le même jour, le citoyen Moreau Laurent a également remis au district les effets suivants, provenant de Huas, prêtre, condamné à la déportation et décédé à bord du dit navire :

- 1° 1 habit bleu,
- 2° 1 culotte,
- 3° 1 serre-tête,
- 4° 1 mouchoir,
- 5° 2 paires de bas de fil,
- 6° 1 brosse,
- 7° un miroir,
- 8° 1 tire-bouton,
- 9° du papier,
- 10° 1 sac de volontaire,
- 11° 1 écritoire,
- 12° 1 paire de gants.

Arch. départ. 4° reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 21 prairial an II, 9 juin 1794.

Le 21 prairial, le Conseil délibérant sur le parti à prendre relativement aux diverses montres, qui ont été déposées au district, provenant des prêtres déportés ;

Considérant que ces montres étant susceptibles d'un grand dépérissement, il est on ne peut plus urgent de les vendre ;

Considérant que dans cette commune, il existe une grande quantité de citoyens qui désirent en faire l'acquisition, il est par conséquent très avantageux pour les intérêts de la République d'en accélérer la vente ;

Arrête, après avoir entendu l'agent national, que les dites

montres seront vendues dans la forme ordinaire. Pour cet effet, le Conseil a nommé le citoyen Mesnard, résidant en cette commune, pour faire la dite vente, en présence de deux officiers municipaux ; que, au préalable, la dite vente, estimation sera faite partiellement par le citoyen Deréteau, horloger résidant également dans cette commune.

Arch. départ. 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 21 prairial an II, 9 juin 1794.

A la Commission de la marine.

Les 150 déportés destinés à passer sur le Washington, sur le compte desquels la Commission trouve que je ne me suis pas assez clairement expliqué par ma lettre du 7 de ce mois, sont en dehors des 400 destinés au navire les Deux-Associés, qui n'attendent que vos ordres pour partir, comme je vous l'ai mandé par ma lettre du 9 floréal, n° 16, et autres postérieures. Le nombre actuel de ces prêtres est de 184 en dépôt sur le Bonhomme Richard. Nous allons les mettre à bord de ce bâtiment que nous ferons descendre la rivière demain, et celui des Deux-Associés est de 417. Total 601.

CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance du Commandant des armes, n° 77.

Paris, 25 prairial an II, 13 juin 1794.

La Commission de la marine au citoyen Chevillard, commandant des armes.

La Commission a reçu ta lettre du 19 de ce mois, dans laquelle tu l'informes que tu vas faire descendre la rivière au Washington et lui enverras ensuite 207 prêtres qui sont en dépôt sur le Bonhomme-Richard. La Commission est satisfaite de tous ces détails.

DAVID.

Arch. du port de Rochefort an II, n° 620.

Rochefort, 26 prairial an II, 14 juin 1794.

Le 26 prairial an II, le citoyen Laly, commandant le vaisseau de la République les Deux-Associés, a remis au district les effets suivants :

1^o 146 l. 14 s. en argent.

2^o 7 montres aussi en argent.

3^o 1 petite boucle de jarretière et une boîte à huile, également en argent. Tous lesquels objets provenant des prêtres condamnés à la déportation et qui sont à son bord, sans pouvoir désigner à qui ils appartiennent. Laquelle somme sera déposée dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement de cette commune.

Le même jour, le citoyen Gaudriaud, lieutenant de vaisseau, a remis au district la somme de 76 l. 15 s. en assignats, ainsi que quelques effets qui consistent en :

- 1^o 5 chemises de toiles,
- 2^o 2 grandes culottes,
- 3^o 1 culotte courte,
- 4^o 5 paires de bas,
- 5^o 1 bonnet de laine,
- 6^o 7 mouchoirs,
- 7^o 1 habit,
- 8^o 1 torchon de toile,
- 9^o 1 paire de souliers.

Lesquels effets provenaient du nommé Louis Le Toullec, prêtre condamné à la déportation, décédé à bord du Sphinx où il était embarqué. Le Conseil arrête que la somme ci-dessus de 76 l. 15 s. sera versée dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement de cette commune.

Arch. du départ. 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

M. Le Toullec faisait partie du convoi des prêtres des Côtes-du-Nord, embarqués à Nantes, dont nous avons trouvé la feuille de route.

14 avril 1791, au nom du Comité révolutionnaire pour être transportés à Rochefort.

Le citoyen Even, commissaire de la marine, est requis de faire transporter de suite à Rochefort les ci-joints, tous prêtres réfractaires, d'après les ordres que nous avons reçus.

Nantes, le 25 germinal an II, ère républicaine. Signé : Lévêque.

Pour copie conforme, le chef des bureaux civils de la marine : EVEN.

Liste des prêtres qui doivent être exportés à Rochefort :

Noms	Lieux de naissance	Départements
Charles-Marie Fercocq,	Plougourvest,	Côtes-du-Nord.
Jacques Lejan,	Trébeurden,	Id.
Gilles Prat,	St-Quay,	Id.
Claude-Louis Lenoan,	Plousézec,	Id.
Pierre Bellivet,	Rostrenen,	Id.
Julien Corlay,	Plédran,	Id.
François Le Coen,	Spézet,	Finistère.
Jean Veillon,	Evran,	Côtes-du-Nord.
Julien Le Marchand,	Calorguen,	Id
Julien Berthier,	St-Séglin,	Ille-et-Vilaine.
Antoine Besson,	St-Brieuc,	Côtes-du-Nord.
Hyacinthe Bourgault,	Id.	Id.
François Le Saulnier,	Pléven,	Id.
Jean Raoulx,	Pléguen,	Id.
Julien-Guillaume Padel,	Lamballe,	Id.
Jean-Marie Bernard,	Plouëx,	Id.
Jean Julien,	Hénon, St-Thréphime,	Id.
Jean Hervé,	Bodeo,	Id.
Charles-Julien-X. Bouloing,	Plouaret,	Id.
Gabriel Pergault,	St-Priest-la-Plaine,	Creuse,
Jean Le Mignon,	Glomel,	Côtes-du-Nord.
Guillaume Cajan	Quimpert,	Finistère.
Jean-Gabriel Le Seau,	Trémeloir,	Côtes-du-Nord.
Louis Le Toullec,	Quiberon,	Morbihan.

Les vingt-quatre prêtres, dénommés en la présente liste, étant destinés pour le port de Rochefort, et ne pouvant partir faute de convoi, prions le citoyen Mernet de prendre sous sa surveillance le chassemarrée Le Saint-Esprit, capitaine Noël Valée, contenant les dits prêtres, auxquels il sera fourni la ration réglée pour eux chez le citoyen Cléricaux.

A Paimbœuf, le 15 floréal an II de la République.

LOUVEL

Le capitaine Valée descendra à Minden et remettra les 24 prêtres à l'avisio l'Enfant, capitaine le citoyen Damis, commandant le convoi pour Rochefort.

Le 17 floréal an II de la République.

LOUVEL.

Bon pour lésé passou du pain (soixante) pour des pasagé à bord du chasmarest le Saint-Esprit, en municipalité à pain bœuf, le 15 floréal l'en 2^e de la République française. (Sic)

Plus 24 pot de vin, 36 livres de viande. (Sic)

G. BÉCHEREL, off. mpal.

En municipalité de Paimbœuf, le 15 floréal.

E. PETIOT, off. mpal.

Rochefort, le 1 messidor an II, 19 juin 1794.

A la Commission du commerce et des approvisionnements.

Par votre dépêche du 23 prairial n° 274, vous désirez que je vous informe du nombre d'hommes à déporter de ce port.

Les navires les Deux-Associés et le Washington doivent embarquer le premier 400 prêtres et le second 350.

Nous avons les vivres nécessaires pour les deux armements destinés pour Madagascar, de sorte que nul obstacle ne s'oppose à leur départ.

Par mes précédentes vous avez dû connaître que j'ai fait pour Bordeaux tout ce qu'il a été en mon pouvoir de faire ; mais il m'est de toute impossibilité de compléter la quantité de farine de fin minot, qui revient aux bâtiments du dit port destinés à la déportation de 1.200 individus.

Arch. du port de Rochefort, 2^e division, vivres, an II.

Rochefort, le 1 messidor an II, 19 juin 1794.

Le premier messidor an II, les citoyens Gilbert et Château-neuf, officiers de marine embarqués sur le Washington, ont déposé au district la somme de 23,933 l. 15 s, savoir : 1,200 l. en or ; 229 l. en argent ; 22,504 l. 15 s. en assignats.

Ensemble divers effets tels qu'ils sont désignés ci-après, lesquels proviennent des prêtres condamnés à la déportation et embarqués sur le dit vaisseau, dont les noms suivent :

Cirey, Jean-François, 20 livres en assignats.

Mercier, Jean-Claude, 232 l. 10 s.

Blondelay, Jean-Baptiste, 894 l.

Greische (de), Thomas, 23 l. 15 s.

Menestrel, Jean-Baptiste, 175 l.

Rollet, Claude, 10 l.

Perrin, Jean, 20 l. 10 s.

Girard, Jean-François, 10 l.

Minoret, François-Charles, 52 l. 10 s.

Ferry, Gérard, 30 l. 1 s.

Briard, Etienne-Alexis, 9 l. 10 s.

- Duvaux, Henri, 8 l. 5 s.
Lamorre (de), Etienne-Nicolas, 11 l.
Hunot, Jean, 10 l. 12 s.
D'Etyre, Antoine, 65 l. 15 s.
Prion, Claude, 2 l. 10 s.
René, Georges, 100 l. 10 s.
Soudais, Michel-François, 11 l.
Hilgert, François, 2 l. 5 s.
Legris, Pierre, 6 l. 1 s.
Fremiot, Jean-François, 293 l.
Parisot, Nicolas, 254 l.
Kleck, Pierre, 160 l., une paire de boutons de manche en argent.
Collas, Jean-Baptiste, 192 l. 19 s. 6 d.
Aurion, Joseph, 30 l.
Hunot, François, 102 l. 10 s.
Cheyk, Christophe, 65 l.
Perinet, Jean, 2 l. 10 s.
Chauvin, Jean-Baptiste, 260 l.
Santigny, Pierre, 6 l. 10 s.
Rouzard Quenton, 100 l.
Picard, 502 l.
Lambert, Pierre, 1916 l.
Le Clerc, Charles, 305 l. 18 s. 6 d.
Faure, Jean, 47 l. 7 s. 6 d., une paire de boutons.
Tynot, 30 l.
Laborderie, François, 500 l.
Joli, Jean, 265 l. 15 s., une paire de boutons de manche en argent.
Naud, Pierre, 895 l., une paire de boucles de souliers, une
paire de boucles de jarretière, le tout en argent.
Paris-Lahie, Eloi, 323 l.
Gilbert, 433 l. 15 s.
Poubelle, Jean-Sauvan, 50 l., une montre en cuivre.
Lagrange, Jean-Baptiste, 465 l.
De Reix, Pierre, 240 l., une agrafe en argent.
Jeannet, Louis, 191 l.
Grisson, Arnaud, 130 l.
Aujard, Pierre, 215 l. 16 s., une paire de boutons de manche
en argent.
Gilbert, Jean, 187 l. 10 s.
Duplessi, Paul, 985 l. 10 s., une paire de boucles de jarre-
tière en argent.

Lagravière, 935 l.

Delphieux, François, 437 l., boucles de jarretière, boutons en argent.

Lepelletier, François-Mathurin, 640 l. 15 s., une paire de boucles de souliers, une de jarretière en argent.

Fremiot, François, 210 l.

Fourguignon, Didier, 10 s.

Paget, Jean-François, 25 l.

Dufour, Jean-Augustin, 27 l. 10 s.

Sarrazin, Vincent, 100 l. 19 s.

Tiodonnet, Joachim, ? 23 l. 15 s.

Rousseau, Michel, 51 l. 1 s.

Arrion, Jacques, ? 20 l.

Renaudin, Antoine-François, 43 l.

Serrier, Jacques, 10 l.

Charbonnier, Jean, 50 l.

Simon, Charles-Georges, tonsuré, ? 14 l.

Batut, Marie-Philippe, 12 l. 10 s.

Georget, Jean, 251 l. 15 s.

Jumeau Soudiau ? 85 l.

Courbin, Etienne, 66 l. 16 s.

Ruelle, Pierre-Gabriel, 44 l. 16 s., 6 d.

Letellier, François, 113 l. 16 s. 9 d.

Lesault, Joseph, 213 l.

Le surplus consistant en 8,432 l. 7 s. 95 d., une montre en or et une idem en argent, 9 boutons de manche, provient d'autres prêtres dont on ignore le nom.

Arch. départ. 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 1 messidor an II, 19 juin 1794.

Le 1 messidor an II, le citoyen Gilbert, commandant le Washington, a remis au district la somme de 2.943 l. 15 s. en numéraire ; 1.492 l. en assignats ; deux montres en or, dont une avec la chaîne de même métal, une tabatière d'argent, une pipe, une pierre à feu, huit bagues en or, trois paires de boucles de jarretières, quatre paires de boutons de manche en argent, le tout provenant des prêtres condamnés à la déportation, dont les noms suivent :

Cordier, Jean-Nicolas, 11 l. 18 s.

Collinet, Jean-Nicolas, 9 l.

- Péchard, Jean, 34 l.
Picard, Jean, 15 l. 10 s., une paire de boutons de manche en argent.
Joli, Jean-Louis, 174 l.
Elby, Michel, ? 122 l. 10 s.
Prenrel, Philippe, ? 51 l.
Michel, Jean, 84 l. 10 s.
Fleuriche, Nicolas, 115 l.
Simon, Charles-Gabriel, 5 l. 15 s., une paire de boutons en or.
Baudoin, Pierre, 10 l.
Tynot, Daniel-Henri, 18 l.
Jean, François, 40 l., une paire de boutons d'argent.
Cuny, Jean-Batiste, 106 l., deux boucles de bandage d'argent.
Henry, Jean-Pierre, 1 l. 10 s.
Garnier, Benjamin, 404 l.
Deveaux, Pierre-Thomas, 8 l.
François, Nicolas, 25 l., une paire de boucles de jarretières d'argent.
D'Aligre, François-Gervais, 19 l. 10 s., une paire de boucles d'argent.
Thibiat, Nicolas-Jean, 5 l.
Chauffeur, Pierre-Benoit, 576 l., un bouton d'argent.
D'Aligre, Charles, jeune, 1 l. 2 s.
Jenot, Jean-François, 470 l.
De La Marle, Louis, 185 l.
Allemand, Louis, ? 9 l. 15 s., une paire de boucles de jarretières d'argent.
Bruslé, Philippe, 343 l.
Pigeot, Jean, 5 l., une montre en or et une paire de boucles de jarretières en argent.
Mathieu, Nicolas, 27 l. 10 s., une montre en or avec la chaîne de même métal, une tabatière d'argent, une pipe d'argent, une pierre à feu, 8 bagues en or.
Longueil (de), Claude, 2 l. 10 s.
Larbepinet, 3 l. 10 s.
Clément, Jean-Martin, 18 l.
Le conseil arrête que toutes les sommes ci-dessus seront déposées dans la caisse du receveur du droit d'enregistrement de Rochefort...
Arch. départ., 4^e registre des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 5 messidor an II, 23 juin 1794.

Le Directoire du district de Rochefort.

Vu la vente de plusieurs montres en or, argent et cuivre, provenant des prêtres condamnés à la déportation, faite par le citoyen Mesnard, commissaire, les 26 et 27 prairial dernier, montant à la somme de 1.413 l., et après avoir ouï l'agent national, autorise le dit citoyen Mesnard, commissaire, à verser la dite somme à la caisse du receveur d'enregistrement de cette commune, sauf à régler les drois et déboursés du dit commissaire sur l'état qu'il présentera d'après le versement.

Fait à Rochefort en séance publique, le 5 messidor an II.

Signé : FAURIE, LELOUP.

Arch. dép., 4^e registre des délib. du district de Rochefort.

Rochefort, 6 messidor, an II, 24 juin 1794.

Le 6 messidor an II, le citoyen Gilbert, commandant le Washington, a remis au district la somme de 7.457 l. 4 s.

Savoir : 129 l. 9 s. en argent et monnaie de cuivre, et 7.327 l. 15 s. en assignats.

Ensemble 107 sacs et porte-manteaux, dans lesquels il y a quelques nippes, 3 malles, 30 sacs et porte-manteaux, 6 couvertes de laine; lesquels effets proviennent des prêtres condamnés à la déportation et qui sont à bord du dit navire, sans que le dit Gilbert ait pu dire à qui ils appartiennent.

Le dit Gilbert nous a déclaré qu'outre la dite somme, il lui a resté celle de 3.000 l. en assignats, entre les mains, pour subvenir aux besoins des dits déportés.

Laquelle somme de 4.457 l. 4 s. ci-dessus, le Conseil arrête qu'elle sera versée dans la caisse du receveur...

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 9 messidor an II, 27 juin 1794.

Le 9 messidor an II, le citoyen Marquiseau, commandant le navire de la République le Bonhomme-Richard, a déposé dans le magasin du district, différents menus objets, comme couteaux, ciseaux, canifs, rasoirs, provenant des prêtres qu'il a à son bord et qui sont condamnés à la déportation.

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Xantes, messidor an II.

L'administration du département de la Charente-Inférieure à la Commission des administrations de la police et des tribunaux, à Paris.

Nous avons envoyé, le 13 ventôse, citoyens, aux districts, au tribunal révolutionnaire lors établi à Rochefort et à la commission militaire de La Rochelle, copie de la lettre du ci-devant Ministre de l'intérieur du 5 du même mois, relative à l'embarquement au port de Lorient des mendiants et des laïcs condamnés à la déportation.

Si on n'a conduit, jusqu'à présent, qu'un petit nombre de condamnés de ce genre, c'est que la plus grande partie des déportés sont des prêtres qui, comme vous le savez, ont une autre destination et doivent être embarqués à Bordeaux et à Rochefort ; ce motif est du moins celui qui existe pour notre département, où nous ne connaissons qu'un seul individu qui soit dans le cas de la loi du 11 brumaire.

Nous présumons que l'accusateur public du ci-devant tribunal révolutionnaire de Rochefort, où cet individu a été condamné, aura pris les mesures nécessaires pour lui faire subir l'exécution de la loi. Nous allons, au surplus, nous concerter avec l'accusateur public près du tribunal criminel du département, ainsi que vous nous le recommandez, pour faire afficher le transfert prescrit par la loi du 11 brumaire, dans le cas où il se trouverait d'autres déportés de la même classe.

Salut et fraternité. BILHAUT.

Archives nationale, F. 7, n° 1.446.

Rochefort, 17 messidor an II, 5 juillet 1794.

Au Ministre de la marine.

On apprit hier au soir que 17 forçats s'étaient déferés dans la salle des convalescents, ils avaient projeté d'égorger les sentinelles, on a été assez heureux d'en être instruit assez à temps pour parer le coup. Ils ont été mis à la double chaîne. Nous ne parviendrons jamais à les réduire si on ne guillotine pas les déserteurs. Ils sont insolents, insubordonnés et ne font pas le quart de l'ouvrage qu'ils faisaient auparavant. J'observe à la Commission que la majeure partie de ces malheureux sont tous des scélérats, des contre-révolutionnaires, des ci-devant de la noblesse et du clergé, qu'en conséquence nous avons tout

à craindre d'eux, et que je ne les vois pas avec tranquillité dans l'enceinte du port. Les forçats, que nous avons avant ceux-ci, n'étaient la plupart que des malheureuses victimes du despotisme, le seul désir d'acquérir la liberté les occupait en entier, aujourd'hui ce n'est pas la même chose, il n'y en a pas un qui ne profitât de cette liberté pour faire le plus de mal possible. Je crois, citoyens, qu'il est de mon devoir de mettre sous vos yeux les dangers que nous avons à craindre de ces scélérats, si le Comité de Salut public ne se décide pas à sévir rigoureusement contre eux. Une chose vraie est que l'arrêté pris par les représentants Lequinio et Laignelot les tenait en respect et qu'ils étaient dociles et laborieux. CHEVILLARD.

Arch. du port de Rochefort, correspondance ministérielle, reg. du 2 germinal an II au 21 messidor an III.

Rochefort, 21 messidor an II, 9 juillet 1794.

Le 21 messidor an II, le citoyen Laly, commandant le vaisseau de la République, à bord duquel sont des prêtres condamnés à la déportation, a remis au district la somme de 261 l. savoir : 60 l. en or ; 54 l. 18 s. en argent ; 6 l. 8 s. en menue monnaie, qu'il a déclaré provenir des dits prêtres, sans pouvoir désigner les noms de ceux à qui ils appartiennent. Laquelle somme le conseil arrête qu'elle sera versée dans la caisse du receveur...

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 25 messidor an II, 13 juillet 1794.

Le 25 messidor an II, le citoyen Favre, officier de marine, embarqué sur le Washington, a remis au district deux paires de bottes, une paire de guêtres et une paire de bottines, provenant des prêtres condamnés à la déportation et qui sont à bord du dit vaisseau.

Arch. départ., 4^e reg. des délib. du Conseil du district de Rochefort.

Rochefort, 25 messidor an II. 13 juillet 1794.

Le Conseil de santé de la marine.

En conséquence de la lettre de l'adjoint du Ministre de la marine du 22 germinal an II, arrête qu'il sera formé une commission de santé pour visiter tous les bâtiments entrant et sortant de la rade de l'île d'Aix, et que cette commission sera

composée provisoirement des citoyens Béraud, chirurgien-major du ponton le Sphinx et Laforest, chirurgien-major de la flûte la Nourrice.

Arch. du port de Rochefort. Délib. du conseil de santé, tome I.

(*A suivre*).

P. LEMONNIER.

DOCUMENTS

I

FRAGMENT D'UN RÉCIT DE VOYAGE EN SAINTONGE

(*Suite*)

DE TONEI CHARANTE

Le chateau, autrefois très considérable, occupe une hauteur qui commande à la ville. Il est garni de tours et de fossés, mais il est mal entretenu par les fermiers de M. le duc de Rochouart-Mortemer, seigneur du lieu, qui se qualifie de prince de Tonei Charante. Cette ville a de riches comergans, mais tous religionnaires ; ont y voit, dans les mois doctobre et de novembre, plus de trente navires qui, montant la rivière, passent sous le canon de Rochefort, saluent le pavillon amiral et, avec le secours du flot ou de la marée, se rendent devant le port de Charante, dont la doïane, composée dun grand receveur, controleur et nombre demployés, raporte de produit, chaque année, pour droits des marchandises, quinze cents milles livres et quelques fois jusques à deux millions de livres, à cause des sels qui montent dans Langoumois, le Périgord, le Limousin et Poitou, et des eaux de vies et vins qui en descendent, outre ce qui abonde des pays estrangers. Outre son église paroissiale, qui est grande et bien battie, il y a une abaye dun bon revenu et un couvent de capucins assés pauvres, mais ceux de Rochefort les assistent de leurs superflus. Tonei Charante est de la Saintonge et du ressort de Saint Jean d'Angéli, car il n'y a quun juge seneschal. Suivans les bords de la Charante, rien au monde nest plus charmant que les environs remplis de vilages, de chateaux, de clochers, de villes, de bois, de ruisseaux, de prairies à perte de veüe et de belles maisons de plaisance jusque à Saintes. En effet, de Tonay Charante, jarive où la jonction de la Boutonne se fait avec la

Charante, en passant le village et chateau de Candé, appartenant au seigneur de la Roche du Maine ; puis, je fus à Ché Bouthonne, acquis depuis peu par Messieurs de Pontchartrain, et vins coucher au chateau et paroisse d'Agonie, lieu ancien et fort délabré. Il appartient à un gentilhomme de la religion de mes amis, ainsi que sont la plus part des habitans de ces cantons, et vins disner au gros bourg de Saint-Savinien.

A quatre lieues de Rochefort par eau ou par terre et à trois de Saintes, divisé en deux parties par la Charante jusque où le flux de la mer monte et pousse les eaux jusque à Saintes ; mais les grosses barques ne passent poin Taillebourg, à cause de son pont ruiné qui a comblé le passage ; ses habitans, sectateurs de Calvin, font un commerce considérable avec les estrangers par le moyen du port de Charante. Ses rues sont sales et malpropres, ainsi que les maisons ; son église paroissiale est située sur les hauteurs, ainsi que son abaye. Toutes les barques et gabares venant d'Angoulesme, Jarnac, Chateaufort, Cognac et Saintes passent devant pour se rendre à Rochefort, Soubise et aux isles de Ré, Doleron et à La Rochelle. La pesche y est abondante dans les saisons en colats et truites saumonais, principalement la lamproye y devient si comune qu'on en donne une barrique pour un escü ; les meüilles, les anguilles et les carpes et sardines y foisonnent ; ont y a pris aussi des soufleurs, sorte de dauphins qui sy estoient eschoués. Quoyque la rivière de Charante soit peu large, elle a, néanmoins, beaucoup de fonds, et les courants sont si rapides questant reserés par les quais de pierre qui bordent Saint-Savinien, si un homme tombe dans ceste rivière, il est perdu sans ressource, ainsi que dans le port de Rochefort à cause qu'il est vaseux. Tous les bords de la Charante sont garnis de pilles de buches et fagots et bois de charpente rangés en chantiers, ainsi quaux fauxbours de Pons, qui se débitent tant à Rochefort, Marennes, La Rochelle, isles de Ré et Doleron, où le chauffage y est très rare. Les environs de Saint Savinien et de Taillebourg sont des plus fertiles, bordés de prairies et garnis de chataux à perte de veue. Remontant les rives de la Charante, à deux lieues au dessus de Saint-Savinien, j'arive à Taillebourg.

Autrefois petite ville assés forte du tems de la domination des Anglois si considérable alors, ainsi que les beaux ponts que l'histoire nous dépeint, le roi Saint Louis combattant dessus en chassant et poursuivant les Anglois jusques dans la place, à

présent ruinée et peu peuplée. Son pont sur la Charante est brisé où il n'y reste qu'une partie du costé de la campagne, avec une suite d'arcades coupant les prairies d'un quart de lieu de longueur ; sur le chemain qui maine à Saintes, on voit encore plusieurs arches de cette chaussée dans leur entier. Le prince de Talmond Latrimouille est comte et seigneur de Taillebourg, dont le château occupe toute la hauteur baignée par la Charante, qu'on découvre de très loin. Ce prince y a fait des aumantations considérables par des tours et des apartemens à la moderne, par des jardins et une superbe terrasse garnie d'ormaux et de tilleus, entourée d'une balustrade, le tout faisant face à la rivière. Il a fait aussi enfermer son parc de murailles ; on y travailloit lorsque jy passé. Il y a une jolie chapelle dans le château et une église paroissiale dans le bourg, et, au bout d'une lieu et demy, je découvris la ville de Saintes, capitale de la province de Saintonge, la plus abondante du royaume de sorte qu'on dit en proverbe que la France estant un œuf la Saintonge en seroit le moyeux. En effet elle n'a besoin de pas un seul de ses voisins, manquant de rien pour la vie des hommes et des animaux. J'ay esté tesmoing de cette vérité l'ayant parcouru à diverses fois plus de cinq ans. C'est une des cinq Elections de la généralité de La Rochelle, les autres sont Marans, Saint-Jean d'Angely et Coignac, dont l'intendant est d'obligation de resider six mois à Saintes chaque année bien qu'il en dispense souvent. Cette province qui ne contient que le seul évêché de cette capitale est grande et riche et très peuplée.

, l'isle d'Oleron et les villes des quatre Élections contiennent outre six villes et les chatellenies d'Archiac, de Jonzac, de Royan, de Mornac, de Didone, de Cause, de Tallemont, de Pons, de Mortagne, de Plasac, de Cosnac, de Montandre, de Montlieu, d'Ozillac, de Montguion, de Chalais, de Coiron, de Barbezieux, de Saint-Mesgrain, le marquisat de Pizany, le comté de Blénac et la baronnie de La Chaume.

Ont trouve aussi dans l'Election de Coignac, les chatellenies de Jarnac, de Montinac, de Marsillac, de Merpin, de Boutteville, d'Ambleville et de Châteauneuf. Les autres Elections n'ont point de chatellenies mais des terres rivières.

La Saintonge est arosée de plusieurs rivières et ruisseaux, fons inondés et marécageux que l'on passe l'hivert avec danger pour les voyageurs. Elle est bornée de la mer à l'Occident et entourée des autres parts de l'Aulnis, de l'Angou-

mois, du Poitou et du Périgord. La plus grande partie de ses habitants sont calvinistes, les curés assés libertins et ses evesques s'esloignant volontiers de leur diocèse, sous prétexte de discussion perpétuelle avec les chanoines du chapitre qui se portent pour évêques.

DE SAINTES

Saintes estoit très connue du temps des Romains qui y ont laissé diverses marques de leur magnificence, ainsi que les restes d'un amphithéâtre vers Saint-Eutrope, dans un fond appelé la fontaine Saint-Eustelle, il estoit en ovale avec l'ordonnance de ses étages, tout en petites pierres très bien enduites d'un ciment très dur, comme aussi les restes d'un cirque, des aqueducs et des canaux souterrains; son bel arc de triomphe à un bout du pont, qui forme deux grandes archades composées de grans quartiers de pierre sans ciment ny liaisons, ou est gravé l'inscription en lettres romaines le long de la scize : *Sacerdos Romæ et Augusti*, et plus haut on lit : *Cæsari nep D . IV lli pont Aug.* batti du tems de l'empereur Tibère, les autres lettres sont effacées par les usures du temps. Le temple du capitole estoit batti dans l'enceinte d'un fort et ancien château que nous apellons aujourd'hui citadelle où sont logées les carmélites et que Charles, comte d'Alençon fit abattre, après l'avoir pris sur les Anglais l'an 1329. Sur le mesme pont est assise la tour de Montrouble, d'un ouvrage romain et d'une pierre et ciment très dur. De cette tour relève une partie des fiefs et seigneuries de la Saintonge. Cette ville est partagée en trois juridictions ecclésiastiques. L'évesque et des chanoine coévêques sont seigneurs d'une partie de la ville qui est petite, les rues étroites, sales et mal pavées, les maisons assez mal édifiées, ses murs et ses portes à l'antique, avec des tours rondes et quasi-ruinées. La citadelle occupe une hauteur partie rasée quoyqu'avec des fossés taillés dans le roc, en partie comblés. Les troupes y ont des quartiers d'hiver, à cause des fourrages et sont casernées sur le bord de l'eau. Ce fameux et ancien pont est prest de tomber par son extrême vieillesse. C'est un grand (1) d'étrangers à cause de la route de Bordeaux et d'Espagne. L'infante dauphine de France, venant d'Espagne y passa et séjourna (1745).

(1) Notre copie porte d'abord qui n'a aucun sens. Il faut lire évidemment : « C'est un grand passage, ... »

Le grand fauxbourg de Saint-Eutrope renferme un prieuré de l'ordre de Saint-Benoit, duquel le prieur, crocé et mitré, est haut justicier et seigneur de ce fauxbourg avec quatorze mille livres de revenu annuel. Il est très peuplé, car il donne les maîtrises aux artisans et ouvriers; l'église et prieuré assis sur une hauteur est double, l'une sur l'autre, le chœur ou la base est paroissiale, la supérieure est colégiale. Dans la basse église se trouve les restes du tombeau de Saint Eutrope, apostre des Saintongeois, composé de gros quartiers de pierre renfermés par une grille de fer. Ont racle ces pierres pour la guérison des fièvres. Ce fauxbourg a une célèbre foire à la fin du mois de mai, où tous les peuples des environs acourent. Le logement du prieur est magnifique, bâti à la moderne, composé de belles sales, galeries, appartemens, jardins, orangerie, et dans une vue charmante. Son clocher des plus hardis en pierre, percé à jour, si élevé que la foudre en a abatu à diverses fois toute la cime. C'est en vérité grand dommage irréparable.

La troisième seigneurie de Saintes qu'on nomme le fauxbourg des Dames, appartient à madame l'abbesse, cy-devant de Lauzun, ensuite de Biron, aujourd'hui de Duras, abayie royale, ordre de saint Benoist, rapportant quatre-vingt mille livres chaque année, où il ne doit entrer que des demoiselles gratis, mais il faut qu'elles ayent de la voix. L'air y est malsain, à cause des prairies et des bas-fonds qui environent l'abayie, ainsi que les brouillards de la rivière voisine qui font mourrir tous les ans plusieurs religieuses. Ceste abesse a fait bâtir des appartemens superbes, ornés de belles galeries et de jolis berceaux dans les jardins ornés par de grandes allées de charmes et maronniers. Cette dame nomme à plus de quarante bénéfices, possède les plus riches terres de la Saintonge et les plus lucratifs marais salants. Tel estoit l'enthousiasme de nos devanciers, d'enrichir les monastères et communautés, et de laisser leurs héritiers de nom sans pain.

Dans l'enceinte de l'abayie, il y a trois jolies églises et un clocher en pierre très exaucé. Ce fauxbourg est très peuplé, mais très sale et de la boue dans ses rues jusques aux genoux.

La cathédrale, sous le nom de Saint Pierre est un excellent morceau d'architecture batti par Charlemagne, ruiné par les calvinistes dans les dernières guerres civiles qui nous ont laissé d'entier que la grosse tour du clocher terminé en domme. Le

chapitre y est considérable et le palais épiscopal occupé par un Beaumont de Gibaut est en face, et ce qui a de mieux batti en cete vile avec son joli jardin. Le revenu du prélat est de quinze à seize mille livres seulement.

Ont trouve dans Saintes un si grand nombre de maisons religieuses des deux sexes que je crois qu'il n'y en a pas tant d'habitans aisés.

Ont trouve, en y abordant de Rochefort, sur une hauteur, un fauxbourg où est la communauté des filles de Notre-Dame avec un vaste enclos de jardinage et un nouveau bâtiment en dedans qu'on ne aperçoit point du dehors. Les pensionnaires y sont mieux eslevées qu'a l'abbaye royale, et j'y ai veu jusques à cinquante demoiselles, dames veuves retirées.

Le couvent des Cordeliers est tout joignant de ces dames et de la porte Desguières. Il est grand et bien batti. Dans ce mesme faubourg se trouve l'église paroissiale et prieuré de Saint-Vivien qui luy a donné le nom.

Sur le plus eslevé de la ville est un beau monastère de carmélites, batti à neuf en très bon air d'où l'on descend à la ville par quantité de marches qui sont près les Dames de la Foi, nommées hospitalières, vestues en noir avec des coiffes de tafetas noir, sont en ville ainsi que leurs pensionnaires, car elles ne sont ni cloitrées ny murées. Chacun a droit d'aler se promener dans leur jardin.

Les Jacobins, au bas des Carmélites, ont une assez grande église fort ancienne ainsi que leurs cloîtres et logemens.

Le couvent de Sainte-Claire sous le nom de Clarisses est situé dans le fauxbourg des Dames, lieu très malsain et austère. Aussi ont elles très peu de pensionnaires.

Dans le fauxbourg Saint-Vivien, outre la paroisse du mesme nom, les sœurs grises dirigent l'hôpital pour les malades de leur sexe. Sur une élévation dont les eaux de la Charente baignent les terrasses, est un bâtiment des plus magnifiques capable de loger un grand prince. Ses allées d'arbres et de beaux jardins en rendent les aproches agréables, et nombre de pères de Saint-Lazare dirigent ce lucratif séminaire, car ils viennent d'acheter, près Coignac, la terre de Gademoulins pour la somme de quatre vin milles livres.

Les pères de la Charité ont une église très propre, les malades bien nourris, bien couchés et soignés, mais le bâtiment est petit.

Les pères Jésuites en sont tout près. Leur église est propre et le colège un peu serré. Ils tiennent les classes pour l'instruc-

tion de la jeunesse et sont fort aisés comme autre part des Jésuites.

Aux Récollets il n'y a pas grande distance. Depuis leur dernier incendie leur église a esté rebatie à neuf ainsi que les dortoirs et les logements qui sont en très belle vue sur la rivière.

Ont y trouve encore diverses autres paroisses en dedans et en dehors de Saintes d'où l'on compte cinq lieues jusques à Saint-Jean-d'Angély, de laquelle j'ay fait la description dans mon premier volume.

Sortant de Saintes par la porte qui vat au fauxbourg Saint-Eutrope pour aler à Pons apres estre un peu monté, j'arivé aupres de l'ancienne Maladrerie, d'où, suivant le grand chemin qui dure quatre grandes lieues, par des plaines de terres grasses, d'où l'on ne peut sortir en hyvert, plantées de blés et de vignes, qui mène à Blaye. chemain de Bourdeaux, brisé par les cochers et les rouliers qui y laissent souvent de leurs chevaux, principalement lorsqu'il a tombé de la pluye, m'y estant trouvé embourbé, et sans le secours des paisans, je n'en serais jamais sorti. Enfin, j'arrive à

LA VILLE DE PONTS

Assise sur la rivière la Seune qui s'y divise en trois branches et forme un gracieux paysage, ayant titre de principauté et de sirie, appartient aujourd'huy à la maison de Lorraine depuis l'an 1662, qui se qualifie prince de Pons et comte de Marsans, de laquelle principauté relèvent cinquante deux paroisses, ainsi que deux cent cinquante fiefs. Autrefois, les sires de Ponts faisoient homage à nos rois armés de toutes pièces. Ont y compte trois paroisses, trois couvents, trois hospitaux, une commanderie de Malte et deux fauxbourgs. Ont la divise en haute ville ou Saint-Vivien, et en basse ville ou Saint-Martin. Cette dernière est partagée en plusieurs quartiers ou isles qui se communiquent par des ponts, desquels la ville a tiré son nom. Tous ces quartiers sont peuplés d'ouvriers en laisne, foulons et tainturiers. Le château est bâti sur un roc escarpé qui commande à la ville. Sur la place et rue des Juifs il n'y reste que le dongeon ou tour quarée d'une hauteur prodigieuse, dont la vue s'estand à trois ou quatre lieues. Ses estages sont voutés. On la surnomme la tour de l'Horloge. A son pied est une plateforme flanquée par de petites tourelles. Il faut grimper dans la haute ville par un pavé très roide. Cette partie de Pons n'est pas fort peuplée en comparaison de la basse depuis que les juifs, autrefois, ayant pendu un religieux croisé, ils en furent

tous chassés et leurs maisons razées. Après mon examen fait, je redescendis du château par des rues fort étroites repassant sur divers ponts, je me rendis à mon auberge pour continuer mon voyage. Les armes de Pons sont à trois ponts d'or.

Je fus à Saint-Bonet, bourg sur le chemin de Blaye, puis à Corme-Royal et Corme-Ecluse, grands logemens des troupes et des recrues, puis à Cosnac, à Saint-Fort, et, suivant la coste, à Mortagne et à Talmond, principautés sur les bords de la Gironde ou Garonne. Causes est un mauvais bourg

Laissant le château de Mornac sur la gauche, je revins aux Epaux, bourg à l'ordre de Malte, affecté au grand prieur d'Aquitaine, qui a un bel hostel à Poitiers, le château de la commanderie a des beautés nonobstant son antiquité. Ensuite, je me rendis au chateau de Riou, éloigné d'un quart de lieue de son gros bourg et placé dans un vilain pays, composé d'un corps de logis flanqué de quatre grosses tours où l'on trouve divers appartemens bien propres. Saint-Romain est une autre grosse paroisse dont le curé est chanoine régulier de Chancelade. Son clocher est fort élevé, Pisani et Lencras sont deux paroisses très peuplées où se tiennent plusieurs foires. Puis je fus coucher au bourg et abaye de Sanblanceaux, une des filles de l'abaye royale de Chancelade en Périgord, ordre régulier de Saint-Augustin. Sanblanceaux estoit autrefois une abaye de conséquence, mais qui tombe en ruine, parce que l'abbé commandataire dissipe les revenus. Au devant de l'abaye est une très ancienne forest de gros chesnes dont le bois mort sert de chauffage aux habitants. Le prieur, estant de ma province, me traita humainement. Et traversant cette forest, je me rendis à la comté de Blénac remplie de brandes, de bois tailliz et de marescages, lieu propre pour la chasse, ne consistant qu'en un très petit et mauvais château fort bas, sans creneaux ny ponts levis. Le village est composé de pauvres maisons, aussy n'y demeurent que des fermiers ou pauvres gens. De Blénac à Sainte-Gemme l'on compte une lieu. C'est un prieuré à simple tonsure qui raporte dix miles livres de revenu à cause des marais salants qui en dépendent. L'église, l'abbayie et le logement possédés autrefois par des moines sont tombés en ruine; il n'y reste qu'une chétive chapelle. Passant outre, je fus au village de Saint-Symphorien. Il est dans un fond sur les bords du marais Jean d'Angle avec sa belle église dont le clocher en pierre est des plus élevés et fort hardy. Le pays est sabloneux ou marécageux. Je revins sur la route de Saintes

par le bourg de Champagne et la baronie de La Chaume avec son petit château, domaine du roi vendu à un bourgeois de Marennes, et je regagnais, par des chemins difficiles, la paroisse de Saint-Porchère et le beau château de La Roche-Courbon aussi entouré de bois, chesnes verts, de rochers et de marais. On peut traverser la cour en allant de Rochefort à Saintes ou en y revenant. On s'y rend par une petite porte à grille de fer d'où l'on entre dans une avant-cour spacieuse ; à gauche est un pont-levis entre deux grosses tours rondes sur un fossé à fond de cuve, qui conduit dans la cour du château où sont de beaux corps de logis ornés de plusieurs tours à crénaux, et l'on descend des terrasses dans des jardins potagers et fructiers, jusques au bord d'un ruisseau qui fait moudre nombre de moulins. Tous les rochers des environs sont garnis de chesnes verts. Puis sortant par l'avant-cour, on entre dans un bois de chesnes et une longue allée double de gros ormeaux qui dure l'espace d'un quart de lieue, sur la route de Saintes distante de trois lieues de ce château ou de Saint-Porchère par des chemins estroits mais bordés d'arbres, et me détournant un peu je fus au paroisse de Saint-Michel (1), bourg de Nieul, à la Clisse et au château de Romegoux, assis sur une hauteur, orné d'arbres dont la Charante arrose le bas. Je vis aussi ceux de Gei, de Mung, de Crazanes, de Coulonges, de Bussac, tous assis sur les rives de la Charente, entourés de bois, de belles prairies et de ruisseaux. A la fin, je me rendis à Saintes afin de m'y reposer quelques jours. (A suivre).

II

INVENTAIRE DES SÉRIES DÉPARTEMENTALES

DES ARCHIVES NATIONALES RELATIVES A LA CHARENTE-INFERIEURE

Ventose XII. — Liste des conseillers d'arrondissement sortants : Briaud, Larade, Mallat (Saint-Jean d'Angély), Aubin-Charroix, Paillet, Bednuesky (Marennes), Festut, Lelouis, Hardy (Rochefort), Limousin, Parronneau, Foucaud (La Rochelle), Lacoste Dulac, Boishellaud, Picard (Saintes), et des conseillers généraux sortants : Parent, Fleuriat-Bellevue, Gilbert, Gordon, Garnier, Dubois, Gorry, Bernard, conforme au procès verbal de tirage au sort du 11 messidor II.

(1) Il n'y a point de paroisse de ce nom dans ces parages.

An 12. — Liste des candidats présentés aux fonctions de membres des conseils généraux et d'arrondissement par les collèges électoraux.

Registre des fonctionnaires de l'ordre administratif du département à la nomination d'un premier consul.

Vendémiaire 12. — Correspondance relative à un conflit de préséance entre le maire et le tribunal de Jonzac.

Prairial 12. — Correspondance relative à un conflit de préséance entre le sous-préfet et la municipalité de Marennes.

Nivose 12. — Correspondance relative à un conflit de préséance entre le vicaire général et le tribunal de La Rochelle.

14 pluviôse 13. — Arrêté nommant membres du conseil de préfecture MM. Eschasseriaux et Desnobles au lieu des sieurs Boichot et Lériget nommés receveurs principaux des droits réunis, dossier relatif à ces nominations.

6 frimaire 13. — Arrêté préfectoral envoyé par Lavialle, conseiller de préfecture, au ministre remplaçant par MM. Texier, Bouscasse, Imbert et Peligneau les sous-préfets de Saint-Jean d'Angély, La Rochelle, Rochefort et Jonzac, appelés à assister au couronnement de l'empereur.

22 thermidor 13. — Lettre de Guillemardet, préfet, demandant une augmentation des frais d'abonnement et une gratification à raison des dépenses extraordinaires auxquelles il a été forcé à raison notamment de la présence du quartier général de l'armée du cantonnement qui était fixé au chef-lieu.

20 vendémiaire 13. — Renseignements sur M. Paul Garreau, maire de La Rochelle, appelé à assister au couronnement de l'empereur.

Mai-août 1809. — Correspondance relative à un conflit de préséance entre le maire et le tribunal de Jonzac.

Oct. 1802-mars 1809. — Plaintes des juges de paix de La Rochelle contre le sous-préfet qui ne les convoque pas aux cérémonies publiques.

20 frimaire 14. — Boichot, conseiller de préfecture, rend compte de ses opérations en l'absence du préfet et signale qu'il a mis en route 526 hommes du 14 au 18 brumaire et 108 le 1^{er} frimaire, soit 634 hommes sur 666 que comprend le contingent; que de plus, 261 hommes des réserves sont en route pour Strasbourg.

Avril-juillet 1806. — Correspondance relative au remplacement du préfet Guillemardet, par Richard, préfet de l'Allier.

1806. — Liste des présidents des assemblées électorales de canton en fonction : Aulnay : Merveilleux ; Saint-Hilaire : Bellet ; Saint-Jean d'Angély : de Bonnegens ; Loulay : Larade ; Matha : Guérin ; Saint-Savinien : Jouneau ; Tonnay-Boutonne : Griffon aîné ; Archiac : Bonneau ; Saint-Genis : Poché-Lafond ; Jonzac : Laverny ; Mirambeau : Mercier père ; Montguyon : Thenard ; Montendre : Mériaud ; Montlieu : Riquet ; Saint-Agnant : Billiotte ; Le Château : Barbier ; Marennes : Fleury ; Saint-Pierre d'Oléron : Rivière ; Royan : Renaud ; La Tremblade : Saulnier-Beaupine ; Aigrefeuille : Admirault ; Rochefort : Hèbre de Saint-Clément ; Surgères : Boutet Destouches ; Tonnay-Charente : Mercier ; Ars : Marcellat ; Courçon : Jalliot père ; La Jarrie : Roy ; Marans : Garos ; Saint-Martin de Ré : Fournier-Desormaux ; La Rochelle est : Bouscasse ; ouest : Fleuriau-Bellevue ; Burie : Arnould ; Cozes : Gaury ; Gemozac : Gautret ; Pons : Laurenceau ; Saint-Porchaire : Deviaud-Fleury ; Saintes, 1^{er} arr. : Faure ; 2^e arr. : Poitevin-Moléon ; Saujon ; Bernard.

1807. — Liste des candidats présentés ; changements proposés : Saint-Hilaire : Carman ; Loulay : Roche ; Matha : Lemoyne ; Tonnay-Boutonne : de Sérigny ; Archiac : Baudry ; Saint-Genis : Moré ; Jonzac : Tardieu-Maleyssie ; Mirambeau : de Lestrangle ; Montguyon : Rattier ; Montendre : de Brosse ; Saint-Agnant : de Condemine ; Marennes : Garesché ; Royan : Le Gentil de Paroy ; La Tremblade : Chartron aîné ; Ars : Foucaud ; Courçon : Admirault ; La Jarrie : Cairon de Merville ; Saint-Martin de Ré : Morgan ; La Rochelle est : De Missy ; Aigrefeuille : Landrieux ; Rochefort : Imbert ; Tonnay-Charente : d'Ardillouze ; Burie : Guilleau de Sersé ; Cozes : Boishellaud ; Gemozac : Mauduit de Kerlivio ; Saint-Porchaire : Gallocheau ; Saintes 1^{er} : Billotte ; Saujon : De Saint-Légier.

Ont été maintenus malgré ces propositions : Bellet à Saint-Hilaire, Larade à Loulay, Bonneau à Archiac, Poché Lafon à Saint-Genis, Laverny à Jonzac, Billiotte à Saint-Agnant, Mériaud à Montendre, Renaud à Royan, Saulnier de Beaupine à La Tremblade, Julliot à Courçon, Roy à La Jarrie, Fournier des Ormeaux à Saint-Martin, Arnould à Burie, Gorry à Cozes, Gautret à Gemozac, Faure à Saintes, M. de Caupenne et non M. de Lestrangle fut nommé à Mirambeau.

16 juillet 1807. — M. Carré de Sainte-Gemme, chef de division à la préfecture, pose sa candidature à la place de secré-

taire général au cas où elle vaquerait par le décès de M. Roy, gravement malade.

1^{er} septembre 1807. — Liste des maires et adjoints à la nomination de l'empereur. Saint-Jean d'Angély : maire, Griffon ; adjoints De Vallois et Jouslain ; Rochefort : maire, Imbert ; adjoints, Thibault et Chessé ; La Rochelle : maire, Garreau ; adjoints, Raoult et Desbois ; Saintes : maire, Poitevin-Moléon ; adjoints, Faure et Fleury.

Liste de candidats ; changements proposés : La Rochelle : Raoult et Hérard, adjoints ; Rochefort : Hèbre, 2^e adjoint ; Saintes : Boyer et Faure, adjoints.

18 décembre 1807. — Proposition de remplacer le sieur Raoult, adjoint à La Rochelle, décédé, par le sieur Coquille-Duvernois.

3 décembre 1807. — Réclamation du maire de Coutant-le-Petit qui n'a pas été consulté sur le choix de son adjoint.

24 décembre 1807. — Etat des maires et adjoints à la nomination du préfet en fonctions, et de ceux qu'il entend nommer. Le remplacement de 104 maires et 93 adjoints est proposé, en général pour cause d'incapacité ou à raison de démissions ou de départs de la commune.

26 décembre 1808. — Procès verbal du tirage au sort des membres sortants des conseils généraux et d'arrondissement et listes des candidats élus par les collèges et proposés par les préfets.

Conseil général ; membres sortants : Bouscasse, Marcellat, Ruamps, Barthélémy, Jouneau, Merveilleux, Matafond, Rondeau, Pelletreau-La-Foy.

Candidats proposés : Pelletreau (Jean-François), Jouneau, Rondeau, Jousseau, Filleau. Deluc, Tardieu Maleyssie, Macarthy.

Conseils d'arrondissement : de Saint-Jean d'Angély, sortants : Huteau, Lair, Penard, Robert.

Candidats : Merveilleux, Mortafond, Dechièvres, Griffon, Cabaud des Nobles.

De Jonzac, sortants : Le Clair, Longuteau, Monsnereau, Robert ; candidats : Séguin, Mersier, Delaage, Moré.

De Marennes, sortants : Bonnefous aîné, Charron père, Gourbeil aîné, Renaud ; candidats : Bonnefous aîné, Caranson, Gauthier, Savatier des Graves.

De Rochefort, sortants : Fouché, Imbert, Pain, Renou ; candidats : Boutet-des Touches, Salbert, Imbert fils, Papin-Geofroy.

De La Rochelle, sortants : Boutiron, Castera, Harouard, Roy de Montroy ; candidats : Cairen-Merville, Bruna, Toutan aîné, Garreau (Paul).

De Saintes, sortants : Dumorisson fils, Faure, Lagarosse, La Martinière ; candidats : Baudry, Boyer, Poitevin, Arnoult.

12 avril 1808. — Lettre du ministre de la police générale critiquant plusieurs nominations de maires faites dans la Charente-Inférieure, signalant que dans l'arrondissement de Saint-Jean d'Angély les émigrés rentrés, quoique paisibles s'isolent entre eux, et que dans les arrondissements de Saintes et Jonzac l'opinion est en général mauvaise, que les prêtres et les émigrés ont une influence qu'il ne faut pas augmenter en confiant des places à ces derniers, et dénonçant notamment les sieurs Maucler maire de Péré, et Dexmier de Saint-Simon, maire de Thaims.

22 avril 1808. — Lettre du préfet Richard, défendant ses choix, assurant qu'il a choisi les hommes les plus intéressés au bon ordre et les plus recommandables comme maires, que si sur 500 maires il y a une quinzaine d'émigrés rentrés, ceux-ci sont sincèrement attachés au gouvernement ; que notamment MM. Maucler et Dexmier de Saint-Simon, qu'il ne faut pas confondre avec son frère, lui sont dévoués, que ces dénonciations sont la conséquence du remplacement d'un certain nombre de maires, rendu nécessaire par l'absolue incapacité de certains, par l'apathie d'autres, et par la mauvaise conduite de certains qui faisaient de leur mairie un objet de spéculation. Les plus grands désordres en résultaient : le braconnage était universel, des bandes d'hommes armés s'y livraient chaque jour, dévastant les propriétés et menaçant souvent ceux qui voulaient les écarter de leurs récoltes. Il n'y avait ni ordre ni police, le vagabondage ne rencontrait aucun obstacle, les déserteurs n'étaient ni recherchés ni inquiétés, on laissait les chemins vicinaux dans l'état le plus affreux.

J. HEURTEL.

III

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite)

1721, 13 mai. — Mariage de Jacques Delataste (1), procureur au présidial, fils de feu Nicolas Delataste, procureur fiscal de Chadenac, et de Marie Mossion, demeurant paroisse Sainte-Colombe, avec Jeanne Adam, fille de feu Michel Adam, juge sénéchal de Pisany, ci-devant procureur au présidial, et de Jeanne Limousin, demeurant paroisse Saint-Maur. Avec le consentement pour J. Delataste : Jacques Delataste, prêtre curé de Saint Martin de Pons, et François Nicolas Delataste, notaire royal, procureur fiscal de la seigneurie de Chadenac frères.

Pour J. Adam ; Jean-Louis Adam, prêtre, conseiller du roi au présidiale et official du diocèse, frère consanguin ; Pierre Adam, prêtre, curé de Saint-Ciers-Champagne, frère germain ; Jacques Limousin, prêtre, curé de Notre-Dame-de Plassay, prieur de Saint-Martin-de-Neuvic, diocèse de Poitiers, et de Sainte-Constance, diocèse de Saintes, oncle maternel ; Jean-Louis Guillot, ancien procureur présidial, et Thérèse Viadel, amis.

(Minutes de MARSAY).

1777. — Jean Delataste, négociant, originaire de Notre-Dame de Jazennes en Saintonge, habitant Saint-Servant près Saint-Malo, logé à l'auberge où pend pour enseigne la *Table royale*, fils de feu Jean Delataste et Sara ou Marie (*sic*) Garnier, héritier pour deux tiers par le décès de Marie Delataste, sa sœur, de Louis Garnier, officier chez le roi, décédé à Versailles en 1776, l'autre tiers appartenant à Anne Paillot, veuve d'un Fourestier de Jonzac.

(Minutes de MAILLET).

1760. — Jean-Jacques de la Taste, conseiller, président élection, Françoise, sa sœur, enfants de Jacques, procureur, et de Jeanne Adam.

1753, 14 février. — Mariage du dit de La Taste avec Catherine Dangibeaud de Rabaine.

(Minutes de SENNÉ).

(1) Toutes ces familles jusqu'au commencement de E, sont ici, c'est-à-dire hors de leur place alphabétique, parce qu'elles ont été oubliées.

1789, 12 juin.— Contrat de mariage de Charles-Alexandre Bidé de Maurville, chevalier, ancien lieutenant de vaisseaux, chevalier de Saint-Louis, demeurant à La Chataigneraie, paroisse de Chaniers, fils de Bernard-Hippolyte Bidé de Maurville, lieutenant général des armées navales, grand-croix de Saint-Louis, et de Marie-Anne-Louise de Brache, avec Eustelle de Lataste, fille de feu Jean-Jacques Delataste, avocat, conseiller du roi, président civil et criminel en l'élection, et de Catherine Dangibaud.

Consentent pour la future : Etienne Dangibaud, du Pouyaud, oncle ; Françoise Lallemand, épouse dudit Dangibaud, conseiller ; Pierre Dangibaud, oncle, chanoine ; Rose Dangibaud, cousine-germaine ; Marie-Suzanne-Françoise-Mélanie-Sophie de Bremond, dame chanoinesse de Saint-Louis de Metz.

(Minutes de BIGOT).

1717, 13 avril. — Testament de Pierre de Lataste (ou Delataste), chirurgien, fils de feu Nicolas de Lataste, procureur fiscal de Chadenac, en faveur de Jacques Delataste, praticien, son frère ; institue héritiers Jacques Delataste, curé de Thenac, François-Nicolas Delataste, notaire royal, Catherine Delataste, ses frères et sœurs.

Même date. — Testament de Jacques Delataste en faveur de son frère Pierre.

(Minutes de MARSAY.)

1756, 24 décembre. — Inventaire de meubles par Jeanne Adam, veuve de Jacques Delataste, procureur, mort le 29 mai 1756.

Mariés par contrat du 13 mai 1721, reçu Marsay.

1553, 5 mars. — Acte passé sous le scel établi à Neuvic. Noble homme François Aysse, écuyer, seigneur de Cougoussac, paroisse de Siecq, y demeurant, vend à Jacques Delatre, écuyer, seigneur de Mallemont et Toucheronde en partie, demeurant audit lieu, paroisse de Macqueville, le droit d'agrier et de terrage sur deux pièces de terre, situées en Macqueville, l'une au lieu appelé Pontafous, l'autre au Cluseau, « tenant d'ung cousté au chemin appellé le chemin verd par lequel on va de Bourchereau au fief de Fouilhaud à main dextre, d'autre coté au sentier que l'on va de la Croix de Langlois audit Fouilhaud, a senestre ».

L'écriture très blanchie ne permet pas de lire le prix.

Fait et passé au lieu de Bouchereau, au logis dudit acqué-

reur, en présence de Aysse (prénom en blanc), écuyer, seigneur de La Chapelle, Guynot Jousmyer, Léonard Guillebaud, dudit Bouchereau.

Insinuée au greffe de Neuvic, le 6 mars 1553.

Signé : ANGIBAUD, greffier.

(Expédition sur parchemin appartenant à M. Reveillaud, à Bouchereau-en-Macqueville (1)).

1691, 6 juin. — François Delaunay, sieur de Lisle Roche, habitant La Chapelle, affermé à Isaac Grenon, maréchal, une maison, paroisse Saint-Michel, confrontant par devant à la rue qui va de dessus les pons au canton des Forges, d'un côté à la rue qui va de la susdite au port Mouclier, de l'autre à la maison de Charles Courage, marchand, d'autre bout à sieur Duval, murailles d'entre Duval et Courage mitoyennes, tenue au devoir de 10 sols à l'hôpital de la Charité et 4 deniers d'anguillage au domaine du roi.

1613, 24 avril. — David Delalion, abbé de Vaux, présente à l'évêque de Saintes Jean Delavigne, chanoine de Saint-Pierre, à la cure d'Arces, vacante par résignation de Léonard de Masguedon.

(Il signe mal).

(Minutes de BERTAULD).

Prise de possession le 21 mai. Le 22 mai de Lavergne afferme à Paquier Lamoureux, sergent du Breuil, une maison où demeure Aymar Belaigne, prêtre, vicaire à Arces.

Le même jour, il afferme Arces pour 3 ans, 300 livres par an. 1613, 15 mai. — Pierre Delavergne, clerc tonsuré, prend possession de la cure de Saint-Pallais-de-Villars.

(Minutes de BERTAULD).

1768, 19 septembre. — Contrat de mariage de Joseph Delerm, docteur en médecine, fils de feu noble Jean Delerm de Costé et de Marianne Marchand, natif de Aiguesvives, juridiction de Saint-Pastour en Agenais, avec Marie-Anne-Angélique Bourgeois, fille de feu Jean Bourgeois, notaire royal, juge de Montierneuf et Saint-Aignant, et de Catherine Favreau.

Consentent pour elle : Jean-Joseph Bourgeois, frère ; Marie, Françoise, Maxime, sœurs. Cette dernière, femme de Pierre

(1) Bien que cet acte ne soit pas une minute, je l'introduis ici, parce que, la minute n'existant plus, cette expédition vaut l'original. Le texte ne mérite pas la peine d'une copie intégrale.

Grabeuil, conseiller, lieutenant de robe longue eaux et forêts, à Rochefort.

1658, 27 septembre. — Léonard Deleschelle, maître chirurgien, demeurant à Boisroche, paroisse de Saint-Bonnet, afferme à Abel Dangirard, marchand à Tonnay-Charente, deux greniers à mettre grain dans une maison du bourg de Saint-Bonnet. 45 livres par an. (Minutes de GILLET).

1607. — L'abbé de Fondouce, avec autorisation du roi, vendit certaines rentes pour payer une taxe de 936 livres : elles furent adjugées à Dominique Dubourg, médecin, le 10 janvier 1578. Peu après Jeanne Baudouin, veuve de Pierre Senné, avocat au présidial, demanda à Dubourg de lui céder certaines portions, il acquiesça, mais le contrat ne put être passé à cause des guerres. Elle mourut. Depuis quelque temps, Helie Regnaud, sieur de Bontiran, juge de Chérac, marié à Jeanne Senné, fille de Jeanne Baudouin, réitère la demande.

(Minutes de MARÉCHAL).

1718. — Marguerite de Lagarde, veuve de François Dubarri, écuyer, seigneur de Puycheny, Chezac, demeurant à Puycheny, paroisse de Champeaux en Périgord. Fille de Thibaud de Lagarde, chevalier, baron de Saint-Angel.

(Minutes de SENNÉ père).

1746, 6 mai. — Allain Thibeau de Fayolle, chevalier, marquis de Fayolle, Saint-Vincent de Cormezac, Bellet, Chantegeline, Le Mas Poitevin, demeurant à La Fayolle, paroisse de Tocane en Périgord, mari de Françoise du Berry de Picheny, vend à Louis Dannis, chevalier, seigneur du Vigneau, La Mothe Meursac, la seigneurie de Chezac, paroisse de Meursac et autre, 23.000 livres. (Minutes de SENNÉ).

1620, 5 novembre. — Françoise Dubois, femme de Daniel Papaud, avocat, déclare « qu'elle a cy-devant fait certain contract consernant la récompense de son jeu de paulme situé en la paroisse de Saint-Vivien, par-devant Foucher, notaire royal, avec Michel Grellaud, marchand, lequel se seroit obligé de promptement obtenir ladicte récompanse ». Grellaud n'a rien fait, et il « est à craindre qu'il ne pouvoit rien faire ». Françoise Dubois va se « transporter en personne vers sa majesté, pour obtenir la récompanse ». Résiliation du contrat.

(Minutes de BERTAULD).

1620, 2 novembre. — Jean Doussin, Raphaël Herpin, sont notaires et sergents royaux à Meursac.

Paul Brejon, notaire royal, est l'un des habitants dudit bourg. Acte relatif au greffe des tailles de la paroisse.

(Minutes de BERTAULD).

1762, 18 octobre. — Contrat de mariage de Jean Erable de Barrière, président de l'Election de Cognac, avec Marie-Anne Brejon, fille de feu Isaac Brejon de Lavergnée, notaire, et de Suzanne Leblanc.

(Minutes de SENNÉ).

1773. — Guillaume Erable, écuyer, conseiller-secrétaire du roi, est mort à Cognac le 20 mars 1768 sans laisser d'enfant.

(Minutes de PASQUIER).

1608, septembre. — François Hervé loue à Jacques Ozias, sieur de Montlabeur, élu, une maison rue Saint-Maur, où habitait feue Madeleine Hervé, veuve de François Eschasseriau, conseiller garde des sceaux au présidial. (Minutes de MARÉCHAL).

1617, 28 décembre. — Testament de Marie Allaire, femme de Daniel Eschasseriaux, notaire, André son fils.

(Minutes de SANSON).

1629, 19 mars. — Daniel Eschasseriaux, sieur du Fiefneuf, vend une pièce de terre, sise au fief des Sables, seigneurie du chapitre.

(Minutes de LIMOUZIN).

1668, 9 août. — Moïse Eschasseriau, sieur du Ramet, paroisse des Gons, afferme à moitié fruits la métairie du Ramet.

(Minutes de MARCOULLIER).

1678, 2 juin. — Contrat de séparation de patrimoine entre Pierre Eschasseriau, sieur des Vallets, et sa femme Elisabeth Thibaud, en raison des pertes éprouvées par Eschasseriau sur les fermes qu'il a faites, « par la cessation de commerce et débit des fruicts ».

(Minutes de GILLET).

1683, 8 août. — Pierre Eschasseriau, sieur des Vallets, mari de Elisabeth Thibaud, père et mère de Elisabeth Eschasseriau, leur fille, donataire de Jeanne Babin, son aïeule, veuve de Luc Thibaud, procureur; location de maison. (Minutes de GILLET).

1684. — Samuel Marot, sieur du Portay, mari de Elisabeth Eschasseriaux.

1684, 1^{er} mars. — Pierre Eschasseriaux, sieur des Vallets, demeurant paroisse des Gonds, met son petit-fils Pierre en

apprentissage chez Paul Brun, chirurgien, pendant deux ans, couché, nourri, blanchi, pour 200 livres. (Minutes de GILLET).

1688. — Anne Ponvert, femme de Moïse Eschasseriau, sieur du Ramet.

1693, 16 janvier. — Charles Eschasseriaux, sieur du Ramet, avocat, demeurant à Saintes, paroisse Saint-Maur, mari de Marguerite Mercier; André Mercier, sieur du Pin, demeurant à Saint-Bris des Bois, disent qu'en qualité d'héritiers de feu Thomas Mercier, procureur au présidial, ils possèdent par moitié une maison en cette ville. rue des Prisons, seigneurie des Arennes, chargée d'une rente seconde de 25 sols par an, de 30 sols à la cure de Saint-Pierre, et outre la rente seigneuriale au prieur des Arennes, l'ayant voulue partager, elle a été jugée indivisible. Eschasseriau l'achète 200 livres.

(Minutes de MARCOULLIER).

1693. — Charles Echasseriau, sieur du Ramet, avocat; Marguerite Chabanier ou Chabasnier, veuve de Thomas Mercier, procureur au présidial, sa belle-mère.

(Minutes de MARÉCHAL).

1693. — Charles Eschasseriau, sieur du Petit-Pré, demeurant aux Tilleuls, paroisse des Gonds.

1697. — Elisabeth Thibaud, veuve de Pierre Eschasseriau, sieur des Vallets, mère de Pierre Eschasseriau, chirurgien aux Gonds.

1699, 5 juillet. — Vente du Ramet, paroisse des Gonds, par Charles Eschasseriau, sieur du Ramet, à Henri de La Vacherie, sieur du Pignan.

(Minutes de FEUILLETEAU).

1701. — Charles Eschasseriau, sieur du Ramet, avocat, frère de Charles Eschasseriau, demeurant à Saint-Bris-des-Bois.

1708. — Charles Eschasseriau, sieur du Ramet.

1726, 4 septembre. — Jean Constantin, procureur syndic de l'hôtel de ville à Saintes, en conséquence de la délibération du corps de ville du 30 août dernier, arrente à Marguerite Mercier, veuve de Charles Eschasseriau, sieur du Ramet, avocat, demeurant paroisse Sainte-Colombe, un emplacement vide de douze pieds de large à prendre auprès et dans l'alignement de sa maison, du côté du levant, 40 sols de rente.

1732, 14 janvier. — Testament de Jeanne Bourdois, veuve de Pierre Eschasseriau, chirurgien, François et Pierre leurs enfants.

(Minutes de MARSAY).

1740. — Anne Eschasseriau, veuve de Louis Lefrançois, sieur de Chamblé, conseiller au présidial.

1752, 27 février. — Mariage de Pierre Eschasseriau, bourgeois, fils de feu Pierre, ancien chirurgien-major d'infanterie, et Jeanne Bourdois, avec Françoise Rigollet, fille de Joseph, marchand à Chalon-sur-Saône, et de Jeanne Chenier; elle demeure aux N.-D. paroisse Saint-Palais. Pour elle, Louis Rigollet, oncle, intendant de l'abbesse.

1675, 22 juin. — Marie Esnard, femme de Antoine Bonnau-din, avocat en la cour, étant enceinte, fait testament. Signent : Jacques Desvignes, avocat, et Samuel Veyrel, maître apoticaire.
(Minutes d'ARNAUD).

1635. — Françoise Esnau, veuve de Jacques Papaud; Charlotte de Lartigue, fille de Marie Esnau. (Minutes de DESMIER).

1663. — Madeleine Choloux, veuve de Guillaume Esnau, magistrat.

1664, 24 novembre. — Mariage de Paul Isle, fils de Jean et de Léa de Bessay, avec Madeleine Esnau, fille de feu Guillaume Esneau et de Madeleine Choloux. (Minutes de GILLET).

1666. — Demoiselle Choloux, veuve de Guillaume Esneau, conseiller au présidial; feu Guillaume Esneau, sieur de La Clisse, son frère, marié à Judic Jallais. (Minutes de RICHARD).

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

Mercure de France, 1^{er} août 1913. *Une élève de Delacroix. M^{me} Rang-Babut.* — M. William Romieux résume sa brochure, profite de l'article sur ce même sujet paru dans la *Revue*, et n'ajoute rien aux détails biographiques connus.

Il publie deux lettres de Delacroix à M^{me} Rang (1844-1849).

Revue pratique d'Apologétique du 15 juillet 1914. *Brouage et ses martyrs*, par Gabriel Aubray.

On sait que Mgr Eyssautier a inauguré dernièrement à Brûlage une petite chapelle dans une casemate des remparts

formant grotte, où, dit-on, les prêtres internés en 1795 auraient offert le saint sacrifice de la messe. M. G. Aubray a des doutes à son sujet, mais il estime que « l'on a bien fait, Brouage étant avec l'île d'Aix et l'île Madame, une des grandes stations douloureuses du calvaire des déportés de la Terreur, de marquer celle-ci pour les pèlerinages futurs..... Brouage est un décor merveilleux comme fait exprès pour encadrer de la gloire triste.... »

Suit un tableau largement brossé de l'histoire « des prisons » de Brouage.

Magasin Pittoresque, 1^{er} juin 1914. *Amulettes et Portebonheur*, par M. Gaston Régelsperger, à propos d'une carte de souhaits composée par M^{me} Flobert qui a dessiné autour d'une poupée les douze grisgris qui jouissent de la plus haute réputation : fer à cheval, trèfle, araignée, chiffre 13, éléphant, etc.

Mémoire de la Société historique et scientifique des Deux-Sèvres, 1913.

Inventaire des sceaux matrices du musée de Niort, par M. S. G. Girard.

N° 16. S. I P'ORIS .S. EGIDI D' SUR.

Sceau de Jean, prieur de Saint-Gille de Surgères.

N° 68. Sceau de la cour des Aides de La Rochelle.

N° 93. Gardes nationales de la Charente-Inférieure (XIX^e siècle).

Monographie de la commune de La Mothe Saint-Héray, par le Dr Prouhet.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, 1914. *Une aventure de jeunesse du général Fournier-Sarlovèze (1802-1805)*, lequel fut nommé adjudant-commandant à La Rochelle le 13 mars 1805.

TABLE DES MATIÈRES

Actes de la Société : Assemblée, 1, 69 ; — Admissions, 69, 129 ; — Séance du bureau, 261 ; — Protestation de la Société, 261 ; — Budget, 70 ; — Subvention accordée à la Société, 129.

Acquisitions nouvelles à la Bibliothèque nationale, 130.

Anthologie saintongeaise et aunisienne (concours), 1.

Artillerie, 246.

Bibliographie, 194.

Biographies : des capitaines employés dans les États militaires, 165 et s. ; — Charrier (Pierre), 239 ; — Fleury, 242 ; — Forget, 243 ; — Gillet (Pierre), 240 ; — Gobeau, 241 ; — Guérin, 52 ; — Limal, 240 ; — Néron, 241 ; — Robert, 240 ; — Salanoue-Ipin, 3 ; — Toussaints, 244.

Châteaux : Rioux, 315.

Concours Viète, 91.

Coutumes saintongaises, 30, 74.

Découvertes à Saint-Seurin-d'Uzet, 263.

Denrées, prix, 15 et s.

Distinctions : Prix de Rome, 197.

DOCUMENTS : *Bénédiction de la cloche de Dompierre*, 111 ; — *Convention relative au traitement des militaires à l'hôpital de Saintes*, 110 ; — *Inventaire des séries départementales des Archives nationales relatives à la Charente-Inférieure*, 112, 316 ; — *Minutes des notaires*, 116, 321.

Ecole, 2.

ÉTAT-CIVIL.

Mariages : Deschamps-Barrion, 3 ; — Inquimbert-Bouyer, 132 ; —

Lacouture - Normand d'Authon, 132 ; — Pelloux-Lapeyre de Belair, 5 ; — Perpigna (de)-Beintey Alvéar (de), 132 ; — Petit-Dières-Montplaisir, 74 ; — Vittu de Kerraoul-Lyautey, 132.

Décès : B. Berton (M^{me}), 73 ; Paul Boilevin, 263 ; — Boissard (Marcel), 5 ; — Chaigneau (Albert), 5 ; — Dufaure (Gabriel), 72 ; — Dutard (M^{me}), 72 ; — Dutard (Emile), 131 ; — Gallidy, 263 ; — Garnier (M^{me}), 132 ; — Goulard (M^{me}), 72 ; — Grandidier (Pierre), 72 ; — Grieu (M^{lle} de), 131 ; — Jaulin du Seutre (M^{me}), 5 ; — Lestranger (comtesse de), 4 ; — Mazel (Pierre), 131 ; — Méthais, abbé, 73 ; — Nicole, député, 5 ; — Salanoue-Ipin, 3 ; — Sorin (M^{me}), 131 ; — Tercinier (M^{me}), 74.

État militaire, 246.

Extraordinaire des guerres, 135.

Gardes d'honneur, 128.

GÉNÉALOGIE : Bisseuil, 55 ; — Bournignon, 264 ; — Charrier, 239 ; — Cothonneau, 179 et s. ; — Fleury, 242 ; — Forget, 243 ; — Gillet (Pierre), 240 ; — Gobeau, 241 ; — Guérin, 52 ; — Hastrel (d'), 251 et s. ; — Lestranger (de), 4 ; — Limal, 240 ; — Néron, 241 ; — Robert, 240 ; — Toussaints, 244.

Intérieur de maison, 96.

Journaux, 2.

LIVRES ET REVUES : *Brouage et ses martyrs*, 327 ; — *Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique*, 127 ; — *de Bruxelles*, 127 ; — *Bulletin de la Société historique et archéologique du*

Périgord, 128, 328 ; — *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, 128 ; — *Une élève de Delacroix* (M^{me} Rang-Babut), 327 ; — *Légendes épiques* de M. Bédier, 63 ; — *Magasin pittoresque*, 328 ; — *Mémoires de Beaulieu-Persac*, 128 ; — *Mercur de France*, 327 ; — *Pays d'Ouest*, 68 ; — *Procès-verbaux des séances de la Société française de numismatique*, 68 ; — *Revue pratique d'apologétique*, 327.
Maisons d'arrêts à Rochefort, 193.
Mariage : Annonce imprimée sur cartes à jouer, 127.
Médecine, médecins, 9, 13.
Mesures de surface (journal), 19, 74.
Monuments commémoratifs : Statue de l'amiral Potier, 71.
Monuments classés, 197.
Monuments historiques : Loi, 75 ; — Architectes des monuments historiques, 2 ; — à La Rochelle, 2 ; — Restauration, 71.
Numismatique, 68.
Passage de princes, 68 ; — de l'empereur d'Autriche, 128.
Patois saintongeais, 131 ; — Concours, 130.
Préhistoire, 68.
QUESTIONS ET RÉPONSES : Pichon Beaupré, 61 ; — Louise Chaigneau, femme Blanqui, 62 ; — Le Père Séraphin, 126.
Régie : Droits réunis, 27.
Rues : Changements de noms à La Rochelle, 2, 3.
Salons, 2, 129.
Siège de La Rochelle, 128.
Sigillographie, 328 ; — Sceau de Jean, prieur de Surgères, 328 ; — des aides de La Rochelle, 328 ; — des gardes nationales de la

Charente-Inférieure, 328.

Tabac, 14.

Vaccin à Saintes, 9.

VARIÉTÉS :

Contribution à l'histoire de l'économie domestique et rurale en Saintonge, 6 ; — *Déportation ecclésiastique à Rochefort*, 35, 100, 186, 211, 279 ; — *Etat militaire de l'Angoumois, Saintonge et Brouage (1598-1683)*, 133 ; — *Fragment d'un récit de voyage en Saintonge*, 200 ; — *Jean Lebas*, 82 ; — *Justices de paix de Saintes*, 52, 108, 239, 273 ; — *Manoir de Millefleurs*, 91, 179, 261 ; — *Mise au point d'une poignée d'erreurs sur François Bourignon*, 264 ; — *Observations sur l'inscription de Jean Lebas*, 89 ; — *Une page d'histoire (Saint-Seurin)*, 48 et s. ; — *Une plantation de vigne en Saintonge au XVII^e siècle (addenda)*, cépages, 57.

Vignes : Façons, 16 et s.

Voyages, 308.

AUTEURS

Atgier, 100, 186 ; — Bouyer (Léon), 88 ; — Dangibeaud (Charles), 54, 63, 91, 126, 127, 327 ; — Guérin (Edmond-Jean), 57, 62, 109, 111, 245, 279 ; — Heurtel (Yves), 111, 116, 320 ; — P. Lemonnier, 48, 107, 193, 239, 308 ; — Pellisson (Marcel), 52 ; — Perrier des Brousses, 63, 273 ; — Sottas (Jules), 179, 251 ; — Vigen (Charles), 49, 60, 75.

GRAVURES

Brouage, 246 ; — Canons, 250.

TABLE ONOMASTIQUE

A

Abadie (d'), sieur de Villeneuve, 146, 152.
 Acarye (Jean), sieur du Bourdet, 144, 147, 150, 153, 157, 160, 164, 165, 168. — (René), 165. — (Louis), 166.
 Adam, 228, 321.
 Admiraud, 115, 318.
 Agonnay (Charente-Inférieure), 309.
 Aigrefeuille (Charente-Inférieure), 113, 318.
 Aiguevives (Lot-et-Garonne), 323.
 Airaud, 116.
 Aisse (François), 322.
 Aiz (île d') (Charente-Inférieure), 47.
 Aligre (d'), 304.
 Alison, 277.
 Allaire, 123, 199, 278, 325.
 Allemand, 304.
 Allenet, médecin, 13, 113, 272.
 Alloue (d'), sieur des Ajots, 146, 166.
 Ambleville (baron d'), gouverneur, 151, 155, 158, 162. Voir Jussac.
 Ancel, 225, 227.
 André, 224.
 Anglais (d'), 146.
 Angoulême (Charente), 52, 102, 127, 142, 151, 154, 158, 162, 194, 202, 243, 246.
 Antezant (Charente-Inférieure), 113.
 Apert, 175.
 Arces (Charente-Inférieure), 323.
 Archiac (Charente-Inférieure), 114, 116, 318.
 Archy (d'), capitaine, 149, 153, 157, 160, 164.
 Ardillouze (d'), 318.
 Ardouin, 114.
 Ardy, 228.
 Arnaud, vicomte d'Aubusson, 122.

Arnault, 111, 277, 318.
 Arnaudeau, 230.
 Arnoult, 320.
 Arondelle, 237.
 Arrion, 303.
 Ars (île de Ré), 116, 202, 318.
 Artier, sieur de Fouquerolle, commandant, 163, 166.
 Arvert (Charente-Inférieure), 114.
 Atgier, docteur, 160, 186.
 Aubigny (d'), 234.
 Aubin-Charron fils, 114, 316.
 Aubray (Gabriel), 327.
 Aubry, 213.
 Audiat, 88.
 Audinet, chirurgien, 188.
 Audouin, 113, 114.
 Aufrédy, 198.
 Auger, 12, 199, 217.
 Augier de la Sausaye, 112.
 Aujard, 302.
 Aulnay (Charente-Inférieure), 113, 127, 318.
 Aurelle (d'), 230.
 Aurion, 302.
 Autefort (d'), 118.
 Authon (baron d'), capitaine, 158.
 Auzanet, 232.
 Avaugour (d'), sieur du Bois de Carguerois, 152.
 Avezou, 113.
 Aylies, président, 54.
 Aymard, 119.

B

Babinot, curé, 187, 199.
 Baignes-Montausier (Charente), 58.
 Baillache, docteur, 68.
 Baillon (de), chapelain, 144, 147, 150.
 Ballanger, 277.
 Baliste, 124, 125.

- Bannassat, 231.
Bànin, 224.
Barberousse, 197.
Barbey, 229.
Barbezieux (Charente), 49, 58, 127.
Barbier, 318.
Barbotin, 244.
Barbraud, meunier, 276.
Bardaije, 236.
Bardinet, 236.
Barnon, 211, 242.
Barnouille, 232.
Baron, 234, 277.
Barraud, 116, 274, 282.
Barré, 276.
Barrère, 223.
Barrières (des), contrôleur, 126, 157, 159, 161, 162, 163, 165.
Barthélemy, 113, 319.
Bascle, 114, 231.
Bassompierre, 50.
Batailler, 225, 228.
Batut, 303.
Baudet, 227.
Baucaumont, curé, 38.
Baudin, 93.
Haudouin (Jeanne), 304, 324.
Baudry, 112, 211, 318, 320.
Bauret, 278.
Bauquet, 230.
Bazas (Gironde), 117.
Beaudouin, 126.
Beaufort (de), seigneur de Signac, 118.
Beauharnais (de), 255, 256, 257, 260.
Beaulieu-Persac, capitaine de vaisseau, 128.
Beaumont, seigneur de Lauron, 119.
Beaure, 211.
Bebric, 232.
Béchet, 10, 11, 12 et s., 110.
Bédier, 63.
Bednarsky, 114, 316.
Bégon, 70, 110, 111.
Reguignot, 225.
Béguinot, 227.
Belaigne, vicaire, 323.
Belcier, 165.
Bellet, 318.
Bellivot, 300.
Bellou, 241.
Belluteau (Georges), 130.
Benoit, 156, 215.
Benon (Charente-Inférieure), 113.
Béon-Massés, 166.
Beraud, garde des sceaux, 116, 119, 231. — prêtre, 101.
Bernard, 113, 159, 187, 215, 225, 229, 230, 233, 300, 316, 318.
Bergier, 113, 114.
Bernardin, sieur de Mesvy, sergent-major, 164.
Berneuil (Charente-Inférieure), 55.
Berthier, 300.
Berton, 73.
Bertramet, ingénieur, 155.
Bertrand, 197, 278.
Bertus, 119.
Besse, 240.
Besson, 300.
Bestrier, capucin, 186.
Beurivé, 241.
Bibard, 199.
Bidé de Maurville, 322.
Bieufort (de), sieur de Bordies, capitaine, 142, 145, 148, 150, 154.
Bignon, 72.
Bigot, capucin, 186. — curé, 186, 240.
Billocque, 230.
Billiotte, 113, 318.
Billon, 114.
Bisseuil, 55.
Blanqui, 62.
Blanvillain, meunier, 277.
Blanzac (Charente), 56, 113.
Blénac (Charente-Inférieure), 210.
Blénac, 315.
Blondelay, 301.
Bohe-Moreau, 112, 115, 242.
Bodeo (Côtes-du-Nord), 300.
Boichot, 112, 113, 317.
Boilevin (Paul), 263.
Bois (Charente-Inférieure), 4, 5, 182, 183, 184.
Boisbellaud, 114, 115, 116, 316, 318.
Boisnard, 5.
Boisseau, sieur de la Barrauderie, sergent-major, 156, 159, 163, 167.
Boiteau, contrôleur, 144.
Bon, 244.
Bonhomme-Forestier, 226.
Bonnaud (ou Bonneau), 245, 318.
Bonnaudin, 327.
Bonnefont, prêtre, 101.
Bonnefous aîné, 114, 319.
Bonnefoy (de), seigneur de Brétauville, gouverneur, 143, 146, 167.
Bonnegens d'Aumont, 116. — des Hermitans, 113.
Bonnet, 101, 230, 232, 237.
Bonnonnois (de), 143, 146, 149.
Bonpland, 198.

Bordeaux (Gironde), 35, 67, 83 et s., 207.
Borel, 233.
Bordin, 227.
Bouchereau, en Macqueville, 322.
Bouffard, 224.
Bougarel, prêtre, 101.
Bouillaud, 243.
Bouissere, 112, 115.
Bouju, 217.
Boulhiagues (de), sergent, 142.
Bouloing, 300.
Bourdet, 230.
Bourdois, 326.
Bourdon, 227.
Bourgault, 300.
Bourgeois (famille), 323.
Bourignon-Bourguignon, 243, 264 et s.
Boursonval (de), sergent-major, 149, 153, 167.
Bouscasse, 113, 317, 318, 319.
Boutet, curé, 186.
Boutet-Destouches, 318, 320.
Boutiron, 320.
Boutoute, prêtre, 101, 231.
Bouvier, 115.
Bouyer, 88, 89, 132, 194, 199, 245.
Boyer, 319, 320.
Brache (de), 322.
Braud, sieur du Breil, 119, 120.
Bréau, greffier du prévôt, 144, 147.
 — chirurgien, 157, 160.
Brejon de La Martinière, 61. — notaire, 324.
Brémond (Josias de), sieur d'Ars, capitaine, 111, 142, 145, 148, 150, 154, 158, 162, 168 — (Philippe), sieur de Serré, capitaine, 142, 145, 148, 151, 154, 168.
Brétinaud (de), 48, 47.
Breton, 227.
Breuil (du), contrôleur, 156. — capitaine, 155.
Breuil de Beauvais (Charente-Inférieure), 113.
Breuillet (Charente-Inférieure), 197.
Briaud, 61, 114, 301, 316.
Bridier, 242.
Brillouin, 112.
Brin, 230.
Briquemaute (de), capitaine, 158.
Brisard, 220.
Brisson ou Brizon, 124.
Brissonneau, 242.
Brizambourg (Charente-Inférieure), 113.

Brochard, 278.
Brossac (Charente), 58.
Brosse (de), 318.
Brouage (Charente-Inférieure), 117, 128, 133 et s., 204, 205, 209, 210, 246, 248, 327.
Bru, 227.
Brudieu, 218.
Brûlé, 10, 13.
Brulon, 215.
Brun, chirurgien, 326.
Bruna, 320.
Bruneau, 252, 255.
Bruno, 252, 253, 260.
Bruno d'Hastrel, capitaine, 185.
Brunet, 242.
Bruslé, 242, 304.
Brutails, 67, 83, 84.
Bucquet, 228.
Bureau, 236, 243.
Burie (Charente-Inférieure), 274, 318.
Bussac (Charente-Inférieure), 51, 121.
Busseau, 114.
Buthaut, 197.

C

Cabaud des Nobles, 317, 319.
Cadot d'Argeneuil, 255.
Caillaud, 278.
Caillé, 278.
Cairon de Merville, 318, 320.
Cajan, 300.
Calorguen (Côtes-du-Nord), 300.
Callais, sergent-major, 143, 146, 149, 152, 155.
Candé, château, 309.
Candelay (de), sieur de Favières, gouverneur, 143, 168.
Capdeville, 9.
Car, 230.
Caranson, 319.
Carbonel, évêque, 50.
Carman, 318.
Carré de Sainte-Gemme, 318.
Carrouge, 118, 120.
Cartier, trésorier, 161-165, 274.
Casanave, 3.
Cassis, 243.
Castéra, 113, 320.
Gaules (de), dit Pompris, canonnier, 164.
Caullu, 228.
Caupenne (de), 318.
Causse, prêtre, 101.
Cauvin, 227.

- Cayx, curé, 51.
Cazenave 220.
Céron, prêtre, 101.
Certany (Antoine), contrôleur, 144, 145, 148, 150, 152, 153, 154, 156, 157, 159, 161, 163, 165. — (Pierre), 152.
Céruyet, commissaire, 152, 156.
Chaban (de), seigneur de Croix-Chapeau, 186, 251, 255, 260.
Chabanier, 326.
Chadenac (Charente-Inférieure), 322.
Chaigneau, 5, 62.
Chaillevette (Charente-Inférieure), 207.
Chaillot, 111.
Chalais (Charente), 54, 58.
Chamblet, 226.
Champagne Mouton (Charente), 108.
Chancel (de), 200.
Chaniers (Charente-Inférieure), 10, 61, 114, 123, 274.
Chappate, 190, 191.
Chapelle-des-Pots (La) (Charente-Inférieure), 277.
Chappatte, 212, 220, 234.
Chapuis, 115.
Chapus (Charente-Inférieure), 209.
Charbonnier, 303.
Chardon, dit Lespine, sergent, 156.
Charles, 101, 226.
Charpentier, 277.
Charrier, 113, 131, 239, 278.
Charron, 113, 114, 156, 318, 319.
Chartuzac (Charente-Inférieure), 187.
Chasseloup-Laubat (de), 127, 243.
Chassériaud, 277.
Châteauneuf, curé, 51.
Châteauneuf-sur-Charente (Charente), 56.
Châtelailon (Charente-Inférieure), 202.
Chatelier (Jules), 69.
Chauffeur, 304.
Chaumont (de), capitaine, 161.
Chauvet, 68, 114.
Chauvigny, 231.
Chauvin, potier, 277, 278, 302.
Chaux (Charente), 58.
Chemeraud, 123.
Chemineau, marchand, 184. — baron, 52, 53.
Chenu, sergent-major, 155.
Chérac (Charente-Inférieure), 58, 324.
Chermignac (Charente-Inférieure), 276.
Chernay (du), chirurgien, 164.
Chesnier du Chesne, 61, 129.
Chessé, 319.
Chevalier, 107, 239.
Chevanceaux (Charente-Inférieure), 4.
Chevery, 114.
Chevallard, 190, 218, 219, 223, 234-238.
Cheyk, 302.
Cheyrour, 233.
Chezac, paroisse de Meursac, 324.
Chièvres (de), 319.
Choloux, 327.
Cholu, 231.
Chotard, 121.
Chouvigné, prêtre, 101.
Cirey, 301.
Civadier, 272.
Claveau, 115.
Claveleau, 112, 113.
Clément, 304.
Clérot, 230.
Cochon-Duvivier, 112, 116.
Cognac (Charente), 28, 101, 109, 142, 151-155, 162, 205, 247.
Cognac, buissier, 107.
Collas, 302.
Collinet, 303.
Collo, archer, 144, 147.
Colober, 215.
Combes, 131.
Comminge (de), 144, 147, 149, 150, 153, 156, 157, 160, 164, 168, 169.
Compagnon, 275.
Condemine (de), 318.
Coquille, 113, 115.
Coquille-Duvernois, 319.
Corbet, 232.
Corbinaud, 277.
Corbon, capitaine, 155.
Cordier, 198, 303.
Corlay, 300.
Cornette, 230, 227.
Coste, 231.
Cothonneau, 179 et s., 251, 255-260.
Cotlas, 228.
Coularde (La) (Charente-Inférieure), 202.
Coudert, 226.
Coudryeau, chirurgien, 155.
Cougoussac, paroisse de Siecq (Charente), 322.
Courage, 323.
Couraud, 279.
Courbin, 303.

Courbon (de), 125.
Courçon (Charente-Inférieure), 113, 318.
Courcours (Charente - Inférieure), 117, 276.
Courteault, 67.
Coutant - le - Petit (Charente - Inférieure), 319.
Coutelet, 228.
Couturier, 242.
Coux (Charente-Inférieure), 187.
Coyard, 71.
Cozes (Charente - Inférieure), 114, 116, 244, 318.
Cram-Chaban (Charente-Inférieure), 113.
Cramouzeaud, 232.
Crazannes (Charente - Inférieure), 117.
Crepin, frère lai, 187.
Crespin, 293.
Croix (de la), sieur de Bertinières, 165.
Cunay, 304.

D

Dalidet, 240.
Dalvert, 207.
Dalvy, 123.
Dangibeaud, 6 et s., 63, 68, 74, 91, 121, 126. — (Catherine), 321.
Dangirard, 324.
Daniou, capitaine, 155.
Dannepont, 275.
Dardant, 233.
Darde, charron, 164.
Dardonneau, 232.
Dartensac, 236.
Daubonneau, médecin, 13.
Daunis, 324.
Daussoye, 113.
Davaux, 302.
Davergne, 226.
David, 190.
Davril, 276.
Debets, 228.
Debelair, 233.
Déboula, 113.
Decluni, prêtre, 101.
Defenieux, 226.
Delsage, 319.
Delahaye, 229.
Delalion, abbé, 323.
Delatre, écuyer, 322.
Delarue, 227.
Delaunay, 323.

Delavaud, 70.
Delerm, médecin, 323.
Deleschelle, chirurgien, 324.
Delessan, contrôleur, 145.
Delille, 113.
Delisle, maire, 224.
Delphieux, 303.
Deluc, 319.
Demissy, 111, 114, 222, 237, 287.
Denis, trésorier, 154-165.
Deplais, commis, sieur de la Vallière, 149.
Depont, prêtre, 101.
Déroulède, 198.
Deruault, curé, 183.
Desbois, 114, 319.
Desbrosses, 116.
Deschamps, juge, 5.
Descoffres, docteur, 56.
Desgraves, 112.
Desmier, sieur du Roc, sergent-major, 143-168.
Deufer, 115.
Deveaux, 304.
Deviaud-Fleury, 318.
Dexmier, 123, 124.
Dexmier-de Saint-Simon, 320.
Dhérat, prêtre, 101, 231.
Dhoste, 112.
Deschamps, 228, 229.
Desrit du Teil, 231.
Deverne, 211.
Dières-Montplaisir, 74.
Diville, 228.
Dolus (Charente-Inférieure), 208.
Dompierrre-sur-Charente (Charente-Inférieure), 111, 114.
Dorninguez, 199.
Dorat (Le) (Haute-Vienne), 237.
Dorin, sergent-major, 143-169.
Doussin, sieur de la Guichardièrre, 123, 325.
Douvreur, prêtre, 101, 232.
Doy (du), canonier, 162.
Draud, seigneur de Villeneuve, 125.
Dubarri, du Barry, 101, 231, 324.
Dubois, 113, 114, 146, 149, 229, 243, 316, 324.
Dubost, 101, 232.
Dubouchet, 117, 119, 120.
Dubourg, 58, 117, 119, 324.
Dubreuil, 158.
Duchaine, 241.
Ducroux, prêtre, 101, 232.
Dufaure (Gabriel), 72, 244.
Dufour, 303.

Dufresne, 113.
Dugas, 115.
Dugué, 114, 275.
Dujardin, commissaire, 156, 158, 159.
Dumas, docteur en médecine, 109.
Dumesnil, 118.
Dumont, général, 92.
Dumonteil, 225.
Dumorisson fils, 115, 320.
Dupas Morel, 230.
Dupinier, 112.
Duplessi, 302.
Dupont, texier en toile, 116, 231.
Dupont de la Salle, 116.
Dupuis, trésorier, 150, 229.
Dupuy, sieur de Lespine, 116.
Dupuyroussel, sieur de la Guéronnière, 117.
Durand, prêtre, 101, 231.
Durangeon, prêtre, 101, 233.
Dure (de la), capitaine, 155.
Durefort (de), marquis de Civrac, 117.
Duret, 112, 274.
Dussault, conseiller, 117 et s.
Dussoubs, 233.
Dutard (Emile), 72, 131.
Duval, conseiller, 119, 123-126, 225, 227.
Duverdiér, seigneur de Saint-Vadier, 126.

E

Echillais (Charente-Inférieure), 211.
Ecolle, 278.
Ecoyeux (Charente-Inférieure), 114.
Ecurat (Charente-Inférieure), 124.
Elby, 304.
Emery, 244.
Emont, 102.
Enfer (d'), 113.
Erable de Barrière, 325.
Errard, 249.
Eschasseriaux (famille), 115, 317, 325 et s.
Escuras (d'), capitaine, 151, 155, 159.
Eslan, chapelain, 162.
Esnard, 327.
Esnau, 327.
Expieumont (d'), sieur de Colombières, gouverneur, 142-154.
Espinay-Saint-Luc (Thimoléon (d')), lieutenant général, 144-169. — (Charles), 144-169. — (François), 150, 169. — (Claude), 170.

Esprit, garde des vivres, 163.
Essards (Les) (Charente-Inférieure), 68.
Estelan (comte de), 161, 170.
Etyre (d'), 302.
Eveillé, 199.
Even, 299.
Evran (Côtes-du-Nord), 300.
Expert, sieur de Bertrand, capitaine, 154.
Eyssautier, évêque, 48.

F

Fabert, sieur du Moulin, commissaire d'artillerie, 154.
Fabre, 227.
Fabry, 133 et s., 164.
Fagnard (Le), près Saintes, 7.
Fallières, président de la République, 53.
Fallot, 32.
Falmote La Morelie, 226.
Fauconnier, 72.
Fault, 233.
Fauquenberge, 228.
Faure, 114, 211, 215, 276, 302, 318, 319, 320.
Faurès, 113, 114.
Faurie, 113, 115.
Faverge, 231.
Favre, 307.
Favreau, sieur d'Espuelles, 126.
Fayolle (de), 324.
Fenioux, 112.
Fercoq, 300.
Fèrey, 230.
Ferrant, 124.
Ferron (de), seigneur de Carbonnieux, 121, 122, 123.
Ferry, 301.
Festut, 316.
Février, 242, 274.
Filleau, 319.
Fillonneau, 112.
Fléau, sergent, 149.
Fleuriau-Bellevue (de), 113, 115, 316, 318.
Fleuriche, 304.
Fleury, 113, 114, 242, 243, 244, 318, 319.
Flornoy, 116.
Fondouce, abbaye, commune de Saint-Cézaire (Charente-Inférieure), 324.
Fonrémis (de), 71.

Fontaine, 111, 230, 277, 278.
Fontaine-Chalandray (Charente-Inférieure), 113.
Fontcouverte (Charente-Inférieure), 277.
 Fontenau, 232.
 Fontenay, 228.
Fontenay-le-Comte (Vendée), 71.
 Forest, contrôleur, 147, 149.
Forges (Charente-Inférieure), 116.
 Forget, 243, 244, 245.
 Formel, prêtre, 101.
 Formey, 231.
 Fort (Gustave), 69.
 Fortin, 227.
 Fottrau, 229.
 Foucaud, 113, 116, 278, 316, 318.
 Fouché, 115.
 Foucher, 320.
 Fougeré, 112.
 Fougères (Hiérôme), 116.
 Fouqueras, 197.
Fouras (Charente-Inférieure), 74, 201, 203.
 Foutestier, 321.
 Fourguignon, 303.
 Fournier, commissaire, 156.
 Fournier-Desormaux, 318.
 Fournier-Sarlovèze, général, 328.
 Fourré, 283.
 Foville (de), 250.
 Fourré, sieur de Beaulieu, lieutenant de roi, 146-170.
 François, 112, 114, 115, 227, 301.
 Franchar, 125.
 Fradin, 279.
 Fremiot, 302, 303.
 Frenaud, sieur des Loges, 116.
 Frenaud, 241.
 Frère, 229.
 Frouin, curé, 187.
 Fressenge, 223.
 Fuot (de), contrôleur, 147-156.

G

Gabilhaud, 233.
Gabillou (Dordogne), 118.
 Gaignère (de la), archer, 144, 147.
 Gaillard, 241.
 Galard (de), sieur de Béarn, commandant, 149, 170.
 Gallet, écuyer, 123.
 Galliot, 90.
 Gallocheau, 318.
 Gallois (de), capitaine, 156.

Gallidy, 263.
 Galochaux, 116.
 Gambier, 71.
 Gardie, 215.
 Gareau, 113.
 Garesché, 102, 113, 318.
 Garnier, 39, 113, 114, 132, 304, 316, 321.
 Garos, 318.
 Garraud, capitaine, 119.
 Garreau, 241, 317, 319, 320.
 Gaudin, 112, 113, 114.
 Gaudriaud, 295, 299.
 Gaury, 113, 318.
 Gauthier, 115, 319.
 Gautret, 114, 318.
 Geac (de), 127.
 Geay, notaire, 123.
 Gelineau, 277.
Gemozac (Charente-Inférieure), 112, 318.
 Genet, 29.
 Geneuil, curé, 114, 187.
Genouillé (Charente-Inférieure), 113.
 Gentilhomme, 43.
 Gentrac, 227.
 Geoffroy, 244.
 Georget, 303.
 Gérard, 226.
 Germain, 73, 279.
 Gibert, enseigne, 153, 192.
 Gilbert, 215, 302, 305, 316.
 Gilbert Desobineau, 113.
 Gilbon de Maisonneuve, 252.
 Gillet, 240, 276.
 Girard, 301.
 Girault, lieutenant, 152.
 Giret, 237.
 Giriél, 225, 227.
 Girles, 227.
Glomel (Côtes-du-Nord), 300.
 Gobeau, 241, 243, 244.
 Godard, 228.
 Goguet, 116.
 Gombaudo (de), 126. — marchand, 117.
Gonds (Les) (Charente-Inférieure), 118, 277.
 Gordon, 113, 316.
 Gorry, 316.
 Gosset, 232.
 Gouin, garde des vivres, 160.
 Goulard, 72.
 Gourbeil, 115, 319.
 Gourdin, 278.
 Gourdon, avocat, 118.

Gourgues (de), 263.
Goust (du) ou de Goth, sieur de Saint-Aignan, capitaine, 142-171.
Graffart, trésorier, 145, 148.
Grailliot, prêtre, 101, 231.
Grandidier, 72.
Grangier, 232.
Granier, 114, 115, 240.
Grateloup, 236, 293.
Gravier, prêtre, 101, 231.
Gravouille, 237.
Gréard, capucin, 44, 187.
Grégoireau, 119.
Greische (de), 301.
Grelaud, 324.
Grézac (Charente-Inférieure), 73.
Grieu (de), 131.
Griffon, 116, 318, 319.
Grimault, 229.
Grimouard (de), amiral, 39, 218.
Grisson, 302.
Grizet, architecte, 2.
Grollaud, 239.
Grosset, commissaire des guerres, 162-165.
Gua (*Le*) (Charente-Inférieure), 186.
Gua (du), sieur des Monts, 151-152, 155, 171.
Guenebault, commissaire, 165.
Guenon, seigneur de Brives, 123, 125.
Guérout, 230, 232, 237.
Guérin (Edmond Jean), juge, 52 et s., 68, 70, 108, 109, 230, 245, 277, 279, 318. — abbé, 195.
Guérin (de), conseiller, 119.
Guesnet, 226.
Guesdon, prêtre, 101.
Gueston, 231.
Gucz, trésorier, 145-157.
Guezno, 219.
Guibert, 225, 293.
Guibourgère (de la), évêque, 49.
Guichard, 225, 227, 274, 276.
Guignet, 230.
Guignier, 230.
Guilleau de Sersé, 318.
Guillemardet, préfet, 115, 317.
Guillen, sieur de Pithon, sergent-major, 154-162.
Guillet, 73, 116.
Guillot, sieur des Marrois, 159, 232.
Guillotin, 112.
Guindet, 2.
Guinot, sieur de Beaupréau, sergent-major, 162, 174.
Guisot, 224.

Guillon, 279.
Gurat (Charente), 198.
Guyet, 114.
Guyot, garde des vivres, 152, 162.

H

Haraud, prêtre, 401.
Hardi, principal de collège, 111.
Hardy, 113, 316.
Harouard, 114, 320.
Hastrel de la Chabossière, 251, 252, 253-260.
Hateau fils, 113.
Héard, 112, 274.
Hebre de Saint-Clément, 113, 318, 369.
Hennequet, 227.
Hennessy, 28.
Henon-Saint-Tréphine (Côtes-du-Nord), 300.
Henry, 304.
Hépaut, 293.
Hérard, 319.
Héricourt (de), sieur de Gourceville, 145-172.
Herpin, 325.
Hersé (de), sieur de Luicère, 168.
Hervé, 215, 300, 325.
Hervoit, 225.
Heudebert, 230.
Heurtel (Yves), 111, 116, 243, 320.
Hidou, 230.
Hilairét (Geneviève), 267. — (Pierre), 111.
Hilgert, 302.
Hillièrre (de la), capitaine, 142-172.
Honfleur (Calvados), 237.
Houlbrèque, 230.
Huas, prêtre, 297.
Huby, 232.
Hugues, 218, 221, 223.
Huguét, 235.
Humier (Pierre), 271.
Hunot, 302.
Huon, conseiller, 120.
Huppy, 233.
Huteau, 319.
Huvet, 73, 240.

I-J-K

Imbert, prêtre, 101, 113.
Imbert, 231, 317-329.
Inquimbent, 132, 199.
Isle, 327.

Jalliot, 318.
 Jamet, commissaire, 164, 165.
Jazennes (Charente-Inférieure), 321.
 Jean, 114, 130, 304.
 Jeannet, 302.
 Jenot, 304.
 Jobier, prêtre, 101, 232.
 Joli, 302, 304.
 Jolly, sieur des Monards, 119.
Jonzac (Charente-Inférieure), 54,
 112, 113, 114, 116, 120, 186, 317,
 318, 320.
 Jouan, 49.
 Jouanneau, 113.
 Joubert, 233.
 Jouchade, 214.
 Joudioux, 231; — prêtre, 101.
 Jouffret, 232.
 Jouneau, 318, 319.
 Jourgnac (Petinaud de), 283.
 Jouslain, 319.
 Jousseau, 319.
 Juglard (du), prévôt des baudes,
 160, 164.
 Julien, 278, 300.
 Jumeau Soudiau, 303.
 Juquante, 228-229.
 Juredieu, juge de paix, 54.
 Jussac (de), sieur d'Ambleville,
 142-172.
 Kleck, 302.

L

Labarre, 275.
 Labbé, 277.
 Labelle, 229.
 Labiche, 226, 232.
 La Blachière (de la), sieur de Cou-
 tiers, 118.
 La Boissière, 226.
La Bourgetrie, près Cognac, 41,
 18, 20.
 Labrouh-Laborderie, 225, 302.
 La Brunetière (de), 125.
La Châtaigneraie, en Chaniers, 322.
 Lacheurié, 243.
La Claire, prieuré, 91.
La Clisse (Charente-Inférieure), 327.
 Lacoste-Dulac, 114, 115, 116, 316.
La Couarde (Charente-Inférieure),
 113.
 La Cour (de), seigneur de Marignac,
 120.
 La Crote de Saint-Abre, 117.

Lafaye, 241.
 Lafenestre, 116.
 Laferrière, 240.
La Flotte (Charente-Inférieure), 201.
 Lafont, 226.
 Laforgue, frère lai, 187.
 Lagarde (de), 324.
 Lagarosse, 114, 320.
 Lage, canonnier, 162.
Lagord (Charente-Inférieure), 113.
 Lagrange, 200, 226, 302.
 Lagravière, 303.
 Laignelot, 39, 42 et s., 221.
 Lair, 114, 319.
La Jarrie (Charente-Inférieure), 318.
La Laigne (Charente-Inférieure),
 115.
La Jard (Charente-Inférieure), 61.
 La Locherie, 226.
 Lalouelle, 232.
 Laly, 213, 220, 234, 307.
 Lamarade, 225.
 Lamarque, curé, 187.
 La Martinière, 114, 320.
Lamballe (Côtes-du-Nord), 300.
 Lambert, 162, 302.
 Lamoire, 302.
 La Morelic-Puyredon, 226, 233.
La Mothe (commune de Meursac),
 122.
 Lamoureux, sergent, 323.
 Landerneau, 228, 230.
 Landreau (Marie), 265.
 Landrieux, 116, 318.
 Langlois, 230.
 La Pagerie (de), 256-257.
 La Paire du Prés, 230.
 Lapeyre de Bellair, 5.
 La Peyrière, 211, 241.
 Laplace, prêtre, 101, 231.
 Lapouge, chanoine, 51.
 Lariade, 113, 116, 316.
 Larcher, 227.
 Larbepinet, 304.
La Rochelle (Charente-Inférieure),
 1, 39, 49, 68, 71, 112, 116, 117,
 196, 200-260, 287, 317, 318, 319.
 La Romagère, prêtre, 101.
 La Roncière (de), 128.
 Larouverade, 226.
 Lartigue (de), 327.
 Lataste (de), famille, 321.
 Laurenceau, 113, 318.
 Laurent, 28, 229.
 La Vacherie (de), 119.
 Lavergne (de), chanoine, 225, 323.

- La Vergne* (Charente-Inférieure), 116.
Laverny, 61, 318.
Lavigne, 242, 243.
Lebas, 82 et s., 194, 224, 238.
Lebeau, 242.
Le Bert du Carlo, aide-major, 156-172.
Le Bihan, 215.
Le Boiteux, sieur de Bardines, commis, 149.
Lebouc, 217.
Leboucher, 38.
Lebrun, sieur du Jarry, 119, 228, 256.
Lecarpentier, 192.
Le Cercler, 116.
Le Château d'Oléron (Charente-Inférieure), 114, 318.
Le Clair, 114, 319.
Le Clerc, 302.
Le Coen, 300.
Lecomte, 101, 233.
Le Conte, commissaire, 143.
Le Danois, 115.
Ledoux, 115.
Lefèvre, 229.
Lefrançois de Chamblé, 327.
Le Fuzelier, commissaire des guerres, 144-159.
Le Gentil de Paroy, 318.
Le Goff, 215.
Legrand des Gallois (Charles), 343-173. — (Nicolas des Mazières), 160-173.
Legris, 302.
Legroing, 231.
Legros, 232.
Lejan, 300.
Lelouis, 113, 316.
Leloup, 215, 224.
Le Marchand, 300.
Le Mignon, 300.
Lemoine (ou Lemoyne), 116, 218, 219, 318.
Lemonnier, abbé, 48, 107, 193.
Lendet, 229.
Léné, 117.
Lenfumez, 225.
Lenoan, 300.
Léonard, curé, 186, 225.
Léorille (Charente-Inférieure), 187.
Lepelletier, 303.
Le Port, canonnier, 162.
Lequin, prêtre, 101, 231.
Lequinio, 11, 42 et s., 107, 221.
Le Ramet, fief, 325 et s.
Le Recouvreur, 215.
Leriget, agent national, 112, 115, 193, 317.
Le Rocher (Charente-Inférieure), 113.
Leroux, 112, 237, 282.
Leroy, 43, 215.
Le Saulnier, 300.
Lesault, 303.
Lescuyer, 119.
Le Seau, 300.
Le Sergent, garde des vivres, 154.
Lesson, 63.
Lestranges (de), 4, 318.
Letellier, 393.
Le Thiec, 205.
Le Toullie, 299, 300.
Letourneau, 228, 230.
Le Tourneur, sieur du Plessis, 155-163.
Levallois, 112, 114.
Lezay (Charente-Inférieure), 113.
Limal, 240.
Limoges (Haute-Vienne), 283.
Limouzin, 113, 316.
Loiselière, 229.
Loix (Charente-Inférieure), 95, 113, 187.
Londeix, 232.
Long (de), canonnier, 162.
Longneil (de), 304.
Longueveau, 114, 319.
Lonzac (Charente-Inférieure), 11, 90.
Lorcy, 215.
Lou (de), sergent, 162.
Loubert (de), sieur des Ageaux, 144-173.
Lucas, 101, 164, 236, 233.
Luchet, 231.
Luzès, 208.

M

- Mabille*, 225-227.
Macaire, 101.
Macarthy, 319.
Macé, garde des vivres, 155, 156.
Machefert, 277, 279.
Machet, 277.
Macqueville (Charente-Inférieure), 322.
Madagascar, ile, 287-291, 294.
Madet, prêtre, 101, 231.
Mage, sieur de Pieuvirac, 118, 121.

- Magnytot**, 112.
Maier, 3, 244.
Maignas (de), capitaine, 155, 159.
Maltat, 113, 316.
Mallemont, fief, 322.
Mallet, 114, 293.
Malon, 46.
Managau, 72.
Manès, 116.
Mauzé (Deux-Sèvres), 200.
Marans, 17, 113, 116, 187, 203, 318.
Marcé, contrôleur, 152.
Marcellat, 318, 319.
Marchand, 114, 217, 226, 274.
Marchandon, 231.
Marcillac (de), capitaine, 159.
Marcillat, 113.
Marcoux, 230.
Marennes (Charente-Inférieure), 49, 112-116, 120, 186, 203, 204, 209, 210, 243, 317, 318.
Marest (des), ou des Marrais, sergent-major 155.
Marle (de La), 304.
Marquié, docteur, 129.
Marquiseau, 305.
Marrais, 161.
Marseille (Bouches-du-Rhône), 221.
Marsilly (Charente-Inférieure), 113.
Martel, 28.
Martière (La), île de Ré, 208.
Martin, 230, 232.
Martineau, 89, 198.
Martray (Charente-Inférieure), 202.
Martrou (Charente-Inférieure), 200.
Masguedon (de), 323.
Masseau, dit Beauséjour, 92.
Massés (du), lieutenant général, 142, 145.
Massiou, 244, 245.
Massot, canonnier, 163.
Masteau, 232.
Matafond, 319.
Mater, 225.
Matla (Charente-Inférieure), 116, 318.
Mathieu, 304.
Matrat, 277.
Matz (de), sieur de Montmartin, gouverneur, 149, 167, 174.
Maucier, 320.
Mauduit de Kerlivio, 318.
Maugeais, 113.
Mauléon (de), 93.
Maulévrier (de), seigneur, 117, 118.
Maurie, commissaire, 162.
Mauviguère (La), 209.
Maynosit (de), chapelain, 160, 164.
Mazard, 211.
Maze, 62.
Mazel (imprimé à tort Montel), 131, 199.
Mazie, 259.
Meaume père, 114.
Meilhac, 226.
Menestrel, 301.
Mercier, 301, 318, 319, 326.
Mercier-Lagrolière, 113.
Mériaud, 114, 318.
Merlet, 273.
Merveilleux, 318, 319.
Merveilleux Mortafont, 113.
Mestayer, 275.
Métais, abbé, 73.
Meunier, prêtre, 101, 231.
Meursac (Charente-Inférieure), 114.
Meux (Charente-Inférieure), 51.
Michel, 304.
Michelet, 274.
Millaguet, 225.
Millefleurs, manoir, 179 et s., 252-260.
Minoret, 301.
Mirambeau (Charente-Inférieure), 58, 113, 114, 318.
Miribel (de), 73.
Missy (de), 318.
Moëze (Charente-Inférieure), 210.
Moinot du Manay, 255.
Molinier, 199.
Molle, prêtre, 101, 233.
Mollet, 61.
Mongrand, 230, 275.
Monnet, 286.
Monsnereau, 114, 319.
Montalembert (de), sieur de Vaux, 174.
Montazet, 9.
Montandre (Charente-Inférieure), 49, 58, 114, 152, 318.
Montet-Cardaillac, 226, 231.
Montguyon (Charente-Inférieure), 49, 58, 318.
Montierneuf (Charente-Inférieure), 323.
Montillet, procureur général, 115.
Montis (de), sieur de la Tour, 49.
Montjournal, 231.
Mont-Journal, prêtre, 101.
Montlieu (Charente-Inférieure), 49, 51, 57, 75, 113, 114, 318.
Montpellier de Médillan (Charente-Inférieure), 244.

Montroy (Charente-Inférieure), 113.
Monvoisin, 275.
Monzie, 258.
Morand, juge de paix, 108, 109.
Moré, 318, 319.
Moreau, 101, 184, 212, 233, 278, 296.
Moreau, sieur de la Tour, 117.
Morès, lieutenant, 152.
Morgan, 318.
Morissonneau, 279.
Mortagne (Charente-Inférieure), 51, 113.
Mothe (de la), prévôt des bandes, 144, 147.
Mothe Fouqué (de la), 50.
Mothe Saint-Heraye (La) (Deux-Sèvres), 328.
Mouchard de Chaban, 251.
Mouchet, 274.
Mougin, trésorier, 161, 165.
Mouillebert (de), 71.
Mounier, 113, 116.
Mourin, 228.
Moutet, prêtre, 101.
Moyue, sieur de Chamfort, 119.
Muller, général, 112.
Musset (Georges), 2.

N

Nadaud, 276.
Nancy (Meurthe-et-Moselle), 286.
Nanot-Ducas, 231.
Narbonne (Aude), 242.
Natheau, garde des vivres, 155.
Naud, 302.
Négrier, 278.
Néré (Charente-Inférieure), 113.
Nermaud, 286.
Néron, 10, 241, 242, 243, 245.
Neuillac (Charente-Inférieure), 197.
Neuvic-sous-Matha (Charente-Inférieure), 322.
Nice, 232.
Nicolle, 51, 244.
Nieul-les-Saintes (Charente-Inférieure), 277.
Nieul-le-Virouil (Charente-Inférieure), 116.
Niort (Deux-Sèvres), 200.
Niou, 39.
Niox, 9.
Nivers, 230.
Noël, 228.
Noleau, 211.
Noriger (de), 126.

Normand, 225, 228, 237. — **d'Authon**, 132.
Noureaud, 279.
Noyer (du), commissaire des guerres, 153, 157, 160, 161, 164, 165.

O

O'Byan, curé, 187.
Ocqueteau, conseiller, 121.
Oléron, ile (Charente-Inférieure), 41, 203.
Orfeuille (d'), sieur de Foucault, 149, 166, 174.
Orléans (d'), 241.
O'Tard Dupuy, 28.
Ozias de Monlabeur, 325.

P

Padel, 300.
Paget, 303.
Paignon, 211.
Paillot (et non Paillot), 321.
Paillot, 114, 316.
Pain, 113, 320.
Pannetier, 52.
Pantecoste, 117.
Papaud, avocat, 324.
Papin (Geoffroy), 224, 320.
Papon, 101, 231.
Parcot, 94.
Parclon, 231.
Parent, 112, 113, 114, 316.
Paris-Lahire, 302.
Parisot, 302.
Parronneau, 113, 316.
Passard (du), écuyer, 116.
Pautard, 231.
Payan, 92.
Pebeyre, 227.
Pécharde, 230, 304.
Pegnenin, canonnier, 164.
Peigné, 279.
Pelé, 224.
Peligneau, 114, 317.
Pelletier, 228, 242.
Pelletreau, 74, 113. — **La Foy**, 319.
Pellisson, 52, 275.
Pellouaille (Charente-Inférieure), 113.
Pelluchon, curé, 187.
Penade, 114.
Penard, 319.
Penétreau, curé, 187.
Pepin, 273.

Pergault, 300.
 Pericaud, 198.
Pérignac (Charente), 28.
 Perinet, 302.
 Pernes (de), capitaine, 142, 146, 148, 151, 155, 158, 159, 161, 162, 163, 174, 175.
 Péronneau, curé, 111.
 Peroterie (Huguet de la), 230.
 Perpignac (de), 132.
Perpignan (Pyrénées-Orientales), 36.
 Perrier des Brousses, 63, 273.
 Perrin, 11, 224, 301.
 Perthuis, 113, 115.
Pessines (Charente-Inférieure), 125, 278.
 Petinaud du Garraud, 232.
 Petit, 74, 226, 230, 236, 237, 283. — de Boisé, 125.
 Peyroche, 232.
 Philippier, 271, 272.
 Picard, 114, 302, 304, 316.
Pichauderie (La), en Fontcouverte, 277.
 Pichon, 163, 233, 241.
 Pichon-Beaupré, 61, 112.
 Pichot, 230.
 Pierre, 215.
 Pigeot, 304.
 Pinson, 276.
 Piousac, 208.
Pioussay (Deux-Sèvres), 187.
 Pissonnet de Bellefond, 124.
 Planckaert, architecte, 2.
Plassay (Charente-Inférieure), 321.
Plédan (Côtes-du-Nord), 300.
Pleguien (Côtes-du-Nord), 300.
Pléven (Côtes-du-Nord), 300.
 Ploquin, 230.
Plouaret (Côtes-du-Nord), 300.
Ploux (Côtes-du-Nord), 300.
Plougourvest (Côtes-du-Nord), 300.
Plounezec (Côtes-du-Nord), 300.
 Poché-Laffon, 114, 318.
 Poirier, 72.
 Poitevin-Mauléon, 114, 123, 124, 230, 277, 318, 319, 320.
Poitiers (Vienne), 53, 67.
 Polard, 120, 122.
 Pone, 228.
Pons (Charente-Inférieure), 58, 113, 116, 119, 143-159, 242, 243, 248, 314, 318.
 Pons (de), marquis de la Caze, 159-175.

Pont-l'Abbé (Charente-Inférieure), 114, 210.
Port-Chauveau (Charente-Inférieure), 28.
Port-d'Envaux (Charente-Inférieure), 73.
 Potiron, menuisier, 278.
 Poubelle, 302.
Pouillac (Charente-Inférieure), 187.
 Pouilloux, 224.
 Poujol, 226, 227.
 Poupet, 115.
 Prat, 101, 231, 300.
 Pravier, prêtre, 101.
Préguillac (Charente-Inférieure), 278.
 Prenel, 304.
Prée (La), fort (Charente-Inférieure), 201.
 Prieur (famille), 119, 120, 121, 275.
 Prion, 302.
 Prod'homme, 228.
 Proust, 230, 233.
Puycheny, fief, paroisse de Champeaux, 324.

Q

Quartea, 297.
 Quesnel, 229.
 Quezus, 39, 223.
Quiberon (Morbihan), 300.
 Quinoyra, 216.
Quimper (Finistère), 300.

R

Rabion, 278.
 Raffey, 225, 227.
 Ramon, archer, 144.
 Rang-Babut, 327.
 Ranson, 273.
 Raoult, 114.
 Raoulx, 300, 319.
 Rateau, 113, 278.
 Ratier, 112, 318.
 Ravette, 228.
 Raymond, 232.
 Raymond, prêtre, 101.
 Raynal, 240.
 Raynier (Isaac du), sieur de Droué, gouverneur, 164, 175. — (Valentin), 164.
Ré, ile, 97, 98, 100, 166, 179, 183, 200, 201.
Réals (de), 112, 125, 195.
Réalz (de), capitaine, 151, 158.

- Réaux* (Charente-Inférieure), 114.
Regelsperger, 328.
Regnaud, juge, 112, 116, 117, 118, 324.
Regnault de Saint-Jean d'Angély, 112.
Reims (Marne), 262.
Reix (de), 302.
Rempnoulx, 233.
Renaud, 112, 113, 114, 131, 278, 279, 318, 319.
Renaudet, conseiller, 122.
Renaudin, 303.
René, 302.
Renier, 273.
Renou, 320.
Renon, 115.
Rétault (Charente-Inférieure), 127, 242.
Retaud, notaire, 276.
Retif, 241, 276.
Retouret, 232.
Reveillaud, procureur, 125.
Revillé, 278.
Riberey, curé, 186.
Richard, 67, 187, 278.
Richardeau, 277.
Riché, 198.
Richelieu (de), 205.
Ricque, 293.
Ridel, archer, 147.
Rigault, 187, 231, 233.
Rignac, 211, 215.
Rigollet, 327.
Riguidel, 215.
Rion, 230.
Rioux (Charente-Inférieure), 114, 127, 315.
Ripoud, prêtre, 101.
Riquet, 113, 240, 241, 245, 318.
Rivaille, 259.
Rivedoux (Charente-Inférieure), 94, 95, 252.
Rivery (de), sieur de Potonville, lieutenant du roi, 144, 147, 150, 153, 157, 160, 163, 164, 175, 176.
Rivière, 115, 163, 318.
Robert, 114, 115, 215, 240, 276, 319.
Robin, 274.
Roch, 159, 163.
Roche, 232, 318.
Roche du Maine (La), 309.
Rochebeaucourt (de la), sieur de Saint-Mesme, gouverneur, 143, 176.
Rochefort (Charente-Inférieure), 2, 3, 35 et s., 100 et s., 107, 112, 114, 115, 116, 128, 186 et s., 200-242, 317-319.
Rochevoucauld (de la), 156, 165, 176, 272.
Roddiér, 101, 233.
Roffignac (de), 73.
Roger, prêtre, 101.
Rohan (de), comte de Porhoët, gouverneur, 146, 149, 152, 156, 176.
Rohan-Rohan, 200.
Roland, 215.
Rollands, 230.
Rollet, 228, 301.
Romané, 225.
Romazière (Charente-Inférieure), 187.
Rome (Italie), 256.
Romieux (William), 327.
Rondeau, 113, 116, 258, 278, 319.
Roquepine (de), sieur de Bierre, 154, 158, 162, 176.
Rosny (de), 246.
Rostrenen (Côtes-du-Nord), 300.
Rouffie, 226.
Rouland, village, commune du Bois, 91 et s.
Roulhac, 233, 283.
Roulland, 215.
Roullin, 278.
Roupe, 115.
Rousseau, sieur de La Cour, seigneur de Jazénieux, capitaine, 183, 184, 231, 251, 254-260, 303.
Roussel, 225, 227.
Rousselet, écuyer, 126.
Roux, 101, 227, 231, 233, 279.
Houzard, 302.
Roy, 112, 113, 114, 245, 318, 319.
Roy de Montroy, 320.
Royan (Charente-Inférieure), 114, 143-164, 207, 318.
Rozier, 73, 155.
Ruamps, 113, 319.
Ruelle, 303.
Ruffile, 242.
Ruthin, échevin, 124.
- S
- Sablonceaux* (Charente-Inférieure), 95, 315.
Sagoutier, 211.
Sagot, 116.
Saint-Agnant (Charente-Inférieure), 116, 318, 323.

- Saint-Aigulin* (Charente-Inférieure), 114.
Saint-Aulais (Charente-Inférieure), 126.
Saint-Bonnet (Charente-Inférieure), 324.
Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), 300.
Saint-Ciers-du-Taillon (Charente-Inférieure), 114.
Saint-Coutant (Charente-Inférieure), 113.
Saint-Denis (Charente-Inférieure), 114.
Saint-Domingue, île, 218, 221.
Saint-Fort (Charente-Inférieure), 113, 114.
Saint-Froult (Charente-Inférieure), 114.
Saint-Genis (Charente-Inférieure), 4, 318.
Saint-Georges-des-Coteaux (Charente-Inférieure), Arnaud, 279.
Saint-Germain-du-Seudre (Charente-Inférieure), 51.
Saint-Giry (de), sieur de Maignas, capitaine, 151.
Saint-Gouard (de), 143.
Saint-Hilaire-de-Villefranche (Charente-Inférieure), 318.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 112-116, 120, 143-164, 200, 205, 210, 244, 248, 317, 318, 320.
Saint-Just (Charente-Inférieure), 113.
Saint-Laurent, près Cognac (Charente), 120.
Saint-Légier (de), 219.
Saint-Maixent (Deux-Sèvres), 38.
Saint-Martin-de-Neuvic, 312.
Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure), 92, 116, 128, 170, 201, 202, 318.
Saint-Nazaire (Charente-Inférieure), 41.
Saint-Ouen (Charente-Inférieure), 38.
Saint-Palais-de-Négrignac (Charente-Inférieure), 187.
Saint-Pierre d'Oléron (Charente-Inférieure), 114, 318.
Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 318.
Saint-Priest-la-Plaine (Creuse), 300.
Saint-Quay (Côtes-du-Nord), 300.
Saint-Quentin-de-Rançanne (Charente-Inférieure), 51.
Saint-Rogatien (Charente-Inférieure), 113.
Saint-Romain-de-Blaye, 64, 65.
Saint-Saturnin-de-Séchaux (Charente-Inférieure), 116.
Saint-Saud (de), 128.
Saint-Sauvant (Charente-Inférieure), 122.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 62, 114, 318.
Saint-Séglin (Ille-et-Vilaine), 300.
Saint-Servan (Côtes-du-Nord), 321.
Saint-Seurin-d'Uzet (Charente-Inférieure), 48 et s., 263.
Saint-Sornin (Charente-Inférieure), 114.
Saint-Symphorien (Charente-Inférieure), 315.
Saint-Trojan (île d'Oléron), 209.
Saint-Vallier (Charente), 75.
Sainte-Constance, prieuré, 321.
Saintes (Charente-Inférieure), 6 et s., 52 et s., 61 et s., 83 et s., 101, 110, 111, 113, 114, 116, 151, 155, 162, 197, 200, 205, 239, 247, 311, 318, 319, 320.
Salanoue-Ipin, docteur, 3.
Salbert, 320.
Salomon, 113.
Salvetat, 240.
Samart de Mauve, 142.
Samson, sergent-major, 144, 147.
Santigny, 302.
Sarrazin (famille), 274 et s., 303.
Saujon (Charente-Inférieure), 114, 116, 206, 318.
Saumur (Maine-et-Loire), 12.
Saunier-Beaupine, 318.
Saurin, 279.
Sauvage, 226.
Sauvaigé (de), 143, 146.
Savary, 211, 217, 232.
Savatier des Graves, 319.
Savigny, 224.
Savouret, 101, 231.
Savourin, 224.
Sebilleau, 113.
Seguin, 276, 319.
Séjourné, 259.
Senné, avocat, 123, 324.
Senouche, logis, commune de Chaniers, 11, 18, 20.
Séraphin (révérend père), 127.
Sérigny (de), 318.
Serre, 224.
Serrier, 303.

Seuillet, 274.
 Seutre (du), 5.
 Sevin, commissaire, 164.
 Sicard, 239.
 Silègue (de), 111.
 Simon, 101, 303, 304.
 Sounac 227.
 Sorberisse, chirurgien, 144, 147, 150, 153.
 Sorin, 131.
 Sottas, docteur, 179, 196, 251.
Soubise (Charente-Inférieure), 200, 204, 210.
 Souchard des Barres, 259.
 Soudais, 302.
 Soudoyer, 242, 243.
 Soulivet, 279.
 Soullez, 229.
 Sourdonnier, 276.
 Sourrisseaux, 293.
Spezet (Finistère), 300.
 Stein, 197.
Strasbourg (Alsace), 244.
 Suire, 241.
 Suratte, 237.
Surgères (Charente-Inférieure), 38, 113, 116, 200, 318, 328.
 Sylvain, 226.

T

Tabaraud, 232.
 Tabois, 244.
 Taillasson, 199.
Taillebourg (Charente-Inférieure), 113, 114, 143-163, 248.
 Talbot, 101, 232.
Talmon (Charente-Inférieure), 143-163.
 Tapon, 274.
 Taquin, canonnier, 162.
 Tard, 278.
 Tardieu-Maleyssie, 318, 319.
 Tartu, 46.
 Taullade (de la), capitaine, 158.
 Taupin, 228, 230.
 Tayaud, 289.
 Templier, 240.
 Tercinier, 72, 74.
 Termonis, 8.
Terrefort, près Saintes, 118.
 Tessier, 112, 113, 114.
Tesson (Charente-Inférieure), 242.
 Testut, 113.
 Teulier, 233.
 Texandier, 226.

Texier, 224, 227, 317.
Tfazza (Maroc), 199.
Thaïms (Charente-Inférieure), 244.
Thairé (Charente-Inférieure), 113.
Thenac (Charente-Inférieure), 114, 118, 123, 186, 242, 322.
 Thenard, 318.
 Thenot, potier, 277.
 Théon de Nérac (de), 125.
 Thézac (Compagnon de), 240.
 Thibaud ou Thibault, 92, 93, 94, 114, 180, 319, 326.
 Thibiat, 304.
 Tiodonnet, 303.
 Tisseraud, sieur de Courchamps, aide-major, 164.
 Tison, sieur du Roch, sergent-major, 156, 160, 177.
Tocane-Saint-Apre (Dordogne), 324.
 Tolluire, 116.
Tonnay-Boutonne (Charente-Inférieure), 114, 116, 318.
Tonnay-Charente, 113, 118, 120, 165, 210, 308, 318.
 Tonneau, chapelain, 157.
 Topsent, 39, 219, 223.
Toucheronde, fief, 322.
 Toucquart, 143-156.
 Toufaire, 191.
 Touquoy, 119.
 Tour (de la), sieur des Fontaines, 143, 146, 149.
 Tourneur, 278.
 Tourneur (Le), sieur du Plessis, gouverneur, 151, 177.
Tours (Indre-et-Loire), 12.
 Toussaints, 244.
 Toutan, 320.
Touzac (Charente), 195.
 Traversay, 245.
Trébeurden (Côtes-du-Nord), 300.
Tremblade (La) (Charente-Inférieure), 42, 74, 114, 116, 207, 318.
Trémeloir (Côtes-du-Nord), 300.
 Trémouille (de La), 143, 146, 149, 152, 156, 178.
 Trésabuis (de), sieur de Garchetière, 162.
 Treuille (Comte), 74.
 Trouvé, sieur de la Fleur, sergent-major, 155, 158, 162.
 Tual, 215.
 Turpin, 66, 67, 242.
 Turquois, commissaire, 156.
 Tynot, 302.

V

- Vaillant, archer, 147.
Vaillon, 252.
Valée, 232, 300.
Vallet, 279.
Vallois (de), 319.
Vanderquand, 276.
Vanier, 237.
Varaigne, 232.
Varson (Charente-Inférieure), 113.
Varzay (Charente-Inférieure), 279.
Vaulx (de), capitaine, 156.
Vauquet, 230.
Veillon, 273, 308.
Verdelin (de), capitaine, 151, 154, 158, 178.
Veremontois, 249.
Vernier, dit La Motne, sergent, 143.
Vernon (de), 122.
Véronnet, 119.
Veyres, chapelain, 163.
Veyres, 113.
Viault, 113.
Viauld, 242.
Vibrac (Charente-Inférieure), 187.
Vidal, 243.
Viète, 71.
Vieuille, 9.
Vigen, docteur, 49, 57, 60, 75.
Vigier, sieur du Merray, commissaire, 155.
Vignaud, 114, 115, 279.
Vignier, 114.
Vignolles (Charente), 53.
Villecollet, 220, 237, 283, 293.
Villemonieux, 233.
Villeroy, 53.
Villexavier (Charente-Inférieure), 114.
Vinant, 231, 277.
Vinet, 19, 67, 112, 113, 277.
Violleau, 244.
Viremontois (de), prévôt des bandes, 150, 153, 157.
Vitet, 273.
Vittu de Kerraoul, 132.
Vivien, 230.
Vivonne (de), marquis de Pisany, gouverneur, 142, 178.
Voute, garde des vivres, 157.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1408



